

M.I.L VIGILANCE

N° 1/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

INTERNET : Nous diffusons régulièrement des informations et des analyses grâce à internet. Si vous ne recevez rien, cela signifie que nous n'avons pas votre adresse de courriel. Pour remédier à cela, il suffit de nous la transmettre en nous envoyant un courriel à mil-inscription@noos.fr en indiquant votre nom, votre prénom et votre qualité d'adhérent du M.I.L. (notre site : <http://www.lemil.org>)

DE PLUS EN PLUS DE FEMMES ISLAMISTES RADICALES EN FRANCE

De loin, leur groupe est impressionnant. Une trentaine de femmes perdues sous leur niqab noire. Des silhouettes qui ne sont pas passées inaperçues à Auxerre, où ce groupe, qui se revendique du tabligh, une mouvance piétiste et fondamentaliste, a attiré l'attention de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI). La mouvance radicale se féminise, à en croire les policiers. À Auxerre, ce groupe est particulièrement prosélyte, suivant la doctrine des tablighs, ces croyants qui entendent reproduire le mode de vie du prophète et vont au-devant des publics, notamment marginalisés, pour porter cet islam du pied de la lettre. À la sortie des écoles, ces femmes entièrement voilées abordent les mères de famille, proposent une éducation musulmane, engagé à rejoindre un groupe de lecture du Coran. Elles forment un groupe soudé et tourné contre l'Occident, décrit la DCRI. Ces femmes se réunissent pour vouer aux gémonies la France, les juifs, qu'il « faut anéantir » et parler de djihad. À leur tête, deux femmes, l'une marocaine, l'autre convertie, mèneraient ces actions, dans la mouvance d'un imam surveillé, el-Mouloudi Moutaa. « On observe une montée en puissance du féminisme islamique, avec son versant radical », confirme Bernard Godard, auteur des Musulmans de France (Robert Laffont). Les mouvements tablighs, mais aussi salafistes, tout aussi fondamentalistes, mais plus politiques, connaissent un succès croissant, avec la recrudescence des prêches enflammés, selon la DCRI. Notamment parmi les femmes, du Maghreb et d'Afrique noire, « ce qui est nouveau ». Ces groupes séduisent d'autant plus facilement les jeunes qu'ils sont en rupture avec la société française qu'avec l'islam traditionnel des parents. « Ce n'est plus la génération des filles voilées qui avaient manifesté contre la loi sur les signes religieux à l'école, en agitant des drapeaux français », poursuit-il. Ces recrues gardent de leur jeunesse française les outils de la modernité, la revendication d'une place au même titre que les hommes. Elles s'investissent sur les forums Internet radicaux, organisent leurs propres manifestations. « Mais se fichent de l'intégration. » La plupart étaient « opprimées dans leur famille, marginalisées dans la société. Elles transforment leurs frustrations dans cet islam sectaire où l'on obtient facilement des bons points », analyse Antoine Steir, qui vient de publier une Lettre ouverte aux islamistes. « La religion leur permet de s'affirmer. » Certaines de ces femmes radicalisées ont servi de boîtes aux lettres dans des réseaux terroristes démantelés. Mais leur extrême visibilité les écarte de l'action clandestine et vise la propagande, estime encore Steir. Car ces femmes s'attaquent à l'idée que l'émancipation occidentale serait un bienfait. Le Figaro du 5 décembre 2008

LES ULTRAS DU SERVICE MINIMUM

Une mesure explosive en forme de "coup de gueule" à la suite du blocage de la gare Saint-Lazare et de la grève tournante menée depuis un mois et demi par les cheminots de Nice. "Notre électoral et les usagers attendent des réponses fermes. Face aux comportements abusifs de certains syndicats minoritaires, nous devons disposer d'outils juridiques plus coercitifs", plaide Eric Ciotti, député et président du conseil général des Alpes-Maritimes. Avec ce texte, l'aile dure de l'UMP espère peser sur la réforme du service minimum promise par le chef de l'Etat. "L'affaire de la gare Saint-Lazare a montré que la loi de 2007 n'allait pas assez loin. Une partie importante de la majorité parlementaire va faire pression pour mettre en place un vrai service garanti", prévient Christian Vanneste, député UMP du Nord et cosignataire du texte. Le dossier pourrait "mettre le feu à la SNCF", s'inquiète un proche du dossier. La réquisition serait perçue comme une déclaration de guerre par les syndicats, en pleine campagne pour les élections professionnelles du mois de mars. Cette mesure, évoquée depuis des années à droite, avait d'ailleurs été prudemment écartée par l'Elysée en 2007. "Si les députés UMP veulent remettre en cause le droit de grève, ils n'auront pas affaire à des ingrats", menace Didier Le Reste, secrétaire fédéral de la puissante CGT-Cheminots (40 % des voix). "Les propos de Nicolas Sarkozy sont interprétés par certains politiques comme un signal pour se lâcher. C'est inacceptable", ajoute le leader de SUD-Rail, Christian Mahieux. Le tout nouveau ministre du Travail, Brice Hortefeux, marche sur des oeufs. "La proposition d'Eric Ciotti ne l'engage en rien", précise-t-on dans son entourage. Le ministre a confié une mission de réflexion au député Jacques Kossowski,

rapporteur de la loi sur le service minimum. Celui-ci rencontrera la direction et les syndicats et fera des propositions au ministre, qui présentera des "ajustements". "Il n'est pas question de réquisitionner les agents. Il y a sans doute d'autres solutions", indique Jacques Kossowski.

Le président de la SNCF, Guillaume Pepy, veut "changer les règles" qui autorisent les cheminots à faire grève seulement cinquante-neuf minutes par jour. Cette technique, généralisée par SUD à Saint-Lazare, permet de perturber le trafic en limitant les pénalités financières. "On pourrait imaginer qu'à partir du deuxième jour de grève, tout arrêt de travail provoque la retenue d'une journée de salaire", propose Hervé Mariton, rapporteur (UMP) du budget des transports à l'Assemblée.

L'autre astuce, utilisée par la CGT à Nice, consiste à mettre en place des grèves "tournantes" (chaque cheminot cesse puis reprend le travail). Mais cette mesure a été validée par le Conseil constitutionnel dans son avis sur la loi de 2007. Le gouvernement pourrait contourner l'obstacle en rallongeant de quarante-huit à soixante-douze heures le délai obligatoire avant de se déclarer à nouveau gréviste.

"La loi mérite sans doute d'être améliorée, mais les problèmes récents viennent aussi du mauvais fonctionnement du dialogue social à la SNCF", diagnostique Hervé Mariton. L'entreprise publique a reçu le message. La direction a engagé cette semaine une concertation avec les syndicats pour tenter d'aménager le "droit de retrait". C'est cette disposition, qui permet aux cheminots de cesser le travail en cas d'agression, qui avait conduit l'entreprise à fermer la gare Saint-Lazare. Le Journal du Dimanche du 25 janvier 2009

NICE : LES CASSEURS DANS LE CENTRE-VILLE

L'impressionnant dispositif policier mis en place n'a pas suffi à dissuader les casseurs. Une semaine après les violents débordements de la manifestation pour la paix à Gaza, Nice a encore connu une après-midi de troubles, au cours de laquelle une dizaine de vitrines de commerces et plusieurs véhicules ont été saccagés. L'après-midi avait pourtant bien commencé. Même si le dispositif de 560 policiers, CRS et gendarmes était visible et impressionnant, les Azuréens flânaient dans les rues commerçantes, même au milieu des uniformes, postés en groupes tous les dix mètres le long de l'avenue Jean-Médecin. Rapidement, de petits groupes de jeunes, et même très jeunes, sont arrivés sur l'avenue Jean-Médecin, casque à la main, blouson en cuir fermé, écharpe sur le visage. Très vite, les forces de l'ordre ont procédé à de nombreux contrôles d'identité.

Vers 15 h 30, le climat se tend. Les CRS se mettent en position face à l'avenue Thiers, casques vissés sur la tête, boucliers au bras. Que se passe-t-il à ce moment-là ? Peu le savent. Certains parlent d'identitaires niçois, pas au courant de l'annulation préfectorale de leur manifestation initialement prévue en début d'après-midi, qui auraient échangé quelques insultes avec des jeunes à cet endroit. Toujours est-il qu'autour de ces CRS, une foule de jeunes commence à s'agglutiner. Le tramway est arrêté. Il repartira quelques minutes plus tard, escorté par les policiers municipaux. Et soudain, c'est le mouvement de foule. Encadrés par les CRS, plusieurs centaines de jeunes descendent l'avenue Jean-Médecin, sans violence particulière, mais en huant et en sifflant. Ils finissent sur la place Masséna, à côté de la fontaine. C'est là que tout s'enchaîne : les CRS ont positionné camions et hommes pour empêcher le groupe de remonter sur l'artère. Pendant un moment, les manifestants brandissent des drapeaux, et crient : « Israël, assassins ! »

Devant l'impossibilité d'emprunter l'avenue, le groupe redescend, et la casse commence alors dans la rue de l'Opéra. Plusieurs voitures et la terrasse d'un restaurant sont saccagées. Le mouvement des casseurs est enclenché. Par petits groupes d'une cinquantaine, ils se dispersent et cassent. Pots et jardinières renversés, terrasses retournées, voitures saccagées, vitrines brisées, le centre de Nice a encore souffert. Mais le travail de canalisation du groupe par les forces de l'ordre a payé : les dégâts ne sont que matériels et limités à un périmètre relativement restreint. Aucun blessé n'est à déplorer. La police a procédé à 17 interpellations, dont 11 pour dégradation de biens.

Nice Matin du 18 janvier 2009

GRAND NETTOYAGE DANS LES FICHIERS DE POLICE

« Sarah Bernhardt (...) aurait des idées plus que lugubres. Ainsi elle aurait chez elle un cerceuil en palissandre capitonné, dans lequel elle se couche parfois. Elle aurait en outre dans son salon, sous un meuble, une tête de mort qu'elle aurait rapportée de Champigny, laquelle serait placée dans un plat d'argent. » Précision de la description, rigueur de l'écriture, comme dans cette fiche datée du 23 mars 1874. Le fichier des courtisanes, exhumé des archives de la Préfecture de police de Paris qui en dit long sur le pouvoir de fichage de la police à travers les âges.

Aujourd'hui, on ne fiche plus les courtisanes. Et l'on imagine, à la lumière de l'affaire des camets noirs d'Yves Bertrand, ancien patron des RG, le scandale si un service de police venait à inscrire officiellement dans un registre les liens réels ou supposés entre des actrices et des hommes politiques. Dans les sous-sols de la Préfecture de police s'alignent pas moins de sept kilomètres de rayonnages remplis de fiches, de registres, de procès-verbaux et de rapports plus ou moins sulfureux. La « PP », comme l'appellent les initiés, demeure la seule institution, avec les ministères des Affaires étrangères et de la Défense, à avoir le droit de conserver ses propres archives. Tandis que toutes les autres administrations, y compris le ministère de l'Intérieur, sont obligées de les verser aux Archives nationales. La Préfecture cherche un nouveau silo d'archivage, en banlieue ou ailleurs, pour entreposer ce que l'avenir lui réserve. Edvige et ses 2,5 millions de noms ont fait scandale. Le FAR et ses 60 millions de fiches voudraient se faire oublier. Le FAR (Fichier alphabétique de rensei-

nement) est un registre manuel de la gendarmerie. Comportements, conflits de voisinage, possession de chiens dangereux, tout y passe. Ces informations ressortent opportunément dès que l'administration enquête sur la moralité des candidats aux concours de la fonction publique, à l'ouverture d'un débit de boissons ou à une autorisation de détention d'arme. Dans la plus petite brigade, depuis 1971, chaque gendarme établissant un PV ou constatant un fait digne d'être gardé en mémoire a donc établi une fiche individuelle qu'il rangeait consciencieusement dans un registre mécanographique. Et ce travail de fourmi a permis de classer en près de quarante ans autant de personnes que la France compte d'habitants, exclusion faite des défunts et des individus de plus de 80 ans. Le FAR a été pointé du doigt par le premier groupe de contrôle des fichiers confié au criminologue Alain Bauer en 2006. Deux ans plus tard, devant ce groupe ressuscité par le scandale Edvige, la gendarmerie promet, comme hier, qu'il sera détruit ou plutôt «refondu». Car il ne faut pas être naïf, tout ne va pas disparaître. Les informations à caractère «opérationnel» vont certainement migrer ailleurs, si ce n'est déjà fait. La fiche de papier, elle, est bien vouée à la destruction.

Dans les mois qui viennent, des millions de fiches de police vont ainsi passer à la broyeuse. Une loi de 2004 a fixé au 24 octobre 2010 la date limite de mise en conformité des fichiers intéressant la sûreté de l'Etat, la défense et la sécurité publique. Et ce qui ne sera pas détruit pourra être archivé. Un groupe spécial doit être mis en place prochainement au ministère de l'Intérieur, sous la responsabilité des Archives nationales, pour fixer le sort des fichiers illégaux ou devenus obsolètes. Cette vaste entreprise de nettoyage des fichiers a abouti à d'étonnantes découvertes. Dans les fichiers de la gendarmerie, par exemple, figure celui de la batellerie. Créé en 1942 par la brigade de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), ce fichier, aujourd'hui archivé à Rosny-sous-Bois, contient 52 000 fiches sur les marinières, leurs familles, leurs ouvriers, leur bateau et leur employeur. Il n'a jamais été déclaré. En clair : il est illégal. Lui aussi finira bientôt en confettis. En 2006, déjà, la maréchaussée avait été mise à l'index pour avoir constitué un fichier des travailleurs saisonniers qui cueillent la tomate et le raisin. Dans la panique, il fut immédiatement supprimé.

On recense, à ce jour, pas moins de quarante fichiers de police et de gendarmerie en activité : fichiers judiciaires d'identification, notamment génétiques ou d'empreintes ; fichiers d'antécédents ; fichiers administratifs ; fichiers de renseignement, confidentiels ou totalement secrets quand ils concernent le terrorisme. Sans ces bases de données indispensables aux enquêtes, les forces de l'ordre seraient aveugles et sourdes. L'informatique en a démultiplié l'usage. Le seul fichier policier dit Stic contient 5 millions de mis en cause. Et beaucoup d'informations erronées ou périmées. Son équivalent dans la gendarmerie, Judex (système judiciaire de documentation et d'exploitation), en compte près de 3 millions, pour 8 millions d'affaires recensées. Le fichier des personnes recherchées (FPR), pivot du système d'enquête judiciaire, a fait l'objet de 39 millions de consultations en 2005, pour 300 000 fiches déclarées. Et il ne s'agit là que des plus importants. Car il y a aussi dans la police le fichier des brigades spécialisées ou celui du faux-monnayage. Et chez les gendarmes, le fichier des personnes sans domicile ni résidence fixe (SDRF) ou celui des personnes nées à l'étranger.

Pour la mission Bauer, mise en place par le ministre de l'Intérieur, sous le regard de l'Élysée, toute la difficulté consiste d'abord à faire ressortir les fichiers clandestins et les morceaux de fichiers officiels bricolés au fil du temps. Leur pertinence sera évaluée.

Autre catégorie : les fichiers mutants, c'est-à-dire les fichiers déclarés qui ont subi une modification, comme le fichier des Renseignements généraux (FRG), devenu Edvige. «Il est aujourd'hui figé», assure la Direction des libertés publiques à l'Intérieur. Malgré la polémique, il est donc consulté, y compris sur les données personnelles qui fâchent, même s'il ne peut plus être alimenté. Car il faut bien que la police travaille. En cette période de transition, elle se plaint de ne plus avoir le droit de s'intéresser aux personnes morales, mais seulement aux personnes physiques. Edvirsip, la deuxième mouture d'Edvige, devrait régler le problème. Ce fichier ne contiendra plus les données relatives à la santé et à la sexualité des personnes. Et les mineurs de 13 ans et plus qui y figureront bénéficieront d'un droit à l'oubli, une fois qu'ils auront atteint leur majorité. En attendant les éventuelles propositions complémentaires du groupe Fichier qui planche tous les lundis place Beauvau.

À en croire un représentant de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, gendarme des fichiers depuis la loi de 1978, l'affaire Edvige a fait exploser le nombre de demandes d'accès des particuliers, élus et responsables d'associations, à leur éventuelle fiche RG. Elles dépassent le millier de requêtes. Et il en arrive chaque jour davantage, au risque d'engorger la machine. «Les trois quarts de ces sollicitations proviennent pourtant de personnes qui ne sont pas fichées», confie un juriste qui instruit ces dossiers.

Au-delà des fichiers, les forces de l'ordre ont mis au point de nouvelles applications informatiques pour s'en servir, les trier, les croiser, aider à l'enquête. La police a son logiciel Salvac pour aider à identifier les tueurs et violeurs en série. La gendarmerie concocte, de son côté, une nouvelle application, Périlcès, pour étendre ce type de recherche par croisement de fichiers à un nombre bien plus large d'infractions. Jusqu'au voleur en série d'autoradios ? «C'est là que le bât blesse, estime le représentant de la Conférence de bâtonniers, Me Claude Duvernoy. Il faut trouver un juste équilibre entre le souci d'efficacité de la police et le besoin impérieux de préserver les libertés publiques.»

Le Figaro du 3 décembre 2008

REFUS DE PARTIR EN AFGHANISTAN : PAS MAL DE LACHETE

« Ce type d'insoumission est très marginal. C'est une poignée d'hommes, à l'encontre desquels il faut être très sévère. On s'engage pour servir et non pour choisir son adversaire, observe Guy Teissier, Président de la commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale. Je vois pas mal de lâcheté dans leur décision, car c'est un moyen un peu facile pour ne pas partir sur un théâtre difficile ! » Le Parisien du 28 janvier 2009

MIL-VIGILANCE N° 1/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois
Imprimerie spéciale

«JE SUIS FIER D'ETRE GAULLISTE»,

a déclaré Raoul Béteille, ancien député RPR, président du Comité d'honneur du MIL.
ET VOUS ? SI VOUS AUSSI VOUS ETES FIER D'ETRE GAULLISTE, RENVOYEZ-NOUS CETTE DECLARATION

Nom : Prénom :

Adresse : Numéro d'adhérent :

Code postal : Ville : Courriel :@.....

OUI, MOI AUSSI, JE SUIS FIER D'ETRE GAULLISTE !

Je commande l'insigne du MIL (format 1 cm) (5 € pour les adhérents à jour de cotisation, 15€ pour les autres)

Je souhaite recevoir le diplôme (format 29.7x21 cm) et l'attestation (format 8x5 cm) du MIL (20 €)

Je souhaite recevoir le porte-clé du MIL (5 € pour les adhérents à jour de cotisation, 15€ pour les autres)



« Toute ma vie, je me suis fait une certaine idée de la France. »
« La France n'est réellement elle-même qu'au premier rang. »
« Chaque Français fut, est ou sera gaulliste. »
MIL : la droite civique, gaulliste et patriote



Date : Signature :

A renvoyer au M.I.L., BP 84, 92303 Levallois-Perret Cedex - Site Internet <http://www.lemil.org>

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elles contiennent sont à usage strictement interne et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification sur justification de votre identité.

M.I.L VIGILANCE

N° 2/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

L'ULTRAGAUCHE TISSE SA TOILE EN EUROPE

Épais de 41 pages, le rapport avait été rédigé par l'ex-Direction centrale des renseignements généraux. Estampillé « confidentiel défense », il était intitulé « Du conflit anti-CPE à la constitution d'un réseau préterroriste international : regards sur l'ultragauche française et européenne. » Les auteurs y assuraient que « la fin de l'année 2005 marque la renaissance d'une ultragauche violente ». Convaincus que le CPE a permis à l'ultragauche de « capter une nouvelle génération d'activistes », les services ont recensé près de 70 « passages à l'acte violent » depuis janvier 2006. Les ex-RG, situant « la mouvance squat de type anarcho autonome au centre des violences », passent en revue des sites clandestins où ont été saisies des « substances explosives » ou encore de la littérature du type « Pourquoi nous haïssons la police ». D'après les policiers, le prétendu « préterrorisme » des « anarchos autonomes » est établi après l'arrestation, à Toulouse en 2007, de suspects essayant « un engin explosif » et mis en examen pour l'incendie d'une voiture piégée à Rennes. Le rapport revient aussi sur l'interpellation, le 23 janvier 2008 à Vierzon, de deux activistes en possession « de 1,6 kg de chlorate de soude, d'une documentation écrite en plusieurs langues relative à la fabrication d'engins explosifs ou incendiaires artisanaux ». Achevant leur rapport sur l'« ébauche d'un réseau européen », l'ex-DCRG écrivait il y a six mois qu'un « groupe informel d'activistes d'ultragauche de type autonome » disposait au domicile parisien de Julien Coupat « d'un local intitulé Le Vouvray ou Jargon libre, utilisé comme lieu de réunion, d'hébergement d'anarchistes étrangers de passage (...). » Évoquant les « bases arrière logistiques souvent difficiles d'accès », le rapport désignait déjà le site du « Goutailoux » à Tarnac comme étant le « point le plus stratégique » où transitaient les « membres de l'ultragauche européenne ». Cinq mois plus tard, un coup de filet y était mené en vue de démanteler un présumé groupuscule soupçonné d'avoir saboté des lignes TVG. Pour l'heure, aucune preuve matérielle n'implique aucun des suspects. Dans son chapitre sur les « activistes présents sur tous les fronts de l'ultragauche européenne », les anciens RG affirment : « Très mobiles, la plupart d'entre eux ont été signalés à l'occasion de rendez-vous internationaux de la mouvance, comme à Barcelone, Séville, Thessalonique, Athènes, Gênes, Milan, Genève, Rostock... ».

Le Figaro du 3 décembre 2008

FOULARD A L'ECOLE : LA CEDH DEBOUTE DEUX FRANÇAISES

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a débouté deux jeunes Françaises, qui contestaient leur exclusion définitive de leur établissement scolaire au motif qu'elles avaient porté le foulard pendant un cours de sport. Les deux requérantes sont deux jeunes femmes de 21 et 22 ans et résidant à Flers, dans l'Orne. De confession musulmane, elles se plaignaient d'avoir été exclues définitivement de leur établissement scolaire en 1999 au motif qu'elles avaient refusé de retirer leur foulard pendant les cours d'éducation physique et sportive, alors qu'elles étaient scolarisées en classe de 6e. Leurs recours devant les juridictions administratives françaises ont tous été rejetés. Devant la CEDH, elles invoquaient les articles 9 (droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion) et 2 du Protocole 1 (droit à l'instruction) de la Convention européenne des droits de l'homme. La Cour conclut à la non-violation de l'article 9, estimant que la sanction de l'exclusion définitive « n'apparaît pas disproportionnée » et constate que les requérantes ont pu poursuivre leur scolarité par correspondance. Selon les juges, les convictions religieuses des requérantes ont été « pleinement prises en compte face aux impératifs de la protection des droits et libertés d'autrui et de l'ordre public ». La Cour estime qu'aucune question distincte ne se pose sous l'angle de l'article 2 du Protocole 1.

Le Nouvel Obs.com du 4 décembre 2008

LES SERVICES SECRETS TRES BIEN TRAITES DANS LE BUDGET 2009

Le budget de la DGSE (Direction Générale de la Sécurité Extérieure) sera en hausse en 2009 de 28%. Les services secrets français font donc partie des institutions épargnées par les restrictions budgétaires. Cette augmentation importante, près de 30%, n'est en fait que du rattrapage : la DGSE était l'un des rares services occidentaux à travailler à budget constant, voire moindre, depuis le 11 septembre 2001. Elle va pouvoir refaire une partie de son retard en matière technologique (les écoutes notamment), et va embaucher des personnels sur le terrain, dans les zones de crise. Le budget de la DGSE sera l'année prochaine de 544 millions d'euros. Les spécialistes du renseignement expliquent que ce rattrapage était indispensable. D'ici à 2014, près de 700 emplois seront créés à la DGSE. Les services secrets recrutent d'ailleurs déjà :

des ingénieurs notamment. Sur le site du ministère de la Défense, dont dépend la DGSE, des stages sont déjà proposés.

France-Info.com du 4 décembre 2008

TRAVAIL AU NOIR ET BLANCHIMENT

Plus de 1 million d'euros détourné, 70 sites de gardiennage, 180 vigiles clandestins. Ce pasteur évangéliste congolais avait trouvé un système juteux pour éviter de payer les charges imposées aux entreprises. Simon, 63 ans, sa femme et ses enfants ainsi que trois complices, au total neuf personnes âgées de 28 à 64 ans, ont été mis en examen à Versailles pour blanchiment et travail dissimulé. L'affaire commence lorsqu'un organisme belge chargé de surveiller la circulation d'argent repère des éléments suspects sur le compte bancaire de PSP (Perfect Sécurité Protection), une société de sécurité versaillaise. Le parquet charge de l'enquête la section financière de la PJ de Versailles. Les policiers découvrent rapidement que la société ne possède pas l'agrément préfectoral nécessaire à l'exploitation de ce type d'activité. Seuls deux salariés sont déclarés à l'Urssaf alors que l'entreprise surveille 70 sites. Les comptes bancaires sont épluchés. Les enquêteurs découvrent que le pasteur Simon et sa femme, Hortensia, 62 ans, ont encaissé plus de 1 million d'euros provenant de la société Watalu BSC, leur précédente société de gardiennage en faillite. Les forces de l'ordre interpellent le pasteur, sa famille et trois complices. Tous congolais ou d'origine congolaise, ils ont été recrutés par l'intermédiaire de l'Eglise évangéliste. Le pasteur, qui est le véritable patron de cette société, passe aux aveux et tente de minimiser les faits. Il payait ses 180 salariés au noir. Hortensia confie qu'elle est au courant des activités de son époux et qu'elle en a largement profité. Elle a, comme ses enfants, blanchi d'importantes sommes en encaissant des chèques avant de remettre de l'argent liquide à son mari. A l'issue de leur mise en examen, Simon et Hortensia ont été écroués. Les autres ont été remis en liberté sous contrôle judiciaire.

Le Parisien du 5 décembre 2008

DES FONCTIONNAIRES DES RG SANCTIONNES POUR LEUR APPARTENANCE RELIGIEUSE ?

De nombreux policiers français des Renseignements Généraux de la Préfecture de Police de Paris, d'origine maghrébine, se plaignent des conditions dans lesquelles ils ont été interrogés dans le cadre de la réorganisation des services de la capitale. Selon plusieurs sources, les policiers de la 8ème section des RG, « Enquêtes et habilitations », leur posent des questions sur leurs orientations religieuses, la régularité de leurs séjours dans les pays de leur famille d'origine. Plusieurs fonctionnaires ont ainsi perdu leur habilitation « Secret Défense » sans explication officielle. Selon leurs examinateurs, ils auraient perdu leur habilitation parce qu'ils visitaient trop souvent leurs parents « restés au bled ». De nombreux enquêteurs chevronnés des RGPP s'insurgent contre ces pratiques d'un autre temps et qui les « marquent au fer rouge de la suspicion ». L'affaire paraît d'autant plus grave que la plupart de ces agents français « basanés » ont été recrutés, ces dernières années, pour que la police française soit adaptée « aux couleurs de la France ». Selon des sources proches de la direction de la Préfecture parisienne, ces rumeurs ne concerneraient que deux cas isolés. Celui d'une fonctionnaire française d'origine algérienne : deux de ses frères seraient des activistes fondamentalistes. L'autre cas concerne un officier de police, lui aussi d'origine algérienne, entendu par l'IGS, la police des polices, pour des problèmes d'indiscipline. Pour l'instant, le cabinet du préfet ne souhaite pas réagir officiellement à cette grogne que l'on juge, en haut lieu, « non fondée et intempestive ».

Le Nouvel Obs.com du 5 décembre 2008

GENERATION FRANCE.FR: COPE DEVELOPPE SA "PETITE ENTREPRISE"

Officiellement, Génération France.fr, le club politique du patron des députés UMP Jean-François Copé, n'a d'autre ambition que nourrir le débat à droite... Mais certains y voient déjà les prémices d'une écurie présidentielle. « C'est ma petite entreprise à moi. Pas contre (l'UMP), mais à côté », aime à dire Jean-François Copé, qui inaugurerait la 30e antenne locale de Génération France en banlieue nantaise. Cet automne, il s'est déjà rendu dans les Bouches-du-Rhône, dans l'Hérault, dans les Pyrénées-Orientales et tout récemment dans la Manche. Objectif : « installer des antennes de Génération France auprès des députés UMP qui le souhaitent », une mission confiée avant l'été à l'ex-ministre chiraquien Christian Jacob, élu de Seine-et-Marne comme lui, et faire ainsi une tournée des circonscriptions, échelon beaucoup plus pertinent à ses yeux que les fédérations. Une petite pique au passage à son grand rival Xavier Bertrand, qui a, lui, engagé un tour de France des « fédés » UMP. Sur la page d'accueil du site internet du club, créé fin 2006 et qui revendique 3.000 adhérents, on peut lire en grand « 0% petites phrases, 100% débats d'idées ». Une des formules chères à M. Copé, qui se définit comme « 100% loyal » au président Nicolas Sarkozy, mais « 100% libre ». A l'entendre, Génération France n'est donc qu'une « boîte à idées » pour appuyer son action politique. En pleine crise financière, il propose ainsi plusieurs pistes comme faire passer les sous-traitants avant l'Etat, aujourd'hui créancier prioritaire en cas de faillite d'une entreprise. Avouant être parfois un peu court sur certaines questions de société, il a fait de la diversité son nouveau cheval de bataille et remet au goût du jour la discrimination positive, concept cher à l'ancien candidat Sarkozy. La réunion plénière

du club aura d'ailleurs pour thème "liberté, égalité, diversité ?" et pour invité principal Yazid Sabeg, auteur du tout récent "Manifeste pour l'égalité réelle". "La question +qu'est-ce que c'est être Français+ est sans doute celle qui correspondra le plus aux défis que devront relever les responsables politiques dans les 10 prochaines années", affirme M. Copé qui, à 44 ans, ne cache pas ses ambitions élyséennes à l'horizon... 2017. Autant d'initiatives qui, cumulées à la "coproduction législative" entre le gouvernement et le Parlement qu'il promet à tour de bras, agacent au plus haut point Nicolas Sarkozy, avec lequel les relations sont en dents de scie, mais aussi - c'est plus récent - François Fillon. Le locataire de Matignon n'aurait pas digéré que le patron des députés UMP soit élevé par certains au rang de "vice-Premier ministre" au lendemain de la réforme des institutions, censée renforcer les pouvoirs du Parlement. Ce qui n'empêche pas le maire de Meaux de continuer à tailler sa route, sans rien retrancher à ses ambitions.
AFP du 5 décembre 2008

PCF : LES OPPOSANTS DENONCENT LES "METHODES DE PURGE"

Une semaine avant le congrès national du PCF, les opposants ne veulent pas se laisser faire. Après avoir été éliminés par la "commission de transparence" qui prépare la composition de la future direction, les refondateurs ont tenu à raconter comment la "purge" s'est déroulée. La direction a d'abord annoncé sa volonté de réduire d'une centaine le nombre de membres du conseil national (sur 254). Il fallait donc que chaque fédération s'applique cette cure de minceur. Et certaines plus que d'autres. Ainsi, les fédérations où les opposants comptent des élus au conseil national ont vu leur nombre de représentants diminuer de moitié. "Quand il faut éliminer des candidatures pour des raisons politiques, les quotas sont minis", raconte un proche de M. Gayssot. Ensuite, la direction a insisté pour que les secrétaires de section se présentent systématiquement face à ces opposants : ils ont la légitimité auprès des troupes et peuvent faire passer les consignes. Et surtout on blinde la salle avec des militants fidèles. Les arguments pour écarter un "mauvais candidat" peuvent varier : ils sont déjà élus "à l'extérieur du parti" ; ils sont sortants et doivent "céder la place" ; ils n'ont pas assez soutenu le parti voire ont "exprimé des désaccords avec la ligne".

Quand la fédération n'est pas "sûre", l'affaire est suivie place du Colonel-Fabien. C'est ainsi que tous les candidats critiques de Seine-Saint-Denis ont vu leur sort réglé directement par le responsable de la vie interne du parti. Avant même que se tienne le congrès fédéral.

"Depuis vingt ans, les sensibilités s'étaient imposées puis avaient été promues au nom de la diversité. Aujourd'hui elles sont devenues insupportables pour la direction et, comme au pire des années stalinienne, on les élimine", explique Gilles Alfonsi, membre des refondateurs, lui aussi "viré".

Le Monde du 5 décembre 2008

EXTERNALISATION

C'est la société Onet qui a été retenue par le ministère de la Défense pour assurer la sécurité de "l'îlot Saint-Germain", qui héberge notamment le cabinet d'Hervé Morin et l'Etat-major des Armées, ainsi que quelques unités sensibles, comme la direction du renseignement militaire (DRM) et le centre de planification et de conduite des opérations (CPCO), centre nerveux de l'armée française. C'est le ministre Hervé Morin lui-même qui, à peine arrivé, s'était étonné d'être protégé par plusieurs escadrons de gendarmes mobiles. Il a donc décidé d'externaliser cette tâche. Celle-ci s'inscrit, de toute façon, dans une évolution des gardes statiques des ministères, qu'on surnomme affectueusement les plantes vertes. Le site de Balard, qui doit héberger à terme le fameux Pentagone à la Française, sera lui aussi protégé par une société de sécurité, dans quelques semaines.

Challenges du 5 décembre 2008.

AUBRY À LA BARRE, ROYAL À QUAI, LE PS EN RADE

Décidément le temps n'est pas à la poésie en ce moment au parti socialiste ! Contrairement à Alfred de Musset qui pensait qu'«une porte doit être ouverte ou fermée», les partisans de Martine Aubry et ceux de Ségolène Royal ont plutôt décidé de jouer «Les portes claquent», la comédie plus grinçante et autrement contemporaine mettant en scène une famille qui n'a de cesse de se chamailler pour des futilités et dans laquelle chacun veut griller la politesse à l'autre... Ainsi la bataille de dames continue inlassablement au PS.

La Charente Libre du 8 décembre 2008

L'AGRESSION DES SKINHEADS N'AVAIT JAMAIS EXISTE

Le 21 juin 2006, le jeune Mohamed avait, soi-disant, été aspergé d'essence par quatre jeunes nazillons. L'affaire avait suscité une vive émotion et failli embraser les quartiers. Au bout de deux ans d'enquête, la brigade criminelle vient d'établir, qu'en fait, il s'était brûlé lui-même, en incendiant une voiture avec trois copains !

« Ils m'ont demandé une cigarette ; comme je n'en avais pas, ils ont proféré des insultes et ils m'ont brûlé ! » Il y a deux ans et demi, lorsque Mohamed

Benshilia, 17 ans, racontait sa mésaventure, le visage tuméfié, les cheveux bûclés et les bras spectaculairement bandés, l'émotion à Charleville-Mézières était à son comble.

A peine sorti de l'hôpital, il décrivait en effet, à l'envi, l'agression dont il avait été victime. Il y avait été assailli, disait-il, par quatre skinheads, avec un pitbull, qui l'avaient aspergé d'un liquide inflammable et il n'avait dû son salut qu'à la fuite, courant à perdre haleine jusqu'aux urgences du centre hospitalier. « Je tiens le choc moralement, grâce au soutien de ma famille, mais le mal est gravé dans ma tête à vie » ajoutait-il, bouleversant dans sa détresse. Une telle violence, aux relents manifestement racistes, exercée contre un jeune maghrébin des quartiers ; cette affaire survenant dans une ville socialiste, alors que Sarkozy était ministre de l'Intérieur, on avait alors été à deux doigts de l'embrasement. Et tous les services de police avaient séance tenante été mobilisés, le procureur général, le procureur, le préfet, la direction de la sécurité publique, suivant, heure par heure, les progrès de l'enquête et exigeant au plus vite un résultat. Malheureusement, les jours passèrent, sans que soit retrouvée la piste des fameux skinheads, tandis que Mohamed, s'étant remis peu à peu de ses brûlures, reprenait ses cours en BEP. Les jours, puis les semaines, puis les mois. Et la fièvre, évidemment, rebomba...

Or, ce n'est pas parce qu'une affaire cesse d'être médiatisée, qu'elle est pour autant délaissée par les enquêteurs à qui elle a été confiée. Et c'est ce qui s'est passé pour ce dossier puisque, grâce à l'opiniâtreté des limiers de la brigade criminelle de la sûreté urbaine, il vient d'être établi que la fameuse agression n'a jamais existé ! Il s'agissait d'un « bidonnage » total, destiné à dissimuler une bêtise de jeunes du quartier qui, le soir en question, avaient mis le feu à une voiture, un retour de flammes imprévu ayant surpris le jeune Mohamed. Un prénommé Gokhan ayant emprunté, sans le lui dire, la 405 de son père pour faire un rodéo dans le quartier, il avait « planté » la voiture. N'osant confesser l'accident, de peur de prendre une raclée, il avait alors ourdi un scénario, celui de déposer plainte pour vol, puis d'aller incendier le véhicule dans un coin ; ce qui fut fait avec la complicité de trois copains, Toufik, Hakim et, donc Mohamed. Les choses ayant mal tourné, lorsque ce dernier fut brûlé, les trois autres, qui étaient venus avec une seconde voiture, le déposèrent à l'hôpital et chacun, depuis, évita soigneusement de reparler de cette affaire, se gardant bien d'infirmier la version de l'agression... inventée le lendemain par leur ami. Mais, c'était compter sans la ténacité des enquêteurs qui, au fil des semaines, avaient noté plusieurs détails qui les avaient fait tiquer. D'abord il y avait le temps prétendument mis par Mohamed, brûlé, pour aller jusqu'au centre hospitalier. Ensuite, il y eut son désintéret et celui de sa famille pour les progrès de l'enquête. Enfin, plus probant encore, les résultats des analyses scientifiques relatives au carburant employé par les skinheads, révélèrent qu'il s'agissait d'essence automobile ; or on ne pouvait guère les imaginer se baladant un jerrican à la main... Tous ces détails, ajoutés à quelques « renseignements » remontés des quartiers par des informateurs et patiemment recoupés, ont ainsi fini, ces jours derniers, par aboutir à la convocation de Gokhan, Toufik et Hakim au commissariat « pour affaire les concernant ». Et ces trois jeunes, devenus adultes, qui n'en sont pas encore revenus d'avoir été identifiés, ont alors tout raconté, ou plus exactement tout confirmé, de ce que les policiers avaient déjà reconstitué. Il ne manque plus, pour l'heure, que le principal « héros » de cette histoire, à savoir Mohamed. Les policiers ont établi qu'il a quitté, sans le leur dire, Charleville-Mézières, avec sa famille, pour s'installer à Bergerac en Dordogne. Mais il ne perd rien pour attendre, cette ville étant en « zone police ». Et les policiers ne vont donc pas tarder à aller lui expliquer ce qu'il en coûte de faire de fausses déclarations et de manquer mettre toute une ville à feu et à sang...

L'Union du 16 octobre 2008

BESANCENOT : « NICOLAS SARKOZY VEUT CRIMINALISER LE MOUVEMENT SOCIAL »

Nicolas Sarkozy a une volonté : taper fort sur tous ceux qui contestent. Le DAL (*Droit au logement*) a été condamné à 12 000 € d'amende. Le gouvernement veut faire des exemples car il a peur de l'extension des conflits, de la jonction entre grévistes. Partout dans les entreprises du privé, où on se bat, il y a des mises à pied, des licenciements. Nicolas Sarkozy essaie de criminaliser le mouvement social.

Le Parisien du 18 janvier 2009

C'EST CLAIR ?

« Il n'y a pas de barrière infranchissable entre ces trois composantes que sont la gauche de gouvernement, les mouvements sociaux qui luttent sur le terrain, et ce qu'on appelle en France l'extrême gauche. »

Ségolène Royal - Le Journal du Dimanche du 1er février 2009

MIL-VIGILANCE N° 2/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 3/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

LE DESAVEU DES SALARIES POUR LEURS SYNDICATS

On allait voir ce qu'on allait voir. L'élection prud'homale, au dire de tous les syndicats de salariés pendant la campagne, devait être l'occasion d'envoyer un message très clair au gouvernement et au patronat. Celui que les salariés ne devaient pas être «les dindons de la crise», pour reprendre l'expression de Jean-Claude Mailly, le leader de Force ouvrière. Pis, François Chérèque, le numéro 1 de la CFDT, fustigeait lors de tous ses meetings la «politique de gribouille» conduite depuis dix-huit mois par Nicolas Sarkozy en accusant carrément le président de la République de poursuivre «une dérégulation sociale dangereuse pour l'économie et nocive pour les salariés». Bernard Thibault, le patron de la CGT, avait quant à lui débourné le célèbre «travailler plus pour gagner plus» du candidat Sarkozy en «pour gagner plus il faut lutter plus» afin d'appeler les salariés à la résistance civique, à la «mobilisation générale». Si les «travailleurs» ont bel et bien envoyé un message mercredi, ce n'est pas à Nicolas Sarkozy ou à Laurence Parisot qu'ils l'ont adressé, mais à Thibault, Chérèque, Mailly et consorts. D'aucuns interpréteront la forte progression des syndicats contestataires (CGT et Solidaires) comme un vote refuge, révélateur de la crainte des salariés et synonyme d'appel au secours face à la forte recrudescence actuelle de plans sociaux et de mises au chômage partiel dans tout le pays. D'autres y verront une défiance explicite de plus envers les syndicats, incapables de changer la donne ou de répondre à leurs angoisses. L'effondrement du taux de participation est en ce sens assez révélateur. Seul un salarié sur quatre a pris part au vote. Dit autrement, trois sur quatre n'ont pas jugé utile de s'exprimer lors de cette élection pourtant ô combien importante. Un record depuis 1979, date de la première élection des juges prud'homaux.

Autre bémol qui en dit long : le nombre total de votants a chuté de 675 000 en six ans alors que deux millions de salariés étaient inscrits en plus sur les listes électorales par rapport à 2002. On fait mieux comme signe de confiance aux syndicats ! De plus, chacune des grandes centrales - «le club des cinq», comme on a tendance à les appeler - totalise lors de ce scrutin moins de suffrages qu'il y a six ans. La CFDT a ainsi vu 350 000 électeurs de 2002 se débouter d'elle cette année, FO 270 000 et la CFTC 120 000. Même la CGT, qui gagne pourtant 1,6 % par rapport à 2002, a perdu des voix : 200 000 au total. Seuls les deux «petits» syndicats progressent en fait réellement en nombre de suffrages : Solidaires (SUD) fait plus que doubler son crédit d'électeurs et l'Unsa en engrange 14 000 nouveaux. Une progression qui ne doit, malheureusement pour elles, rien au hasard mais aux mathématiques. Les deux organisations proposaient cette année plus de listes et de candidats qu'en 2002 : l'Unsa a fait un effort considérable en se présentant dans presque tous les conseils prud'homaux et Solidaires couvrait la moitié de la carte électorale, contre un sixième il y a six ans.

Difficile donc, dans ces conditions, d'interpréter le résultat des votes comme un plébiscite syndical ou une défiance à l'égard du pouvoir politique. Mis à part Bernard Thibault, qui ressort comme le grand vainqueur du scrutin, tous les autres ont d'ailleurs cherché à en minimiser la portée, soit pour masquer leur perte d'influence (CFDT et FO), soit pour réaffirmer leur opposition aux nouvelles règles de représentativité qui font désormais des élections d'entreprise le seul instrument de mesure du poids de chaque syndicat dans le pays (CFTC et CFE-CGC).

Le Figaro du 5 décembre 2008

LA GARDE RAPPROCHEE DE MARTINE AUBRY

Christophe Borgel, chargé des élections et des fédérations, 45 ans, occupe un double poste très politique. Il a fait ses classes dans le mouvement étudiant de 1986, aux côtés de Jean-Christophe Cambadélis et il est, comme ce dernier, ancien militant d'extrême gauche. M. Borgel a été président de l'UNEF-ID de 1988 à 1991. D'abord proche de Lionel Jospin, il s'est rallié à Dominique Strauss-Kahn après la présidentielle de 2002. Depuis 2003, aux côtés de M. Cambadélis, il veille sur le réseau de DSK au sein de l'appareil. Ancien conseiller technique de Claude Allègre, puis de Jack Lang, M. Borgel est inspecteur général de l'éducation nationale et adjoint au maire (app. PCF) de Villepinte (Seine-Saint-Denis).

Claude Bartolone, chargé des relations extérieures, 57 ans, n'est plus seulement «le bras droit de Laurent Fabius». Avec Jean-Christophe Cambadélis, le nouveau président du conseil général de Seine-Saint-Denis est parvenu à forger l'alliance des Reconstructeurs dont a émergé la candidature de Martine Aubry. M. Bartolone n'avait pourtant, politiquement, guère d'atomes crochus

avec le maire de Lille. Secrétaire national aux relations extérieures, poste qu'il a déjà occupé entre 1990 et 1993, il n'apparaît certes pas dans le quatuor qui entoure la première secrétaire. Son influence est ailleurs : il est le leader opérationnel des fabiusiens, qui pèsent près de la moitié des élus de la motion Aubry au conseil national.

Harlem Désir (49 ans), chargé de la coordination, a été la cheville ouvrière de Bertrand Delanoë dans la campagne interne. Il fait désormais partie du premier cercle autour de Martine Aubry. L'ancien président de SOS-Racisme est un proche de Lionel Jospin, dont il a soutenu la candidature contre celle de Ségoleine Royal en 2007. C'est M. Jospin qui l'a fait entrer au bureau national en 1995. Il y représentait la Gauche socialiste, le courant de Julien Dray, à l'époque. Dans le sillage de ce dernier, M. Désir a fait un passage à l'extrême gauche. Député européen depuis 1999, il s'était présenté aux élections législatives de 1993 dans les Yvelines, sous l'étiquette de Génération écologie, puis sous celle du PS à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) en 1997.

François Lamy (49 ans), conseiller politique, bras droit de Martine Aubry, est député de l'Essonne depuis juin 1997 et maire de Palaiseau depuis mars 2001. Ancien instituteur, militant au PSU et ex-rocardien, M. Lamy est entré au PS en 1985. Il a été chef de cabinet du secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique, Robert Chapuis, dans le gouvernement de Michel Rocard entre 1988 et 1991. L'homme de confiance de la première secrétaire du PS est entré au bureau national en 2000 où il était chargé des questions de défense depuis 2007. Il préside le club Réformer, fondé par Mme Aubry avec les anciens ministres, Marylise Lebranchu et Jean Le Garrec, et la maire (PS) de Reims, Adeline Hazan.

Le Monde du 9 décembre 2008

VIOLENCES URBAINES EN EUROPE

En FRANCE, en octobre-novembre 2005, la mort de deux jeunes, électrocutés dans un transformateur électrique à Clichy-sous-bois, près de Paris, en tentant d'échapper à la police, déclenche trois semaines de violences urbaines dans toute la France. Le gouvernement décrète l'état d'urgence.

En novembre 2007, deux jeunes sont tués à Villiers-le-Bel, dans la banlieue de Paris, au cours d'une collision de leur mini-moto avec une voiture de police, ce qui déclenche deux nuits de violences.

En ESPAGNE, début septembre 2008, des immigrés africains participent à des émeutes dans un quartier pauvre de Roquetas de Mar, près d'Almería (Andalousie, sud), où vit une importante population d'origine africaine, après le meurtre à l'arme blanche d'un Sénégalais, âgé de 28 ans.

Aux PAYS-BAS, où les violences urbaines sont assez rares, des troubles éclatent en octobre 2007 à Slotervaart, localité de la banlieue d'Amsterdam, à la suite de la mort d'un jeune d'origine marocaine tué par des policiers. Celui-ci, souffrant de troubles psychiatriques, avait été tué dans le commissariat après avoir attaqué deux agents à coup de couteau.

En ITALIE, les dernières violences urbaines d'envergure remontent à la réunion du G8 à Gênes (nord-ouest) en juillet 2001, qui s'étaient soldées par la mort d'un manifestant et des centaines de blessés. Les manifestations altermondialistes dispersées à travers la ville avaient été durement réprimées et avaient viré à l'émeute. Un manifestant avait été tué par un coup de feu tiré par un gendarme stagiaire.

En GRANDE-BRETAGNE, les plus importantes violences remontent au printemps-été 2001, notamment à Burnley, Bradford et Oldham, situées dans le nord du pays. Plusieurs centaines de policiers avaient été blessés lors d'émeutes raciales dans ces trois villes, qui avaient provoqué des dégâts considérables.

Dans les pays nordiques plutôt réputés pour être des pays paisibles où la population a peu recours aux manifestations de rue, les violences urbaines ne sont pas courantes.

Mais le DANEMARK, caractérisé par une population plus hétérogène avec une présence d'immigrés plus importante, fait exception. Des violences urbaines ont eu lieu ces deux dernières années en particulier à Copenhague.

En mars 2007, l'évacuation manu militari de squatters géant un centre pour jeunes dans un quartier populaire de la capitale déclenche des violences pendant près d'une semaine. En février 2008, des centaines de jeunes prennent part à des émeutes, expression, selon les autorités, de leur révolte contre la police et contre le racisme dont certains se disent victimes.

Le Soir - Bruxelles du 8 décembre 2008

LE MAIRE (PC) RECONNAIT QUE 900 000 € DE DEFICIT ET UN «MANQUE DE COMPETENCE» DANS SES SERVICES.

La situation financière de Bagnolet est plus grave que prévu. Le maire (PC) Marc Everbecq a décidé d'annuler purement et simplement la cérémonie des vœux. En cause, un lourd déficit sur le budget 2008 reporté en 2009. Avec le ralentissement des ventes de logements, la ville de 34 000 habitants a touché 1,4 million d'euros de moins que prévu en droits de mutation (ces taxes qui sont versées à chaque transaction immobilière). Deuxième raison, plus grave, des manquements dans la gestion des deniers municipaux, dus à l'absence pendant deux ans d'un directeur général des finances. C'est le maire lui-même qui en parle. Ainsi, au centre municipal de santé, une erreur de comptes prévoyait 500 000 € de recettes, qui ne sont jamais arrivées mais ont été dépensées ! De même, à la direction du personnel, les services ont anticipé une

somme fantôme de 400 000 €. « Il y a eu un problème de manque de compétence, admet le maire. Sur nos difficultés économiques, 900 000 € relèvent d'une insuffisance de gestion. » « Nous avons pris conscience de la gravité de la situation en mai, mais chaque mois de nouvelles dépenses s'ajoutent. » Lundi, c'était le prestataire chauffagiste qui annonçait une augmentation de ses tarifs, avec un surcoût pour la ville de 200 000 €. L'heure est donc aux mesures draconiennes. Des investissements en baisse, la vente d'un quart du parc automobile municipal, moins de vacataires, pas d'ouverture cette année du centre de vacances d'Yzeure, dans l'Allier... « Nous allons renégocier tous nos contrats, quitte à modifier le cahier des charges. Sur l'éclairage public, en retirant un quart d'heure matin et soir, on peut dégager plusieurs milliers d'euros. » Mais à quelque chose malheur est bon : « Il y a une dynamique qui se crée où chacun, des directeurs généraux à la base des salariés, prend conscience des réalités. De ces difficultés, nous devons apprendre à réduire le train de vie général de la commune. » Cet automne, Bagnolet a tout de même dépensé 170 000 € pour ses Assises de la ville.
Le Parisien du 10 décembre 2008

UN DIRECTEUR D'ECOLE AMPUTE DE SON SALAIRE POUR RESISTANCE AUX REFORMES

Le directeur d'une école maternelle de l'Hérault, entré en résistance en raison des réformes engagées dans l'Education nationale, va voir son traitement de décembre ponctionné pour "manquement aux obligations de service", a-t-on appris auprès de l'intéressé. L'inspectrice de circonscription s'est rendue à l'école maternelle de Saint-Jean-de-Védas. Elle lui a remis un document l'informant que compte tenu du fait qu'il n'avait pas mis en œuvre l'Aide Personnalisée dans son école depuis le 1er décembre, soit l'équivalent de 5 jours, son traitement de décembre serait amputé d'autant. Ce qui équivaut à un retrait de 5/30e de son salaire pour "manquement aux obligations de service". "Mais je n'ai pas l'intention de mettre un terme à mon action", a déclaré Bastien Cazals, qui risque ainsi de perdre une grande partie de son salaire de décembre. "J'espère que je serai rejoint", a-t-il ajouté. Dans une lettre à Nicolas Sarkozy, Bastien Cazals dénonçait récemment les réformes mises en œuvre par le ministre de l'Education nationale, Xavier Darcos, estimant qu'elles ne permettraient pas notamment de réduire le nombre d'élèves en difficulté. Dans cette missive, il annonçait son entrée en résistance et son intention de ne pas appliquer les nouveaux programmes et de ne pas effectuer l'aide personnalisée, ce qu'il a mis en œuvre.
Le NouvelObs.com du 10 décembre 2008

AFFRONTLEMENTS A BREST ENTRE FORCES DE L'ORDRE ET LYCEENS

Un groupe de deux à trois cents lycéens ont de nouveau défilé dans les rues de Brest et ont tenté de pénétrer dans un groupe scolaire avant de se confronter aux gendarmes mobiles qui ont lancé des grenades lacrymogènes en réponse à des jets de pierre. Le groupe s'est ensuite dirigé vers un autre établissement en dégradant plusieurs voitures sur leur passage. C'est le troisième jour consécutif que la ville de Brest est le théâtre de violences et de dégradations de la part de jeunes qui circulent dans la ville sans mot d'ordre ou slogan particuliers. Le proviseur du lycée de l'Iroise a été frappé en voulant protéger des élèves alors que 150 à 200 jeunes tentaient de pénétrer dans son établissement. Plusieurs vitrines de magasins ont volé en éclats et des abribus du centre-ville ont été brisés. Quatre jeunes dont un majeur ont été interpellés. Le lycée Anne-Marie Javouhey a également été pris pour cible et une vingtaine de vitres ont été brisées par des jets de pierres. "On essaie de comprendre, mais j'ignore pourquoi ils manifestent, témoigne Paul Merdy, directeur du lycée Javouhey. Il y a dans ce groupe des lycéens mais aussi des jeunes plus âgés, d'une vingtaine d'années. Ils semblent complètement inorganisés, ils se déplacent dans la ville et ils cassent, sans aucun slogan. C'était déjà un peu la même chose il y a un an lors des manifestations contre le bac professionnel en trois ans". Il semble toutefois que cette fois, la détermination des "casseurs" soit montée d'un cran. "C'est comme si on était arrivé directement au niveau de violences atteint progressivement il y a un an, remarque Jean-Yves Guengant, proviseur du Lycée de l'Iroise. Les tabous ont sautés. On s'attaque aux établissements pour casser, on cherche l'affrontement direct aux forces de l'ordre et on n'hésite pas à frapper les personnes qui tentent de s'interposer. On a à faire à des comportements de guérilla urbaine". Selon le proviseur, parmi ce groupe de 200 jeunes très mobiles qui se déplacent depuis trois jours d'un lycée à un autre à Brest animés par "la même volonté de casser", il y aurait un noyau dur de 25 personnes "très déterminées". Depuis plusieurs jours, les lycéens sont également bombardés de textos et de courriels qui les invitent à rejoindre ce groupe ou qui font courir de fausses rumeurs sur la fermeture de tel ou tel établissement. "Il y a deux courants, souligne Jean-Yves Guengant, avec d'un côté ce groupe de casseurs qui se contente de huiler et se déplace très vite, et de l'autre des lycéens qui réfléchissent, sont structurés et cherchent à manifester pacifiquement".
Libération Rennes du 10 décembre 2008

DES CONFRONTATIONS SOCIALES TRES VIOLENTES ?

"Toutes les conditions sont en train de se réunir pour des confrontations sociales très violentes" et le rôle de l'opposition "c'est de montrer aux gens qu'il y a une autre politique qui est possible", pas "de prendre nos baskets et d'être de toutes les manières", a-t-il déclaré.
Julien Dray, député PS de l'Essonne - Le NouvelObs.com du 11 décembre 2008

LES GENDARMES A L'ECOLE

La descente des gendarmes à l'école des Métiers d'Auch a profondément choqué l'opinion publique. Il faut dire que la manière dont les faits nous ont été rapportés avait de quoi heurter. Or, il existe une autre version qui circule actuellement sur Internet, celle d'un gendarme. Évidemment, si l'on compare... Au hasard, voici par exemple le récit d'un prof cité par La dépêche : « (...) Le chien est lancé à travers la classe. Il mord le sac d'un jeune à qui l'on demande de sortir... Je veux intervenir, on m'impose le silence. Une trentaine d'élèves suspects sont envoyés dans une salle pour compléter la feuille. Certains sont obligés de se déchausser et d'enlever leurs chaussettes, l'un d'eux se retrouve en caleçon. Parmi les jeunes, il y a des mineurs. Dans une classe de BTS, le chien fait voler un sac, l'élève en ressort un ordinateur endommagé, on lui dit en riant qu'il peut toujours porter plainte. Ailleurs, on aligne les élèves devant le tableau : « Salut les filles ! » alors que, bien sûr il n'y a que des garçons, les félicitant d'avoir bien "caché leur came et abusé leur chien". C'est en France, dans une école, en 2008. »

Et voici la version du gendarme. Il s'agit du major Jeannyck Tribout, qui dirigeait l'opération antidrogue effectuée dans cette école - à la demande du directeur de l'établissement et sur réquisition du procureur de la République. « Lorsque nous entrons dans la classe de ce professeur, nous sommes 4 gendarmes et un chien de recherche STUP. Nous avons été précédé du directeur de l'établissement qui rentre le premier et explique le but de la visite. Lorsque nous rentrons, nous disons bonjour (nous attendons toujours la réponse du professeur). Nous indiquons aux étudiants comment nous allons opérer et leur demandons de ne faire aucun geste brusque, ne pas regarder le chien dans les yeux et de le laisser travailler. A ce moment-là ce professeur ouvre la fenêtre et déclare "En 50 ans de carrière je n'ai jamais vu ça, nous sommes dans un état policier" (...) Pendant toute la durée du contrôle, le professeur tourne le dos à la classe, regarde par la fenêtre, il ne verra rien de cette intervention proprement dite et il n'adressera à aucun moment la parole à qui que ce soit... même pas pour soi-disant défendre ses élèves. Le chien n'a agressé personne (...) Aucune personne ne s'est retrouvée en caleçon. Lorsque les gendarmes ont quitté la classe l'un d'eux a effectivement dit "au revoir messieurs dames" car dans les classes précédentes il y avait des femmes, dans celle-ci il n'y en avait pas, mais il n'a jamais été dit "salut les filles". Ce que le professeur oublie de dire, c'est que lorsque nous avons quitté sa classe, il a dit aux élèves : "Ouvrez vite les fenêtres ça pue"... Ça c'est pédagogique ! » Voilà ! Au moment où j'écris ces lignes, on n'a pas confirmation de l'authenticité de cette déclaration. Toutefois, le major Jeannyck Tribout existe bel et bien. Et si quelqu'un a utilisé son nom à son insu, je suppose qu'on ne va pas tarder à le savoir. En attendant, il m'a semblé intéressant de mettre en parallèle les deux versions des faits. C'est une belle leçon de scepticisme.
Le Monde du 12 décembre 2008

«L'UMP PEINE A EXISTER»

L'UMP peine à exister à côté du président de la République. Or quelles que soient les qualités du président, on a besoin d'un parti fort. Et en termes de débats, d'idées, le compte n'y est pas. C'est la tâche du prochain patron de l'UMP.
François Goulard, Député UMP du Morbihan, ancien ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche - Le Parisien du 3 décembre 2008

PAS DE HAINE

"Je n'ai de haine envers personne et je ne veux pendre personne à un croc de boucher."
Dominique de Villepin, évoquant l'affaire Clearstream et Nicolas Sarkozy - Le Parisien du 1er décembre 2008

MIL-VIGILANCE N° 3/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 4/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

HUE CLAQUE LA PORTE DU PC

Deux fois candidat à l'élection présidentielle (il a obtenu près de 9% des suffrages en 1995 et seulement 3,37% en 2002), Robert Hue a été secrétaire national du PCF de 1994 à 2001 et en a été le président de 2001 à 2003. Il est aujourd'hui sénateur du Val-d'Oise et président de la Fondation Gabriel-Péri. Il reste, en 2008, une de figures d'un parti en crise. Sa décision — qu'il annonce dans une lettre adressée à Marie-George Buffet—de quitter le conseil national du parti ressemble, du coup, à une petite bombe politique. D'autant qu'elle intervient juste avant l'ouverture du 34e congrès du parti et qu'elle est accompagnée d'attendus très sévères. Pour Hue, le parti reste trop marqué par la « dogmatique stalinienne » et la « matrice bolchévique de 1920 », et il est incapable de « s'autotransformer ». Hue assure qu'il n'est pas devenu socialiste, mais il se dit décidé à vivre son communisme « autrement ».

Le Parisien du 29 novembre 2008

FOIX. LE SOUS-PREFET ROULAIT EN ETAT D'IVRESSE

Le sous-préfet d'Ariège, n'occupe plus ses fonctions. Ce dernier, qui assumait aussi le poste de secrétaire général de la préfecture, a été nommé sous-préfet hors cadre, et ce par décret du président de la République. En atteste la publication au Journal Officiel. «Hors cadre», un terme sibyllin qui signifie en fait «hors activité», et dont la préfecture expliquait que cette décision avait été prise place Beauvau, au ministère de l'Intérieur, motivée «pour des raisons de santé». Un décret permettant ainsi d'enclencher toutes les mesures pour le «emplacer le plus rapidement possible». Or, les faits n'ont pas tardé à être connus et il semblerait que cette mise hors cadre soit fondée sur d'autres raisons. L'Ariège est bien petite et comme dans un village, les choses finissent par se savoir. En tous cas par se soupçonner. Selon nos sources, cette mise à l'écart reposerait sur une conduite en état d'ivresse. Un taux d'alcoolémie supérieur à 2 grammes d'alcool dans le sang aurait été relevé alors que celui-ci était seul impliqué dans un accident de la circulation à Pamiers, lors d'un trajet privé. Ce jour-là le sous-préfet Jean-Marc Duché circulait à bord de son véhicule de fonction. Une subite sortie de route verra sa voiture s'encaster dans un bac en béton protégeant un arbre sur le large trottoir. Sous la violence du choc, les airbags se déclencheront. De nombreux passants, témoins oculaires de la scène, remarqueront sur le siège avant passager du véhicule un gyrophare, accessoire parfois utilisé par les officiels et hauts fonctionnaires de l'Etat. A l'intérieur de la voiture accidentée, le secrétaire général de la préfecture et son fils, âgé de 12 ans, ne sont fort heureusement pas blessés. Ils ressortiront indemnes. Le véhicule est sérieusement endommagé. Suspendu de ses fonctions il aurait quitté le département et serait actuellement en cure. Il est remplacé, pour l'heure, par le sous-préfet de Pamiers qui assume l'intérim du secrétariat général.

La Dépêche du 11 décembre 2008

LE SYNDICALISTE PUISAIT DANS LA CAISSE

Pour résoudre ses problèmes financiers, le syndicaliste avait trouvé une astuce : se faire des chèques... à lui-même. M., 52 ans, trésorier de la CGT des Galeries Lafayette Haussmann (IX e) a tellement abusé du stratagème, que quelque 20 000 € ont disparu entre 2003 et 2006 des caisses du syndicat, qui a fini par suspecter l'intéressé, et par porter plainte contre lui. Interrogé par les enquêteurs de la brigade de répression de la délinquance astucieuse (BRDA), l'homme a reconnu sa légèreté, tout en assurant qu'il s'agissait là d'un simple emprunt.

Le Parisien du 16 décembre 2008

INTERPELLE POUR AVOIR MENACE UN POLICIER DE L'ELYSEE

Un homme, qui menaçait un fonctionnaire de police de faction devant l'Elysée avec un pistolet à impulsion électrique, a été interpellé. L'homme, dont l'identité n'a pas été révélée, a été conduit au commissariat de police local, dans le VIIIe arrondissement, peu après les faits, qui se sont déroulés vers 13 heures. Selon la préfecture de police de Paris, l'homme «n'a pas manifesté son intention de pénétrer dans le palais présidentiel».

Le Parisien du 15 décembre 2008

LES POLICIERS S'INQUIETENT D'UNE PRIVATISATION DE LA SECURITE ALORS QUE LEURS EFFECTIFS BAISSENT

Le développement de la sécurité privée suscite inquiétude et irritation dans les rangs policiers. Coup sur coup, l'organisation d'un premier "sommet européen" de la sécurité privée au ministère de l'intérieur, puis l'annonce de la création de 100 000 emplois dans ce secteur d'ici à 2015, au terme d'une convention signée entre Laurent Wauquiez, secrétaire d'Etat à l'emploi et l'Union des entreprises de sécurité privée (USP), ont jeté le trouble. Les policiers ont eu tôt fait de comparer ces créations d'emploi avec la suppression de près de 8 000 postes prévues dans la police et la gendarmerie d'ici à 2012.

Les calculs ont été vite faits. Déjà plus nombreux que les fonctionnaires de police, les salariés de la sécurité privée, au nombre de 159 000 aujourd'hui selon l'USB, dépasseront, avec l'arrivée de 100 000 emplois supplémentaires, l'ensemble policiers et gendarmes réunis (250 000). "On est en train de démanteler la police pour la donner à des contractuels", accuse Henri Martini, secrétaire général de l'Unsa-police, premier syndicat de gardiens et gradés, en dénonçant l'importation d'un modèle anglo-saxon, appliqué "comme on l'a vu, aux Etats-Unis dans l'armée".

La visite de la ministre de l'intérieur, Michèle Alliot-Marie, à Draveil (Essonne) à des "volontaires citoyens" chargés d'effectuer des missions de "soutien ou d'accompagnement" aux côtés de la police pour la petite délinquance, a achevé de mettre en colère l'Unsa-police. Dans un communiqué le syndicat fustige "la marchandisation de la sécurité (qui) aboutira à terme à l'augmentation des risques de dérapage pour les libertés publiques. A l'instar de ces bénévoles citoyens volontaires promus en shérifs qui assurent des missions de proximité que la police nationale ne peut plus assumer". Moins sévère, le syndicat rival Alliance admet cependant un malaise. "Ça peut nourrir le mécontentement, estime son secrétaire général, Jean-Claude Delage, si cela ne s'accompagne pas d'une redéfinition des missions et des structures de la police. Nous sommes en attente, de la part de la ministre, de savoir où va se situer la diminution des effectifs."

La disparition de missions de surveillance jusqu'ici dévolues à la police ne soulève pas pour certaines d'entre elles d'objections majeures. Patrice Ribeiro, secrétaire général adjoint de Synergie Officiers se dit partisan d'en externaliser quelques-unes. "Servir des plateaux repas dans les centres de rétentions administratives, est-ce la fonction de la police ?, interroge-t-il". La "coproduction" privé-public prônée par Nicolas Sarkozy n'est donc pas, a priori, rejetée mais elle "doit être bien encadrée" affirme Dominique Achispon, secrétaire général du Syndicat national des officiers de police (SNOP). Ce dernier réclame pour la sécurité privée, "un code de déontologie".

Cette question, et celle du contrôle des pratiques, est au coeur des débats, dans un autre domaine tout aussi concerné par l'offensive de la sécurité privée, celui du renseignement. Dans un texte intitulé La Face cachée de l'intelligence économique publié dans la Tribune du commissaire, la revue du Syndicat des commissaires de la police nationale, deux d'entre eux s'inquiètent des préentions des entreprises privées à avoir accès à des données confidentielles et des liens noués, dans ce but, avec des fonctionnaires. S'appuyant sur quelques exemples de "dérives", Thierry Callies, chef du service de la police judiciaire des Hauts-de-Seine et Patrice Demoly, chef de la brigade de répression de la délinquance économique dénoncent en particulier "l'utilisation induite d'informations issues de fichiers de toute nature à des fins mercantiles, très éloignées de l'intérêt général".

Le Sénat a adopté, mercredi 17 décembre, le projet de loi qui rattache la gendarmerie au ministère de l'intérieur. Lors de l'examen du texte, inscrit en urgence, des amendements ont été approuvés avec l'assentiment de Mme Alliot-Marie. Les gendarmes, qui seront placés sous l'autorité des préfets - lesquels devaient procéder sous forme de réquisitions pour les employer -, ont obtenu que soit inscrite cette précaution : "dans le respect du statut militaire". Dans le cadre du maintien de l'ordre, les conditions de l'usage des armes des gendarmes ont été alignées sur celles plus restrictives des policiers. En dehors de ce périmètre, les gendarmes conservent leur régime particulier.

Le Monde du 18 décembre 2008

JULIEN DRAY, L'EX-POISSON PILOTE DU PS DANS LA JEUNESSE

Une image d'homme de "coups" mais aussi une réputation de redoutable capteur de tendances politiques au sein des mouvements de jeunesse. Au sein du Parti socialiste, dont il est membre depuis vingt-sept ans, Julien Dray, 53 ans, s'est posé comme un activiste inspiré pendant les années Mitterrand. Un homme de réseaux capable de mettre en phase le PS - un parti dont les racines dans la société civiles ne sont pas historiquement très développées - avec les générations montantes. Ses références ne sont pas minces ; cofondateur de SOS-Racisme, du syndicat étudiant UNEF-ID, du syndicat lycéen FIDL, puis parrain de l'association Ni Putes-Ni Soumisés.

Né à Oran, fils d'un instituteur, Julien Dray adhère à 16 ans à la Ligue communiste. Il participe activement à la création de l'UNEF Indépendante et démocratique mais ne tarde pas à adhérer au PS qu'il rejoint en 1982... où il organise, à destination des militants, des séances de formation où il est beaucoup question de Léon Trotski. En 1984, il est l'une des chevilles ouvrières de la constitution de SOS-Racisme qui mobilise la jeunesse contre la montée du Front national. Au cours de cette période, où toute la gauche porte au revers de la veste la

petite main portant le slogan "Touche pas à mon pote", Julien Dray se tient en retrait mais assure la fonction d'organisateur - "coach", dirait-on aujourd'hui - du mouvement. Il incite Harlem Désir, 25 ans - lui aussi jeune militant socialiste - et dont le père est martiniquais, à en devenir l'emblème. Alors que Jacques Chirac dirige le premier gouvernement de cohabitation, SOS-Racisme fait florès sous la protection bienveillante de François Mitterrand auquel les talents d'organisateur et de sergent-recruteur de Julien Dray n'ont pas échappé. Ce dernier grimpe dans la hiérarchie socialiste et devient député de l'Essonne en 1988. Lorsqu'éclate le mouvement lycéen de l'automne 1990, François Mitterrand est toujours à l'Élysée mais Michel Rocard est à Matignon et Lionel Jospin est ministre de l'éducation nationale. Quant à Julien Dray, il est une fois de plus aux commandes. En principe, c'est Isabelle Thomas, l'égérie du mouvement de la fin 1986 contre la loi Devaquet, qui est chargée de suivre les dossiers "jeunesse" à l'Élysée. Elle est le "faux nez" de Julien Dray, assurent les mauvaises langues. Le mouvement est mené par la Fédération indépendante et démocratique (FIDL), créée en 1987 dans la foulée de la mobilisation contre la loi Devaquet. Ce syndicat lycéen qui lance les manifestations pour réclamer "du pognon pour l'éducation" et porte la contestation contre Michel Rocard et Lionel Jospin est clairement une succursale de SOS-Racisme. Pont jeté entre l'Élysée et le mouvement lycéen, la FIDL est animée par des leaders formés à ce que l'on appelle "l'école à Juju". Delphine Batho (aujourd'hui députée des Deux-Sèvres, proche de Ségolène Royal) et Cécile Amar, toutes deux élèves du prestigieux lycée parisien Henri-IV, ou Nasser Ramdane, lycéen à Argenteuil. Quand les lycéens descendent dans la rue, en octobre 1990, François Mitterrand - qui, sur les conseils de Julien Dray, avait assisté en personne au congrès de la FIDL dix mois plus tôt - les reçoit en grande pompe à l'Élysée. Le gouvernement cède à la pression : 4,5 milliards de francs soit un effort budgétaire sans précédent, sont débloqués pour les lycées. En 1999, "Juju" fait l'objet d'une enquête préliminaire portant sur l'acquisition d'une montre, dont il règle l'achat en partie en liquide, d'une valeur d'environ 38 000 euros. L'affaire est classée. Dans les joutes internes du PS, le parcours de Julien Dray - comme tant de dirigeants de sa génération - est sinueux. Il crée avec Arnaud Montebourg et Vincent Peillon le Nouveau Parti socialiste (NPS), un courant à la fois générationnel et ancré à la gauche du PS, mais rompt en 2003. Lassé d'être minoritaire - Lionel Jospin ne lui avait guère pardonné son activisme du début des années 1990 - il rejoint la majorité du parti dirigé par son ami François Hollande, connu lors de la création de SOS-Racisme. Faute de l'avoir convaincu de se porter candidat à la candidature pour l'élection présidentielle de 2007, Julien Dray soutient Ségolène Royal. L'expérience lui laisse un goût amer. Contacté par l'Élysée, il refuse de participer à "l'ouverture" opérée par Nicolas Sarkozy. Ayant perdu depuis longtemps son influence auprès de l'UNEF et de la FIDL, "Julien" a tenté ces derniers mois de se faire reconnaître au sein du PS où, assurait-il, "on ne me regarde plus comme une pièce rapportée trotskiste ou un choucou de Mitterrand". Début 2008, il s'est déclaré candidat à la succession de François Hollande avec lequel il s'était réconcilié. Finalement de retour dans le camp de Ségolène Royal, il se plaignait de ne pas occuper la place qu'il estimait devoir lui revenir. Le 6 décembre, lors de la réunion du conseil national du PS, Julien Dray semblait revigoré. Redevenu minoritaire dans son parti, on l'a vu interpellé sans ménagement ses adversaires et bondir vers la tribune pour exiger une suspension de séance. Comme aux plus belles heures des assemblées générales de sa jeunesse.

Le Monde du 21 décembre 2008

UNE BIJOUTERIE PILLÉE A PARIS APRES LA MANIFESTATION POUR GAZA

Une bijouterie du quartier de l'Opéra à Paris a été pillée samedi soir, à l'issue d'une manifestation tendue contre l'offensive israélienne à Gaza. Une responsable de la bijouterie a expliqué qu'une « quarantaine de casseurs étaient entrés en trois vagues successives à trois minutes d'intervalle dans le magasin à 18h37 ». Les casseurs ont pénétré dans le magasin, dont les rideaux de fer avaient été baissés, en cassant la porte d'entrée avant de briser les présentoirs pour s'emparer des montres. La valeur d'achat des objets volés est supérieure à 200.000 euros sans compter le coût des dégâts matériels, précise la responsable. La 1ère division de police judiciaire (DPJ) a été saisie. La manifestation parisienne a réuni samedi à Paris entre 21.000 et 25.000 personnes et, après sa dispersion, 200 à 300 casseurs se sont affrontés avec les forces de l'ordre. Boulevard Haussmann, plus d'une dizaine de voitures ont été retournées et certaines brûlées, des vitrines cassées et des commerces vandalisés.

Libération du 5 janvier 2009

REVEILLON SUR LE PARKING

Dis chéri, tu peux me ramener un pantalon ? J'ai peur de ne pas avoir chaud... » Premiers instants de 2009, quelque part dans le quartier Malakoff à Nantes. Au bas d'une tour quasi endormie, deux voisines font le guet devant leur voiture sur un coin de parking. Le froid, pourtant glacial en cette nuit de la Saint-Sylvestre, n'aura pas raison de leur détermination. « On va rester là jusqu'à 5 h s'il le faut, mais ils ne brûleront pas notre voiture ! », promet, sans détour, une femme d'une bonne quarantaine d'années. « Au moins de 20 mètres, ça pétarade dans tous les sens. Un groupe de jeunes gens n'a visiblement pas envie d'aller se coucher. Les pompiers ont déjà fait plusieurs passages dans le quartier ce soir. Et la police n'est jamais loin. La dernière fois, c'était il y a cinq

minutes, en bas de chez elles. De leurs fenêtres, elles ont pu voir débouler les lumières bleutées des pompiers, entendre le « boum » devenu familier de la voiture qui s'enflamme et sentir l'odeur du plastique brûlé. « Si je n'ai plus de voiture, je n'ai plus de boulot » Ça les a décidées à descendre. Il leur a fallu cinq minutes pour enfiler une petite laine, et fermer à clé la porte de leur appartement bien chaud. Et les voilà donc en bas. « Tiens, le parking est moins rempli que d'habitude », commente l'une d'elles. « Ceux-là n'ont pas les moyens de s'offrir le resto. Ils ont pensé à bouger leurs voitures, par précaution, c'est sûr... » Elles sont debout à côté de leur voiture, de leur « outil de travail ». Ce ne sont pas de grosses cylindrées, non. Elles ne cotent pas bien haut. Justement. « Moi, je repars au boulot lundi. Et si je n'ai plus de voiture, je suis dans la panade », dit la première. « Et moi, je suis aide à domicile. Et je n'aurais pas assez de sous de côté pour m'en racheter une », dit la seconde. Finalement, l'arrivée de « fourgons bleus », vers deux heures du matin, les a « soulagées ». Elles sont remontées chez elles, « rassurées ». Avec tout ça, elles en avaient oublié de se souhaiter la bonne année ! L'an prochain, c'est dit, leurs voitures dormiront « à la campagne ». « Loin du quartier ». En attendant, hier matin, les dépanneuses sont venues chercher plusieurs voitures brûlées à Malakoff. Les leurs s'en sont sorties indemnes. Pendant la nuit de la Saint-Sylvestre, 22 voitures ont été incendiées à Nantes. Les flammes se sont propagées à dix autres.

Presse Océan du 2 janvier 2009

MONOPRIX PORTE PLAINTE CONTRE LES "AUTOREDUCTEURS"

Le 31 décembre, au Monoprix de la rue du Faubourg-Saint-Antoine à Paris. Une cinquantaine de personnes, chariots pleins à craquer, se présentent aux caisses, refusent de payer... Entre 45 et 50 militants, notamment des membres de la coordination des intermittents et précaires d'Ile-de-France, mais aussi des sans-papiers et des mal-logés, ont bloqué les caisses. D'après un communiqué diffusé sur Internet, ils ont rempli treize chariots puis ont bloqué les caisses, en refusant de payer. Des négociations ont alors été entamées avec la direction, qui a finalement laissé partir ces nouveaux Robin des Bois autoproclamés.

"Le 31 décembre est une journée très importante pour une enseigne comme la nôtre, explique-t-on chez Monoprix. Le directeur du magasin et les salariés ont fait en sorte que cet incident soit le plus court possible et qu'il ne dégénère pas. Les discussions étaient difficiles et très tendues et ils ont été obligés de céder". "Nous sommes sortis entourés par les forces de l'ordre, explique Pierre* à L'EXPRESS.fr, l'un des participants à l'opération. Nous avons eu le temps d'expliquer notre démarche aux clients". Parmi ces derniers, certains en auraient même profité pour partir, eux aussi, sans sortir leur carnet de chèque... Partir sans payer, c'est du vol ? Ce sera à la justice de le dire... Même si la direction du magasin a finalement laissé partir les militants, Monoprix a décidé ce lundi de porter plainte contre X pour "vol avec violence et insultes", avec constitution de partie civile. Les pertes subies par le magasin ont été estimées ce lundi à "environ 5000 euros", indique Monoprix à L'EXPRESS.fr: "Saumon, foie gras, Champagne: les Caddies étaient pleins à craquer". D'après la coordination des intermittents et précaires d'Ile-de-France, ils contenaient aussi des produits de premières nécessité : huile, pâtes, etc. Elle précise que ces victuailles ont été redistribuées à la Bourse du travail, occupée par les sans-papiers, au gymnase Merry, où sont installés des mal-logés, et lors d'un "réveil des luttes" qui a eu lieu dans le XIXe arrondissement.

Les auteurs de cette action "coup de poing" se donnent ainsi une justification idéologique. "La crise montre la débilite d'un système où certains misent la vie des autres au casino, explique ainsi un tract distribué au Monoprix. Pour fêter le Nouvel an, nous serions censés dépenser des miettes de salaire ou une maigre prime de Noël dans les supermarchés. Ce soir nous ne jouerons pas cette fable. Nous ne paierons pas". Ce type d'action a un nom: l'autoréduction. Cette pratique est née en Italie dans les années 1970. Selon Wikipedia, elle "consiste pour un groupe d'usagers à imposer au fournisseur une baisse du prix d'un produit ou d'un service. Il peut s'agir d'une diminution du prix d'un service, par refus notamment d'intégrer une augmentation jugée indue, mais l'autoréduction peut aller jusqu'à la gratuité (détournement, piratage, vol, etc.) voire prendre la forme de véritables pillages de supermarchés". Plusieurs actions d'autoréduction ont eu lieu en France ces derniers jours: le samedi 20 décembre aux Galeries Lafayette de Rennes et le 27 au Monoprix de Grenoble.

L'Express.fr du 2 janvier 2009

LES ELUS AUGMENTENT LEURS INDEMNITES

Les élus parisiens seraient-ils trop gourmands ? Alors que la crise financière impose certaines économies, le budget municipal prévoit une augmentation de 14,38 % des indemnités et frais de mission aux maires, adjoints et conseillers. Une hausse que Jean-François Legaret, spécialiste des finances à l'UMP, s'est empressé de condamner. « C'est irresponsable ! » tonne le maire du 1er arrondissement.

Le Parisien du 15 décembre 2008

MIL-VIGILANCE N° 4/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois
Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 5/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

L'IMPOT SUR LE REVENU RESTE INEGALEMENT REPARTI

Chaque année, la direction générale des finances publiques - à Bercy - publie un annuaire statistique qui, s'il reprend des données globales déjà égrenées en cours d'année, fourmille d'informations détaillées sur la ventilation des impôts par région, catégorie de population ou tranche de revenus.

L'édition 2007 ne déroge pas à la règle. Elle met en exergue les différences selon les régions. En France, seulement 53,6% des foyers ont été imposables à l'impôt sur le revenu (IR) au titre de leurs ressources de 2006, soit 19 millions de foyers sur les 35 millions que compte le pays. Mais en région Ile-de-France, ce taux grimpe à 63,4%, tandis qu'il tombe à 46,3% en Corse et à 27,5% dans les départements d'outre-mer. En 2006, les écarts étaient similaires. Il est vrai qu'ils ne font que refléter les différences de richesses sur le territoire, elles-mêmes très stables d'une année sur l'autre. Le revenu fiscal moyen en France est de 21 930 euros. Il est maximal en Ile-de-France (28 308 euros en moyenne), en Alsace (22 907 euros) et en Rhône-Alpes (22 740 euros). Les départements d'outre-mer ferment la marche (14 888 euros), avec la Corse (18 250 euros) et le Nord-Pas-de-Calais (18 853 euros).

Et au sein même d'une région, les écarts sont notables. Le revenu fiscal moyen est de 56 950 euros dans la circonscription de Paris-Ouest - un record en France -, et de 18 852 euros à quelques kilomètres de là, en Seine-Saint-Denis.

Autre enseignement, l'IR reste toujours aussi concentré : 1% des foyers français, soit les quelque 386 000 redevables qui ont payé chacun plus de 17 000 euros d'IR, ont fait rentrer 37% de recettes de cet impôt. L'IR moyen payé par les contribuables en 2007, 2 560 euros, n'est donc pas très représentatif. Seule nouveauté majeure comparée aux années précédentes : il a baissé de 6,9% par rapport à 2006, soit 189 euros. « C'est la conséquence de la réforme de 2006, qui a supprimé l'abattement de 20% et a diminué le nombre de tranches », explique-t-on à Bercy. Au total, la recette globale d'IR s'est élevée à 54,1 milliards en 2007, contre 56,7 milliards en 2006.

Individuellement, c'est d'abord l'emploi d'un salarié à domicile qui permet aux Français de réduire leur charge d'impôt. Et plus de 6 millions de redevables ont fait en 2006 des dons aux personnes en difficulté, aux œuvres et au mécénat.

S'il y a en revanche un impôt qui n'a pas baissé en 2007, c'est bien l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). La recette pour l'État a été de 4,4 milliards, en hausse de 20% sur un an. D'après les premières données publiées en juillet dernier, la collecte de 2008 a été moins abondante, en raison des mesures du paquet fiscal votées après l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy. Mais le nombre d'assujettis à l'ISF ne cesse de grimper : 456 856 foyers en 2006, 527 866 en 2007 et a priori 548 000 en 2008. Sans surprise, c'est en Ile-de-France (201 396 foyers), en Provence-Alpes-Côte d'Azur (52 636 foyers) et en Rhône-Alpes (51 351 foyers) que les redevables se concentrent.

Cécile Cruzel – Le Figaro du 7 janvier 2009

LE CADAVRE SE PORTE BIEN ...

"Les événements vont nous aider à démontrer que le FN est toujours là et que contrairement à ce que dit le président de la République, qui répète à qui veut l'entendre qu'il a tué le FN, le cadavre se porte bien."

Jean-Marie Le Pen – AFP du 14 décembre 2008

LE NOUVEAU PARI DE SARKOZY

En politique, le hasard n'existe pas. Si, comme tout l'indique, Nicolas Sarkozy choisit l'ancien socialiste Eric Besson pour remplacer l'homme de droite revêtu qu'est Brice Hortefeux au ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale (libellé sciemment choisi dans la dernière ligne droite de la campagne présidentielle pour séduire l'électorat du Front national), c'est que la tactique cède désormais la place à la stratégie.

Tactique, c'est ce que fut l'"ouverture" de 2007 et son cortège de ralliements, somme toute voisins de ceux qu'organisèrent, à leur profit, Valéry Giscard d'Estaing en 1974 et, en 1981 et 1988, François Mitterrand : le Bernard Kouchner promu ministre des Affaires étrangères de Sarkozy en 2007 rappelle le Jean Lecanuet de 1974, farouche ennemi du gaullisme, devenu garde des Sceaux de Giscard, dont le ralliement anticipait ceux à Mitterrand du pompidolien Michel Jobert (1981) et du giscardien Jean-Pierre Soisson (1988).

Giscard, Mitterrand et Sarkozy entendaient ainsi parachever leur victoire : le premier en signifiant à Chirac, nommé premier ministre parce qu'il contrôlait l'UDR, majoritaire au Parlement, qu'il ne s'estimait pas tenu par les règles de

l'arithmétique ; le deuxième, pour faire comprendre au parti communiste qu'il disposerait toujours d'une majorité de rechange avec les centristes (calcul qui joua à plein entre 1988 et 1993) ; le troisième, dans le but d'accroître la dissonance chez l'ennemi – le PS, jeté à terre par la défaite d'une Ségolène Royal plébiscitée par les militants mais haïe par l'appareil socialiste...

Cette fois, la manœuvre est d'une tout autre nature. Elle dépasse le coup de pied de l'âne administré au camp d'en face dont on accueille les déserteurs qui, de toute façon, ne tenaient plus que par un fil à leur famille d'origine : un Bernard Kouchner, dont les vues en politique étrangère ne demandaient qu'à être reprises par l'Élysée, une Fadela Amara qui, déjà, avait ses entrées chez les chiraquiens, ou un Martin Hirsch qui rêvait de mettre ses idées en pratique, quel que soit le gouvernement en place...

Eric Besson, en effet, n'est ni un social-démocrate type Kouchner, ni un "faire-valoir" associatif type Hirsch ou Amara, prêts à franchir le Rubicon en l'échange de responsabilités, une fois la messe dite. Quand Besson a quitté Ségolène Royal pour se rallier à Nicolas Sarkozy, les jeux étaient loin d'être faits (la candidate socialiste risquait même, selon certains sondages, d'en-trer à l'Élysée) et le risque était grand, pour le transfuge, de se retrouver, selon la formule d'Audiard, au « terminus des prétentieux »...

Joueur-né, alors ? En vérité, les ressorts psychologiques du ralliement de Besson importent peu. Ce qui compte, hic et nunc, c'est le signal que va adresser Nicolas Sarkozy aux électeurs (ceux de gauche, mais aussi les siens, qu'il le veuille ou non) en nommant au ministère de l'Immigration l'homme qui, en janvier 2007, avait rédigé contre lui, pour le compte du PS, le réquisitoire le plus acerbe contre sa politique... d'immigration !

Et quel réquisitoire ! Accusé pêle-mêle, comme ministre de l'Intérieur, d'avoir « précarisé » la situation des étrangers en situation irrégulière, multiplié les « arrestations massives, placements en rétention à répétition de personnes non reproductibles, y compris les enfants », ou encore d'avoir créé des « situations inextricables et humainement bouleversantes », Nicolas Sarkozy est dépeint dans le brûlot d'Eric Besson comme porteur d'un idéal « tout répressif, tout carcéral et tout policier ».

Mais il ne s'arrêta pas là. Prenant l'exemple de son programme économique, Besson stigmatisait aussi « l'ultralibéralisme » du candidat de l'UMP, assimilé à « une sorte de filiale française de la Bush Cie, un néoconservateur américain à passeport français ».

Depuis, le PS a su passer par profits et pertes le ralliement d'Eric Besson à Nicolas Sarkozy et sa nomination au gouvernement comme secrétaire d'État chargé de la Prospective, de l'Évaluation des politiques publiques et du Développement de l'économie numérique. Et l'avenir dira s'il se trouvera beaucoup de socialistes pour s'émouvoir de son accession au ministère de l'Immigration.

Mais à l'UMP même, comment imaginer que le signal soit indolore ? Les plus blasés en concluront que les convictions de Besson sont indexées sur ses promotions ; les autres qu'elles n'ont pas changé et que c'est à l'Élysée qu'il faut chercher une évolution. Or, même marginal, ce sentiment peut se révéler dévastateur dans un électorat de droite qui a pu s'étonner, à tort ou à raison, du retour en force de l'État dans la gestion de l'économie, sous l'effet de la crise. Enrôlement des préfets au service du plan de relance, injection massive de capitaux publics pour la création d'emplois, financement du RSA par les revenus du capital : pragmatique, et c'est peu dire, le président de la République peut voir dans ce virage forcé un moyen de faire ravalé à ses adversaires quelques-unes de leurs critiques originelles sur son "ultralibéralisme" présumé.

Après avoir siphonné le Front national, dont l'enracinement dans le paysage politique avait surtout servi, au fil des élections, à faire gagner la gauche, comment Nicolas Sarkozy ne rêverait-il pas de faire subir le même sort au PS en le privant de ses éléments les plus prometteurs ? Mais comment éviter, en même temps, que le noyau dur de son électorat ne lui tente, comme il advint jadis à Valéry Giscard d'Estaing, un procès en détournement d'héritage ?

Comme Giscard, pourtant, Sarkozy ne s'était pas privé d'annoncer qu'il ne serait jamais l'otage de son propre camp. « Je ne suis pas le candidat de la droite contre la gauche. Je ne suis pas un conservateur, lançait-il 4 avril 2007. Il faut transcender nos clivages pour faire avancer le pays. »

N'est-ce pas très exactement ce qu'il est en train de faire ?

L'ennui est que les électeurs ne retiennent d'une campagne que son thème majeur. Celui dont l'histoire retient qu'il assura son succès, transformé en cahier des charges par l'inconscient collectif. Pour Giscard, ce fut la promesse d'une France « décripée » qui se crispa bientôt dans le chômage de masse, cependant que le pouvoir tentait de trouver son salut en « vidant le programme commun de son contenu » (Jean Lecanuet). Tout l'enjeu, pour Sarkozy, est d'éviter que la droite "décomplexée", qu'il sut incarner en 2007, se transforme, aux yeux de ses électeurs, en bateau ivre recrutant, pour lui montrer le cap, ceux qui, hier encore, tenaient son programme pour dangereux".

Valeurs Actuelles du 8 janvier 2009

RELOCALISATION

La délocalisation a mauvaise presse. Elle peut coûter plus cher que prévu. Frais de transport, hausse des salaires, problèmes de qualité... Des entreprises ont décidé de rentrer. C'est le dernier exemple en date : Geneviève Lethu, marque bien connue de vaisselle, ustensiles de cuisine et objets de décoration – 140 magasins franchisés dans le monde, un chiffre d'affaires de 42 millions d'euros – rapatrie la quasi-totalité de ses activités de production et de stockage sur le sol français. Ce que l'on appelle, et l'opération est assez rare pour être soulignée, une "relocalisation". Celle-ci se fait au plus près du terroir : fini la

Chine ou le Vietnam, place à Thiers pour la coutellerie, aux petites vallées vosgiennes pour le linge de maison, à la vallée du Rhône pour la céramique. Sur ses nouveaux partenaires, Edmond Kassapian, président de la société Geneviève Lethu, ne tarit pas d'éloges : « Dans les arts de la table, le professionnel n'est pas en Chine, mais bien en France ! Ici, lorsque l'on décide de travailler avec un coutelier, on peut développer les produits ensemble, réaliser des projets communs ; rien de tel à attendre d'un partenaire chinois ». Et puis quelle belle image ! En ces temps de mondialisation douloureuse, le "made in France" est du meilleur effet marketing... Les quelques entreprises qui se sont livrées à l'exercice, au retour de Chine, d'Europe centrale ou du Brésil, ne manquent d'ailleurs pas de le faire savoir.

La coopérative d'opticiens Atol, qui a décidé en 2006 de ramener dans le Jura la production de ses collections de lunettes Ushuaia, a ainsi largement utilisé l'argument de vente tricolore. Objectif : que nul n'ignore le patriotisme économique auquel les Français seraient, paraît-il, sensibles. Les origines européennes sont d'autant plus rassurantes que des scandales comme ceux du lait additionné de mélamine ou des jouets dangereux ont fini par valoir une réputation sulfureuse au "made in China". Ce n'est pas par hasard que Smoby, fabricant jurassien racheté par le groupe allemand Simba, vient d'annoncer la relocalisation de sa production de tricycles en Espagne.

Le marketing n'est pourtant pas le seul argument développé par les entreprises qui font le choix d'une relocalisation partielle ou totale de leur activité. Première difficulté des implantations lointaines, de toute évidence, de longs et complexes transports de marchandises. « Comme tout le monde va en Chine, déplore Edmond Kassapian, les ports sont encombrés, les bateaux pleins, les délais de traitement des chargements accroissent encore les temps de transport déjà longs. » Dans ces conditions, comment assurer la réactivité que l'organisation en "juste à temps" rend indispensable ? Ce sont ces délais de livraison qui ont convaincu Sullair Europe de rapatrier à Montbrison, dans la Loire, sa production de compresseurs à air destinés à la construction. Fabriqués en Chine, ces matériels étaient livrés environ cinq mois après la commande. Impossible, avec de tels délais, de maintenir les parts de marché en France.

Même difficulté, provenant des temps de fabrication plus que d'acheminement, pour Georges Lustigman, président des ateliers de tricotage La Mascotte, à Roanne. À cette PME qui conçoit et réalise pièces tricotées et pull-overs avec une quinzaine d'employés, la délocalisation vers l'Europe centrale et le Maghreb, à la fin des années 1990, était apparue comme la seule solution pour résister à l'invasion des textiles asiatiques. Quelques années plus tard, les temps de fabrication d'un pull-over – deux fois plus long qu'en France – ont ramené la PME à Roanne. D'autant que le gain salarial se révélait modeste dans un métier où la main-d'œuvre a une importance mineure. Nouveau choix du président : « Miser sur la proximité entre lieux de fabrication et de distribution, sur la créativité de nos équipes et sur leur rapidité d'exécution ; le tout nous permet de livrer un produit évaluable et adaptable rapidement aux goûts changeants de la clientèle. »

Un choix qui s'explique d'autant mieux que ces dernières années, les coûts du transport ont fortement augmenté. Une explosion des prix telle, observe un rapport publié récemment par la banque canadienne CIBC, qu'elle a un impact substantiel sur le niveau des exportations chinoises vers les États-Unis. Du coup, à choisir entre deux pays à faibles coûts de production pour y implanter une unité de production ou y choisir un site d'approvisionnement, nombre d'entreprises américaines tendraient désormais à préférer le Mexique à la Chine, la proximité apparaissant comme un avantage comparatif décisif lorsqu'il s'agit de servir prioritairement le marché nord-américain.

Autre avantage en voie d'affaiblissement des pays dits low cost, les coûts salariaux. Dans ce domaine, de très fortes disparités ont longtemps subsisté au sein même de l'Union européenne. En 2004, dans les nouveaux États membres de l'Union, un salarié coûtait en moyenne cinq fois moins cher que le même actif au sein de l'Europe des Quinze. Ce sont ces disparités qui ont fait de la Roumanie un véritable "atelier" de l'Europe de l'Ouest, notamment dans le textile, la chaussure ou le meuble... Malgré un mouvement réel de rattrapage, comparable à celui que l'on a observé en Grèce, en Espagne et au Portugal à la fin des années 1980, des différences de salaires demeurent, mais elles se sont estompées pour les hauts niveaux de qualification. De plus, les entreprises se sont vite aperçues sur le terrain que les coûts du personnel n'étaient pas la seule variable à prendre en compte. Productivité, qualité des produits finis et disponibilité des approvisionnements viennent souvent singulièrement compliquer la tâche des industriels fraîchement installés et, au bout du compte, accroître les coûts.

Quant à l'Asie, les salaires changent rapidement « En moyenne, le salaire annuel aurait augmenté en Chine de 20 % depuis 2003. Dans la même période, il ne progressait que de 3 % environ aux États-Unis », explique Jean-Pierre Chanteau, enseignant-chercheur à l'université Grenoble-II.

Pour les qualifications difficiles à trouver, c'est plutôt de flambée des prix qu'il faudrait parler : dans la région de Shanghai, les cadres supérieurs sont désormais rémunérés entre 40 000 et 80 000 euros annuels. Alors même que les universités chinoises ont mis près de 5 millions de diplômés sur le marché du travail en 2007, le problème d'adéquation entre l'offre et la demande de main-d'œuvre qualifiée est loin d'être réglé...

Les entreprises qui implantent une unité de production à l'étranger ont à affronter bien d'autres risques. Parmi eux, ceux que comporte tout transfert de technologie : travailler avec des partenaires locaux revient parfois tout simplement à former sa propre concurrence à venir. C'est aussi faciliter le travail d'une contrefaçon qui s'avère ensuite impossible à combattre. « Quand vous

avez un modèle original, il est aussitôt copié. Il n'y a que la couleur qui change ! Pour nous qui créons 1 500 produits tous les six mois, impossible de lutter ! D'autant qu'il y a peu de recours », souligne encore Edmond Kassapian.

Il serait bien imprudent d'en conclure que la localisation dans les pays low cost a perdu son intérêt pour les industriels ; les relocalisations en Europe d'entreprises revenues de destinations lointaines ne semblent pas concerner, en réalité, plus d'une cinquantaine d'entreprises chaque année : un chiffre marginal.

Dans le même temps, la délocalisation se poursuit ; le plus souvent, il ne s'agit pas à proprement parler de déménager à la cloche de bois équipements et machines mais plutôt de localiser hors d'Europe tout investissement nouveau, ou encore de multiplier les approvisionnements dans les pays à faibles coûts salariaux. Dans cette acception du terme, le mouvement n'est pas près de s'inverser, a fortiori dans le contexte économique actuel particulièrement déprimé en Europe de l'Ouest.

Reste pourtant que les déconvenues accumulées ont conduit les chefs d'entreprise à peser de plus en plus précisément les avantages comparés des différentes localisations avant de céder aux sirènes du low cost. Aujourd'hui, une implantation en Asie sert au moins autant à servir l'immense marché régional qu'à réexporter vers l'Europe. De la même façon, de petits pays comme les États baltes apparaissent davantage comme des tremplins vers la grande Russie ou l'Ukraine voisines que comme des bases de réexportation vers l'Europe de l'Ouest. La problématique est différente en Europe centrale, plus proche. Mais on ne pourra bientôt plus vraiment y parler de low cost. « Les entreprises comprennent désormais qu'il faut calculer l'intégralité du coût d'une délocalisation avant d'y procéder et bien peser les avantages attendus », souligne Emmanuel Stancu, directeur du cabinet Strategest Europe Consulting, spécialisé dans l'accompagnement des entreprises en Roumanie.

Pour minoritaires qu'elles soient, les relocalisations ont ainsi un effet positif collatéral inattendu, en prouvant qu'il en va des avantages comparatifs comme des trains : un coût – avantageux – peut en cacher un autre – désastreux –, et un pays low cost peut, si l'on n'y prend pas garde, devenir un véritable gouffre ! Valeurs Actuelles du 8 janvier 2009

DES LYCEENS INTERDITS DE BAC A VIE POUR AVOIR DÉCHIRÉ L'EMBLÈME NATIONAL

Ils seront traduits en conseil de discipline et en justice, comme prévu dans le Code pénal, pour avoir porté atteinte à l'emblème national. Quatre élèves des classes terminales du lycée Okba- Ben Nafaâ à Bab El Oued viennent d'être interdits à vie à l'examen du baccalauréat. Ils sont accusés d'outrage à la République. Les faits remontent à la semaine dernière. Ces quatre lycéens, ayant bénéficié des cours de soutien institués par le ministère de l'Éducation nationale pour les classes d'examen, ont arraché l'emblème national flottant dans la cour de l'établissement, pour le déchirer et le remplacer aussitôt par le drapeau français, rapporte le journal arabophone En-Nahar El Djadid. L'offense n'a été constatée que quelques minutes plus tard par les services pédagogiques de l'établissement. Après avoir pris connaissance de ces faits, ces derniers ont contacté le directeur de l'éducation de la wilaya d'Alger pour prendre des mesures correctionnelles. Ce dernier a avisé à son tour le ministère de l'Éducation qui a pris l'affaire en main. Dans un entretien accordé au quotidien arabophone El Chourouk, le premier responsable du secteur, Benbouzid Boubekeur, a annoncé que ces élèves seront traduits en conseil de discipline, puis en justice pour avoir porté atteinte à l'emblème national, comme prévu dans le Code pénal. Offusqué par ce geste, il a appelé tous les acteurs pédagogiques à dénoncer et « lutter » contre ce genre de comportement déplacé au sein des établissements scolaires algériens, et de ne faire preuve d'aucune « indulgence ». Il a également rappelé dans ce sillage, l'importance de « l'éducation civique », instaurée cette année dans le cadre de la nouvelle réforme pédagogique dans toutes les classes et à tous les niveaux. Une autre source a, quant à elle, assuré que le département de Benbouzid suivra cette affaire de manière rigoureuse et qu'aucun effort ne sera ménagé pour lutter contre ces « nouvelles attaques » menées directement ou indirectement l'encontre de l'un des symboles de la nation. Pour rappel, cette affaire n'est pas la première du genre. Le secteur de l'éducation a vécu précédemment une affaire similaire lorsqu'un couplet de l'hymne national a été supprimé du livre d'éducation civique de la 5e année primaire. Les auteurs qui ont clamé leur innocence et plaidé une « erreur d'inattention » ont été sanctionnés. Ils ont été relevés de leurs fonctions, dans un premier temps, avant de se voir interdits d'exercer toute activité en relation avec l'élaboration de livres scolaires. L'expression (Alger) du 3 janvier 2009

MIL-VIGILANCE N° 5/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois
Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 6/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

C'EST LA CRISE

On s'amuse bien dans le porno américain. Deux patrons du secteur ont demandé au Congrès des Etats-Unis de débloquer une aide de cinq milliards de dollars en faveur de leur secteur, dans un communiqué pince-sans-rire. Larry Flynt, fondateur du magazine Hustler et provocateur notoire, a fait équipe avec Joe Francis, à l'origine de la série de DVD «Girls Gone Wild», pour écrire au 111e Congrès afin d'obtenir «un plan de sauvetage comparable à celui que souhaitent les trois grands constructeurs de voitures» américains. Selon eux, la pornographie représente un chiffre d'affaires annuel de 13 milliards de dollars aux Etats-Unis. Le secteur «n'est pas sur le point de s'effondrer, mais pourquoi prendre des risques?», s'interrogent-ils. «Le Congrès semble vouloir aider nos entreprises les plus importantes, nous pensons que nous méritons la même attention», explique Joe Francis, récemment emprisonné pendant près d'un an dans une affaire de prostitution. En raison de la récession économique actuelle, «les gens sont trop déprimés pour être actifs sexuellement», renchérit Larry Flynt. «C'est très mauvais pour la santé du pays. Les Américains peuvent se débrouiller sans voitures mais pas sans sexe», ajoute-t-il, appelant le Congrès «à relancer l'appétit sexuel des Américains».

20 Minutes du 8 janvier 2009

LES NERFS LACHENT A L'ASSEMBLEE

Dans l'indifférence générale, l'Assemblée connaît des journées particulièrement houleuses ! Si la réforme du travail législatif ne passionne pas les foules, elle déchaine les passions au Palais-Bourbon : la gauche voit dans le projet de loi organique du gouvernement, qui entend limiter la durée des débats parlementaires, une tentative de « bâillonner », voire de « mater » l'opposition. Elle a donc entrepris de mener la « mère des batailles » contre ce texte, en multipliant les rappels au règlement, les suspensions de séances et les amendements : pas moins de 3 500 ! Mais elle a trouvé en face d'elle une droite très remontée, qui n'entend pas se laisser faire. D'où la multiplication d'incidents de séance, d'insultes et même... de menaces physiques.

Le Parisien du 19 janvier 2009

UN FANTASSIN MUSULMAN REFUSE DE SERVIR EN AFGHANISTAN

Un jeune soldat d'origine maghrébine de confession musulmane, engagé en compagnie de combat au 1er régiment d'infanterie stationné à Sarrebourg, a évoqué un motif religieux pour refuser d'être projeté en Afghanistan. Un cas marginal dans l'armée française.

Début février, 550 personnels du 1er RI et le chef de corps, le colonel Chatelus, mettront le cap sur l'Afghanistan. Les départs des soldats s'échelonnent sur une quinzaine de jours ; le détachement français sera basé à Kaboul et dans la vallée de la Sorubi à l'est du pays. Il y relèvera le 3e RPIMa. En attendant le regroupement sur le tarmac à l'aéroport Charles-de-Gaulle, tous préparent la mission depuis le mois d'août dernier. A l'annonce de la destination de cette opex (opération extérieure) entrant dans le cadre des engagements internationaux, un soldat d'origine maghrébine a refusé de s'embarquer dans l'aventure, sa confession musulmane lui interdisant de combattre contre ses frères portant l'uniforme de l'armée afghane. Moins de cinq cas de cette nature seraient recensés chaque année dans l'armée française. Considérant qu'un militaire choisit de servir son pays, ainsi que le sens de son engagement mais jamais la mission, quel que soit le motif, sa hiérarchie a pris la mesure s'imposant en pareille circonstance. Il risquait une sanction disciplinaire pouvant aboutir à une résiliation de contrat. Le chef de corps a demandé à son combattant de parler avec l'imam militaire. La relecture des versets du Coran a démontré au fantassin qu'il avait pris une décision trop radicale. Il est donc revenu sur son choix, effectuant une grande partie des entraînements programmés avec le reste de la troupe. Puis il est tombé malade, et le médecin militaire l'a déclaré «non projetable». Il ne participe donc pas actuellement à la dernière partie, le stage de mise en condition opérationnelle organisé au centre d'entraînement au combat à Mailly, pas plus qu'il n'arborera les couleurs de la France sur le théâtre oriental.

Le Républicain Lorrain du 16 janvier 2009

REFUS DE PARTIR EN AFGHANISTAN : LA REACTION DU MINISTRE DE LA DEFENSE

Interrogé sur BFM TV sur l'affaire des quelques soldats musulmans qui refusent de partir combattre d'autres musulmans en Afghanistan, le ministre de la Défense Hervé Morin a indiqué que *"leur contrat sera résilié. Cela ne fait aucun doute. (Ils) n'ont plus leur place" dans l'armée. "L'engagement au service de la France n'est pas à géométrie variable"* a-t-il ajouté.

Libération du 16 janvier 2009

IL REFUSE DE PARTIR EN AFGHANISTAN, LA SANCTION TOMBE

Partir en Afghanistan pour servir les intérêts de la France n'est pas du goût de quelques militaires Français. Ainsi, trois soldats de confession musulmane ont refusé en 2008 de partir sur ce théâtre d'opération au motif qu'ils ne voulaient pas se battre contre d'autres musulmans. Seul l'un d'entre eux, un militaire du 501-503e régiment de Mourmelon a été sanctionné, confirme le Sirpa Terre. Après 40 jours d'arrêt, son contrat d'engagé volontaire a été résilié. Un autre militaire du même régiment est finalement parti en Afghanistan après avoir été reçu par son chef de corps. Quant au troisième, appartenant au 1er régiment d'infanterie de Sarrebourg, précise *Le Parisien*, il est lui aussi revenu sur sa décision après avoir rencontré l'aumônier musulman, mais il n'est toujours pas parti faute d'avoir pu suivre le stage de préparation. *"Ce genre de cas est extrêmement rare, nous avons en 2008 eu trois cas sur 30 000 soldats Français qui sont engagés sur des théâtres d'opération"*, a expliqué le colonel Benoît Royal, chef du Sirpa Terre sur LCI Radio. *"Tous les hommes qui entrent dans l'armée et qui choisissent de s'engager librement pour défendre la France ne font pas cas de leurs convictions philosophiques ou religieuses"*, précise-t-il, ajoutant que si *"on choisit de s'engager, on ne choisit pas ses missions"*.

Lci.fr du 28 janvier 2009

AFGHANISTAN: DES SOLDATS HOLLANDAIS SE REBELLENT !

Un bataillon de 24 soldats néerlandais a été placé en «service non actif» en Afghanistan pour refus d'obéir aux ordres. Une mesure disciplinaire «exceptionnelle». Les soldats ont refusé de faire une patrouille de reconnaissance vraisemblablement à cause du manque de véhicules blindés. Le surmenage a aussi été évoqué par les recrues néerlandaises, qui font partie des 1 700 soldats envoyés dans la province afghane de l'Uruzgan, dans le cadre d'une mission militaire de l'Otan forte de 43 000 hommes. Une enquête de la police militaire est en cours. Elle pourrait déboucher sur un rapatriement et un jugement des soldats en cour martiale. Eimert van Middelkoop, le ministre de la Défense, ne veut pas parler de «mutinerie», ni faire le moindre commentaire avant la fin de l'enquête. Le commandant du bataillon rebelle a signalé que ses hommes rechaignaient tellement qu'il était devenu impossible de les déployer sur le terrain. Le Syndicat des personnels de défense (VBM-NOV), de son côté, estime que les véhicules et les pièces détachées manquent cruellement en Uruzgan, mettant la vie des soldats en danger. « Le modèle Bushmaster [un véhicule blindé, ndr] offre la meilleure protection contre les attaques à la bombe, rappelle un porte-parole du VBM-NOV. Or, chaque bataillon de 30 hommes ne dispose que d'un seul modèle, d'une capacité de 10 places.» Et de remettre en cause les coupes claires dans le budget de la Défense. D'autre part, le moral des troupes est tombé à zéro le 24 septembre, lorsque Eimert van Middelkoop a avoué au magazine *Vrij Nederland* ne pas avoir fait son service militaire et s'en être « réjoui ». Le ministre de la Défense a par ailleurs admis ne pas connaître tous les grades de l'armée et laissé entendre qu'il ne souhaitait pas non plus les apprendre. Les syndicats ont réclamé sa démission mais le gouvernement a jugé ses propos «honnêtes» et décidé de le maintenir dans ses fonctions. Les troupes néerlandaises resteront en Afghanistan jusqu'en août 2010.

Libération du 1er octobre 2008

PAS D'EFFET "AFGHANISTAN" SUR LES DESERTIONS DANS L'ARMEE DE TERRE

L'armée de terre a communiqué les chiffres des absences pour désertion et des PATC, les permissions à titre de convalescence. Ces dernières servent parfois à masquer des refus de partir en opérations. Les absences injustifiées sont un phénomène permanent dans toutes les armées professionnelles. Elles ne sont pas aujourd'hui en hausse, le moral des troupes semble bon. Voici les chiffres pour les trois régiments cités: **8° RPIMA** : stabilité des PATC et 2 désertions sur les 600 soldats partis en Afghanistan : 0,3 %. **27° BCA** : Compagnie 1 : 0 déserteur et 0 arrêt maladie. Compagnie 2 : 0 déserteur et 2 véritables arrêts maladie à la suite de blessures dans une exercice de nuit en montagne. Compagnie 3 : 2 déserteurs qui ne sont pas rentrés de permissions après l'embuscade du 18 août 0 arrêt maladie. **1er RI** : trois compagnies se préparent à partir en Afghanistan en mars 2009. Le nombre de PATC est au en forte baisse (77 personnels en mai, 45 en août 43 en septembre). Le nombre de déserteur est resté complètement stable, 8 en moyenne.

Libération du 3 octobre 2008

UN DESERTEUR DE L'ARMEE AMERICAINE DEMANDE L'ASILE POLITIQUE A L'ALLEMAGNE

Andrew Shepherd se cache depuis deux ans dans une ferme, quelque part en Allemagne. Andrew Shepherd n'est pas un immigré clandestin, non. Andrew est un déserteur de l'Américaine. En avril 2007, cet ex-G.I. stationné en Allemagne, a quitté son régiment pour trouver refuge, grâce à une association pacifiste, dans un endroit tenu secret. Trois mois auparavant, il avait reçu l'ordre de rejoindre l'Irak avec son bataillon de soutien aérien, stationné à Nuremberg. Par ce fait, Andrew Shepherd est devenu un AWOL, "Absent without Leave", un absent sans autorisation. En langage clair, un déserteur ! Et Andrew Shepherd est passible, aux Etats-Unis, de la peine de mort. L'ex G.I. vient de déposer une demande d'asile politique. Grâce à cette demande, le déserteur ne pourra pas être extradé vers les Etats-Unis. Car le soldat Shepherd est protégé maintenant par la Convention de Genève. Et cette demande d'asile par un déserteur de l'armée américaine est une première en Europe.
Dernières Nouvelles d'Alsace du 6 décembre 2008

A PROPOS DES SOLDATS MUSULMANS

Au risque d'assommer le lecteur du récit de mes longues campagnes je voudrais raconter trois histoires vécues.

1°) capitaine au moment de l'opération DAGUET j'ai eu (début 1991) un cas, un caporal-chef bien noté qui s'est découvert une grosse fatigue pour ne pas partir en Irak et qui a invoqué le prétexte religieux en pensant que ça lui permettrait d'éviter le non-renouvellement de son contrat. Le phénomène n'est pas nouveau.

2°) OMLT au premier semestre 2008 j'ai eu une proportion non négligeable de cadres et soldats musulmans (plus visibles qu'ailleurs car très populaires parmi les soldats de l'ANA). Ils étaient volontaires pour servir en Afghanistan comme tous les OMLT et se sont comportés comme des soldats français, y compris au feu. Il ne faudrait pas se créer une phobie.

3°) au Kosovo j'ai sanctionné un militaire avec un nom à consonance nord africaine qui avait commis une erreur grave de comportement. Ce militaire a reçu sa sanction sans essayer de jouer la carte ethnico-minoritaire. En revanche, des officiers français du meilleur monde m'ont conseillé de laisser tomber par crainte d'une jacquerie des musulmans du détachement, fantôme grotesque qui n'était bien évidemment fondé sur rien.

Conclusion : restons sereins. Il y aura toujours des lâches qui essaieront d'éviter les missions à risque sous des prétextes honorables, et des imbéciles qui se créeront des peurs primales. L'important est que le commandement continue à rendre les premiers à la vie civile et à cantonner les autres à ces tâches subalternes qu'on doit faire exécuter par des hommes depuis qu'il n'y a plus de mulets dans nos armées.

Source Interne du 14 janvier 2009

LES NOUVEAUX DESERTEURS AMERICAINS

Le flot est régulier. Depuis l'invasion de l'Irak, en 2003, 300 soldats américains auraient déserté vers le Canada anglophone, à Toronto et à Vancouver, après avoir servi en Irak ou en Afghanistan, ou avant d'y être envoyés. Une fraction des 8 000 soldats qui, selon le Pentagone, auraient quitté leur poste depuis le début de l'invasion de l'Irak, en 2003, et dont la plus grande partie vit clandestinement aux Etats-Unis. Si le Code de justice militaire américain prévoit, en théorie, la peine de mort pour les déserteurs en temps de guerre, en réalité, ces jeunes soldats risquent cinq ans de prison aux Etats-Unis.
L'Humanité du 18 janvier 2007

LES DESERTIONS DANS L'ARMEE AMERICAINE EN HAUSSE DE 80% DEPUIS 2003

Le taux de désertion dans les rangs de l'armée américaine est en hausse de 80% depuis l'invasion de l'Irak en 2003, soit le niveau le plus élevé depuis 1980. Les chiffres, qui restent très inférieurs à ceux recensés durant la guerre du Vietnam, période où la conscription était encore en vigueur, montrent une hausse régulière au cours des quatre dernières années et un bond de 42% depuis l'an dernier. Selon l'armée, environ neuf soldats sur 1.000 ont déserté au cours de l'année fiscale 2007, qui a pris fin le 30 septembre, soit au total 4.698, contre près de sept pour 1.000 l'année précédente (3.301). Cette augmentation survient alors que l'armée de terre supporte l'essentiel de l'effort de guerre, nombre de ses hommes effectuant des missions longues et répétées en Irak et en Afghanistan. Des efforts ont été engagés pour augmenter les effectifs de l'armée de terre du corps des Marines afin de permettre aux GI de bénéficier d'une coupure plus longue entre deux déploiements. Malgré la hausse du nombre de désertions, une étude des statistiques du Pentagone montre que l'armée fait peu d'efforts pour tenter de retrouver ceux qui font défection et poursuit rarement en justice ceux qui se font prendre. Certains sont autorisés à retourner simplement dans leurs unités alors que d'autres sont renvoyés.

International Herald Tribune du 16 novembre 2007

UNE AVOCATE EN GARDE A VUE A L'ANTITERRORISME

Alice B., 31 ans, et Kevin L., 27 se sont fait interpeller alors qu'ils tentaient d'incendier deux véhicules, garés dans le XIX^e arrondissement de Paris, juste en face d'un ancien poste de police. Une patrouille du quartier les a surpris alors qu'ils étaient en train de mettre le feu à des papiers coincés dans les jantes de ces voitures. Rapidement, les policiers se rendent compte que les deux incendiaires agissent sous l'emprise de l'alcool. Ce n'est pourtant pas la raison pour laquelle ils se retrouvent rapidement conduits à la brigade criminelle, qui saisit sa section antiterroriste. Renseignements pris, Alice B. et Kevin L. sont présentés, par différents rapports des renseignements généraux, comme des militants de la mouvance anarcho-autonomes. Elle, avocate inscrite au barreau de Paris, aurait, selon les RG, participé en 2003 à la mobilisation aux abords de la maison d'arrêt de la Santé puis, en 2004, au palais de justice de Versailles (Yvelines) en soutien à Sébastien Schifres, militant libertaire condamné pour des violences en réunion à l'université de Nanterre (Hauts-de-Seine). Par ailleurs, et c'est ce qui a particulièrement intrigué les enquêteurs, son numéro de portable apparaît dans le répertoire téléphonique de Julien Coupat, le principal mis en cause dans les sabotages de la SNCF. « Cela dit, en tant qu'avocate, elle a déjà été amenée à défendre des autonomes », nuance une source proche du dossier. Un soutien qu'elle revendique, et pas uniquement d'un point de vue professionnel, en participant à des réunions de soutien au groupe de Tarnac. Tout comme Kevin L. qui, par ailleurs, a longtemps demeuré dans un squat du XIII^e arrondissement « Tout cela n'en fait pas pour autant des terroristes », souligne très prudemment une source judiciaire.
Le Parisien du 16 janvier 2009

LES TELEPHONES PORTABLES EMETTENT TOUJOURS EN DETENTION

En 2005, pas moins de 530 portables avaient été découverts dans les prisons de la région Centre-Ile-de-France. Depuis, les chiffres officiels font défaut mais le phénomène persiste. D'autant que le brouillage intégral des prisons a été abandonné depuis longtemps car beaucoup trop cher. Seuls les quartiers d'isolement et disciplinaires sont équipés, alors que paradoxalement, les téléphones sont plus courants en détention normale, car les détenus y sont moins fouillés. Aujourd'hui, les réseaux de trafiquants animés depuis les cellules sont légion. Nombre d'enquêtes comportent d'ailleurs des interceptions téléphoniques avec des suspects en détention. « Ce sont souvent des jeunes qui essaient de ne pas perdre contact avec leur réseau, en particulier dans les affaires de stupéfiants », rapporte Jean-Philippe Thomas, secrétaire adjoint au bureau régional de l'Ufap (Union fédérale autonome pénitentiaire). Comment entrent-ils ? Les saisies varient selon les établissements. « A Meaux, il n'y a pas de sécurisation extérieure. A Nanterre (Hauts-de-Seine) ou Bois-d'Arcy (Yvelines), il y en a moins depuis que des aménagements ont été faits, avec des glaciols pour protéger les promenades. » De 175 en 2004, les saisies sont tombées à 47 en 2008 à Bois-d'Arcy. Depuis des travaux contre les « projections » au-dessus des murs, dans des balles de tennis ou des chaussettes rembourrées, ont été réalisés. Dans l'Oise, ces travaux de sécurisation pour éviter les fameux « missiles », ces colis envoyés par-dessus les murs, ont été menés à Beauvais, Liancourt et Compiègne. A Compiègne, des filets de protection viennent d'être installés au-dessus des cours de promenade de la maison d'arrêt qui est en plein centre-ville, comme à Beauvais. A Liancourt, des filets ont également été posés. Certains jours, les gardiens comptabilisaient une cinquantaine de « colis » envoyés par des complices aux détenus.
Le Parisien du 19 janvier 2009

LA POSTE ASSIGNE SUD-PTT DEVANT LA JUSTICE

La Poste poursuit le syndicat Sud-PTT des Hauts-de-Seine et huit postiers pour "usage abusif du droit de grève". L'assignation mentionne aussi "l'entrave à la liberté de travail". Cette décision fait suite au mouvement de grève lancée par une partie des postiers de Boulogne-Billancourt, à l'appel de Sud-PTT, de la CGT et de la CFTC et qui a conduit à l'occupation des locaux du centre de tri du courrier de Nanterre. "Le dialogue social implique un respect mutuel, un respect des règles du code du travail et du droit de grève. En revanche, quand ces règles sont transgressées, des actions doivent être engagées pour contribuer à un retour rapide à des échanges constructifs", a affirmé la direction du courrier des Hauts-de-Seine dans un communiqué.
AFP du 2 février 2009

MIL-VIGILANCE N° 6/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois
Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 7/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

JULIEN DRAY, APPARAT-CHIC

C'est un peu une bouteille à la mer. Julien Dray a convié ses amis à Sainte-Geneviève-des-Bois, sa circonscription de l'Essonne, pour ses vœux 2009. «On peut tout collectionner, même les ennuis, écrit-il sur son invitation, et les amis, qu'on apprécie encore plus par ces temps de crise.» Les ennuis sont là. Indéniables. Quant aux amis, difficile de dire s'ils viendront. Les perquisitions de décembre, l'ouverture d'une enquête préliminaire pour abus de confiance au préjudice des Parrains de SOS Racisme et du syndicat lycéen Fidl, ont laissé l'entourage du député tétanisé et silencieux. «Pour certains, tout s'effondre, dit un militant. C'est dix ou quinze ans d'engagement militant derrière un mec. Julien les a perdus.» Etablie par Tracfin, le service antiblanchiment du ministère des Finances, la liste des montres et des produits de luxe achetés par Julien Dray donne le tournis - 313 180 euros de 2006 à 2008. Selon Tracfin, l'argent viendrait, en partie, des associations, via deux militants proches qui le lui reversaient, Nathalie Fortis, son attachée de presse, et Thomas Persuy. En 2006, le député, alors porte-parole du PS, s'offre une montre à 29 000 euros à Milan. Quatre mois plus tard, une autre à 18 500 euros à Cannes. Pour les avocats de Dray, il n'y a «aucune infraction». «J'ai le sentiment que Tracfin parle de la vie privée de Julien Dray, assure Me Florence Gaudillière. Il y a une multitude de gens qui ont versé de l'argent à Julien Dray sur ses comptes.» Les deux militants, s'ils étaient légitimement rémunérés par les associations, pouvaient reverser ce qu'ils voulaient à Julien Dray, assurent les avocats. Les amis d'avant ne sont pas surpris par le train de vie. «Nous avons tous une montre achetée à Julien Dray dans les années 80, dit l'un d'eux. Après, on n'a pas pu suivre. Trop cher. C'est un collectionneur qui fait tourner sa collection. Il revend en permanence.» «Au début des années 90, il est apparu dans Montres magazine, se rappelle un syndicaliste étudiant. Il présentait ses plus belles pièces. Elles valaient 40 000 francs (6 000 euros), soit pour lui un mois de salaire. Aujourd'hui, sa plus belle montre est à 30 000 euros : deux fois son salaire. On est passé à autre chose.» En décembre 1999, il y avait eu l'affaire de la Patek Philippe. Une enquête préliminaire - encore une - pour l'achat, deux ans plus tôt, d'une montre «à complication» de 250 000 francs (38 000 euros). Dray avait réglé 100 000 par carte bancaire et le solde en liquide, alors que le plafond des paiements en espèces était passé à 50 000. L'enquête est classée sans suite. «L'explication qu'il donne, c'est qu'il a eu un héritage, rumine un militant. Ses parents sont des petits retraités de la fonction publique. Ça ne tenait pas la route, mais on n'a pas insisté.» La politique avant tout. «La caisse noire a toujours existé. Dès 1985, assure un ancien dirigeant étudiant. Mais elle servait pour 95 % à l'activité militante.» L'enquête préliminaire confiée à la police livrera-t-elle les secrets financiers de SOS Racisme ? Certains y voient le signe d'une volonté de la chancellerie de garder l'affaire sous contrôle, hors du champ d'action d'un juge. Selon des sources militantes, Julien Dray, qui n'a pas été encore entendu, aurait été prévenu, la veille, des perquisitions prévues dans ses bureaux, le 19 décembre. Une marque d'attention du pouvoir vis-à-vis d'un élu qui, malgré sa position au PS, ne s'est pas opposé à l'entrée d'une de ses proches au gouvernement, l'ex-présidente de la Fédération nationale de la Maison des Potes, Fadela Amara. La Fédé, une autre pièce du dispositif, réunit 350 associations. Deux observations psychologiques. «Dray est d'une timidité farouche, mais dès qu'il en sort, il est dans l'affrontement», dit un ami. «Julien, c'est un hypocondriaque qui vit la moitié du temps au régime, tente d'expliquer un autre. Il peut varier de dix kilos assez facilement.» En feuilletant le dossier de presse, on le voit bien : il y a deux Julien Dray. Celui qui maigrit et celui qui grossit. Le timide et l'impulsif.

«Il est tout fou. Il est incapable de gérer du fric !» dit Gérard Filoche, ex-dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire, devenu l'animateur de la Gauche socialiste (GS), qui l'a connu aux prémices de sa carrière politique, en 1973. A la Ligue, son pseudo devient «Titus». Il s'engage dans la réunification de l'Unef, l'Union nationale des étudiants de France, et se rapproche des socialistes. Beaucoup trop au goût de la Ligue. «Julien avait participé à un stage à Biarritz, et la Ligue l'avait appris, se souvient Filoche. Le bureau politique a voulu faire voter un "blâme à Titus". Pendant trois mois, l'organisation n'a parlé que de ça. Fin 1981, le congrès de la Ligue repousse le blâme mais Titus est viré du bureau politique. Julien s'effondre en pleurs. On le cache parce qu'il pleure. Quelques semaines plus tard, j'apprends qu'il a adhéré au PS.» C'est à l'Unef et à la fac de Villetaneuse que Dray et son premier réseau créent SOS Racisme, après la marche des Beurs, en 1984. Dray décroche un contact avec l'Elysée. Filoche offre le fichier des personnalités de la Ligue. Les «petites mains» Touche pas à mon pote se vendent par sacs entiers. Avec les premiers concerts, des fonds spéciaux arrivent. «Julien lui-même allait chercher l'argent, 500 000 francs (76 000 euros) à chaque fois, dit l'un des fondateurs. Mais

personne ne peut dire combien il y a eu de fois. Je me suis installé un jour à une terrasse de café avec cette somme répartie dans mon blouson. Ça avait un goût d'aventure, d'action clandestine.» Ces contacts sont sans témoins. Certains anciens de SOS contestent ces financements, mais l'argent secret est déjà là. «C'est un secret de Polichinelle, approuve Gérard Filoche. Un chèque de Mitterrand était aussi affiché sur les murs de SOS.» Les «parrains» et donateurs de SOS Racisme, parmi lesquels Pierre Bergé, soutiennent la cause de manière informelle. Les mouvements étudiant et lycéen, la création d'un nouveau syndicat lycéen, la Fidl, favorisent la réélection de Mitterrand. Julien Dray y gagne la 10e circonscription de l'Essonne, en 1988. Durant quelques heures, il obtient même à l'Elysée l'assurance d'un secrétariat d'Etat à la jeunesse. Fausse joie. Il découvre la banlieue Sud, et ne ménage plus Mitterrand. Il s'achète une Golf 16 soupapes. Ses amis le croient alors associé à dans une affaire d'horlogerie, les Montres, rue Bonaparte, à Paris. Dray dément. «Il a donné des conseils à des nombreux amis, mais il n'a pas ouvert d'enseigne», assure son avocat. Le gérant est un proche, Jean-Philippe D. «J'ai racheté les boutiques à Patrick C. et Claude Z., explique l'actuel propriétaire Jean Las-saussois. Des gens de la mouvance SOS Racisme. M. Dray n'a pas traité avec moi. Il est devenu un client. Il avait un côté frénétique, assez incroyable. C'est un déchainé des montres.»

«Julien a acheté une maison à Vallauris, saisie sous douanes, rapporte un proche. Il avait obtenu un prêt parlementaire à taux zéro, et une somme d'argent de Pierre Bergé.» Le parrain de SOS confirme : «Pour Vallauris, je lui ai accordé un prêt, enregistré, qu'il m'a remboursé.» Les services de l'Assemblée lui demandent d'ailleurs de justifier ce remboursement. «Julien Dray est un ami. Il l'était hier. Il le sera demain», ajoute Pierre Bergé. Par son refus de la guerre du Golfe, en 1991, sa prise de contrôle de l'Unef, en 1994, Dray fait grandir la Gauche socialiste, mais reste en marge. Trublion toujours. En 1997, lors d'un déjeuner, Jospin lui reproche les «flèches» lancées contre lui au ministère de l'Education. «C'était contre Rocard», tempore Dray. Olivier Spithakis, alors directeur général de la Mnef, la mutuelle étudiante, lui prête aussi 150 000 francs à titre personnel. «C'était purement amical, pour les législatives se souvient-il. Il m'a remboursé.» Son complice de la Gauche socialiste, Jean-Luc Mélenchon, refuse un secrétariat d'Etat en 1997 mais en accepte un autre en février 2000. Julien Dray, lui, n'obtient qu'un poste de vice-président du conseil régional d'Ile-de-France en 1998. «Mais Julien était craint, assure Filoche. Quand tu avais SOS, l'Unef, la Fidl, tu avais toute la jeunesse.» Il en joue. «Lors des mouvements contre Claude Allègre, il a tenté de désamorcer la mobilisation, raconte un ancien cadre. Il prétendait que le mouvement déclinait. Il a confié plus tard qu'il négociait son entrée au gouvernement.» En 2001, Dray perd tout contrôle sur les étudiants, dont certains désapprouvent ses premières considérations sécuritaires. «La mère de toutes les batailles, c'est l'Unef, qui génère le plus de cadres, résume un dirigeant. L'Unef considérait que SOS était devenue une coquille vide, institutionnalisée.» Les relais du député de l'Essonne sont mis en minorité. Mais il s'accroche. En janvier 2002, il provoque une réunion pour conduire l'Unef à envisager une recapitalisation de La Mutuelle des étudiants (LMDE) par des fonds privés. Echaudés par l'affaire de la Mnef, les syndicalistes étudiants refusent. «Julien Dray soutenait qu'une somme de 80 millions de francs pouvait être avancée par des hommes d'affaires de la grande distribution, explique un ex-dirigeant étudiant. Il a dit aux représentants de l'Unef qu'il leur ordonnait d'accepter.» Les étudiants quittent le rendez-vous, près d'en venir aux mains. «La rupture se fait sur une conception d'éthique financière.»

Du côté de SOS, la Cour des comptes signale les «graves insuffisances de gestion et de rigueur» de 1997 à 2000. L'association au budget de 7 millions de francs n'échappe au redressement judiciaire qu'avec l'aide de l'Etat. L'association des Parrains, au cœur de l'enquête de Tracfin, n'est créée qu'en 2000. «Pourquoi faire une assos pour ramasser de l'argent pour une autre assos ? s'interroge un fondateur. C'est le truc de Pierre [Bergé] et de Juju. C'est totalement opaque. Il n'y a pas de militants, pas de statuts, personne ne contrôle !» En 2003, Malek Bouth cède sa place de président de SOS Racisme à Dominique Sopo, et Julien Dray quitte la minorité du PS pour rejoindre François Hollande. Il l'a dit aux militants : «Pour moi, c'est la dernière ligne droite.» A 48 ans, il se verrait bien place Beauvau, à l'Intérieur. «Un type qui passe son temps à vendre des montres à l'Assemblée ne sera jamais à l'Intérieur», prévient un de ses amis. S'il veut intégrer l'exécutif, il lui faut prendre la direction du parti. «Avec Hollande, ce sera une direction faible», explique-t-il à Filoche. «Conseiller du prince, un jour. Disgracié, bientôt», lui répond ce dernier. Et puis, Dray devient le poisson pilote de Ségolène Royal. Pas disgracié. Simple-ment battu. Sa circonscription ne peut lui servir de repli. Pas son truc. Les proches y sont installés, y compris à la mairie de Sainte-Geneviève-des-Bois, dirigé par un ancien attaché parlementaire. Mais l'Essonne est aussi un terrain délicat. En rapportant des versements d'entrepreneurs sur les comptes de Dray, Tracfin signale qu'ils ont obtenu «un chantier public dans sa circonscription», ou encore «un marché avec le conseil régional d'Ile-de-France». Mais «sur ce point, Julien Dray réserve ses réponses au parquet», prévient son avocat.

Libération du 23 janvier 2009

NOUVELLE ETAPE DANS LA PROTECTION PRESIDENTIELLE

Un décret et un arrêté, parus au Journal officiel, réorganisent la protection rapprochée des hautes personnalités françaises et étrangères, le groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR) étant désormais intégré au

service de protection des hautes personnalités (SPHP). Le décret, qui avait créé le GSPR en 1983 sous la présidence de François Mitterrand, est abrogé par un décret en date du 17 décembre 2008 de Nicolas Sarkozy.

Selon l'arrêté en date du 17 décembre 2008, le SPHP (ex-VO, voyages officiels) comprendra: un état-major; le GSPR; la sous-direction de la sécurité des hautes personnalités françaises (membres du gouvernement et autres personnalités en fonction des menaces); la sous-direction de la sécurité des personnalités étrangères (chefs d'Etat et de gouvernement en visite officielle ou privée en France et autres personnalités en fonction des menaces); la sous-direction des personnalités "menacées" en fonction des risques.

Le décret abrogeant la création du GSPR marque une nouvelle étape dans la protection présidentielle. "Gorilles" de Charles de Gaulle, "Mousquetaires" de François Mitterrand, policiers et/ou gendarmes: en un demi-siècle, la sécurité rapprochée des présidents de la Ve République a connu de nombreux avatars. Jusqu'aux attentats de l'OAS contre de Gaulle en 1962, la sécurité des présidents est plutôt légère malgré les assassinats des présidents Sadi Carnot (1894) et Paul Doumer (1932). Après l'attentat manqué du Petit-Clamart le 22 août 1962, la sécurité rapprochée du général de Gaulle est considérablement renforcée par des policiers à la carure impressionnante et virtuoses du tir instinctif, à l'image de Raymond Sassa et des siens appelés "gorilles". De Gaulle parti, la sécurité rapprochée de Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing, toujours assurée par des policiers, se fait plus discrète. A l'arrivée à l'Élysée de François Mitterrand, le dispositif est complètement réorganisé. M. Mitterrand, qui se méfie des policiers, suit les conseils de Christian Prouteau, fondateur du GIGN. Celui-ci assure le président qu'il est très exposé et propose de monter le Groupe de sécurité de la présidence de la République, uniquement composé de gendarmes. Créé par un décret du 5 janvier 1983, le GSPR va compter jusqu'à 120 gendarmes, sommés les "mousquetaires du président". En 1995, Jacques Chirac fait réduire le GSPR à 52 hommes et modifier sa composition: 26 gendarmes et 26 policiers. Cette unité mixte inédite, commandée à tour de rôle pendant deux ans par un lieutenant-colonel de gendarmerie et un commissaire de police, accueille sa première femme en 1998. Après la tentative d'attentat de Maxime Brunerie, le 14 juillet 2002, contre M. Chirac sur les Champs-Élysées, les effectifs sont portés à 60 (30 gendarmes et 30 policiers, dont quatre femmes). Le 15 mai 2007, à la veille de l'installation de Nicolas Sarkozy à l'Élysée, l'officier de gendarmerie qui commande le GSPR est convoqué entre deux portes par un membre du cabinet qui lui signifie en quelques minutes la fin de sa mission. Tous les gendarmes du GSPR quittent alors l'unité dont les effectifs sont portés à la centaine mais uniquement des policiers.

L'Internaute du 18 décembre 2008

MOUVEMENT DES LYCEENS : MENSONGES, MENSONGES

Manque de moyens : tel est le voile pudique sous lequel on camoufle, année après année, le mécontentement des lycéens et étudiants. On sait bien que, dans le domaine éducatif, le pays est pourtant surdoté. Le malaise, qui tourne au désespoir, provient d'autre chose : c'est la vérité qui manque.

Née de parents nantis par le développement des Trente Glorieuses, la jeunesse de ce début de siècle a généralement bénéficié d'une certaine aisance financière familiale. Éduquée par la génération 68, elle n'a guère vu passer d'interdictions et on s'est abstenu de lui réclamer des efforts, lui susurrant au contraire qu'elle avait tous les droits. Ses parents, qui ont acquis un niveau d'études nettement supérieur à celui de la génération précédente, pensaient que l'enfant allait se poursuivre avec leurs enfants : ton grand-père n'avait pas son bac, je suis professeur, tu feras Normale, mon fils, ou alors tu es un nul... D'où le ressentiment quand le fils se retrouve dans la masse des AES (Administration économique et sociale) ou des LEA (Langues étrangères appliquées) sous-dotés et sans espoir. L'appréciation d'une situation s'inscrit toujours dans un temps et dans un lieu. La situation actuelle de la jeunesse n'est pas déplorable en soi, mais au regard des attentes et du progrès espéré. Elle s'est imaginé - irréalisme naïf - que la montée vers plus de diplômes, plus d'argent, plus de confort, s'inscrivait dans un Destin inéluctable. Et on s'est bien gardé de la détromper : on a joué d'une démagogie honteuse. Mensonges.

Nous avons au contraire tout organisé pour laisser croire à ce progrès indéfini, en accumulant les trompe-l'œil : par exemple, la multiplication des diplômes qui deviennent des assignats. Nous avons beaucoup trop de diplômés pour le nombre de postes à hautes responsabilités auxquels ils pensent pouvoir aspirer légitimement. Un pays ne peut pas être entièrement peuplé d'avocats, de médecins spécialisés et d'enseignants-chercheurs. Nous avons gonflé nos enfants d'une prétention imbécile en leur inspirant constamment le mépris du plombier. Nous leur avons soufflé qu'ils étaient tous des intellectuels (comme cela est français !), et avaient droit à un job correspondant à leurs désirs. Mensonges.

L'acquisition du baccalauréat d'abord, des diplômes universitaires ensuite, s'est largement « démocratisée » (le mot est absurde mais c'est celui-ci qui est compris). Les universités ont créé à tour de bras des bac + 5 et abaissé considérablement le niveau d'exigence à l'entrée de ces spécialisations. La conséquence : de nombreux étudiants, nantis d'un Master 2, ont tout juste un niveau de secrétaire de direction, si l'on regarde leur maîtrise de la langue, leur niveau culturel et leur éducation générale (ce qui n'est pas rien). Le petit pourcentage (non évaluable) de jeunes brillants et doués n'a certainement pas changé avec le temps : mais la distribution des diplômes a convaincu un grand nombre qu'ils ont atteint ce niveau supérieur. On le leur a fait croire, depuis que Laurent

Fabius expliquait qu'en donnant le bac à 80 % des élèves on élèverait le niveau général... Mensonges. Finalement, la grande majorité des étudiants qui expriment leur révolte dans la rue sont frustrés de ne pas obtenir des places qu'on leur a laissé espérer par pure démagogie, car ces places n'existent pas en si grand nombre, et de surcroît beaucoup d'entre eux ne sont pas capables de les occuper. Depuis leur petite enfance, on leur a menti. On leur a menti en leur disant qu'ils pouvaient dire merde à leurs parents et que ce genre de chose tout au long de la vie faisait rire tout le monde. On leur a menti en leur disant que c'était à la société de s'adapter à eux, et non le contraire, parce qu'ils étaient le centre du monde. On leur a menti en jetant de la dérision partout autour d'eux et en leur disant que rien n'avait d'importance, que rien n'était grave, et qu'il suffisait de faire l'imbécile dans la vie pour être heureux. On leur a menti en leur disant qu'ils n'avaient de devoir envers personne (parce qu'ils n'ont pas demandé à naître, et d'ailleurs nous non plus), qu'ils ne devaient rien à personne et pouvaient s'occuper exclusivement d'eux-mêmes. On leur a menti en leur disant qu'une société organisée de cette façon serait beaucoup plus gaie et heureuse parce que débarrassée des devoirs réactionnaires, et embrassons-nous Folleville.

La masse des mensonges dont ils sont recouverts les laisse à peine respirer. On n'aperçoit au milieu de ce tas d'ordures que des regards apeurés et haineux. Et toute cette boue de mensonge, c'est nous qui l'avons mise. En tout cas, qui ne sommes pas parvenus à la nettoyer, car certains d'entre nous ont passé leur vie entière à clamer comme des Cassandra qu'une génération nourrie au mensonge finit en buvant le fiel de la haine.

Le principe de plaisir, qui était l'armature des idéologies utopiques, est resté l'armature de l'éducation une fois disparus les grands récits. Car on peut se libérer des contenus, mais les esprits demeurent construits par une forme dans laquelle les nouveaux contenus se glissent, toujours de la même manière. La génération précédente attendait, selon le principe de plaisir, une société où chacun travaillerait selon son envie et serait payé selon ses besoins. La génération actuelle attend, selon le principe de plaisir, une société où l'État verserait des salaires (corrects) à des dizaines de millions de psychologues simplement parce que ceux-ci ont désiré s'inscrire dans ces formations, sans se demander une seconde s'il existait une demande suffisante pour répondre à leurs désirs. Pourquoi tant de Français ont-ils tendance à dire que cette situation provient d'un déficit d'allocations (il faudrait payer les étudiants pour étudier) et d'un capitalisme asocial (les salaires sont trop bas) ? Parce que nous voulons nous cacher à nous-mêmes les mensonges que nous connaissons trop bien. Et parce que nombre d'entre nous sont si matérialistes qu'ils regardent tous les problèmes en terme de manque d'argent. Des valeurs immatérielles comme l'effort ou le mérite paraissent stériles et surannées. Il y a des pays où l'allocation étudiant existe, mais elle est corrélée à l'effort, on ne la donne qu'à ceux qui travaillent et réussissent leurs examens, et ces conditions seraient pour nous discriminantes !

En France, la sélection est un gros mot. Le baccalauréat est largement distribué, l'entrée à l'université automatique. Tout se passe comme si tous étaient également capables et également travailleurs, et comme si la sélection ne devait pas s'instaurer en fin de compte, et durement, au moment de la recherche d'emploi. Mensonges, mensonges. Le lycée, en dépit de nombre d'enseignants compétents et dévoués, accepte par une démagogie honteuse que des adolescents fassent la grève, ce qui les laisse croire qu'ils sont déjà, avant de l'avoir mérité par eux-mêmes, des partenaires responsables dans le jeu social : mensonges... L'université est devenue une sorte de parking où l'on vient refaire ses forces en attendant la galère de la recherche de travail. Nous regorgeons d'étudiants fantômes, qui s'inscrivent (parfois après avoir passé la sélection de Master 2) pour deux ou trois centaines d'euros, puis profitent de tous les avantages du statut étudiant et n'assistent pas aux cours ni ne viennent passer l'examen. Ou encore, nombre d'étudiants qui ont raté en juin ne viennent pas passer la session de septembre. Ils préfèrent redoubler plutôt que passer l'été à réviser. Mais on tait cela pudiquement, car les étudiants doivent tous être considérés comme des victimes épuisées, jamais comme des profiteurs. Mensonges.

Trop longtemps cachée, la vérité n'est-elle pas souvent cruelle ? Quand elle finit par affleurer à la conscience, ceux qui ont été trompés se retournent ordinairement contre les falsificateurs. Habités par le désespoir et la haine, ils casseraient bien le leurre qu'on leur a construit. Il va nous falloir un jour prochain assumer les fruits amers d'une démagogie peu glorieuse : mentir à la jeunesse, c'est la pire des démagogues.

Chantal Delsol, philosophe et écrivain – Le Figaro du 22 décembre 2008

EXERCICE ABUSIF DU DROIT DE GREVE

Au sujet de la grève des conducteurs de TER à Nice qui a débuté le 9 décembre et pour laquelle trois syndicats (CGT, CFDT et Fgaac) et 13 conducteurs de TER ont été assignés par la SNCF devant la justice pour « exercice abusif du droit de grève », François Chérèque a déploré un manque de dialogue social. "Il n'est pas normal qu'une grève dure si longtemps", La Provence du 1er février 2009

MIL-VIGILANCE N° 7/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 8/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

BERTRAND, BON ELEVE ET PREMIER DE LA CLASSE UMP

Ce poste-là, personne ne s'est battu pour l'avoir. Officiellement confirmé par le conseil national de son parti, Xavier Bertrand était, chose rare en politique, seul candidat au titre de secrétaire général de l'UMP. Son prédécesseur, Patrick Devedjian, frustré de ne pas être ministre, ne se donnait même pas la peine de cacher son dégoût. Sollicité pour lui succéder, le fidèle Brice Hortefeux avait supplié Nicolas Sarkozy de le laisser au gouvernement.

Quoi qu'ils pensent du personnage, les dirigeants de la majorité reconnaissent, quasi unanimes, que Sarkozy ne pouvait pas faire meilleur choix. «*Il en a tellement envie* !» soulignent-ils tous, sur un ton admiratif, souvent teinté d'ironie. Certains prédisent que Bertrand ne fera pas de miracle. «*Il est coincé. Sous le contrôle de Brice Hortefeux, nouveau vice-président du parti*», note un sceptique. Les autres, très majoritaires, comprennent sa «*décision difficile*».

Ministre depuis cinq ans, responsable de plusieurs réformes emblématiques à la Santé, puis aux Affaires sociales, Bertrand n'aurait plus rien à prouver. En tant que membre du gouvernement, il aurait atteint son «*aplomb de notoriété*», souligne l'un de ses collègues ministres. En prenant la direction du parti majoritaire, il se donne, poursuit le même, «*les moyens de prendre une autre dimension*». En d'autres termes, il se place pour pouvoir prétendre un jour à l'investiture suprême. Bertrand aura 52 ans en 2017...

Devant les dirigeants de la majorité, le chef de l'Etat a indiqué à plusieurs reprises qu'il saurait, le moment venu, récompenser les loyaux services du dévoué Bertrand. Afficher sa disponibilité, être le premier à se porter volontaire quand personne ne veut y aller : c'est la marque de fabrique du nouveau patron de l'UMP. C'est ainsi qu'a démarré sa carrière nationale, quand le patron de l'UMP, Alain Juppé, cherchait en 2002 un volontaire pour vendre aux militants la réforme des retraites. Cette promotion à la tête de l'UMP, il s'y prépare depuis au moins un an. Accumulant les rencontres avec les militants dans des régions méthodiquement quadrillées. Assurant à chaque fois qu'il n'hésiterait pas une seconde à renoncer au gouvernement et au confort des palais de la République pour retourner aux joies simples du militantisme : «*La vie politique, ce n'est pas que le gouvernement. Je n'oublie pas ce que m'a dit un jour Jean-Louis Debré : "Tu seras plus longtemps ancien ministre que ministre"*», répète-t-il en boucle.

Pour l'UMP, son ambition serait de «*retrouver la dynamique de la campagne présidentielle de 2007*». A en croire ce cadre du parti, il aura fort à faire : «*L'UMP n'est plus qu'un fan-club dont les adhérents collent des affiches de Nicolas Sarkozy dans leur chambre et lisent le Figaro tous les matins.*»

Bertrand compte doubler le nombre de militants (l'objectif affiché est de 500 000 adhérents contre 260 000 aujourd'hui). «*Etre le parti de gouvernement, ce n'est pas une difficulté, c'est un avantage. Nous devons être en avance, tester les réformes, en nous emparant des nouveaux outils à notre disposition.*» Et comme pour démontrer que le parti change effectivement de rythme, Bertrand a casé deux déplacements dans son agenda de dimanche. Un meeting «*interactif*» dans le Maine-et-Loire, précédé d'un déplacement dans le Val-d'Oise sur le thème du travail dominical. «*Il s'agit, explique le secrétaire général, de rappeler que cette réforme est loin d'être enterrée et qu'une large majorité de l'UMP la soutient.*» En milieu de semaine, il sera entendu par Edouard Balladur sur le projet de big bang territorial, autre réforme sur laquelle il se fait fort de «*mobiliser les militants*». Bertrand devra compter avec l'encombrante présence du chef du groupe UMP à l'Assemblée nationale, Jean-François Copé, l'homme qui agace tant l'Elysée en proclamant l'avènement de la «*coproduction législative*». Bertrand, lui, tentera de lui opposer la coproduction militante.

Libération du 24 janvier 2009

ROGER KAROUTCHI FAIT SON COMING OUT

Quand il a lancé sa campagne pour les élections régionales, l'été dernier, Roger Karoutchi n'avait pas prévu d'y inclure son coming out. L'entrée en scène de Valérie Pécresse est venue bouleverser sa stratégie. Bénéficiant d'une notoriété nettement plus élevée que la sienne, la ministre de l'enseignement supérieur a décidé elle aussi de briguer l'investiture UMP. Interrogé fin août sur ce qui distingue sa candidature de celle de Roger Karoutchi, Valérie Pécresse avait mis en avant sa connaissance de sa circonscription des Yvelines avant d'ajouter : «*Et je suis aussi une mère de famille avec trois jeunes enfants*». Scandalisé par une déclaration à ses yeux manifestement homophobe, Karoutchi avait protesté, sans jamais dire clairement ce qui le scandalisait...

Libération du 24 janvier 2009

UNE CENTAINE DE MILITANTS INTERPELLES A PARIS

Les forces de l'ordre ont procédé à des interpellations massives à Paris, lors d'une manifestation en soutien à trois militants placés en détention provisoire dans le cadre d'une enquête antiterroriste. Une centaine de personnes -des manifestants et des passants- ont été interpellées au niveau du métro Barbès-Rochechouart, dans le XVIII^e arrondissement de Paris. La manifestation se déroulait dans le cadre de la semaine "Sabotons l'antiterrorisme". Les participants voulaient marquer leur soutien à Isa, Juan et Damien, placés en détention provisoire. Ils ont déployé une banderole "Solidarité avec les révoltés incarcérés" et ont distribué des tracts appelant à une nouvelle manifestation en soutien aux inculpés de l'antiterrorisme. Peu de temps après son arrivée, le groupe, qui comptait environ cent à deux cent personnes, selon la police et des participants, s'est retrouvé face à un cordon de CRS tandis qu'il avançait boulevard Barbès. Il lui fut impossible de faire demi-tour, les forces de l'ordre étant déjà présentes de l'autre côté. Les arrestations commencèrent très rapidement. "La plupart de ceux qui étaient dans le cortège de départ se sont fait embarquer, environ une centaine de personnes" estime un manifestant. Contactée par nouvelobs.com, la préfecture de police confirme la tenue de l'opération et estime elle aussi le nombre d'interpellations à une centaine. "Il s'agissait d'une manifestation non déclarée de la mouvance contestataire. Ils n'avaient pas le droit de se rassembler. Les policiers ont appelé à la dispersion mais les manifestants n'ont pas obéi" nous explique le service de presse de la préfecture. "Je n'ai pas entendu d'ordre de dispersion. De toute façon, c'était impossible, nous étions bloqués entre deux cordons de CRS, le métro aérien et les immeubles" témoigne une participante. Des échauffourées ont eu lieu. Les forces de l'ordre ont utilisé quantité de gaz lacrymogène, selon des témoins. "Voyant les gens suffoquer, une employée de la RATP a ouvert les grilles du métro pour permettre à une dizaine de personnes de s'enfuir, mais elle aussi s'est faite gazer" nous raconte un manifestant. "Des badauds aussi se sont fait arrêter", témoignent plusieurs personnes présentes sur les lieux. Des policiers en civil ont poursuivi les interpellations jusqu'à 17h dans les rues adjacentes. La préfecture a assuré qu'il ne s'agissait pas d'une opération policière particulière : "C'était un dispositif adéquat, normal pour répondre au refus de dispersion d'une manifestation non déclarée".

Le Nouvel Obs du 24 janvier 2009

LE PARTI SOCIALISTE CHANGE DE VISAGE

Siff Kachouche, 54 ans, succède à Frédéric Chapiro à la tête des 150 militants de la section beauvaisienne du Parti socialiste. D'abord actif à Noailles, Siff Kachouche est arrivé à Beauvais en 2001. Entouré d'un nouveau bureau, il encourage les militants à occuper le terrain. Son leitmotiv : plus de proximité avec les Beauvaisiens. «*Nous souhaitons notamment développer nos relations avec tous les partenaires de gauche, les associations comme Solidarité Migrants, France-Palestine, mais aussi les syndicats* »

Le Parisien du 26 janvier 2009

LA GALAXIE ROSE DU PRESIDENT

Nicolas Sarkozy l'avait fait savoir le dernier week-end de novembre, lors du congrès fondateur de la Gauche moderne de Jean-Marie Bockel : il souhaitait aller encore plus loin sur la voie de l'ouverture. C'est fait, avec de nouvelles recrues, comme l'ancien maoïste Marin Karmitz, qui vient de se voir confier le nouveau Conseil pour la création artistique ou encore la promotion d'Eric Besson au ministère de l'Immigration. Ceux qui espéraient que le chef de l'Etat tournerait rapidement la page de l'ouverture doivent se rendre à l'évidence. Le mouvement, loin de s'essouffler, prend de l'ampleur.

Le clan Bruni «*Je voterai toujours à gauche, comme mes parents l'ont toujours fait* », déclarait Carla Bruni entre les deux tours de la présidentielle. C'était six mois avant sa rencontre avec le chef de l'Etat... et neuf mois avant de l'épouser. Elle est maintenant beaucoup plus discrète sur ses engagements. Pourtant, le cœur de Carla Bruni-Sarkozy et de sa sœur, l'actrice Valeria Bruni-Tedeschi, continue de battre à gauche. Les sœurs se sont notamment battues pour soutenir l'ex-militante des Brigades rouges Marina Petrella, qui refusait son extradition vers l'Italie. C'est Carla en personne qui s'était rendue au chevet de Petrella, en octobre dernier, pour lui annoncer que la France avait renoncé à l'expulser.

Jacques Attali Ils sont amis depuis plus de vingt-cinq ans. Alors que Jacques Attali est le conseiller spécial de Mitterrand à l'Elysée, en 1982, sa secrétaire lui indique qu'un jeune avocat RPR, qui confie vouloir devenir président de la République, souhaite le voir. Ce sera leur première rencontre. Attali dit l'avoir trouvé alors plein d'humour et particulièrement intéressant. Lui qui n'a cessé de voter à gauche refuse pourtant de se prononcer, en 2007, entre Royal et Sarkozy. C'est très naturellement et sans aucun complexe qu'il accepte de diriger la commission sur la croissance qui portera son nom. Il est l'un des premiers, avec les ministres d'ouverture, à entrer dans la galaxie des hommes de gauche du président, dont il parle comme «*un ami, un animal humain extraordinaire* ».

Jacques Séguéla Inventeur de deux slogans célèbres des campagnes présidentielles de Mitterrand, "La force tranquille" en 1981 et "Génération Mitterrand" en 1988, Séguéla, qui fait figure de premier publicitaire de la Mitterrandie, a toujours été de gauche. Jusqu'au second tour de la présidentielle de 2007, où il

choisit de donner sa voix à Sarkozy, après avoir voté Royal deux semaines auparavant ! Il explique alors avoir « le cœur à gauche » mais estime que « la France ne peut pas se permettre cinq années de plus d'assistanat ». Les deux hommes se connaissent depuis 1983, date à laquelle Séguéla avait écrit à Sarkozy pour le féliciter de son élection comme maire de Neuilly. Ils avaient alors déjeuné ensemble. C'est lors d'un dîner privé chez le publicitaire, en novembre 2007, que le président a rencontré Carla Bruni.

Jack Lang « Après avoir mûrement réfléchi, ma réponse est oui », déclarait sur TF1 l'ancien ministre emblématique de la Culture de François Mitterrand après que Sarkozy lui eut proposé de siéger dans le comité de réflexion sur la réforme des institutions présidé par Édouard Balladur. Dans la foulée, Lang avait démissionné de son poste de secrétaire national du PS. Le 21 juillet 2008, il était le seul socialiste à voter la réforme de la Constitution, à Versailles. Ses anciens amis ne lui ont pas pardonné et ils sont rares à lui adresser encore la parole. Nicolas Sarkozy maintient les liens : il songerait à lui confier une nouvelle mission, sur la question des relations entre la Corée du Nord et Cuba.

Claude Allègre L'ancien ministre de l'Éducation nationale de Lionel Jospin n'a cessé de clamer son admiration pour Sarkozy, dès son élection, après avoir publié un brûlot, la Défaite en chantant, contre ses amis socialistes, où il étrille Ségolène Royal. S'il n'est finalement pas entré au gouvernement, il ne cache pas sa proximité avec le chef de l'État et se déclare toujours prêt à assurer un rôle de « technicien » dans le gouvernement.

Richard Descoings À la tête de Sciences-Po depuis 1996, cet énarque, marqué à gauche pour être passé dans les cabinets de Jack Lang et de Michel Charasse, est l'une des dernières recrues. Le chef de l'État l'a nommé au début du mois à la tête d'une mission pour réformer le lycée, après le report de la réforme sur la classe de seconde.

Hubert Védrine Secrétaire général de l'Élysée de Mitterrand, ancien ministre des Affaires étrangères de Lionel Jospin, Hubert Védrine a refusé la proposition du président d'occuper à nouveau le Quai d'Orsay, craignant la mainmise de l'Élysée sur les questions internationales. Pour autant, le socialiste n'avait pas fermé la porte, se déclarant prêt à offrir ses services, sur un point précis. Il a finalement accepté, en 2007, de piloter le rapport sur la France et la mondialisation.

Frédéric Mitterrand C'est au neveu de Mitterrand, homme de télévision passionné de cinéma, que le président a finalement choisi de confier la prestigieuse villa Médicis à Rome, après la polémique suscitée par la nomination de Georges-Marc Benamou, en compétition avec Olivier Poivre d'Arvor. Ses liens avec Sarkozy ? Il n'en parle pas. Pas plus que ceux qu'il avait avec son oncle...

Georges-Marc Benamou « Si tu es nommé conseiller, ce sera moins pour tes vertus que parce que tu représentes un morceau de la sainte croix mitterrandienne », l'avait prévenu son ami Bernard-Henri Lévy. Benamou, dernier confident de Mitterrand, dont il disait qu'il était son « grand-père symbolique », créateur en 1985 du mensuel de gauche Globe, n'a pas hésité à accepter le poste de conseiller culturel à l'Élysée que lui a proposé Sarkozy dès son élection. Après un an de guerre avec Christine Albanel, il a quitté son poste et raté – pour cause de polémique – le lot de consolation (la villa Médicis) que voulait lui octroyer le président. Mais les deux hommes n'ont pas perdu le contact. Ils continuent de se téléphoner et même de se voir.

Bernard Tapie L'ancien ministre de la Ville de François Mitterrand, dans le gouvernement de Pierre Bérégovoy, dont les radicaux de gauche rêvaient de faire leur candidat à la présidentielle de 1995, ne cache pas son « admiration » et sa « considération » pour Sarkozy, avec qui il a eu plusieurs rendez-vous à l'Élysée, depuis son élection. Au point d'être soupçonné d'avoir bénéficié de la protection du président, dans le cadre du litige qui l'a opposé au Crédit Lyonnais.

Marin Karmitz C'est la dernière recrue de la galaxie. Marin Karmitz, longtemps étiqueté comme gauchiste avant de produire 90 films et de fonder le groupe MK2, est monté au créneau pour défendre la réforme de l'audiovisuel public, en décembre dernier, allant jusqu'à déclarer dans le Monde : « Nicolas Sarkozy a peut-être sauvé France Télévisions. » Récompense ? L'ancien militant mao va animer le tout nouveau Conseil pour la création artistique, coprésidé par Nicolas Sarkozy et la ministre de la Culture, Christine Albanel.

Guillaume Pepy Cet énarque de 50 ans est marqué à gauche depuis son passage chez Martine Aubry, ministre du Travail, dont il a été le plus proche collaborateur, même s'il se définit comme « inclassable ». Et c'est lui que le président a choisi, en février 2008, alors qu'il faisait figure d'éternel numéro deux de la SNCF, pour succéder à sa patronne, Anne-Marie Idrac, encore persuadée, quelques jours avant la nomination, qu'elle allait être reconduite à son poste. Pepy n'avait cessé de marquer des points lors du conflit des régimes spéciaux, qu'il a géré de bout en bout, très présent sur le terrain, en relation permanente avec Raymond Soubie, le conseiller social de l'Élysée.

Martin Hirsch, Éric Besson, Jean-Marie Bocquel, Fadela Amara, Bernard Kouchner... Aucun des cinq membres d'ouverture du gouvernement n'a claqué la porte, plus d'un an et demi après leur nomination, qui avait fait couler tant d'encre. Mieux, ils ont été confortés, voire promus à l'occasion du miniremaniement intervenu le 15 janvier, comme Éric Besson, qui vient de remplacer Brice Hortefeux dans ce ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale honni par la gauche ou encore comme Martin Hirsch, qui hérite d'un deuxième haut-commissariat, à la Jeunesse.

Valeurs Actuelles du 22 janvier 2009

REYNALD CARON, GARDIEN DE LA PAIX, NOTRE COLLEGE, EST MORT.

Mort en service, sous l'uniforme... Sous une mauvaise étoile ce soir là...

Il est mort vite, trop vite, trop tôt, trop inutilement

Mort pour rien.

Ni pour un pays, ni pour une vie, ni pour la Paix, pour rien.

On en a vite parlé, trop vite, vite écrit tout et n'importe quoi, et vite conclu la culpabilité d'un mauvais hasard. Un concours de circonstances pour notre collègue, lui qui ne passera plus de concours puisque son nouveau galon il l'a reçu sur un coussin... Vêtu des trois couleurs...

La France reconnaissante ? Même pas.

Et tout le monde est vite reparti vers les vivants, vers les débats du moment, vers tout ce qui semble plus important que la mort d'un jeune homme dont le métier était de protéger, mais que rien ni personne n'aurait jamais protégé.

On appelle ça les risques du métier. Affaire classée.

Un matricule rayé des cadres. Un vestiaire à vider en silence. Un nom qui manquera à l'appel.

Et tout le monde oubliera vite ce gardien de la paix qui ne faisait la guerre à personne.

Sauf nous, les flics. Aujourd'hui nous sommes en deuil.

Reynald Caron, c'était un collègue. Il est un peu de chacun d'entre nous. Il est le risque, il est l'incertitude pour chacun de garder la vie. Il est l'heure de la fin de service qui n'arrive jamais, il est ce putain de message à passer sur les ondes... Il est aussi ceux qui sont déjà partis comme lui, avant lui, pour rien, pour l'oubli, pour une liste qui s'allonge sur un monument aux morts figé loin des regards et des consciences citoyennes... Il est la formalité des honneurs posthumes, des mots récités sans y croire... Il est une pension de reversion. Il est une famille qui ne comprendra jamais comment on peut mourir comme « ça »... Mais il est aussi de cette famille mutilée qui sait qu'on peut mourir comme « ça ».

Il était policier, de ceux que l'on dit coupables, responsables, comptables de tant de maux, mais qui ne seront jamais que les victimes de leur choix de vie...

De ceux qui sont bons à tout, et ne comptent pour rien, Outils qui passent de main en main, d'ambitions en idéaux morts-nés, salis et usés de mépris, A qui on confisque l'humanité pour mieux en faire une meute de chiens à jeter contre la meute sociale.

Et quand l'un d'eux est tué, on ne parle pas de sacrifice... Il ne fera pas les gros titres. Il n'y aura pas d'émeutes, que ceux qui ne nous aiment pas mais veulent nous voir partout soient rassurés... Pas de mouvement de foule pour Reynald Caron, c'est déjà fait, puisque c'est bien cette salope anonyme qui l'a tué.

Pas de commémorations, ni de banderoles « plus jamais ça »... Non, rien de tout ça, mais nos coeurs et nos mémoires de flics. Parce que pour nous, « plus jamais ça », ça n'existe pas...

Condoléances à la famille de Reynald Caron, et à ses collègues.

Ton assassin a été jugé, six mois fermes pour violences volontaires ayant entraîné la mort sur personne dépositaire de l'autorité publique. Six mois... C'est ce que vaut la mort d'un flic aux yeux de la république. Le prénom de ton assassin est sur tous les journaux, mais toi on t'oublie..... Trop vite.

Source Interne

LES VŒUX DE MICHEL CHARASSE

Michel Charasse, ancien ministre et toujours sénateur du Puy-de-Dôme, a adressé ses vœux de nouvelle année à Paul Busutil, directeur de l'IUFM (Institut universitaire de formation des maîtres) de Clermont-Ferrand, avec un style très particulier...

"En espérant que les enseignants seront enfin formés car pour l'instant ça laisse beaucoup à désirer. Quand un enseignant m'écrit, je trouve toujours une ou plusieurs fautes d'orthographe et quand il me parle c'est souvent du balbutiement approximatif sauf pour les revendications. Les IUFM ont été un désastre, mais vous n'y êtes pour rien. Cordialement"

Rue 89 du 26 janvier 2009

POINT DE VUE COMPTABLE

Le quotidien algérien « Ech-Chorouk » nous apprend, le 24 janvier, qu'au cours des 22 jours de conflit à Gaza, plus de 1500 femmes palestiniennes ont mis au monde des garçons. Pendant la même période, le nombre des filles nées à Gaza a dépassé les 900. Le quotidien ne s'étonne pas de ce déséquilibre flagrant entre le nombre des garçons et des filles (généralement, le rapport est de 51/49 en faveur des filles), et l'attribue à la volonté divine qui veut que les 1.330 martyrs palestiniens tombés sous les missiles sionistes soient compensés. Le quotidien conclut en insistant sur l'attachement des Palestiniens à leur terre, et rappelle que Dieu a ainsi voulu que les Palestiniennes se transforment en fabriques de combattants pour lutter contre les missiles sionistes.

MediArabe.info du 26 janvier 2009

MIL-VIGILANCE N° 8/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 9/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

INTERNET : Nous diffusons régulièrement des informations et des analyses grâce à internet. Si vous ne recevez rien, cela signifie que nous n'avons pas votre adresse de courriel. Pour remédier à cela, il suffit de nous la transmettre en nous envoyant un courriel à mil-inscription@noos.fr en indiquant votre nom, votre prénom et votre qualité d'adhérent du MIL. (notre site : <http://www.lemil.org>)

L'AVENIR DE SEGOLENE ROYAL S'ASSOMBRI

Le mouvement de ralliement (à Martine Aubry) risque de mettre à rude épreuve la coalition hétéroclite assemblée par Ségolène Royal, l'an dernier, pour s'emparer du parti. Certains de ses membres semblent déjà nourrir des doutes croissants au sujet de leur patronne. Ainsi Vincent Peillon. Porte-parole de sa campagne en 2007, cet ancien chantre du non à la Constitution européenne s'est encore rapproché de Ségolène Royal après son échec à l'élection présidentielle. Aujourd'hui, selon L'Express, il la traite en privé de «demi-dingue» ou de «folle». Chez les socialistes, Vincent Peillon a la réputation d'être un expert du retournement de veste. Mais il n'est pas le seul de ses partisans à être déçu par l'ex-candidate. Pierre Bergé, l'ancien compagnon d'Yves Saint-Laurent dont la vente aux enchères d'objets d'art bat tous les records, est le principal mécène de Ségolène Royal. Il paie notamment ses bureaux parisiens, situés dans un quartier chic de la rive gauche. En privé, pourtant, il ne cache pas son manque d'enthousiasme – au point d'avoir de la peine, dit-il, à voter pour elle. Le Temps (Genève) du 25 février 2009

LE NOYAUTAGE DES SYNDICATS

On pourrait parler de stratégie du coucou. A chaque conflit emblématique ou médiatique, la LCR répond présent. Particulièrement depuis septembre et l'éclatement de la crise. Olivier Besancenot est devenu la coqueluche des piquets de grève. Systématiquement, les drapeaux rouges sont en queue de cortège, derrière les étudiants, les infirmiers, les enseignants, les salariés du privé ou du public. Derrière les banderoles CGT, FO, Snes, FSU, AC ! Agir ensemble contre le chômage, SUD-PTT, SUD-Rail... Cet opportunisme a le don de mettre hors d'elles les confédérations accrochées au respect de l'étanchéité entre syndicalisme et politique. «C'est de l'entrisme pur et simple», s'exaspère un proche de Bernard Thibault. La CGT est d'autant plus chatouilleuse qu'elle s'est récemment libérée du joug du parti communiste. C'est avec les petits syndicats Solidaires (60 000 adhérents) que la proximité intellectuelle est la plus grande. Même si la direction de SUD affirme ne pas vouloir mélanger les genres, au moins trois trentenaires emblématiques du bureau politique de la Ligue militent dans le syndicat radical : Olivier Besancenot et l'éditorialiste de Rouge, Sandra Demarcq, sont à SUD-PTT ; Basile Pot, à SUD-Rail. La CGT aimante plus encore les anticapitalistes. Avec ses 600 000 adhérents, elle est une proie alléchante. Un de ses dirigeants admet : «On suit Besancenot de près. On en a discuté en bureau fédéral et en conseil exécutif.» Et pour cause ! En cette année de congrès, la fraction ultragauche, anti-Thibault, est de plus en plus remuante. Emmenée par la Métallurgie du Nord, elle s'est récemment regroupée dans le Collectif unitaire pour un front syndical de classe (Cufsc), dont beaucoup de membres appartiennent à la LCR. Un des poissons pilotes observe : «Le salariat n'a pas de représentant politique et il en faut bien un.» Olivier Besancenot assume le double choix. «Je conteste la séparation qui voudrait que le social, c'est dans la rue, et la politique, dans les institutions.» Challenges du 5 février 2009

CHASSE AUX SORCIERES

"Aujourd'hui, si un jour ou l'autre, vous avez serré la main, fait une bise, collé une affiche pour Ségolène Royal, vous en prenez plein votre grade dans le Parti socialiste."
Malek Bouth - Profession Politique du 3 février 2009

PREFETS : L'AMPLEUR DE LA VALSE EST INEDITE

En deux ans, la quasi-totalité des préfets de département et de région a été renouvelée sous l'autorité de Nicolas Sarkozy. Jamais, dans l'histoire de la Ve République, il n'avait été procédé à des mouvements d'une telle ampleur. Un véritable "kriegspiel", selon Denys Pouillard, directeur de l'Observatoire de la vie politique et parlementaire, selon lequel "l'Élysée gère et pilote, avec une stratégie d'état-major, une manière de représenter tout autant le chef de l'Etat que l'Etat". Des représentants de l'Etat, M. Sarkozy attend qu'ils mettent le plus grand zèle dans l'application des consignes du pouvoir. En accélérant le rythme

des mutations-promotions, il les place en situation d'insécurité permanente. Au besoin, la sanction tombe : l'éviction récente du préfet de la Manche, coupable d'avoir mal géré un déplacement présidentiel dans son département, a valeur d'exemple. Les préfets sont prévenus : ils s'exposent à tout moment à devoir "rendre des comptes". Cette valse continue a pour conséquence d'empêcher les élus locaux de tisser des liens étroits avec les représentants de l'Etat, quand ces derniers ne se substituent pas carrément à eux, notamment quand il s'agit de répondre à certaines demandes budgétaires.

Le Monde du 19 février 2009

MEDIATEUR ?

Un jeune homme de 29 ans a été abattu au péage de Courtevroult (Seine-et-Marne), après une course-poursuite avec la police sur l'autoroute A 4. (...) Le jeune homme abattu en Seine-et-Marne était une figure du quartier des Musiciens de la ville des Mureaux (Yvelines). Médiateur de la ville, il totalisait trente-cinq condamnations. Dans la voiture, les forces de l'ordre avaient retrouvé des cagoules et des armes.

Le Parisien du 12 mars 2009

PLUS DE PIRATES A GAUCHE QU'A DROITE

37 % des internautes français ont déjà téléchargé illégalement des oeuvres sur le Web, ou utilisé des fichiers obtenus illégalement. Dans l'ordre, les contenus les plus piratés sont la musique, les films, les séries TV et les jeux vidéo. Seuls 62 % des internautes déclarent n'avoir jamais téléchargé illégalement ni utilisé de contenu piraté. L'opinion politique semble déterminer une certaine tendance au piratage. En effet, les pirates sont 30 % dans la grande gauche (EXG, PC, PS, DVG, Verts), alors qu'ils ne sont que 21 % dans la grande droite (NC, UMP, MPF, FN, MNR). La palme revient aux sympathisants d'extrême gauche, qui sont, selon le sondage, 39 % à télécharger ou utiliser des oeuvres illégalement. Au centre (MoDem), ils sont 31 %.

Le Point.fr du 8 mars 2009

ASSURANCE MALADIE : LE BILAN 2008 DE LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE

Hôpitaux, maisons de retraite, pharmacies, infirmiers, médecins, kinés, transporteurs sanitaires, assurés... plus personne n'échappe aux contrôles de l'assurance-maladie. La lutte contre la fraude et les abus a permis d'économiser 360 millions d'euros, estime la branche maladie de la Sécurité sociale. Plus de 200 condamnations pénales ont été décidées en 2008. Près de 300 interdictions d'exercer ont été prononcées à l'encontre de professionnels de santé.

Les Echos du 6 mars 2009

LES "ELITES TORDUES

Le ministre de l'Immigration Eric Besson a déclaré qu'il n'y avait "que des élites tordues pour parler de délation", à propos de sa circulaire prévoyant la délivrance de titres de séjour en échange d'une coopération au démantèlement de filières clandestines. Eric Besson a signé une circulaire permettant à des sans-papiers d'obtenir des titres de séjour en échange d'une "coopération" avec la police. Le sans-papiers, une fois entendu par les services de l'Etat, disposerait d'un délai de réflexion de 30 jours pour lui permettre de se soustraire à l'influence de ses exploitateurs et prendre sa décision de porter plainte". Ce n'est qu'une fois cette décision prise que "la victime pourra recevoir une carte de séjour temporaire" de 6 mois minimum, "renouvelable jusqu'à l'achèvement définitif de la procédure judiciaire". Si une condamnation effective est prononcée, la victime pourra obtenir une carte de résident de 10 ans, selon Eric Besson qui estime entre 75 et 80 % l'immigration illégale provenant des filières clandestines et indiqué qu'il aimerait doubler le nombre de démantèlements de ces filières (120 en 2008). "

Le Nouvel Obs du 12 février 2009

LE COMMISSAIRE VINOLAS, UN DROLE DE TEMOIN POUR DEFENDRE COLONNA

Les déclarations fracassantes du Commissaire Didier Vinolas ont créé une vraie tempête judiciaire au procès Colonna. Sauf que ses déclarations sont à prendre avec d'innombrables précautions.

Ancien secrétaire général du Préfet Erignac, devenu depuis janvier 2009 membre du cabinet de Daniel Vaillant à la mairie du XVIIIème arrondissement, Didier Vinolas, ce témoin de la dernière heure, a expliqué qu'un flic des RG lui avait livré le nom de deux membres du commando qui avait assassiné le préfet Erignac. Cette information, a précisé le commissaire Vinolas, avait été livrée à l'époque au Procureur de Paris, Yves Bot, et à d'autres, sans que jamais ces derniers ne l'exploitent.

Du coup, les avocats d'Yvan Colonna ont demandé, hier lundi, un supplément d'information, et donc la suspension du procès. Ce qu'ils n'ont pas obtenu.

Didier Vinolas est-il un témoin au dessus de tout soupçon ? C'est une question que l'on peut légitimement se poser, lorsqu'on revient sur le parcours du commissaire Vinolas. Bakchich peut révéler que ce dernier a partagé, de 1989 à 1991, le même bureau, à la Direction générale de la Police (DGP), que Jean-Hugues Colonna, le père d'Yvan. Ces deux fonctionnaires étaient en charge

officiellement des sports au ministère de l'Intérieur. Rien de plus normal pour un ancien prof de gym devenu député socialiste. Sauf qu'ils s'occupent d'autre chose : les deux hommes veillent en fait, entre 1989 et 1991, sur les affaires corses.

À l'époque, Pierre Joxe est ministre et son proche conseiller pour la police s'appelle Patrice Bergougnoux. Depuis, Jean Hugues Colonna et Didier Vinolas sont restés très amis. Ce qui fragilise naturellement le témoignage de Vinolas devant la cour d'assises.

D'autant plus que le mystérieux informateur du commissaire Vinolas, que Bakchich connaît bien, est un militant socialiste fort actif en Corse du Sud et responsable du Grand Orient, une obédience à laquelle appartiennent également Jean Hugues Colonna et Patrice Bergougnoux. Un monde très fraternel.

Ce n'est pas la première fois que le nom de Jean-Hugues Colonna, ancien député socialiste et tombeur du maire de Nice, Jacques Médecin, apparaît dans le feuilleton tragique qu'a constitué l'assassinat du préfet Erignac. Lorsque les membres du commando sont arrêtés, le vendredi 21 mai 1999, les flics anti-terroristes laissent échapper Yvan Colonna, qu'ils vont rechercher dans sa bergerie seulement le lendemain samedi, et encore dans l'après-midi.

Depuis, une polémique fait rage chez les flics sur ce raté. Pour certains, pas de doute. Au moment de l'arrestation du commando anti-Erignac, le père Colonna aurait fait jouer ses appuis au ministère de l'Intérieur, en actionnant notamment Patrice Bergougnoux, devenu sous Chevénement, en 1999, le patron de la puissante Direction générale de la police nationale qui a surveillé toute l'arrestation du commando.

Une certitude : le témoignage d'un ami de monsieur Colonna père doit être pris avec d'innombrables précautions...

Bakchich.info du 17 février 2009

Europa Press, les quotas de sans-papiers à arrêter sont fixés en fonction du nombre d'habitants des quartiers couverts par chaque commissariat. Il est par ailleurs recommandé aux agents d'arrêter en priorité des sans-papiers marocains, les démarches pour leur rapatriement étant plus faciles et moins coûteuses que pour des immigrés d'Amérique du sud, selon cette note.

Le Nouvel Obs.com du 15 février 2009

LE BOURREAU KHMER ENFIN JUGÉ

Trente ans après la chute du régime khmer rouge, se tiendra à Phnom Penh l'audience initiale du premier procès organisé par le tribunal mixte qui doit juger les responsables d'un génocide - entre 1,7 million et 2 millions de Cambodgiens y ont trouvé la mort, de 1975 à 1979. Destinée à régler des points de procédure, elle prépare l'ouverture des débats sur le fond. Mis en accusation pour crimes contre l'humanité, violations des conventions de Genève et du Code pénal cambodgien, Kaing Kek Iev, alias Duch, 66 ans, est sous les verrous depuis 1999. Il doit répondre de "meurtres, extermination, réduction en esclavage, torture, viol, persécution politique, et autres actes inhumains". Prof de maths dans les années 1960, cet homme chétif, de faible stature, était chef du Santebal, "branche spéciale" de l'appareil d'épuration du régime. A ce titre, il a dirigé le centre de détention S-21, installé en 1976 dans l'ancien lycée Tuol Sleng, au cœur de Phnom Penh. Où l'on a supplicié de 17 000 à 20 000 prisonniers, dont nombre de cadres khmers rouges, afin de leur "extraire" les aveux d'une présumée "trahison". Sans nier son rôle à S-21, Duch cherche à se présenter comme un simple exécutant aux ordres. Lors de la chute du régime, ce bureaucrate obsessionnel a abandonné sur place plus de 100 000 pages témoignant de ses agissements. Interrogé par lui lors de sa capture par des maquisards khmers rouges en 1971, l'ethnologue François Bizot avait entretenu sa cruauté (Le Portail, Folio). En 1995, Duch s'est converti au christianisme. Lors des reconstitutions judiciaires, on l'a vu prier et verser des larmes. Secoué par des allégations de corruption qui ont poussé l'Allemagne à geler sa dotation, le tribunal ne pourra guère entreprendre avant 2010 le procès des quatre autres prévenus - âgés de 77 à 82 ans et de santé précaire. Au risque qu'ils passent de vie à trépas avant le terme du processus - calcul prêt au Premier ministre, Hun Sen.

L'Express.fr du 16 février 2009

ESPAGNE : DES POLICIERS DENONCENT LES "QUOTAS" D'ARRESTATIONS D'ETRANGERS

"Le préfet de police donne chaque semaine l'ordre aux commissaires d'arrêter un certain nombre d'étrangers", a dénoncé le secrétaire général du syndicat Union fédérale de police (UFP), Alfredo Perdiguero. Selon lui, les commissaires transmettent ces ordres aux agents, qui "en ont assez de subir ces pressions". Consultée par l'AFP, la préfecture de police de Madrid n'était pas en mesure, dimanche après-midi, de commenter cette information. "Arrêter des étrangers sans-papiers fait partie de nos fonctions mais on ne doit pas le faire par obligation, seulement pour améliorer les statistiques de la préfecture de police", a ajouté Alfredo Perdiguero. Selon lui, cette pratique remonte au mois d'octobre 2008, lorsque l'actuel préfet de police de Madrid, Carlos Rubio, a pris ses fonctions, en provenance de Valence (est) où il appliquait déjà ces mesures. Selon une note interne d'un commissariat madrilène, citée par l'agence

MIL-VIGILANCE N° 9/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

«JE SUIS FIER D'ETRE GAULLISTE»,

a déclaré Raoul Béteille, ancien député RPR, président du Comité d'honneur du MIL.
ET VOUS ? SI VOUS AUSSI VOUS ETES FIER D'ETRE GAULLISTE, RENVOYEZ-NOUS CETTE DECLARATION

Nom : Prénom :

Adresse : Numéro d'adhérent :

Code postal : Ville : Courriel : @

- OUI, MOI AUSSI, JE SUIS FIER D'ETRE GAULLISTE !
- Je commande l'insigne du MIL (format 1 cm) (5 € pour les adhérents à jour de cotisation, 15€ pour les autres)
- Je souhaite recevoir le diplôme (format 29.7x21 cm) et l'attestation (format 8x5 cm) du MIL (20 €)
- Je souhaite recevoir le porte-clé du MIL (5 € pour les adhérents à jour de cotisation, 15€ pour les autres)



« Toute ma vie, je me suis fait une certaine idée de la France. »
« La France n'est réellement elle-même qu'au premier rang. »
« Chaque Français fut, est ou sera gaulliste. »
MIL : la droite civique, gaulliste et patriote



Date : Signature :

A renvoyer au M.I.L., BP 84, 92303 Levallois-Perret Cedex - Site Internet <http://www.lemil.org>

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elles contiennent sont à usage strictement interne et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification sur justification de votre identité.

M.I.L VIGILANCE

N° 10/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

LA FAILLITE DE LA GAUCHE MORALE

Comme ses amis Julien Dray et Jack Lang, Bernard Kouchner a longtemps combattu la droite au nom des principes "moraux". Quelle peut bien être, aujourd'hui, sa "valeur ajoutée" ?

Bernard Kouchner avait vu juste : « Le meilleur moyen d'être durablement populaire, c'est de ne jamais toucher à la politique. » Tiré de son livre de confessions *Ce que je crois* (Grasset, 1995), ce principe de bon sens était précédé, quelques pages plus tôt, d'une tirade moins anodine : « Je me méfie de l'argent que je n'ai pas gagné avec mes mains, avec ma tête, avec ma plume... Je connais donc des tracas financiers, même si je vis bien à Paris et que j'ai toujours réussi à payer le loyer de mon appartement. Les médecins arrivés de ma génération possèdent des villas et des voitures tout-terrain pour aller en week-end en Sologne [...] et leurs comptes en banque sont l'objet de soins attentifs. Je ne les blâme pas. J'ai choisi le risque inverse. Je me sens extraordinairement libre de respirer. » Depuis, Bernard Kouchner s'est relancé dans la politique (comme ministre de la Santé de Lionel Jospin entre 1997 et 2002, puis ministre des Affaires étrangères de François Fillon à partir de 2007) et n'a pas oublié, entre-temps, de (bien) gagner sa vie. Deux choix parfaitement respectables séparément, à ceci près qu'en politique, il a changé de camp, et qu'un doute sérieux a surgi quant à l'étanchéité entre ses engagements professionnels et politiques. D'où la tornade médiatique qui menace, sinon de l'emporter, au moins de ruiner définitivement son image de moderne docteur Schweitzer, habité seulement par l'obsession de servir l'humanité souffrante. Un homme pour qui le premier engagement qui vaille est « moral et miséricordieux ». Pour qui, aussi, « la gauche est une disposition du cœur » (Ce que je crois). Pierre Péan, celui par qui le scandale arrive et que Georges Kiejman, l'avocat de Kouchner, se réserve de poursuivre en justice pour son livre *Le Monde selon K.* (Fayard, 336 pages, 19 euros), prend cependant bien soin de prévenir : « Je ne reproche rien d'illégal à Bernard Kouchner. Je remarque seulement une distorsion entre ce qu'il fait d'une façon générale et l'image que les Français se font de lui. » Outre ce qu'on savait déjà (ce fameux rapport rédigé en 2003 pour le compte de Total, à propos du travail forcé en Birmanie), Péan vise essentiellement deux faits. Primo, qu'une société gérée par ses proches (Imeda) et pour laquelle il travaillait – alors qu'il possédait, en outre, deux sociétés de conseil, BK Conseil et BK Consultants et que lui-même présidait un groupement d'intérêt public, Esther, destiné à la coopération internationale hospitalière – a vendu au Gabon et au Congo pour près de 4,6 millions d'euros de préconisations sur la réforme de leurs systèmes de santé ; secundo, que ce même Bernard Kouchner n'a touché l'intégralité de ce qu'on lui devait qu'une fois nommé au Quai d'Orsay. Ce qui suggère qu'il aurait profité de son expérience d'ancien ministre de la Santé pour obtenir des contrats, et de ses fonctions actuelles de chef de la diplomatie pour que ses factures soient honorées. Rien d'illégal, de fait : mais une confusion des genres qui sied mal à l'image de chevalier blanc, inventeur du concept d'"ingérence humanitaire" destiné à boycotter, fût-ce par la force (comme en Serbie), la souveraineté des États ne respectant pas les droits de l'homme. Et une ligne de défense aux frontières du sophisme (lire *Le Carnet* de Christine Clerc, page 8) : si Bernard Kouchner n'a sans doute rien fait de répréhensible juridiquement, ses détracteurs qui, tel Péan, s'offusquent de ses rapports avec certains régimes, se livrent-ils pour autant à une "chasse à l'homme" ? Ils soulignent seulement la contradiction consistant à défendre certains principes tout en agissant en fonction de ses propres intérêts. À l'inverse, quand Charles Pasqua, symbole de la "Françafrique", est jugé pour ses rapports avec l'Angola, c'est peut-être qu'il a commis des fautes d'ordre privé – ce que la justice démontrera ou infirmera. Mais nul ne pourra jamais lui reprocher d'avoir trahi ses convictions publiques qui, dans la droite ligne de la politique traditionnelle de la France (celle qu'a toujours combattue Kouchner jusqu'à son arrivée au Quai d'Orsay), posent qu'on traite avec des États, jamais avec des régimes... Pour avoir refusé cette évidence, qui fonde les rapports de force internationaux (voir de Gaulle qui, à l'époque la plus violente du communisme, s'interdisait d'employer les mots d'"Union soviétique" quand il négociait avec elle, pour privilégier la référence à la "Russie" éternelle), la gauche morale qu'incarne Kouchner ne pouvait éviter, tôt ou tard, d'être confrontée aux conséquences de sa schizophrénie. Sans doute, son ralliement à Nicolas Sarkozy a-t-il attisé l'esprit de revanche des socialistes qui, en ne l'épargnant pas, lui font payer son changement de camp. Mais le fait est là : on ne peut donner impunément des leçons à la terre entière (comme celle qu'administra Kouchner à son ancien camarade Claude Malhuret, devenu secrétaire d'État aux Droits de l'homme de Jacques Chirac, quand il négligea de démissionner, en 1987, après l'expulsion d'un charter de Maliens) sans être soi-même jugé.

Dans un registre différent (qui risque bien, celui-là, de comporter des suites pénales), Julien Dray n'a rien à envier à Bernard Kouchner. Pas plus que Jack Lang, qui bâtit toute sa popularité sur la dénonciation, dans les années 1980, de l'immoralité présumée de la droite, avant de devenir candidat à tout, une fois la gauche éliminée du pouvoir... Seule différence entre Kouchner et Dray : le second ne s'est pas rallié à la droite, malgré les appels du pied répétés de celle-ci. Pour le reste, l'évolution est la même : une jeunesse vouée aux anathèmes (l'engagement physique en moins, le courage personnel de Bernard Kouchner dans certains théâtres d'opérations humanitaires n'étant nié par personne) et un âge mûr ouvert aux arrangements. Là encore, la passion de Julien Dray pour les montres de (grand) prix n'est pas en cause. Mais que l'association SOS Racisme ait pu lui servir d'établissement de crédit pour s'en procurer peut légitimement laisser pantois la "génération morale" des années Mitterrand. Celle qui pensait naïvement qu'en s'engageant sous la bannière antiraciste pour combattre la loi Devaquet et exiger la régularisation immédiate des sans-papiers, elle préparait un "monde meilleur". Certes, tous n'ont pas été dupes. À commencer par certains fondateurs "historiques" de SOS Racisme, qui, par la plume de l'un d'entre eux, Serge Malik, ont dit ce qu'ils avaient sur le cœur dans un livre terrible paru en 1990, *Histoire secrète de SOS Racisme* (Albin Michel). Pas encore d'histoires d'argent, si ce n'est les fonds secrets complaisamment versés par l'Élysée, sur ordre de François Mitterrand, pour soutenir le mouvement. Mais une fresque de première main sur la formidable manipulation dont Julien Dray fut l'instigateur et Harlem Désir l'exécutant : exploiter le malaise de la jeunesse d'origine immigrée pour enrôler celle-ci au service d'un seul but, la reconquête du pouvoir par la gauche en 1988. Principaux ressorts : la promotion de l'"antiracisme" comme moyen de lutter contre l'"exclusion sociale" et la diabolisation de la droite, censée préparer des alliances contre nature avec le Front national (perspective à laquelle, pourtant, Jacques Chirac n'ouvrit jamais la porte). On connaît la suite : les manifestations de rue de l'hiver 1986, l'arrêt des réformes promises par la droite en 1987. Et, en 1988, un Mitterrand triomphalement réélu cependant que le Front national entamait l'envol qui le mènerait, en 2002, au second tour de l'élection présidentielle. Pour le profit de qui, à l'exclusion de la gauche ? « Sur le terrain, déplorait Serge Malik dès 1990, rien n'a été fait pour améliorer le sort des populations immigrées. Quelques formules – il faut commencer par repeindre les ascenseurs – quelques concerts, quelques badges et quelques coups d'éclat médiatiques soigneusement orchestrés ont tenu lieu de politique... Est-il plus facile à un Black ou à un beur de trouver un logement, un travail ?... Le bilan est cruel : le Front national ne s'est jamais aussi bien porté que depuis la naissance de SOS Racisme. » Mais aujourd'hui, pourrait ajouter Malik, Harlem Désir est devenu député européen et membre du bureau national du PS. Cependant que son mentor, Julien Dray, est soupçonné par la justice d'avoir bénéficié de mouvements de fonds suspects en provenance de l'association des Parrains de SOS Racisme ou encore de la Fidl (association lycéenne créée de son initiative, à la fin des années 1980, aujourd'hui en pointe contre la politique scolaire du gouvernement)...

Troisième grande figure de la "gauche morale", l'ancien ministre de la Culture Jack Lang n'est, quant à lui, soupçonné de rien, hors d'avoir tenté dix fois d'échanger sa popularité dans les sondages contre des postes de premier plan dans les équipes de droite qu'il ne cessait de flétrir quand elles étaient... dans l'opposition ! C'est ainsi qu'après la défaite de la gauche, aux législatives de 1993, l'homme qui avait salué l'élection de François Mitterrand, douze ans plus tôt, comme une victoire de « la lumière sur l'ombre », fit le siège d'Édouard Balladur pour obtenir un grand ministère, aussitôt que celui-ci, en pointe dans les sondages, serait entré à l'Élysée. Paru en 2004, l'essai de Nicolas Charbonneau et Laurent Guimier, *Docteur Jack & Mister Lang (Le Cherche Midi)*, regorge d'anecdotes savoureuses sur les coulisses de la seconde cohabitation. On y apprend par exemple que, reçu discrètement à Matignon à l'automne de 1994, Jack Lang avait pour ambition de créer un « groupe d'ouverture » à l'Assemblée, préparant son entrée au gouvernement à la tête d'un « grand ministère transversal et symbolique »... Jacques Chirac finalement élu en 1995, le travail d'approche de Jack Lang ne reprendra qu'en 2002. En vain, le nouveau président se souvenant peut-être que l'ancien ministre de Mitterrand s'était fait une spécialité de le traiter de « fasciste » quand il était maire de Paris... Ses offres de service ne commenceront réellement à porter leurs fruits qu'avec l'élection de Nicolas Sarkozy, qui nommera Jack Lang, en octobre 2007, membre de la commission de réforme des institutions de la Ve République, présidée par ce même Édouard Balladur. Une procédure qui s'achèvera, l'étape suivante, par la réforme constitutionnelle que l'on sait, repoussée par les socialistes... à l'exception de Lang ! Tenu par le PS pour une « trahison », ce ralliement n'a pas encore été payé de retour. Le serait-il un jour qu'il affaiblirait peut-être la gauche pour quelques mois. Mais non sans soulever, chez les électeurs de droite, une question de principe : face à la crise, la "gauche morale", synonyme de convictions à géométrie variable, constitue-t-elle vraiment une valeur ajoutée ?

Valeurs Actuelles du 12 février 2009

"LA CRISE APPELLE L'UNITE NATIONALE"

Nous affrontons une crise mondiale, d'une ampleur inédite, déclenchée par l'éclatement d'une bulle spéculative. C'est la fin d'un modèle de développement économique fondé sur l'abondance de l'énergie et du crédit. Les Français s'inquiètent pour leur emploi, surtout ceux qui travaillent dans des secteurs exposés à la crise. C'est pourquoi le gouvernement a pris des mesures spécifiques en faveur de l'automobile et de la construction: l'objectif est de tout faire pour maintenir l'activité – donc l'emploi – dans ces secteurs. A cette inquiétude s'ajoute une protestation sociale. Un certain nombre de personnalités politiques réclament une relance par la consommation. C'est un faux débat : les pouvoirs publics ont choisi d'aider les entreprises parce que l'emploi, c'est le pouvoir d'achat. C'est toute la logique du plan de relance fondé sur l'aide à l'investissement. Cela n'empêche pas le gouvernement d'aider les ménages les plus modestes.

Si nous n'avions rien fait pour les établissements bancaires, le risque était que les épargnants perdent leurs économies ! Sur les 360 milliards d'euros consacrés au plan de sauvetage des banques, 320 milliards sont des garanties de prêts interbancaires, et 40 milliards servent à renforcer les fonds propres des banques, quand cela est nécessaire. Il s'agissait d'éviter l'effondrement du système bancaire. L'objectif était avant tout de permettre aux banques de continuer à prêter aux entreprises mais aussi aux particuliers. C'est la meilleure façon de soutenir l'activité et l'emploi. Rappelons qu'il ne s'agit pas d'un cadeau mais d'un prêt fait aux banques. L'Etat emprunte sur les marchés et prête aux banques en se faisant rémunérer. Ce qui devrait lui rapporter 1,4 milliard d'euros en 2009, comme l'a dit le chef de l'Etat le 5 février. L'émergence d'une gauche radicalisée conduit l'opposition parlementaire à durcir le débat, ce qui se sent d'ailleurs à l'Assemblée nationale. Je le regrette. Dans les circonstances présentes, l'unité nationale devrait l'emporter, car c'est l'intérêt de la France. D'autres pays ont su la faire, c'est pour eux un atout face à cette crise d'une indéniable gravité. Je le regrette d'autant plus qu'à l'évidence, la crise n'est pas finie, que la compétition pourtant continue et que la situation justifierait un élan national. (...)

Le président de la République s'implique directement dans la mise en oeuvre des réformes. Il est constamment sur le terrain, constamment en action. Il a, avec la majorité, des rapports beaucoup plus directs que ses prédécesseurs. Pour autant, le chef de la majorité reste le premier ministre. Je le constate chaque fois qu'il intervient dans l'hémicycle : son autorité est incontestable. Non. Nos institutions ont une souplesse qui leur permet de s'adapter à des pratiques différentes, selon la personnalité du chef de l'Etat. Nous ne sommes pas en train d'en changer, même si, et c'est son objectif, la révision constitutionnelle renforce le rôle du Parlement.

Bernard Accoyer, président de l'Assemblée nationale – Valeurs actuelles du 12 février 2009

LA MALEDICTION DE L'IMPOT

"Ça commence toujours pareil, on dit qu'il faut augmenter les impôts pour les riches et puis ça finit toujours par tomber sur les classes moyennes." Quand il dit cela, le chef de l'Etat parle d'or, l'histoire pathétique de l'ISF lui donne parfaitement raison. Inventé au nom d'une croisade contre les grandes fortunes (IGF, 1981), puis transformé en "impôt de solidarité sur la fortune" par Michel Rocard, cet impôt frappe aujourd'hui un plus grand nombre de petits propriétaires immobiliers que de grandes fortunes majoritairement investies dans des biens professionnels. Politisé et plus souvent considéré comme un instrument de justice sociale que comme une question budgétaire, l'impôt donne régulièrement lieu en France à des débats irrationnels. Une situation dont Nicolas Sarkozy aimerait bien sortir et qu'il tente de dénoncer en rappelant cette évidence : "S'il suffisait d'augmenter les impôts pour qu'il y ait de la justice sociale, depuis des années qu'on augmente les impôts gauche et droite confondues, on devrait être le pays le plus juste au monde !"

Profession Politique du 18 mars 2009

RETOUR DE LA FRANCE DANS LE COMMANDEMENT DE L'OTAN : LES AVIS DIVERGENT

Berlin qui rit, Londres qui pleure. La réintégration de la France dans le commandement militaire de l'Otan va faire basculer l'équilibre des forces. Du côté de Berlin, l'heure est au soulagement de voir que le couple franco-allemand va pouvoir désormais peser sur les décisions prises par le Comité des plans de défense de l'Alliance (DPC), dont Paris avait claqué la porte en 1966. Auparavant, Berlin, isolé au sein de l'Alliance, cédait souvent à la pression américaine quand un sujet controversé, comme la guerre en Irak, opposait l'Union européenne et les Etats-Unis. Il en était de même pour l'Espagne, qui adoptait traditionnellement une attitude favorable à l'Union au sein de l'Otan. Autre volet, les diplomates allemands sont satisfaits que les compromis, autrefois négociés seuls, ne deviennent plus des sources de tension au sein de couple franco-allemand.

La Grande-Bretagne, en revanche, ne voit pas ce retour d'un très bon oeil. Elle craint de perdre sa position d'interlocuteur privilégié des Etats-Unis au sein de l'Union européenne. Par ailleurs, Londres soupçonne Paris de chercher à renforcer la politique européenne de sécurité et de défense (PESD) au détriment du partenariat transatlantique. Une perspective prise au sérieux par les

Européens les plus atlantistes, comme le Danemark, qui est le seul membre des Vingt-Sept à ne pas participer à la PESD.

Quand aux nouveaux entrants dans l'Union, en particulier la République tchèque et la Pologne, ils craignent que l'atlantisme de la France ne survive pas à la présidence de Nicolas Sarkozy. Et que son successeur ne prenne à l'avenir la tête de coalitions de pays opposés aux initiatives américaines. En ligne de mire, l'utilisation d'un droit de veto sur les opérations militaires de l'Alliance. La Lettre de l'Expansion du 16 mars 2009

UNE AMENDE INFLIGEE AUX INSTITUTEURS DESOBEISSANTS

Ce ne sont pas des menaces, ni des sanctions disciplinaires. Mais une « retenue sur traitement pour service non fait », précise Edouard Rosselet, l'inspecteur du premier degré qui a envoyé la semaine dernière une lettre personnalisée à 68 enseignants parisiens. Trois autres missives sont parties cette semaine. Ce qui est leur est reproché ? La non-application des « deux heures hebdomadaires d'aide personnalisée » instaurées par Xavier Darcos dans le but d'aider les élèves les plus en difficulté. « Cette réforme doit être appliquée depuis octobre dernier, mais certains organisent des cours en classe entière, poursuit l'inspecteur, ou tiennent des réunions pendant ces heures. Ce n'est pas ce qui leur est demandé. » Une partie de leur salaire devrait donc être retenue... sauf si les instituteurs changent d'avis.

Le Parisien du 13 mars 2009

UNIVERSITES : DES SIGNES DE RADICALISATION

Le graffiti s'étale sur la façade de la faculté de droit "Aristote, on sait où l'habites". Celui qui est ainsi ouvertement menacé n'est pas le philosophe grec, mais un étudiant en licence de droit à l'université de Nantes, Aristote Toussaint. Le jeune homme, qui ne nie pas son appartenance à l'UMP, a toujours clamé son opposition au blocage de l'université depuis six semaines. Visiblement, cela ne plaît pas à tout le monde. C'est en tout cas un signe spectaculaire de radicalisation sur le campus nantais. L'université, forte de 34 000 étudiants, est l'une des plus mobilisées contre les réformes de l'enseignement supérieur. Des cours ont été interrompus depuis le début du mouvement, comme en droit. Aujourd'hui, les signes de crispation se multiplient. "Depuis quinze jours, constate le doyen, Gilles Dumont, les risques de troubles viennent des bloqueurs comme des anti-bloqueurs." Lui qui, dès les premières journées de grève, avait décidé d'arrêter les cours car les étudiants mobilisés "menaçaient de tout saccager", a pris la décision inverse lundi 9 mars : "Il y avait des battes de base-ball qui traînaient, et (les antibloqueurs) menaçaient d'aller faire le ménage", explique-t-il. La reprise a été décidée dans la confusion générale. Le vote à bulletin secret a été empêché par les bloqueurs, emmenés par SUD-Etudiant, l'UNEF et d'autres organisations de gauche. Brouhaha, bousculades, évacuation, le doyen finit par proposer un vote à main levée. "Sur les 1 500 étudiants présents, il y a eu 15 voix contre, raconte-t-il. (...) Mais le bâtiment n'est occupé, nuits comprises, que depuis trois jours, autre signe de radicalisation. Le hall est tapissé de banderoles qui réclament "Blocage et sabotage" ou proclament : "Enfants du capitalisme, c'est à nous de le détruire". (...) Les dégradations, Yves Lecointe, les redoute. "Ça a un coût", rappelle le président de l'université. En 2007, lors du mouvement contre la loi sur l'autonomie des universités, elles ont représenté "l'équivalent de trois postes d'enseignant-chercheur, soit 150 000 euros". En termes d'image, c'est aussi l'université qui "paie l'addition, car cela décrédibilise notre travail", ajoute-t-il. Sans parler des étudiants "les plus fragiles" qui ne peuvent se permettre de perdre une année.

Le Monde du 14 mars 2009

"JE N'AI PAS ETE ELU POUR AUGMENTER LES IMPOTS, MOI"

"Je n'ai pas été élu pour augmenter les impôts, moi. Si on veut augmenter les impôts dans notre pays, il y a tellement de candidats pour les augmenter, vous aurez l'embarras du choix aux prochaines élections ! Moi, j'ai été élu pour réconcilier la France avec l'entreprise et avec l'usine", a lancé Nicolas Sarkozy, en référence au débat dans sa majorité sur un éventuel aménagement du "boudier fiscal".

"S'il y en a que ça démange d'augmenter les impôts, ils oublient qu'on est dans une compétition. Mon but, c'est de faire venir en France, faire investir en France des gens qui ont de l'argent dans nos usines et dans nos entreprises, ce n'est pas de les faire partir", a poursuivi le président qui s'exprimait devant les ouvriers de l'usine Alstom d'Ormans (Doubs). "Je ne veux pas enrichir Monaco, moi. Je ne veux pas enrichir la Suisse, je ne veux pas enrichir l'Autriche. Je veux que les gens viennent dépenser leur argent en France et investir en France".

AFP du 17 mars 2009

MIL-VIGILANCE N° 10/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 11/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

EUROPEENNES: LE PARTI SOCIALISTE RECOMPENSE LES FAINEANTS

A peine sorti du cauchemar du congrès de Reims, le Parti socialiste replonge dans les querelles de personnes depuis le 28 février et l'annonce des listes pour les élections européennes. La fronde contre ces listes "élaborées par quelques camarades de la direction, souvent juge et partie" est menée par Gérard Collomb. "Si ces listes étaient maintenues en l'état, nous vous appelons à les rejeter", prévient le maire de Lyon sur son blog, où il a lancé une pétition. Tous dénoncent "des listes qui résultent d'une démarche totalement erronée, qui bafouent la démocratie dans notre parti".

Ce à quoi ont répondu 75 responsables de fédérations, qui appellent "solennellement à dépasser les déceptions individuelles et à se rassembler autour des listes adoptées par notre conseil national (...) avec 93% de voix". Avant de se féliciter de listes "marquées par le renouvellement, le non cumul des mandats, la diversité, la parité intégrale de nos futurs élus, la quasi parité de nos têtes de liste". L'exact inverse des allégations des pétitionnaires qui soutiennent Gérard Collomb. Eux s'offusquent d'une "rénovation renvoyée aux oubliettes", d'une "composition des listes basée sur l'unique appréciation des dirigeants nationaux des courants", et surtout de "choix des candidats sans analyse du bilan réel, du poids politique et de l'investissement européens des députés sortants".

Comment s'y retrouver ? Qui porte les bonnes accusations ? Pour y répondre le plus objectivement possible, Rue89 a élaboré un classement des députés européens socialistes sortants. Au-delà de la présence des parlementaires (un indicateur fossé car largement basé sur la présence lors des votes, qui est plus importante qu'en temps normal), nous avons calculé leur travail réel. A partir des statistiques disponibles nous avons additionné le nombre d'actes parlementaires réalisés par chacun des élus socialistes et pondéré le total en fonction de la difficulté de ces actes. Ainsi, les députés européens ont reçu un point par question posée ou par déclaration écrite, deux points par avis ou intervention en séance plénière, trois points par proposition de résolution ou par rapport.

Question renouvellement, lesdites listes semblent atteindre l'objectif avancé. Sur les 31 députés européens sortants, seuls 12 sont en position rééligible. Le PS s'attendant à une petite vingtaine d'élus au mois de juin (en raison d'un prévisible éparpillement des voix et d'un plus faible nombre de sièges réservés aux parlementaires français), près de la moitié des députés européens socialistes devraient entrer pour la première fois au Parlement européen. Mais ce renouvellement cache un biais, que dénoncent les alliés du maire de Lyon: l'absence de prise en compte dans la constitution des listes "de l'investissement européen des députés sortants". En effet, nombre de députés européens les plus travailleurs ne sont pas sur ces listes (ou en position non éligible). Et inversement: ceux qui se sont le moins investis les cinq dernières années sont en mesure de postuler pour un nouveau mandat. Illustration: sur 24 députés européens classés (les sept élus socialistes restants sont hors classement car n'ont pas effectué leur mandat dans son intégralité), les 20e, 21e, 22e et 23e sont rééligibles, dont deux en qualité de tête de liste: Henri Weber et Vincent Peillon. Alors que les 3e, 4e, 8e et 9e se voient recalés contre leur gré.

Justement troisième de ce classement et recalée, Marie-Arlette Carlotti a exprimé sa rancœur dans une lettre adressée ce lundi aux militants socialistes des Bouches-du-Rhône: "La composition des listes PS aux européennes a offert une prime à un système féodal, où les candidats sont choisis en fonction des amitiés et inimitiés du moment. Mon éviction en est l'illustration. Quand l'arbitraire règne, c'est le débat d'idée qui en fait les frais. On est loin de la rénovation que les militants et l'ensemble des Français attendent des socialistes."

Idem du côté de l'ancienne ministre Marie-Noëlle Lienemann, qui occupe le quatrième rang de notre classement: "C'est triste à dire, mais le travail n'a aucune influence. Dans ma région du Nord-Ouest, Martine Aubry a préféré placé trois partisans de sa motion aux trois premières places. Je le regrette amèrement."

Gilles Savary, huitième de notre classement, a lui choisi de faire circuler pétition pour demander sa réintégration s'adressant à la première secrétaire du parti: "En signant la pétition appelant la direction nationale à revoir sa copie en réintégrant Gilles Savary pour prendre en compte l'intérêt général du Parti socialiste au-delà de la seule addition des intérêts des motions, nous pouvons adresser un signe fort: notre volonté d'un fonctionnement respectueux des militants, une reconnaissance du travail unanimement reconnu et le respect des territoires."

Si ce n'est pas l'importance du travail effectué qui a contribué à l'élaboration des listes, ce n'est pas non plus la règle du non cumul. Cinq des huit têtes de liste exercent déjà un mandat local, sans compter pour certains leur fonction au sein du Parti socialiste. Ne pas chercher non plus un renouvellement par la jeunesse. A part Ericka Bareigts (41 ans), pour l'Outre-Mer, les autres têtes de liste flirtent avec la cinquantaine (Vincent Peillon, 48 ans; Harlem Désir, 49 ans; Kader Arif, 49 ans), quand elles ne la dépassent pas (Gilles Pargneaux, 51 ans; Catherine Trautmann, 58 ans; Bernadette Vergnaud, 58 ans) ou sont carrément sexagénaires (Henri Weber, 64 ans). Enfin, toujours concernant les têtes de liste, la parité n'est pas parfaite (trois femmes sur huit). Et, si deux têtes de liste représentent la diversité (Harlem Désir et Kader Arif), il faut bien chercher dans le cœur des listes pour en trouver d'autres.

Rue 89 du 9 mars 2009

XAVIER BERTRAND DIT NON A L'ADOPTION PAR DES HOMO- SEXUELS

Le numéro 1 de l'UMP, Xavier Bertrand, manifeste son opposition au mariage gay et à l'adoption par les couples homosexuels: "ce ne sont pas mes convictions", a-t-il déclaré. Interrogé au sujet de l'avant projet de loi de la secrétaire d'Etat à la Famille, Nadine Morano, visant à donner un statut aux beaux-parents, Xavier Bertrand a affirmé que le texte ne vise pas à "rentrer dans une logique qui serait une logique de mariage homosexuel ou d'adoption par les couples homosexuels, ce ne sont pas mes convictions, ce ne sont pas les convictions de ma famille politique". "Il n'est pas question dans ce texte de reconnaître autre chose que des droits aux beaux-parents. L'enjeu aujourd'hui n'est pas la question de l'adoption par des couples homosexuels" n celle "du mariage homosexuel", a déclaré Xavier Bertrand.

Le Nouvel Obs.com du 6 mars 2009

EURODEPUTES FRANÇAIS: LES ZELES ET... LES AUTRES

Au Parlement européen, certains élus français se font rares en commissions, où a lieu le cœur du travail législatif. Plusieurs n'ont pas mis une seule fois les pieds depuis cet été dans les réunions où ils sont censés siéger, comme le révèlent les dix dernières feuilles de présence. C'est le cas de Jean-Marie Le Pen et de sa fille Marine, de Bruno Gollnisch, de l'ex-frontiste Carl Lang, du souverainiste Philippe de Villiers, mais aussi du futur porte-parole PS de la campagne des européennes, Vincent Peillon, absent de la commission Agriculture. Il a néanmoins rédigé un rapport sur la fraude aux aides de la PAC, en décembre. A l'inverse, parmi ceux qui n'ont jamais séché (ou juste une fois) figurent les noms des UMP Jacques Toubon, Françoise Grossetête, Jean-Pierre Audy, Elisabeth Morin, du centriste Philippe Morillon, de la socialiste Pervenche Berès, des écologistes Hélène Flautre et Gérard Onesta. Seules les absences prolongées lors des séances plénières sont sanctionnées: l'elu peut se voir retirer la moitié de ses 4 202 euros de frais de secrétariat et des 298 euros versés chaque jour dans le cadre des déplacements au Parlement. Mais il conserve ses indemnités de député (5 963 euros net à partir de juillet) et les 17 540 euros destinés au salaire de ses assistants.

L'Express.fr du 5 mars 2009

AVIS DE SPECIALISTE

« Martine Aubry ment tellement qu'elle finit par croire ce qu'elle dit ! »
François Hollande – L'Express du 12 février 2009

L'HOMME SANS SOLUTIONS

Samedi 24 janvier, lors du conseil national de l'UMP, Nicolas Sarkozy a prôné l'unité du pays et la réforme sous peine d'«ouvrir un boulevard aux adversaires du capitalisme qui amèneront à nouveau le totalitarisme». Des propos qui font écho aux menaces proférées, en juin dernier, dans l'avion qui l'emmenait au Liban avec les chefs de parti. Il avait lancé à François Hollande: «Vous nous avez bien emmerdés avec Le Pen pendant des années, maintenant, on va vous niquer avec Besancenot.» On comprend l'intérêt politique d'une telle posture pour le chef de l'Etat: gommer le MoDem, asphyxier le PS. Mais le leader du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) est-il en mesure d'occuper à gauche le même espace que Le Pen à droite dans les années 1980? L'hypothèse n'est pas totalement loufoque. Dans le dernier baromètre Paris Match-Ifop, la cote de Besancenot atteint 60%, ce qui le place dans le Top-10 des hommes politiques les plus populaires. Avec sa gouaille, son côté gavroche, ce pourfendeur du capitalisme est devenu une star. Et pour Denis Pingaud, auteur de L'Effet Besancenot (Le Seuil), son potentiel électoral est «impressionnant», car il est assis «sur un socle dur de popularité sondagière et électorale». Son succès médiatique produit ce que les Américains appellent un «effet agenda». C'est lui qui dicte les thématiques et le tempo du débat politique. Et du même coup, il met sous influence idéologique la gauche modérée. Cette influence est d'autant plus prégnante qu'elle se greffe sur un vieux complexe du PS à l'égard du PC et des idées révolutionnaires. Alors qu'en Allemagne les sociaux-démocrates se démarquent franchement du parti Die Linke, en France, les socialistes affichent «une communauté de valeurs» avec Besancenot. Comme dit Martine Aubry, «il est sympathique». Pour se démarquer, il faudrait que le PS soit en mesure d'offrir des perspectives. A défaut, il en est réduit à se parer des

attributs protestataires. L'absence de travail intellectuel entraîne la production de réponses simples à une société qui ne cesse de se complexifier. De plus, la combinaison du congrès de Reims et de la crise a conduit les plus modérés à une surenchère gauchiste. Même les proches de Ségolène Royal ont durci leur discours, affirmant, à l'image de Delphine Batho, que «le modèle social-démocrate est périmé». La proximité de langage, la participation aux manifs et aux défilés, tout cela favorise la porosité entre les deux électorats. Et c'est là le danger : un effondrement du PS pourrait, à terme, offrir à Besancenot une perspective historique.

Challenges du 5 février 2009

SALON DE L'AGRICULTURE

«Je ne suis jamais déçu», s'exclame Jacques Chirac en arrivant au Parc des expositions de la Porte de Versailles. Le salon vient d'ouvrir ses portes et déjà la foule s'agglutine autour du cortège. Quelques salves d'applaudissements sont lancées et des ados donnent de la voix. «Coucou Chirac», s'exclame l'un d'entre eux avant de s'étonner : «Il ressemble trop à son Guignol.» «Reviens Chirac !», lance même un fan. Méthodiquement, Chirac avance, alternant poignée de main avec les professionnels, «Bonjour, bonjour» aux visiteurs et indispensables bises avec photo en compagnie des enfants. Moment clé de toute visite au salon, la descente du grand escalator vaut beaucoup de sondages d'opinion. Et la cote semble bonne à juger des vrais applaudissements qui saluent son arrivée dans le hall aux animaux. Tant et si bonne que le service d'ordre se voit plusieurs fois débordé par un Chirac toujours friant de contacts.

Le Figaro du 25 février 2009

LES RETOURS AU PAYS EMBARRASSENT VARSOVIE

«Près de la moitié du million d'immigrants venus d'Europe de l'Est, et surtout de Pologne, pour travailler au Royaume-Uni sont rentrés chez eux», estime Naomi Pollard, de l'Institut de recherche sur la politique publique. (...) C'est évidemment la récession brutale dans les îles britanniques qui pousse au départ ces émigrants les plus récents. «Il est plus facile de licencier des étrangers que des personnes qui ont le droit de vote sur votre territoire», résume Pawel Tarnowski, du magazine Polityka. Les secteurs qui ont recruté des Polonais en masse, comme la construction et la distribution, sont en outre les premiers à licencier. La chute brutale de la livre sterling n'encourage pas non plus les émigrants à rester en Grande-Bretagne. D'autant qu'au «pays» les conditions de vie se sont améliorées depuis l'entrée dans l'Union européenne (+ 40% de hausse de salaires depuis 2004).

Challenges du 5 février 2009

LE DONNEUR DE LEÇONS BIENTOT SANCTIONNE ?

Le parquet a requis le renvoi en correctionnelle de Gérard Filoche (le médiateur) inspecteur du travail, membre du conseil national du Parti socialiste, qui aurait entravé le fonctionnement d'un comité d'entreprise.

Le Point du 22 janvier 2009

LE PEN CONDAMNE A PAYER PRES DE 7 MILLIONS D'EUROS

Jean-Marie Le Pen a été condamné par la justice à payer 6,3 millions d'euros à son ex-imprimeur, le député européen Fernand le Rachinel. Le Front national devra en outre payer 599.865 euros d'intérêts et les frais de justice. Fernand le Rachinel, vieux compagnon de route de Jean-Marie Le Pen, avait saisi le tribunal de Nanterre pour se voir reconnaître une dette d'environ 6,7 millions d'euros de la part du parti, en proie à de graves difficultés financières depuis ses scores décevables aux législatives 2007. Le coup d'éclat de l'imprimeur a été suivi d'une fronde au sein du parti contre la fille de Jean-Marie Le Pen, Marine, vice-présidente du FN. Face à un nouveau risque de scission, le dirigeant du FN a dans un premier temps décidé de repousser au printemps 2011 au lieu de 2010, le prochain congrès chargé de désigner son successeur. Il a en outre annoncé qu'il serait tête de liste de son parti aux élections régionales de 2010 dans la région PACA. D'ici là, il sera également tête de liste du FN aux européennes de juin prochain, dans le Sud-Est.

Le Nouvel Obs du 12 février 2009

RENSEIGNEMENT : DES AGENTS PLUS SECRETS

De récentes perquisitions à la DGSE ont créé un émoi considérable dans ce cercle fermé. Ce qui justifie, aux yeux des professionnels concernés, ce nouveau dispositif. "Face aux investigations judiciaires, nous sommes moins protégés que les journalistes ou les avocats, déplore un membre des services. Ces initiatives nous discréditent vis-à-vis de nos homologues étrangers."

La loi de programmation militaire, qui doit être soumise au Parlement au printemps, envisage de restreindre l'accès aux sites les plus sensibles. L'innovation majeure consiste à créer des "lieux classifiés" où le simple fait de se rendre "donne connaissance d'un secret". Pour y pénétrer, les juges devront obtenir du ministère concerné une déclassification temporaire, après avis du président de la Commission consultative du secret de la défense nationale. L'effet de surprise de la perquisition sera donc nul. La liste comprendrait une dizaine de locaux, d'installations ou de bâtiments, situés par exemple dans la base des sous-marins nucléaires de l'île Longue, en Bretagne, à la Direction du rensei-

gnement militaire, à Creil (Oise), ou à la DGSE, boulevard Mortier, à Paris. Une seconde catégorie de sites susceptibles d'"abriter des secrets" sera répertoriée : Direction centrale du renseignement intérieur, unités militaires spécialisées, cellule antiblanchiment du ministère du Budget, cellules opérationnelles des douanes, coffres des préfetures renfermant les plans Vigipirate... Les juges pourront continuer à y mener des perquisitions, mais ils devront requérir la présence du président de la Commission consultative (ou de son représentant), seul habilité à prendre connaissance des documents classifiés. "Les bureaux des ministres ne sont pas concernés", assure l'un des concepteurs du projet.

Parallèlement, le gouvernement veut mieux protéger juridiquement ses agents. La future loi d'orientation sur la sécurité intérieure, élaborée Place Beauvau, prévoit ainsi de légaliser la couverture des fonctionnaires et des militaires travaillant sous une fausse identité. Ils pourront conserver leur nom d'emprunt devant le juge, sans encourir de poursuites pénales. En outre, la divulgation d'information sur leur appartenance à un service sera punissable de sept ans d'emprisonnement si cette fuite a exposé l'"infiltré" à des violences. "Il est urgent de donner à nos agents et à leurs sources des garanties équivalentes à celles des Anglo-Saxons, fait-on valoir au ministère de l'Intérieur. C'est aussi la reconnaissance des réalités d'un métier indispensable à la sécurité nationale, mais qui, en France, est mal considéré." Les promoteurs du projet assurent que ces nouvelles dispositions ne sont pas destinées à entraver le travail des juges. Nombre de magistrats sont persuadés du contraire. "Le système en vigueur actuellement a fait ses preuves. Cette évolution est tout simplement inacceptable sur le plan des principes. Il s'agit d'un moyen subtil pour enterrer certaines affaires !" s'insurge Laurent Bedout, secrétaire général de l'Union syndicale des magistrats. Après la suppression annoncée du juge d'instruction, ce renforcement du secret risque de tourner au bras de fer entre le gouvernement et les magistrats.

L'express.fr du 11 février 2009

CARL LANG OU LE CAILLOU DANS LA CHAUSSURE DES LE PEN

C'est une épine de plus dans les bottes de Jean-Marie Le Pen et de sa fille Marine, à l'approche des élections européennes et régionales. Exclu du FN, en novembre 2008, Carl Lang, l'ancien secrétaire général du parti, a lancé un nouveau mouvement : le Parti de la France, qui entend incarner "le renouveau national". L'eurodéputé d'extrême droite était entré en dissidence pour s'opposer à la décision de Marine Le Pen de s'attribuer la tête de liste aux européennes dans sa circonscription du Nord-Est. Son nouveau mouvement présentera des listes dans cinq euro-circonscriptions de l'Hexagone. L'homme ne part pas en solitaire. Il a agrégé autour de lui plusieurs historiques du parti, eux-mêmes victimes de la "purge" menée par Marine Le Pen depuis plusieurs mois pour se débarrasser des anciens cadres et placer ses propres fidèles. Martine Lehideux et Martial Bild, conseillers régionaux en Ile-de-France, Bernard Antony, le chef de la branche catholique du FN, Fernand le Rachinel, eurodéputé sortant et ancien financier de Jean-Marie Le Pen avec lequel il est en procès, ont notamment décidé de l'accompagner. Jean-Claude Martinez, le troisième eurodéputé FN sortant écarté par Marine Le Pen, ne figure pas parmi les nouveaux adhérents mais il se présente comme un "allié" et a décidé d'apporter son "soutien" à la démarche de Carl Lang. L'ancien conseiller spécial de M. Le Pen portera la liste du Parti de la France dans sa circonscription du Sud-Ouest. Le nouveau mouvement d'extrême droite ne présentera pas en revanche de listes dans la circonscription Grand-Est et dans le Sud-Est. "Nous ne présentons pas de liste face à Jean-Marie Le Pen au nom du passé et face à Bruno Gollnisch au nom de l'avenir commun", a commenté Carl Lang. Ce dernier espère bien récupérer, M. Gollnisch, le vice-président du FN, si la succession de Jean-Marie Le Pen se concluait en 2010 au bénéfice de sa concurrente, Marine Le Pen. Carl Lang mise sur l'échec de la stratégie de normalisation prônée par Marine Le Pen au sein du FN. Il compte, enfin, sur la crise économique pour se rallier les déçus du Front national et du sarkozysme. "Nous voulons offrir une grande alternative populaire, sociale et européenne, basée sur le patriotisme social et l'euro protectionnisme économique", affirme M. Lang.

Jusqu'à présent, toutes les tentatives de dissidences à Jean-Marie Le Pen se sont soldées par des échecs. Bruno Mégret, qui avait mené la scission en 1999, a fini par se retirer de la vie politique. Les nouveaux frondeurs tablent sur une opportunité historique : la retraite annoncée de Jean-Marie Le Pen en 2010 ou 211. "Il s'agit de créer un parti post-Front national. On ne renie rien du passé, mais un cycle se termine", affirme M. Lang. En perte de vitesse depuis 2002, exsangue sur le plan financier, le Front national a tout à perdre de ces divisions.

Le Monde du 25 février 2009

MIL-VIGILANCE N° 11/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 12/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

TROTSKISTES. LES VERITES CACHEES

La dictature est indispensable à la Révolution. Qui veut la fin ne peut répudier les moyens ; « La Terreur rouge n'est que l'arme employée contre une classe vouée à périr » ; « C'est la guillotine, cette remarquable invention de la grande Révolution française, qui a pour avantage de raccourcir un homme d'une tête, qui sera prête pour nos ennemis » ; de qui ces appels enflammés à la "dictature", à la "terreur" et au tranchage de cous ? De Lev Davidovitch Bronstein, dit Léon Trotski. Nul doute qu'Olivier Besancenot "oublie" d'y faire référence à l'occasion du congrès fondateur de son Nouveau Parti. Disciple revendiqué du fondateur de l'Armée rouge et de la Pravda, Besancenot feint, en effet, de l'ignorer : si l'Histoire a réservé à Trotski l'image du "gentil" par opposition au "méchant" Staline, il existe, en réalité, bien peu de divergences entre les deux hommes. Lesquels n'ont fait, principalement, que se disputer le pouvoir soviétique. Victime du stalinisme, Trotski s'est retrouvé, d'un coup, blanchi de ses propres crimes. Son assassinat au Mexique, en 1940, à coups de pic à glace achevant de construire sa (fausse) légende...

« Telle est bien la supériorité pratique du trotskisme sur les autres totalitarismes qui ensanglantèrent le XXe siècle : passer aux yeux de tous pour une idéologie antitotalitaire tout en ne reniant rien du bilan de son fondateur, sans leqél l'URSS de Lénine et Staline n'aurait peut-être jamais été ce qu'elle fut : un empire de terreur et de déportation, bâti sur le martyre de 70 millions de victimes », écrivions-nous en mars 2002 dans le cadre d'un dossier consacré au passé trotskiste de Lionel Jospin – auquel médias et classes politiques reprochaient alors bien plus ses silences que son engagement lui-même... Idéologie politiquement correcte, s'il en est, la famille de pensée héritière de celui qui fut aussi l'initiateur des premiers camps de concentration soviétiques souffrait cependant, jusqu'à ces dernières années, d'un double handicap : sa "ringardise" et ses divisions. Grâce à Besancenot, voilà les trotskistes aujourd'hui devenus modernes et "unitaires". Au moins en surface...

Mentor du jeune postier, Alain Krivine (qui appelait en 1974 les Français à sortir de la légalité pour s'organiser en « comités rouges » !) ne s'était pas trompé de poulain en le propulsant dès son adhésion, en 1988, au bureau national des Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR), le mouvement jeune de la LCR. Alors âgé de... 15 ans, celui qui fit ses premières armes à SOS Racisme ne manquait déjà ni de culot ni de bagout. Sous le "blaze" (nom de code en langage révolutionnaire) de "Lucien", il est pris en main par l'appareil du parti, dont il devient rapidement l'un des militants les plus zélés. Séduit par sa bouille ronde aux faux airs de Tintin, son vélo de facteur et son apparent franc-parler, la France de gauche le découvrira en 2005 lors de la campagne pour le référendum sur la Constitution européenne, puis, l'année suivante, lors des manifestations anti-CPE. Bobos et ultras tombent sous le charme : après ses 4,1 % à la présidentielle de 2007, il figure, avec 60 % de bonnes opinions, dans le peloton de tête des personnalités politiques préférées des Français, qui le désignent aussi "meilleur opposant à Nicolas Sarkozy". « Son image, note Jérôme Fourquet, du département opinion de l'Ifop, est celle d'un candidat sincère et convaincu mais ne faisant pas partie de l'establishment politique et du cercle des politiciens professionnels. » Jusqu'alors englué dans ses références incompréhensibles et surannées à la IVe Internationale ainsi que dans ses interminables bisbilles entre "partis frères", le trotskisme s'est trouvé un leader collant à son époque. Besancenot étant "tendance", sa famille politique l'est devenue.

Pour ce courant de pensée, qui a fait depuis cinquante ans de l'entrisme et de l'action souterraine sa marque de fabrique, passer si vite des AG clandestines aux sunlights des plateaux télé (jusque chez Michel Drucker !) constitue rien de moins qu'une... révolution. Spécialiste des mouvements extrémistes en France, Christophe Bourseiller, même s'il ne croit pas à une « franc-maçonnerie trotskiste » (lire notre entretien page 12) le rappelle : ses « réseaux d'amitiés » ont toujours été particulièrement influents « dans le journalisme ou les secteurs culturels », en particulier dans l'édition et le... polar (lire notre enquête page 14). À ces très efficaces réseaux s'ajoute désormais une figure de proue médiatique : cela suffira-t-il, comme l'espère Nicolas Sarkozy, à faire jouer à Besancenot auprès de la gauche le rôle que Jean-Marie Le Pen a joué à droite au cours des vingt-cinq dernières années ? Le pari est risqué. D'abord parce que, contrairement à la droite parlementaire, et à son refus de toute alliance avec le FN, les partis de gauche institutionnelle n'ont jamais dressé de "cordon sanitaire" autour de la nébuleuse trotskiste (avec laquelle nombre d'accords locaux ont déjà été conclus). Crise économique et anticapitalisme aidant, Martine Aubry prône des « discussions », Marie-George Buffet « tend la main », Jean-Luc Mélenchon en appelle à des « listes communes », les Verts au « rassemblement ». Ensuite, et peut-être surtout, parce qu'au-delà de la tactique

et des calculs politiques, les idées défendues par Besancenot et les siens, si elles irriguent la gauche tout entière, risquent fort d'imprégner le pays tout entier. « Jouer avec Besancenot, c'est jouer avec le feu », résume le député UMP Lionnel Luca. Il suffit, pour s'en convaincre, de s'intéresser aux programmes des partis trotskistes. Pourtant considéré comme le plus "ouvert" de tous par Christophe Bourseiller, voilà, entre autres, ce que propose le parti de la LCR, futur colonne vertébrale du NPA : interdiction des licenciements (mais alors, comment convaincre un patron d'embaucher ?), nationalisation des grandes entreprises (mais avec quel argent ?), interdiction des "productions inutiles et dangereuses" tel l'armement, la chimie et le nucléaire (mais avec quel avenir pour ses salariés et quelles conséquences pour notre indépendance énergétique ?), interdiction des expulsions pour loyers impayés (mais comment convaincre les locataires indécidés de payer et les propriétaires de louer ?), régularisation de tous les sans-papiers (mais comment éviter un formidable appel d'air ?), suppression des fichiers informatiques de police (mais comment confondre un pédophile récidiviste ?), dépénalisation de toutes les drogues, y compris les "dures" (mais comment empêcher leur propagation ?), etc.

« Si ces recettes étaient appliquées, on assisterait, en quelques semaines, à l'effondrement de notre économie et, assez rapidement, à la remise en question de nos libertés », dénonce l'ex-socialiste Jean-Marie Bockel, président de Gauche moderne. Hormis celui-ci, et quelques (rares) autres, c'est pourtant un assourdissant silence qui a accueilli la percée médiatique de Besancenot, toujours, ou presque, jugé sur la forme. Et jamais sur le fond. Toute proportion gardée, il n'y a pas loin entre la "cheguevaramania" et la "besancenomania". Elevé au rang d'intouchable icône, l'ancien révolutionnaire castriste, dont l'effigie orne la chambre et les tee-shirts de millions d'adolescents dans le monde, est, dans la réalité, très éloigné de l'image romantique et libertaire qu'il incarne. Dans le livre qu'il lui a consacré il y a un an, Che Guevara, une braise qui brûle encore (Mille et Une Nuits), Besancenot a lui-même participé à cette imposture, dressant le portrait d'un rebelle « épris de justice », combattant d'« un communisme à visage humain ». Vantant « l'idéal fraternel » de celui qui déclarait le 11 décembre 1964 à la tribune des Nations unies : « Nous avons fait fusiller, nous fusillons et nous continuerons de fusiller tant que ce sera nécessaire », Besancenot écrit, pensant très fort à sa propre statue : « Pour le Che, la compréhension du socialisme ne peut se réaliser qu'à l'échelle personnelle, au plus proche des préoccupations intimes de chaque exploité. »

Le moindre des paradoxes n'étant pas ce que c'est sur sa... gauche que le jeune facteur doit affronter, aujourd'hui, les plus grandes suspicions. Un document inédit, dont Valeurs actuelles s'est procuré la copie, en témoigne : lors de son dernier congrès du 13 octobre 2008 (organisé dans un lieu tenu secret !), Lutte ouvrière, l'autre "grand" parti trotskiste (avec le Parti ouvrier indépendant de Gérard Schivardi, qui a succédé au Parti des travailleurs), a fait le procès de la "modernité" affichée par le jeune postier, crédité de 7 % aux européennes. Dénonçant « l'abandon du programme trotskyste [avec un y] de la LCR », le parti d'Arlette Laguiller dresse à regret ce constat, consigné sur procès-verbal : « Pour Olivier Besancenot, Trotsky, c'est le passé, et le révolutionnaire auquel il se réfère le plus volontiers, c'est le tiers-mondiste Che Guevara. » Dans une lettre, publiée sur leur site, adressée de sa prison à Marc Guéter, responsable du journal le Bolchevik (se référant à la IVe Internationale), l'ex-terroriste d'Action directe, Jean-Marc Rouillan, qui a annoncé son intention de rejoindre le NPA, fait, lui aussi, part de ses doutes : « Non, écrit-il, le NPA n'est pas social-démocrate (mais il peut le devenir) ; non, il n'a pas abandonné l'idée communiste (mais il peut le faire) ; non, il n'a pas abandonné l'internationalisme (mais là encore, il peut le faire)... Oui, tout cela peut arriver si la tendance pour un positionnement de classe est marginalisée et défaite. » Qu'importe à Besancenot : ce n'est pas chez les trotskistes purs et durs que se trouvent aujourd'hui les gros bataillons de ses électeurs. Mais dans le camp des naïfs et des ignorants. Ceux que Lénine sumommait les « idiots utiles ».

Valeurs Actuelles du 5 février 2009

LA CHASSE AUX FRAUDEURS

En l'absence de revenus quotidiens, un Gallois de 64 ans installé en Dordogne touchait le RMI sans avoir mentionné la valeur de sa propriété, estimée à plus de 460.000 euros. Il a été condamné, ainsi que six autres personnes, par le tribunal correctionnel de Périgueux. Déclarés coupables de fraude, les prévenus devront rembourser le Revenu minimum d'insertion (RMI) qu'ils avaient perçu en omettant de déclarer leur patrimoine. Ils ont été condamnés à reverser au Conseil général de Dordogne des sommes comprises entre 3.000 et 12.000 euros, ainsi qu'à des amendes allant de 1.000 à 4.000 euros. Plaidant la bonne foi, les personnes concernées, toutes en période de transition professionnelle au moment des faits, ont déclaré ne pas savoir qu'elles devaient déclarer leurs biens immobiliers ou leurs titres placés à la banque lors d'une demande de RMI. Le citoyen Britannique avait de son côté acheté en 1991 une maison en Dordogne pour la transformer en gîte. Il doit désormais rembourser 3.000 euros au Conseil général et 3.800 euros à la Caisse primaire d'assurance maladie pour avoir bénéficié de la couverture maladie universelle (CMU) ; Libération Bordeaux du 12 février 2009

LES OUTRAGES ET LES REBELLIONS CONTRE LA POLICE EXPLOSENT

Un gardien de la paix poignardé à la main lors du contrôle d'un vandale à Cherbourg, d'autres pris dans un attroupement hostile, insultés et lapidés pour un simple PV posé sur une voiture en stationnement gênant à Aulnay-sous-Bois, équipage agoni de noms d'oiseaux puis frappés à coups de pied par des ivrognes à Caen... La litanie des violences endurées par les policiers est quotidienne et le constat, sans appel. Selon les dernières statistiques de la Direction centrale de la sécurité publique (DCSP), le nombre des outrages enregistrés est à lui seul passé de 10 215 à 21 257 entre 1995 et 2008, soit une explosion de 108 % !

Interpellations houleuses, contrôles d'identité mouvementés, verbalisations contestées : en marge de leurs missions d'ordre public l'année dernière, les policiers en tenue ont fait l'objet en moyenne chaque jour d'une soixantaine d'insultes ou de gestes particulièrement déplacés. La politique de reconquête, parfois rugueuse, du territoire dans les cités dites de «non-droit» par les forces de l'ordre éclaire en partie cette dérive. «Une certaine catégorie de la population, qui avait pris l'habitude d'agir en toute impunité, a du mal à accepter les symboles de l'autorité, constate le commissaire divisionnaire Annie Brégal, adjointe au sous-directeur des services territoriaux de la DCSP. La courbe des agressions, souvent connexes à une infraction relevée sur le terrain, a été en augmentation exponentielle jusqu'en 2005. Depuis la baisse globale de la délinquance et une relative accalmie dans les banlieues, elles ont atteint un plateau qui demeure difficilement tolérable...»

Depuis quelques mois, les responsables policiers remarquent que l'outrage est désormais «revendiqué comme un véritable acte politique par les militants de certaines organisations altermondialistes ou de sans-papiers». Récemment, dans le Pas-de-Calais, un partisan de la cause des sans-papiers s'est retrouvé au cœur d'une polémique après s'être «frotté» à des CRS. L'un d'eux aurait été traité de «gros con», ce que réfute le militant.

Dans nombre de dossiers, intellectuels et associations de défense des droits de l'homme contestent les versions fournies par les policiers, accusés d'abuser des procédures d'outrages pour «criminaliser» l'action militante. «Ne pas obtempérer au quart de tour et émettre la moindre opposition multiplie aujourd'hui les procédures en correctionnelle, déplore-t-on à la Ligue des droits de l'homme. L'accentuation de cette pratique rend problématique toute action citoyenne.» «La parole du policier, assermenté et investi d'une mission de service public, prévaut en général», rappelle de son côté la DCSP où l'on souligne que «toute atteinte verbale ou gestuelle à un représentant de l'autorité de l'Etat peut entraîner une convocation judiciaire, une amende de 7 500 euros et jusqu'à six mois d'emprisonnement». Dans les faits, ce délit se solde souvent par une amende d'environ 500 euros.

En revanche, en cas de résistance physique et violente à l'action les policiers, les peines sont plus sévères. La loi prévoit jusqu'à sept ans de prison et 100 000 euros d'amende quand les violences sont commises en réunion avec armes sur des fonctionnaires. Selon nos informations, les actes de rébellion ont crû de 158 % depuis 1995, passant de 7 518 à plus de 19 400 faits l'année dernière. Près de 22 % des auteurs sont des mineurs en perte de repère, les plus virulents n'hésitant plus à «casser du bleu» à coups de barres de fer ou de battes de base-ball.

Le Figaro du 26 février 2009

FACE A LA CRISE, DES ENTREPRISES REDUISENT LES SALAIRES

Face à la crise, certaines entreprises implantées en France réduisent la paie de leurs personnels. Dans le passé, de telles pratiques avaient déjà été constatées pour des commerciaux. Aujourd'hui, ce sont des salariés qui en pâtissent. En règle générale, leur employeur invoque la préservation de l'emploi pour justifier ces cures d'austérité. Ainsi, durant l'automne 2008, le tour opérateur Donatello a demandé à ses collaborateurs d'accepter une baisse de salaire et du temps de travail de 10 % pendant un an. En cas de refus, la direction a prévenu qu'elle serait contrainte "d'envisager un licenciement pour motif économique", d'après Europe 1, qui a révélé l'affaire en décembre 2008, sans préciser le nom du voyageur ni celui de son PDG (ceux-ci étant divulgués par d'autres journalistes). Interrogé par Europe 1, le patron de Donatello, Antonio D'Apote, a expliqué être confronté à une forte baisse des "ventes de voyages". Plutôt que de tailler dans ses effectifs, il a préféré proposer une diminution momentanée du salaire. Avant de mettre en oeuvre cette "solution", M. D'Apote avait procédé à un "sondage" : "99 % des personnes ont adhéré", a-t-il plaidé. Sollicité par Le Monde, il a fait savoir qu'il ne souhaitait plus s'exprimer à ce sujet. "C'est une histoire passée, qui a été réglée en interne", indique une employée. Début février, la société GPM Etiquettes, située à Givet (Ardennes), a, elle aussi, envisagé une mesure de ce type parce que son carnet de commandes s'était effondré. Au lieu de licencier sept salariés, le directeur a proposé deux scénarios : l'un prévoyait de sabrer la paie de 10 %, ce qui permettrait de ramener à deux le nombre de postes supprimés ; l'autre limitait moins la casse (5 % de salaire en moins pour cinq personnes remerciées). "Nous étions tous contre", affirme le délégué du personnel (suppléant) CFDT. Finalement, l'entreprise a renoncé à son projet, mais elle va se séparer de trois salariés et mettre les autres au chômage partiel. A Molsheim (Bas-Rhin), plusieurs dizaines de personnes employées par le fabricant de lampes Osram ont fait grève, le 12 février, car leur paie risquerait d'être amputée. Selon la déléguée syndicale FO, l'entreprise souhaiterait passer à la semaine de 39 heures d'ici à 2011 (contre 35 actuellement), moyennant un mode de rétribution qui ferait reculer de 12,5 % le taux de salaire horaire. Contactée par Le Monde, la direction se

retranche derrière un communiqué qui évoque "un projet" destiné à "garantir la compétitivité (du site) et l'emploi sur le long terme". Relativement rares au sein du salariat "traditionnel", ces situations semblent être un peu plus fréquentes chez les commerciaux. Présidente de la chambre syndicale nationale des forces de vente, Nelly Froger estime que des employeurs "profitent de la crise pour réduire les coûts salariaux" en procédant à divers "abus". Exemple : pour les commerciaux, qui perçoivent à la fois un "fixe" et un "variable" lié aux ventes qu'ils réalisent, il suffit de baisser la part du premier et d'accroître celle du second. En période de récession, nombreux sont ceux qui n'atteignent pas leurs objectifs ou qui affichent des résultats moins bons. Du coup, leur rémunération fond. D'après Mme Froger, ces "dérives" touchent notamment l'immobilier, les laboratoires pharmaceutiques et l'informatique. Le Monde du 17 février 2009

L'ARMEE AMERICAINE VEUT ATTIRER PLUS D'IMMIGRES

Même si la crise économique et la hausse du nombre de chômeurs favorisent le recrutement dans l'armée américaine, le Pentagone ne compte pas s'arrêter là. Les Etats-Unis, qui prévoient d'envoyer de 20.000 à 30.000 militaires supplémentaires en Afghanistan, ont en effet l'intention de recruter de nouveaux éléments hautement qualifiés parmi les immigrés disposant de visas provisoires, affirme le New York Times. Les étrangers ayant le statut de résident permanent, ou les titulaires de la «green card» (permis de travail sans restriction de temps), avaient déjà cette opportunité, mais c'est la première fois depuis la guerre du Vietnam que les GI's s'ouvrent à cette catégorie de citoyens étrangers. Pour être recruté, les candidats doivent remplir trois conditions : disposer de visas provisoires, prouver qu'ils résident sur le sol américain depuis deux ans, et passer un test d'anglais. En mettant en place un tel recrutement, le Pentagone cible prioritairement les candidats dotés de hautes qualifications pour des postes de médecins, d'infirmières spécialisées et de spécialistes des langues, écrit le New York Times. «L'armée américaine est elle-même présente dans un grand nombre de pays différents et il est vital d'avoir une bonne compréhension de leurs cultures», explique au quotidien le général Benjamin Freakley, responsable du recrutement pour l'Armée de Terre. Pour les attirer ces talents, l'armée leur promet un accès à la nationalité américaine plus aisé. Dès leur premier jour, ils pourront en effet déposer un dossier de naturalisation et espérer se voir remettre une «green card» sous six mois, contre 10 ans en moyenne. Selon le New York Times, l'annonce de ce programme a d'ores et déjà provoqué l'inquiétude de certains groupes de vétérans qui craignent que des terroristes en profitent pour intégrer l'armée américaine. New York sera la première ville à accueillir ce nouveau dispositif. Objectif : trouver environ 550 candidats parlant au moins une des 35 langues recherchées par l'armée (parmi lesquelles le kurde, le népalais ou le tamoul). La première année, l'armée pourra procéder à 1.000 recrutements, essentiellement dans l'Armée de terre, selon le New York Times. Si les résultats sont probants, le programme sera étendu à tous les corps d'armées et concernera jusqu'à 14.000 embauches par an, soit une recrue sur six. Le Figaro du 16 février 2009

LE NOUVEAU BLINDE DE L'ARMEE DE TERRE

Le remplaçant de l'AMX10P est actuellement expérimenté par les soldats du 35e régiment d'infanterie de Belfort. D'ici cet été, le régiment franc-comtois aura réceptionné la totalité de ses 73 VBCI (véhicule blindé de l'infanterie mécanisé) qui équipera également sept autres régiments dont ceux de Colmar (fin 2010), de Sarrebourg ou encore d'Epinal. Fabriqué par Nexter et Renault truck défense, le VBCI permet à l'armée de terre de faire un véritable saut technologique. Outre ses qualités que soulignent tous les officiers du 35e RI (vélocité, furtivité, plus grande capacité d'emport, puissance de feu accrue...), le blindé rejoint la chaîne numérisée que l'armée de terre s'efforce de constituer. Le chef d'engin peut ainsi voir en temps réel sur son écran des informations sur la progression de ses fantassins, les positions ennemies, les cibles détruites, il peut visualiser une vidéo ou une photo prise par un drone, calculer en direct l'état de ses réserves en munitions et gasoil... Doté d'un blindage résistant notamment aux IED (engins explosifs improvisés), le VBCI pourrait être déployé en Afghanistan en 2010, un théâtre d'opérations où justement les bombes artisanales prolifèrent. Les Dernières Nouvelles d'Alsace du 14 février 2009

GARDES A VUE

577.816 personnes (1% de la population) résidant en France et âgées de plus de 13 ans ont été mises en garde à vue en 2008. Le nombre de ces gardes à vue ne cesse de croître : hausse de 55% en huit ans. Le Monde du 05 février 2009

MIL-VIGILANCE N° 12/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois
Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 13/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

GAUDELouPE / DES CHIFFRES QUI AIDENT A COMPRENDRE

Population en 1990 : 384.841 ; population en 2006 : 458.000 (+ 19 %)
Proportion de moins de 20 ans (2006) : 32,1 %
Proportion de moins de 40 ans (2006) : 60 %
Nombre d'entreprises (2006) : 41.741
Nombre d'entreprises de moins de 10 salariés (2006) : 40.310 (96,57 %)
Chômage (2003) : 26,9 %
Chômage moins de 30 ans (2003) : 45,2 %
Source : Conseil Régional de la Guadeloupe

GAUDELouPE : LES PRATIQUES MUSCLEES DES MILITANTS DU LKP

L'homme doit avoir à peu près la cinquantaine. Il a les tempes grisonnantes et porte une casquette de base-ball sur la tête. Sans doute enseignant de profession, membre de la FSU, il est l'un des porte-parole du LKP, le collectif «contre la profitation» à l'origine de la grève générale qui paralyse depuis maintenant trente-cinq longs jours la Guadeloupe. La scène se déroule lundi dernier devant l'entrée du port autonome de Pointe-à-Pitre. Depuis plusieurs heures déjà, Elie Domota, le leader charismatique du LKP, lui-même fonctionnaire auprès de l'ANPE, est enfermé dans une petite salle du bâtiment avec le préfet et les représentants du patronat. Les négociations piétinent. Comme depuis un mois. Dehors, les fidèles de Domota s'échauffent au rythme de la chanson créée pour l'occasion : «La Gwadeloup sé tan nou, la Gwadeloup sé pa ta yo» («La Guadeloupe, c'est à nous, la Guadeloupe, ce n'est pas à vous»). L'homme à la casquette de base-ball prend alors un micro. Et dit en créole : «Si vous voyez des magasins ouverts, allez les voir !» Traduction : faites-les fermer ! Dans la foule, galvanisée par des heures d'attente, des poings se lèvent. On acquiesce de la tête. Pas question que des «traîtres» de commerçants brisent «l'unité» du mouvement. Après la trêve du week-end, pour cause de recueillement à la mémoire de «Jacky» Bino, le syndicaliste tué la semaine dernière dans des circonstances toujours à élucider, quelques commerçants avaient en effet tenté de rouvrir lundi matin dans le centre-ville. Plus ou moins ouvertement, d'ailleurs, certains laissant le rideau métallique à moitié baissé. D'autres filtrant le client devant leur magasin officiellement fermé. La crainte des représailles est toujours vivace. Les témoignages de pressions exercées par les gros bras du LKP sont nombreux. Les menaces graduées. Du simple avertissement aux menaces physiques. Quand ce ne sont pas des insultes racistes lorsque le commerçant n'est pas «pays». Ce lundi, donc, après que notre homme à la casquette a harangué la foule, des petits groupes se sont ainsi dispersés dans la ville. «On a dit fermé, pas ouvert», répétaient-ils, en tapant du poing contre les rideaux métalliques des magasins. Cette fois, pas de blessé. Juste le bruit des coups donnés sur les rideaux. Les commerçants se sont exécutés. Résignés, un nœud à l'estomac.

Depuis le début du conflit pourtant, plusieurs cas de «tabassage» de commerçants ou de chefs de petites entreprises sont à déplorer. Au moins une dizaine de signalés, sachant que la plupart n'osent pas porter plainte. Comme cet Haïtien. Alors qu'«on» lui demandait de «se solidariser» avec le mouvement, il eut le toupet de répondre : «J'ai connu les Tontons macoutes, c'est pas vous qui allez me faire fermer !» Il a été roué de coups. Son entreprise est désormais fermée. Cette restauratrice de Pointe-à-Pitre, installée en Guadeloupe depuis une quinzaine d'années, s'est, quant à elle, fait traiter de «sale putain de blanche» pour avoir tenté d'ouvrir. Ce mois-ci, elle ne pourra pas donner de salaires à ses deux employés, pourtant des «locaux». Ni à elle-même. Comme souvent aux Antilles, confiée un béké, «on lâche de temps en temps les chiens» en période de crise. On se cherche des boucs émissaires : «Selon la saison, le coupable, c'est le béké ou le Chinois. Parfois, c'est l'État. D'autres fois encore, ce sont les métropolitains.» Bref, il faut attendre que ça passe. «Le plus terrible, c'est que les Guadeloupéens se remettent rarement en question. Ils se complaisent dans une posture de victimes. Et portent toujours en eux la blessure de l'esclavagisme dont leurs aïeux furent victimes. Quant à la réussite du voisin, elle est toujours suspecte», ajoute-t-il avec fatalisme. Le mouvement, entamé maintenant depuis près de six semaines, a néanmoins trouvé ses limites ténébreuses, en défiant l'État de droit. L'entrave à la liberté du commerce, même si trois commerçants seulement ont osé porter plainte à Pointe-à-Pitre, est manifeste. Pour ne pas jeter de l'huile sur le feu depuis les quatre nuits de violence de la semaine dernière pendant lesquelles des tirs à balle réelle ont été constatés, la police se fait discrète dans les rues. D'une certaine façon, les «amis» du LKP ont les mains libres pour imposer leur loi. Elie Domota le répète chaque jour : «Seule la pression populaire peut faire pression sur le gouvernement.» Sous couvert d'anonymat, un policier pose tout de même la question des

relations entre le LKP et ce qu'il est convenu d'appeler «les jeunes des quartiers difficiles» qui seraient à l'origine des barrages et des pillages de la semaine dernière. Était-ce réellement spontané ? «Pour tracter des carcasses de voiture sur les routes et les incendier à l'aide de bidons d'essence alors que les stations-service étaient officiellement fermées, il leur a bien fallu une aide logistique», estime-t-il.

La question de la possession des fusils de chasse utilisés contre les forces de l'ordre se pose également. Comment les jeunes se les seraient-ils procurés ? Dans le passé, le syndicat indépendantiste UGTG, aujourd'hui composante du LKP, avait eu recours aux mêmes méthodes pour mettre la pression lors de négociation avec l'État. En attendant, la population souffre. Elle s'arrange comme elle peut. «On mange les tomates du potager», raconte un Créole. Un couple de touristes avec un bébé, rencontré la semaine dernière, a dû rapidement écourter son séjour. Le lait pour nourrissons est rare. Pour les personnes âgées ou isolées, la situation est critique. Certes, la solidarité dans les familles bat son plein. Mais la crise laissera des cicatrices. Pas seulement économiques. Humaines aussi. L'équilibre de la société antillaise tout entier pourrait en pâtir de nombreuses années. Certains porte-parole du LKP ont parfois dépassé la ligne jaune en stigmatisant certaines catégories de la population. Un dirigeant du LKP a ainsi dénoncé une nouvelle fois, lundi soir, «la politique raciale et de caste des békés». Le parallèle avec les métropolitains n'est pas loin à faire. Comme pour cette jeune femme qui s'est fait traiter de «sale blanche» il y a quelques jours, en bas de chez elle. «Ce qui me fait le plus mal, c'est que je vis ici depuis des années. Je vis avec les locaux, ce sont mes amis. Mais l'autre jour, dans la rue, personne ne m'a défendue alors que tout le monde me connaît», témoigne-t-elle, en refrénant un sanglot dans la voix. Une autre femme se demande si elle ne va pas tout simplement rentrer définitivement en métropole. La violence gratuite, même si elle n'est que verbale, est insupportable. Le Medef local estime, pour sa part, à environ 10 000 le nombre d'emplois menacés dans le secteur privé. Un millier de petites entreprises ne devraient pas se relever. Mais l'interrogation qui commence à tarauder de nombreux Guadeloupéens porte sur le but réellement recherché par le LKP. Le mouvement était en effet préparé, pensé, depuis quatre ou six mois, admettent assez facilement certains syndicalistes. Il faut reconnaître que l'organisation est «parfaite». Le service d'ordre est omniprésent et les débordements maîtrisés. Mais, derrière le jusqu'au-boutisme affiché par Elie Domota pour obtenir une augmentation de 200 euros net pour tous les bas salaires, certains voient «un réveil identitaire». «Domota joue avec le feu», craint un «métro». Les tee-shirts «Gwadeloupéyen Doubout» font un tabac dans la rue. Officiellement, Elie Domota ne réclame pas l'indépendance. S'il dénonce d'un côté «la gestion paternaliste de comptoir de l'État colonial français», de l'autre, il demande l'intervention du gouvernement. «Pas la mendicité», juste que l'État fasse pression sur le patronat «pour que le travail soit mieux payé». L'autre enseignement de cette crise est sans doute aussi le désamour croissant entre la population et ses élus locaux. Elie Domota semble occuper un vide. Il sait parler à la foule, toujours en créole. Et elle le suit. Les élus locaux, à droite comme à gauche, tentent timidement de prendre le train en marche. En évoquant notamment une possible autonomie de l'île.

Le Figaro du 26 février 2009

«SARKOZY A DEJA CONNU L'IMPOPULARITE»

En France, la popularité de Nicolas Sarkozy est en chute... C'est une évidence, tous les sondages le confirment. La raison en est simple : en période de crise il est difficile de conserver la sympathie de l'électorat, qui est très inquiet. La crise est profonde et générale. Si la population arrive à intégrer la gravité de cette crise, nul doute qu'elle s'apercevra très vite que les dirigeants en France font les efforts maximaux pour l'en sortir.

Nicolas Sarkozy sait qu'en phase de tempête il est difficile de rester accroché au sommet. Il a déjà connu des phases d'impopularité, il en est remonté. Son mandat dure cinq ans, nous verrons bien. Sa préoccupation est d'essayer d'atténuer au maximum les effets de la crise sur l'économie, et de préparer la France à sa sortie avec les réformes qu'il estime nécessaires et sur lesquelles il a été élu, plus d'autres réformes que la crise le contraint à mettre en œuvre, comme la restructuration du système bancaire. Deux réformes de fond sont en cours, sur l'autonomie des universités et le statut des enseignants chercheurs et celle de la simplification du niveau des collectivités locales. Le rythme des réformes n'est pas freiné par la crise.

Dominique Paillé, conseiller politique de Nicolas Sarkozy et porte-parole de l'UMP - Le Temps (Genève) du 26 février 2009

PS : INFLATION DE CANDIDATS

Que les socialistes qui veulent être députés européens lèvent le doigt ! Avec environ 600 lettres de candidature parvenues rue de Solferino, le PS est confronté à une inflation galopante des prétendants à un siège au Parlement européen. C'est en effet presque trois fois plus qu'en 2004. L'atmosphère de compétition interne exacerbée, qui a régné jusqu'au congrès de Reims, aurait-elle contribué à ouvrir les appétits électoraux ? Un membre de la direction avance une explication : «Tout le monde s'est aperçu qu'on n'allait pas reconduire obligatoirement les sortants.» Une autre dirigeante du parti est plus pessimiste sur la nature socialiste : «A partir du moment où quelqu'un prend sa carte au PS, il pense qu'il peut être député...»

Liberation du 11 février 2009

BEAUCOUP DE GENS IGNORENT LE TRAVAIL DE L'EGLISE EN AFRIQUE

En Afrique de l'Ouest, le sida menace la vie de millions d'hommes et de femmes. Son impact sur la société est considérable. Le chef de l'Etat doit être à l'avant-garde. Le Burkina a développé un cadre stratégique classique avec les éléments clés de la lutte contre le sida : la prévention, le suivi épidémiologique, et la prise en charge des malades. Nous commençons à enregistrer des résultats - le taux de prévalence est passé de 7% en 1997 à 4% en 2003. [...] Face aux organismes internationaux, il faut savoir résister. On peut nous conseiller, mais pas faire à notre place. [...] Les Européens n'éprouvent pas le danger du sida de la même manière que nous. Pour les Burkinabés, le danger est immédiat. La pandémie est une réalité visible, elle frappe votre famille, vos amis les plus proches. En Europe, vous avez peut-être le loisir de faire des thèses pour ou contre la morale. Au Burkina, nous n'avons pas le temps. [...] Il y a souvent un gouffre entre ce que disent les médias et ce qui se passe sur le terrain. En Afrique, nous vivons avec le sida au quotidien. Le débat sur le préservatif, tel que vous le présentez, ne nous concerne pas. Les Français aiment la polémique, c'est leur côté gaulois ! Certains critiquent la position de l'Eglise en prétendant défendre les Africains. Soit. Mais la plupart n'ont jamais mis les pieds chez nous ! Je leur conseille de venir faire un séjour au Burkina. Chez nous, l'imam, le prêtre et le chef coutumier travaillent de concert : tous ont l'ambition d'affronter le même mal. Se focaliser sur le préservatif, c'est passer à côté du problème du sida. [...] Beaucoup de gens ignorent le travail de l'Eglise en Afrique. En France, l'intelligentsia ne comprend pas cette proximité avec les responsables catholiques. Chez nous, l'Eglise est d'abord synonyme d'écoles et de dispensaires. Le débat sur le sida n'est pas théorique, il est pratique. L'Eglise apporte sa contribution. Si l'abstinence est un moyen de prévention, nous n'allons pas nous en priver ! [...] L'Eglise n'a pas le monopole de l'abstinence ! En tant que chef de l'Etat, j'ai pris des engagements dans ce sens depuis 2002 dans le cadre de la campagne "C'est ma vie". L'objectif était de mettre les gens devant leurs responsabilités. Parmi les engagements proposés, certains faisaient directement appel à l'abstinence : "*J'ai décidé de m'abstenir de tout rapport sexuel quand mon mari (ma femme) est absent(e)*", et "*J'ai décidé de m'abstenir de toute relation sexuelle jusqu'au mariage*".
Blaise Compaoré, président du Burkina Faso le 19 mars 2009

LA POLICE A DIT OUI, LES POLICIERS NON

En Norvège, la direction de la police vient d'autoriser le port du hijab pour les policières afin de pouvoir recruter plus largement. Mais le syndicat de policiers est critique : il estime que l'uniforme de policier se doit de demeurer neutre, dénué de tout symbole religieux. Le Parti du progrès, parti d'opposition de droite parle d' "islamisation" de la Norvège. »
Le Monde du 07 février 2009

PARTI SOCIALISTE : FRONDE CONTRE LA CONSTITUTION DES LISTES EUROPEENNES

Une pétition appelant les adhérents du PS à "rejeter" la constitution de listes européennes fondées "sur l'unique appréciation de dirigeants nationaux" a été lancée à l'initiative de Gérard Collomb, maire de Lyon, et de grands élus. Le texte dénonce "l'absence de concertation réelle avec les territoires", "un choix des candidats sans analyse du bilan réel" et "un éfarant mépris de toute considération européenne". Parmi les premiers signataires, figurent les présidents des conseils régionaux de Bourgogne, de Bretagne, de Rhône-Alpes et du Limousin.
Le Monde du 6 mars 2009

QUAND LES PATRONS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT PARLENT DE LEURS MISSIONS

L'exercice est suffisamment rare pour être noté : les trois principaux dirigeants des services de renseignement français, à savoir les préfets Bernard Squarcini (DCRI) et Erard Corbin de Mangoux (DGSE), ainsi que le général Benoît Puga (DRM) livrent leurs réflexions sur la manière dont ils envisagent leurs rôles respectifs à l'heure de la réforme du renseignement français. Sollicités par la revue Les Cahiers de Mars, éditée par l'association des anciens et amis des écoles supérieures de guerre et du Collège interarmées de défense, ils ont chacun écrit un texte, de même que le coordonnateur national du renseignement, Bernard Bajolet. Tous s'expriment autour du thème de l'heure : la proximité et la continuité des enjeux relevant de la sécurité extérieure et de la sécurité intérieure.

La prime de la rareté dans l'expression publique revenant au directeur de la DGSE, on notera que celui-ci évoque moins la nature de ses missions (le contraire eût constitué un événement!) que les moyens de les remplir. Chargé par la République d'entretenir et de développer un très lourd outil de recueil technique (interceptions électromagnétiques et cryptanalyse notamment), le patron de la DGSE est clair : "Pour silencieuse qu'elle soit, cette compétition cruciale requiert des investissements considérables, sollicite des équipements en renouvellement constant et monopolise des compétences de très haut niveau, à la fois rares et disputées." M. Corbin de Mangoux donne sans détail quelques indications sur les zones géographiques que son service arpente actuellement : Afghanistan, Irak, Proche-Orient, Sahel, come d'Afrique, Grands Lacs, Balkans, Caucase. Autant de zones qui recouvrent le nouvel "arc stratégique" français évoqué par le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale.

Évoquant l'"ultime défi, celui de la concurrence entre renseignement et information", le préfet raconte un "labeur patient et scrupuleux de collecte et de recoupement, habité par l'inquiétude de l'inexactitude ou pire, de la désinformation".

Plus à l'aise dans cet exercice en raison de son expérience, Bernard Squarcini ose se rapprocher du concret, évoquant assez précisément l'action commune avec les services dépendant du ministère de la Défense (DRM, DPSD et DGSE). Il parle des djihadistes européens rentrant d'Irak, soit directement, soit après une étape auprès de l'AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique), cette organisation représentant, à ses yeux, une menace grandissante "sur la France notamment". Il soulève aussi la question des "terroristes maison", pour s'en inquiéter vivement : "La reproduction du terrorisme en Europe même, via Internet ou par symbiose de jeunes déracinés avec des personnages liés à des organisations terroristes, est un phénomène de plus en plus inquiétant." Il appelle de ses vœux la création d'une "académie du renseignement" : "Les échanges, la mobilité, la connaissance des uns et des autres favoriseront le fonctionnement en réseau et démultiplieront l'efficacité des actions."

Pour le général Benoît Puga, patron de la direction du renseignement militaire, l'un des enjeux réside dans la définition d'un cadre juridique adapté, pour mieux protéger le système et les hommes qui le servent. On note qu'il réclame, comme Bernard Squarcini, une meilleure mobilité des experts "dans un triple but de renforcement de l'expertise, de fidélisation et d'échange d'expérience". Quant au coordonnateur Bernard Bajolet, il reprend les objectifs que le chef de l'Etat a soulignés dans sa lettre de mission. Il estime que sa fonction consiste à "réconcilier la nation avec la notion de renseignement", tout en procédant à l'"assainissement du renseignement qui, débarrassé des dérivés du passé, doit être au service des citoyens et s'inscrire dans une démarche d'Etat de droit".
Le Point.fr du 3 mars 2009

ALLEMAGNE : LA CYBERCRIMINALITE "CATASTROPHIQUE" SELON LES AUTORITES

La cybercriminalité en Allemagne, qu'il s'agisse d'envoi de courriers électroniques indésirables (spams) ou de piratage d'ordinateurs à distance, a pris une dimension "catastrophique", ont fait savoir les autorités. "La situation est sérieuse, elle est encore plus catastrophique que nous ne le redoutions", a dit Hartmut Isselhorst, l'un des dirigeants de l'Office allemand pour la sécurité informatique. L'organisme a présenté son rapport annuel à l'occasion du grand salon hi tech CeBIT de Hanovre. L'Office a constaté une augmentation importante du nombre des "spams", et assure être confronté moins à des "pirates" isolés qu'à des organisations relevant du crime organisé. Il est question de "gains se chiffrent en milliards d'euros", selon le rapport. Il a aussi appelé à la plus grande prudence concernant les réseaux de sociabilité par internet du type "Facebook", via lesquels des criminels peuvent accéder facilement à des informations privées.

Selon un sondage réalisé par la Fédération allemande des hautes technologies Bitkom, 19% des internautes allemands n'ont pas installé de programme antivirus sur leurs ordinateurs, et 54% se passent de pare-feu (firewall) permettant de filtrer les échanges de données sur internet.

La question de la sécurité informatique et de la protection des données privées face au développement des nouvelles technologies est d'actualité en Allemagne, après plusieurs scandales d'espionnage de la part d'entreprises. La Cour constitutionnelle allemande a d'ailleurs condamné l'utilisation de systèmes de vote électronique aux dernières élections législatives de 2005. Au prochain scrutin, en septembre, les électeurs allemands devront se contenter des traditionnels bulletin et urne.

AFP du 3 mars 2009

REGLEMENT DE COMPTES AU PARTI SOCIALISTE

Le PS va-t-il se séparer d'un député et de deux maires de grosses communes essonniennes ? La commission nationale du Parti socialiste se réunira pour statuer sur la demande d'exclusion concernant le député Julien Dray ; le maire de Sainte-Geneviève, Olivier Léonhardt, et le maire de Brétigny, Bernard Decaux. C'est la section locale de Saint-Michel-sur-Orge qui a lancé la procédure. Motif : au deuxième tour des municipales de 2008, ces trois têtes d'affiche du parti ont préféré la liste du maire sortant divers gauche Georges Fournier à celle du PS Jean-Louis Berland. Résultat, la triangulaire a permis à l'ump Bernard Zunino de s'emparer de la ville.

Le Parisien du 09 mars 2009

MIL-VIGILANCE N° 13/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 14/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

« COMMENT ON TRAQUE LES TERRORISTES »

Bernard Squarcini est le chef du contre-espionnage français. Né de la fusion de la DST et des Renseignements généraux, le service qu'il dirige - la DCRI - est au coeur de la lutte contre le terrorisme.

Le Point : L'enquête sur les sabotages de voies ferrées et l'interpellation d'un groupe de militants d'ultragauche ont provoqué une controverse sur le rôle de la DCRI et la réalité de la menace qu'il représentait. Cette affaire relevait-elle réellement de l'antiterrorisme ?

Bernard Squarcini : Ce n'est pas à la police d'apprécier les qualifications pénales retenues contre ces suspects, mais à la justice. Le cadre juridique a été choisi par le parquet, l'enquête est menée par un juge d'instruction, qui a prononcé des mises en examen. La DCRI surveillait ces individus depuis longtemps. Nous savions ce qu'ils faisaient, avec qui ils étaient en contact - en France et à l'étranger. Assez pour savoir que ce groupe se situait dans les prémices de l'action violente ; le stade où les choses peuvent basculer à tout moment.

Autrement dit, vous êtes intervenus préventivement. D'où le reproche qui vous est adressé sur l'absence de preuves ...

J'assume ce qui a été fait. Notre mission consiste à détecter les personnes dont le comportement présente des risques pour l'Etat et la société, à les surveiller pour anticiper le moment où elles seront tentées de passer à l'acte et à intervenir pour éviter des drames. Que les citoyens soient rassurés : nous ne fabriquons pas de dossiers ! Dans l'affaire de Tarnac, il n'y a pas de délit d'opinion mais un long travail de renseignement. Le problème, c'est que nous avons dû l'interrompre quand la SNCF a déposé plainte : on ne pouvait pas laisser se multiplier des actions qui bloquaient des milliers de passagers dans les gares... Quand le ministère de l'Intérieur et la justice nous l'ont demandé, nous avons communiqué nos éléments. Ils sont dans le dossier du juge. C'est pourquoi je peux vous dire qu'il n'est pas vide...

Mais qualifier ces jeunes marginaux de « terroristes », n'est-ce pas exagérer la nature de leur activisme ?

Nous sommes là au coeur du sujet. Une série de clignotants nous alertent depuis quelques années sur la montée d'une contestation anarcho-autonome que les émeutes étudiantes de l'été dernier en Grèce ont mise en évidence. Dans nos pays occidentaux, le climat social et la crise économique incitent de jeunes gens incontrôlés à basculer dans la violence. Jusqu'où faut-il les laisser aller ? Il y a trente ans, avant de commettre des assassinats, Action directe avait commencé par faire sauter un bâtiment du CNPF [le Medef de l'époque]. Aujourd'hui, chaque sommet international donne lieu à des affrontements de plus en plus durs avec les forces de l'ordre. Nous nous préparons à en voir de nouveaux au sommet de l'Otan, les 3 et 4 avril à Strasbourg. Notre travail est de prévenir ces dérives et de neutraliser ceux qui pourraient en être responsables.

Est-il sain qu'un même service soit chargé du renseignement intérieur et doté d'une compétence judiciaire ? Le fameux « FBI à la française » est-il compatible avec le modèle français ?

Dans l'enquête sur les sabotages contre la SNCF, nous avons travaillé en collaboration avec la PJ. Tout a été fait dans les règles de l'art. D'une façon générale, nos informations ont vocation à être exploitées par d'autres. Notre compétence judiciaire, nous l'utilisons surtout pour suivre jusqu'au bout les dossiers liés au terrorisme islamiste - qui constitue toujours, et de loin, la principale menace.

A quel niveau estimez-vous cette menace ?

Nous restons au stade Vigipirate rouge : cela signifie que nous sommes ciblés de façon importante - sur notre territoire aussi bien qu'à travers nos intérêts à l'étranger. Le terrorisme a changé de visage : nous ne luttons plus contre des réseaux soutenus par des Etats - Iran, Libye, Syrie... - mais contre un fanatisme religieux qui peut recruter des individus sur notre sol ou frapper nos ressortissants n'importe où dans le monde. L'attaque de nos soldats en Afghanistan, en août 2008, l'a cruellement prouvé ; elle a été suivie d'une communication d'Al-Qaeda qui, pour la première fois, s'adressait à la France. Avec un message clair : « Nous n'avons rien contre votre pays, mais faites partir vos troupes. » Les enlèvements de Français en Mauritanie ou au Mali le montrent aussi. Sans parler des actions que nous parvenons à déjouer.

Des tentatives d'attentats ?

C'est arrivé.

Souvent ?

Le service de renseignement est au centre opérationnel d'une immense gare où tous les trains doivent arriver à l'heure. Quand tout marche bien, on n'en parle pas. Mais il faut savoir que, dans l'ombre, nous mettons en place - pendant des mois, parfois des années - les systèmes de détection, les dispositifs

de surveillance qui permettent d'agir au bon moment. Notre obsession est d'anticiper, c'est-à-dire de neutraliser les terroristes avant qu'ils frappent. Nous n'allons pas attendre que les bombes explosent et ensuite relever les empreintes ! Si j'ose dire, nous faisons tout pour arriver trop tôt : au moment où il y a commencement d'exécution, c'est-à-dire juste avant l'attentat.

Confirmez-vous que la DCRI a démantelé, à la fin de l'année dernière, un réseau islamiste qui fomentait un attentat dans la région parisienne ?

C'est exact. A la mi-décembre, nous avons interpellé (avec la section antiterroriste de la PJ) un groupe lié à Al-Qaeda au Maghreb islamique (AQMI) qui projetait de faire sauter une voiture piégée contre notre immeuble, à Levallois-Perret. Plusieurs membres de cette mouvance ont été interpellés. La justice est saisie. Celui qui apparaît comme l'organisateur est en prison. Un tel succès n'est possible que grâce aux surveillances que nous menons depuis longtemps sur des réseaux suspects. Parce qu'avant d'arriver à l'attentat les futurs terroristes communiquent via Internet, se forment, effectuent des repérages. Si nous arrivons à les suivre pas à pas jusqu'au passage à l'acte, nous gardons une longueur d'avance. D'où notre vigilance permanente sur les filières de départ pour l'Afghanistan : pour les djihadistes en cours de formation, c'est souvent le lieu des travaux pratiques. A leur retour, chacun d'eux représente un danger potentiel.

Faut-il comprendre que chaque départ empruntant ces filières est détecté par nos services secrets ?

Disons la plupart. Nous ne surveillons pas seulement des personnes, mais aussi des lieux qui peuvent être des points de passage. On ne part jamais directement pour l'Afghanistan. On fréquente une mosquée, une école coranique, un site Internet et, si on franchit le pas, on part pour l'étranger, d'où on emprunte un circuit clandestin qui passe par l'Iran ou la Turquie. La destination la plus prisée aujourd'hui, c'est le Waziristan, la zone frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan, avec ses nombreux camps d'entraînement. A leur retour, les apprentis djihadistes sont difficiles à repérer : ils ont appris la clandestinité, détiennent des faux passeports, et inutile de dire qu'ils ne vont pas embrasser leur famille !

Pour les suivre à la trace, vous infiltrer les filières ?

Les services « amis » avec qui nous coopérons - au Yémen, en Turquie, en Syrie... - nous signalent parfois le passage d'un individu. D'autres fois, c'est la famille qui s'inquiète d'être sans nouvelles et qui donne l'alerte. Sans être plus précis, disons aussi que certains de ces combattants en herbe gardent le contact avec des correspondants en France en qui ils ont confiance mais qui, en réalité, nous renseignent. Et il arrive que nous puissions « retourner » un de ces clandestins, avant ou après le voyage. On peut alors reconstituer le parcours, comme le chemin du Petit Poucet...

Vous avez parlé de coopération. Voit-on émerger une internationale anti-terroriste contre la nébuleuse Al-Qaeda ?

Dès lors qu'il n'y a plus de vraie différence entre la menace interne et la menace externe, il est indispensable d'échanger l'information. La concurrence entre services n'a plus aucun sens. C'est pourquoi nous travaillons étroitement avec la DGSE ainsi qu'avec de nombreux services étrangers. En nous informant mutuellement sur les découvertes effectuées au cours des perquisitions dans nos pays respectifs, nous pouvons mesurer en permanence le niveau de savoir-faire des terroristes. Tout le monde a intérêt à jouer le jeu : les Britanniques connaissent mieux l'Afghanistan, nous en savons plus sur le Maghreb, mais nous sommes tous dans l'oeil du cyclone. Qui aurait dit qu'un jour les Libyens coopéreraient avec nous ? Mais, à présent, on voit des Algériens commettre des attentats chez eux ! Dans le même temps, en France, des réseaux montent des trafics pour alimenter en matériel des émirs réfugiés dans le maquis algérien...

L'essor d'Internet vous a-t-il obligés à révolutionner vos méthodes ?

Nous vivons avec Internet ce que nous avons vécu avec le téléphone portable. C'est un atout pour les terroristes, mais cela peut aussi être un atout pour nous ; si nous savons repérer les sites par lesquels ils se contactent, la surveillance peut s'en trouver facilitée. Notre veille sur le Web sert en outre à la protection des intérêts nationaux contre les nouvelles formes de cyberterrorisme : des actions ciblées qui vont du sabotage à l'espionnage. Fin 2007, une intrusion a eu lieu dans le système informatique du Quai d'Orsay ; l'an dernier, des hackers ont neutralisé momentanément le réseau de la Marine nationale. Les entreprises du secteur de la défense constituent aussi des cibles pour ceux qui s'intéressent à nos secrets.

Face à tous ces dangers, la création de la DCRI a pourtant abouti à une réduction des effectifs. Comment justifier ce paradoxe ?

L'efficacité du renseignement ne se mesure pas au nombre d'agents. En fusionnant la DST et les RG, nous avons gardé le meilleur de deux cultures : la rigueur et le cloisonnement de la première, la réactivité et la souplesse des seconds. La nouvelle organisation nous aide à nous concentrer sur les menaces principales et la coopération internationale nous permet d'économiser des ressources que nous pouvons investir ailleurs. Reconstituer une filière de fourniture de faux papiers pour un réseau islamiste demande des années et d'importants moyens - écoutes téléphoniques, filatures parfois jusqu'à l'étranger... Or les contraintes budgétaires nous imposent en effet de réduire les effectifs. Il faut donc que les contribuables sachent que leur argent est bien utilisé : j'ai créé pour cela à la DCRI un département chargé de l'« évaluation de la stratégie et de la performance ». Il en va du renseignement comme des assurances : quand on paie cher, on compte sur la garantie tous risques

Le Point du 12 mars 2009

APRES LA CRISE FINANCIERE, LA GUERRE CIVILE ?

La crise économique et financière va-t-elle dégénérer en violentes explosions sociales ? En Europe, aux Etats-Unis ou au Japon, la guerre civile est-elle pour demain ? C'est le pronostic quelque peu affolant que dressent les experts du LEAP/Europe 2020, un groupe de réflexion européen, dans leur dernier bulletin daté de mi-février. Dans cette édition où il est question que la crise entre, au quatrième trimestre 2009, dans une phase de "dislocation géopolitique mondiale", les experts prévoient un "sauve-qui-peut généralisé" dans les pays frappés par la crise. Cette débandade se conclurait ensuite par des logiques d'affrontements, autrement dit, par des semi-guerres civiles. "Si votre pays ou région est une zone où circulent massivement des armes à feu (parmi les grands pays, seuls les Etats-Unis sont dans ce cas), indique le LEAP, alors le meilleur moyen de faire face à la dislocation est de quitter votre région, si cela est possible." Selon cette association, formée de contributeurs indépendants issus des milieux politiques et économiques et de professionnels européens de différents secteurs, les zones les plus dangereuses sont celles où le système de protection sociale est le plus faible.

La crise serait ainsi à même de susciter de violentes révoltes populaires dont l'intensité serait aggravée par une libre circulation des armes à feu. L'Amérique latine, mais aussi les Etats-Unis sont les zones les plus à risques. "Il y a 200 millions d'armes à feu en circulation aux Etats-Unis, et la violence sociale s'est déjà manifestée via les gangs", rappelle Franck Biancheri, à la tête de l'association. Les experts du LEAP décèlent d'ailleurs déjà des fuites de populations des Etats-Unis vers l'Europe, "où la dangerosité physique directe restera marginale", selon eux. Au-delà de ces conflits armés, le LEAP alerte sur les risques de pénuries possibles d'énergie, de nourriture, d'eau, dans les régions dépendantes de l'extérieur pour leur approvisionnement et conseille de faire des réserves. Cette perspective apocalyptique pourrait faire sourire si ce groupe de réflexion n'avait, dès février 2006, prédit avec une exactitude troublante le déclenchement et l'enchaînement de la crise. Il y a trois ans, l'association décrivait ainsi la venue d'une "crise systémique mondiale", initiée par une infection financière globale liée au surendettement américain, suivie de l'effondrement boursier, en particulier en Asie et aux Etats-Unis (de -50 % à -20 % en un an), puis de l'éclatement de l'ensemble des bulles immobilières mondiales au Royaume-Uni, en Espagne, en France et dans les pays émergents. Tout cela provoquant une récession en Europe et une "très Grande Dépression" aux Etats-Unis.

Doit-on en conclure que la crise mondiale peut se transformer en guerre mondiale ? "Les pronostics de LEAP sont extrêmes, mais la violence sociale pointée", admet Laurence Boone, économiste chez Barclays. Reste un espoir, une "dernière chance" selon le LEAP, qui résiderait dans la capacité du G20 à arrêter un plan d'action "convaincant et audacieux". Dans ce cas, le monde ne serait toutefois pas tiré d'affaire, puisque les experts ne manquent de rappeler que se profile aussi une sévère crise climatique...

Le Monde du 27 février 2009

OTAN : LE VERITABLE ENJEU

Le débat sur la place de la France dans l'Otan est tout à fait légitime, mais donne lieu à des prises de position parfois étonnantes.

Il faut d'abord écarter ceux qui, par principe, au PS ou au MoDem, s'opposent aux décisions du président de la République, quelles qu'elles soient. Peu importent les arguments invoqués, il s'agit pour ceux-là de se maintenir dans une opposition systématique, censée plaire à une partie de l'électorat. Soit. Cela mène certains à se découvrir «gaullistes», sans trop savoir pourquoi, mais résolument à contretemps.

Le véritable enjeu ne consiste pas à revenir sur la décision de 1966. Tout le monde sait qu'elle fut prise, dans un environnement déterminé, pour préserver l'autonomie de notre force de frappe naissante et assurer la souveraineté nationale, dans un contexte d'affrontement entre les blocs.

Même si le retrait d'alors ne fut pas toujours compris par les mêmes qui dénoncent le choix d'aujourd'hui, cette époque-là est révolue. Et ce n'est pas un hasard si, depuis la chute du mur de Berlin, nos gouvernements, qu'ils soient de gauche ou de droite, ont conduit une même politique de rapprochement avec l'Alliance atlantique. Avec plus ou moins de bonheur, car il s'agissait, en même temps, de faire progresser la défense européenne.

L'objectif et la méthode n'ont pas changé. Alors, qu'on ne nous dise pas que le retour dans le commandement intégré signifie la rupture d'un consensus ! C'est plutôt l'aboutissement de démarches entreprises de longue date, depuis les débats de l'après-guerre froide, les appels lancés aux Etats-Unis pour qu'ils interviennent dans les Balkans, jusqu'aux tentatives assez irréalistes d'obtenir le commandement Sud et donc celui de la 6^e flotte américaine...

Cette fois-ci la manœuvre va aboutir. On peut en discuter les modalités. La France obtient-elle la monnaie de sa pièce ? Les commandements qui vont lui revenir ne sont pas négligeables. Plutôt que d'appliquer des décisions prises par (l'autres, nos militaires et nos industriels vont accéder à l'élaboration de la doctrine, à la conception des nouveaux systèmes d'armements. Ce n'est pas rien !

Quant aux gains espérés pour la défense européenne, il serait hasardeux de s'attendre à un grand marchandage, à un donnant-donnant immédiat. Au sein de l'Otan, le poids politique de l'Europe s'est indiscutablement accru. On l'a vu au sommet de Bucarest, l'an dernier, quand l'Amérique a décliné, pour la première fois, à propos de l'adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine. Et l'on voit

mal en quoi le fait de rester en marge du commandement intégré sert la défense européenne.

Reste le poids du symbole. Il est vrai qu'en 1966 la décision du général de Gaulle était un acte politique très fort. Aujourd'hui, le contexte est différent. La France, nous dit-on, va perdre son indépendance à l'égard des Etats-Unis. Parce qu'elle participera à deux ou trois scénarios de plus qu'avant ? C'est faire peu de cas de la capacité de notre pays à faire entendre sa voix. Les Français, très majoritairement favorables à la décision de Nicolas Sarkozy, ne s'y trompent pas.

Le Figaro du 11 mars 2009

JE FAIS CAMPAGNE POUR DES CONS

Georges Frêche, président de la Région Languedoc-Roussillon (Divers gauche) évoque sa vision de la politique : « La politique c'est une affaire de tripes, c'est pas une affaire de tête, c'est pour ça que moi quand je fais une campagne, je ne la fais jamais pour les gens intelligents. Des gens intelligents, il y en a 5 à 6 %, il y en a 3 % avec moi et 3 % contre, je change rien du tout. Donc je fais campagne auprès des cons et là je ramasse des voix en masse. (...) Les cons avec ma bonne tête, je raconte des histoires de cul, etc. Ça a un succès fou. Ils disent, merde, il est marrant, c'est un intellectuel mais il est comme nous, quand les gens disent "il est comme nous", c'est gagné, ils votent pour vous (...)»

Midi Libre du 27 février 2009

SARKOZY RAMENE LA FRANCE DANS L'OTAN CE QUI CHANGER

Comment se traduira concrètement ce retour ?

En 1966, le général de Gaulle avait quitté le commandement intégré de l'organisation, mais pas les instances politiques de l'Alliance Atlantique – dont la France fut l'un des membres fondateurs en 1949. Déjà présente dans 36 des 38 comités militaires de l'Otan, la France va réintégrer le « saint des saints », le Comité des plans de défense. C'est là que sont planifiées les opérations – Afghanistan, Kosovo, etc – et que sont répartis les rôles entre les détachements alliés.

Que devient la dissuasion nucléaire ?

Rien ne change. L'arme atomique reste sous contrôle exclusif de la France qui ne réintégrera pas le Groupe des plans nucléaires – dernière instance dont elle sera absente.

Y aura-t-il des bases américaines en France ?

Non. En revanche, le nombre d'officiers français dans les structures de l'Otan passera d'une centaine à un millier. Et deux généraux français obtiendront deux postes majeurs, détenus jusqu'ici par les Américains : le QG stratégique de Norfolk (Etats-Unis) et le commandement de la force de réaction rapide de l'Otan, basé à Lisbonne (Portugal). Mais l'organisation reste archi-dominée par les militaires américains.

La France va-t-elle perdre son indépendance ?

Non, mais la diplomatie française risque de se « banaliser ». Depuis quarante-trois ans, sa posture de non-alignement lui donnait un poids indénié sur la scène internationale. En 2003, Chirac avait ainsi joué de facto les porte-parole de nombreux autres pays en s'opposant à la guerre de Bush en Irak. Mais l'Allemagne aussi s'y était opposé, tout en étant membre à part entière de l'Otan.

Faudra-t-il participer à toutes les missions ?

Il n'y a pas d'obligation, les décisions à l'Otan se prenant à l'unanimité. Chaque pays membre décide seul, en dernier ressort, de participer ou non à une opération, et à quel niveau le faire (combien de soldats, envoi d'avions ou non, etc). Mais, depuis 1995, la France, 4^e contributeur de l'Otan en troupes et en financement, participe à toutes ses opérations.

Le projet de défense européenne est-il abandonné ?

Sarkozy affirme qu'il sera au contraire favorisé. En effet certains pays membres de l'UE, notamment Londres et les ex-pays de l'Est, soupçonnent Paris de vouloir bâtir une Europe de la défense « contre » l'Otan. Ce retour au bercail devrait les rassurer. Reste que la plupart des Européens se contentent parfaitement du « parapluie » militaire américain, et rechignent à dépenser de l'argent pour leur armée... surtout en période de crise économique. Le rêve français d'une Europe de la défense n'est guère partagé.

Le Parisien du 12/03/09

CONFIANCE EN BERNE

Selon un sondage réalisé dans le cadre du Forum de Davos, 66% des personnes interrogées ont perdu la confiance dans les entreprises et leurs dirigeants (67% en France) ; 43% des personnes font confiance aux hommes politiques (34% en France) et 47% des personnes interrogées font confiance aux médias (39% en France).

Les Echos du 29 janvier 2009

MIL-VIGILANCE N° 14/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 15/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

LE FN VA T-IL DISPARAITRE ?

C'est en perte de vitesse électorale, divisé et endetté que le Front national aborde sa convention européenne à Arras et le scrutin du 7 juin. Mais la crise peut être sa bouée de sauvetage. Bing !, bing !, bing ! C'était quelques jours avant la convention européenne du FN, ce week-end à Arras. Installé dans son bureau du "Carré" de Nanterre, le nouveau siège frontiste, café, iPhone et paquet de cigarettes posés devant elle, Marine Le Pen mime un boxeur groggy pris sous les coups de ses adversaires. « Ça, des coups sur la tête, on peut dire que j'en ai pris ! », lâche-t-elle, le sourire un peu las. On le serait à moins.

Un jour c'est Carl Lang, l'ancien secrétaire général du FN, candidat dissident contre elle dans le Nord-Ouest : « Je n'ai plus aucune confiance, ni politique ni humaine en Marine Le Pen », écrit-il aux militants. Un autre jour, c'est l'essayiste ex-communiste Alain Soral : « Chaque fois que quelque chose se passe mal au FN depuis deux ans, chaque fois qu'un conflit l'affaiblit, qu'un départ contribue un peu plus à le détruire, la responsable, c'est Marine », lance-t-il lors de la conférence de presse annonçant son départ du FN. Le jour suivant, c'est Jean-Claude Martínez, ancien compagnon de route "historique" de Le Pen : « Marine, déclare-t-il, est en train de détruire le parti. » Un incessant procès en légitimité que résume bien Christian Baeckeroot, autre grognard du lepénisme devenu farouche "antimarxiste" : « Au fond d'elle-même, affirme-t-il, Marine n'a jamais été de notre famille de pensée. » Les coups ont-ils porté ? Assurément. « C'est brutal, c'est dur », concède-t-elle. Un temps, puis : « Mais si on ne peut pas supporter, on fait autre chose... Enfin, ce que je subis n'est rien par rapport à ce qu'a connu Le Pen » (qu'elle appelle par son nom). Estimant « injuste » l'accusation de "pistonnée" qui lui est faite, elle rappelle ses résultats aux législatives de 2007 et aux municipales de 2008 à Hénin-Beaumont (Nord) : respectivement 41,7 % et 28,8 % au second tour – à chaque fois le meilleur score du Front.

Concernant la succession de Le Pen, les chiffres, là encore, plaident pour elle : sondés par l'Ifop (Valeurs actuelles du 11 septembre 2008), 76 % des sympathisants FN – plus des trois quarts ! – la plébiscitent pour prendre, le jour venu, la suite de son père ; contre seulement 14 % pour Bruno Gollnisch et 7 % pour Carl Lang. Concernant la "solidité" de sa ligne politique, elle s'est défendue dans le Figaro : « Certains partent parce que je ne suis pas assez radicale, comme M. Lang et ses amis, d'autres parce que je le suis trop, comme M. Soral. Je pense donc être sur la bonne ligne, celle d'une fermeté qui allie le sens de la justice. » Selon Louis Aliot, secrétaire général du FN et proche entre les proches de la fille du chef, « l'offensive menée par les "dissidents" est en réalité dirigée contre Le Pen lui-même, mais ils n'osent pas l'attaquer ». « Ils pensaient que Le Pen prendrait sa retraite après 2002 et ils s'étaient déjà partagé les postes, ajoute Marine. Mais il a continué, j'ai émergé, et tous leurs plans se sont effondrés. » Directeur du Centre d'étude de la vie politique française (Cevipof), Pascal Perrineau n'est pas loin de penser la même chose : contrairement à l'affrontement Le Pen-Mégret de 1998, qu'opposaient de « vraies discussions de fond sur la stratégie et les axes programmatiques », cette guerre intestine n'est rien d'autre, selon lui, qu'une « bataille de chiffonniers pour tenter de capter un héritage ». Lequel, ayant « beaucoup rétréci », cristallise d'autant les passions... Le paradoxe n'est donc qu'apparent. Il n'empêche : c'est un parti en crise que se disputent, avec une incroyable âpreté, ceux-là mêmes qui prétendent un jour en prendre la tête. Divisions intestines, d'abord : outre Lang, Soral et Martínez, des dizaines d'autres élus et cadres ont déserté le parti depuis un mois. Graves problèmes financiers, ensuite : n'étant toujours pas parvenu à revendre le "Paquebot", son ancien siège de Saint-Cloud, ni à apurer ses dettes, le FN vient, de plus, d'être condamné à verser près de 7 millions d'euros à son ancien imprimeur, l'eurodéputé sortant Fernand Le Rachinel, lui aussi entré en dissidence.

Désaffection généralisée, enfin : militant (30 000 adhérents contre le double il y a dix ans), dans les urnes (10,4 % à la présidentielle, 4,7 % aux législatives, 5,8 % aux municipales) et dans les sondages (6 % pour les européennes). « Le Front national apparaît plus affaibli que lors de la scission mégrétiste, estime Jérôme Fourquet, directeur adjoint de l'Ifop et auteur d'une étude sur l'électorat frontiste. Même chez ses sympathisants, démotivés, l'envie d'en découdre s'est tarie. Le FN n'est plus le levier si efficace pour faire "turbuler" le système qu'il a été. » Résultat : selon l'institut, seuls 65 % des électeurs de Le Pen à la présidentielle s'apprêteraient à voter pour ses listes lors des européennes.

Après presque quarante ans d'existence – contre sept seulement pour l'UMP, deux pour le MoDem et tout juste un mois pour le NPA de Besancenot –, le Front national est aujourd'hui, après le PC – lui aussi en crise –, le doyen des "grands partis". Figé sur ses vieux dogmes, il ne "parle" plus aux Français : c'est l'opinion de Bruno Larebière, rédacteur en chef de Minute, et personnalité influente de la "droite nationale". Dans un entretien à Monde et Vie qui a beau-

coup circulé sur Internet, celui-ci juge sévèrement le surplace du vieux parti : « Le discours frontiste étant toujours le même – sur le thème "on l'avait annoncé" –, sans déboucher sur des propositions concrètes et innovantes, il lasse, explique-t-il. À force d'être répété de la même manière, avec les mêmes mots et les mêmes slogans négatifs ("contre" l'immigration, "contre" l'insécurité...), le discours n'est plus entendu. » Et de conclure par cette salve : « On ne sait plus pour quoi est le FN et on se demande même parfois s'il le sait lui-même. » Selon Larebière, cet immobilisme se vérifie jusqu'aux slogans choisis (par Marine Le Pen) pour la campagne européenne : "Mon emploi avant l'Europe", "Mon identité avant l'Europe", etc. « Autant "avant leur Europe" [le slogan initialement prévu, NDLR] permettait de développer une dialectique contre les "technocrates de Bruxelles" ou "l'euromondialisme" – pour utiliser la phraséologie frontiste – tout en laissant la porte ouverte à une autre forme d'organisation de la construction européenne, autant "avant l'Europe" n'ouvre strictement aucune possibilité de proposer une autre Europe. »

De la même manière, certains, jusque chez ses (toujours) fidèles, reprochent à Le Pen d'avoir « remis sur la table », dans son "plan d'urgence anticrise", sa proposition de « retour au franc ». « C'est obsolète et inaudible, confie l'un d'eux. Aujourd'hui, l'euro n'est plus le problème des Français. Depuis la crise, beaucoup d'entre eux sont même convaincus qu'avec le franc, cela aurait été pire. » Longtemps si habile pour décrypter, avant tous les autres, les inquiétudes et attentes de l'opinion, le président du Front national, 80 ans, aurait-il perdu son flair – et la main ? « Il y a une perte de confiance du peuple envers les institutions, persiste-t-il. Le rôle du FN, c'est de s'adapter aux besoins, pas au goût » (lire pages suivantes). Pour autant, nombreux sont ceux à en être convaincus : « Le FN est mort. » C'est ce que répète Nicolas Sarkozy à ses proches. C'est aussi l'avis de Jacques Bompard, le maire d'Orange, passé du Front au Mouvement pour la France (MPF) de Philippe de Villiers : « Le Pen représente le désespoir et l'échec, dit-il. Le FN, c'est le passé » Sans aller jusque-là, le politologue Pascal Perrineau le prédit cependant dans Libération : « Le parti aura, cette fois, le plus grand mal à revenir au premier plan. » Et puis, quand bien même survivrait-il, comment son candidat, quel qu'il soit, pourrait-il, avec si peu d'élus, passer le cap des 500 signatures pour concourir lors de la prochaine présidentielle ? « Petit bonhomme pas mort », veut cependant croire Le Pen, qui « espère » atteindre les 10 % le 7 juin prochain (contre 9,7 % en 2004). « D'ici là, prédit-il, je n'exclus pas une apocalypse financière et sociale en Europe. Or, la crise actuelle est celle d'un système que nous n'avons cessé de dénoncer. Seuls contre tous. Et cela, les Français le savent. » Louis Aliot en est de même convaincu : « Nos électeurs qui ont voté Sarkozy en 2007 vont revenir vers nous. » Les sondages, pour l'heure, dressent le constat d'un impressionnant décrochage du chef de l'État parmi les sympathisants FN (- 65 points en deux mois selon notre baromètre Isama-Valeurs actuelles !). Mais on est loin, encore, du retour au bercail attendu. Même le "noyau dur" tangué : plus d'un tiers des électeurs de Le Pen à la présidentielle prévoient, aujourd'hui, de voter pour des listes concurrentes aux européennes. Mais il reste trois mois...

« On sent déjà que ça commence à bouger, assure Marine Le Pen. Les gens qui ont voté Sarkozy nous disent : "On s'est fait avoir." Nous recevons beaucoup de mails. » Pour preuve, elle se lève, puis va chercher les derniers arrivés dans le bureau d'à côté. Parmi eux, les courriers de Malik, 24 ans, « musulman pratiquant », d'Audrey, 21 ans, « étudiante en école de management et de marketing à Paris » ou encore de Benjamin, 22 ans : « J'ai commencé à m'intéresser à la politique il y a deux-trois ans, témoigne-t-il. Lors de la présidentielle, j'ai voté Sarkozy aux deux tours, pensant bêtement qu'il était le Le Pen light. Je trouvais à l'époque le programme de Sarkozy moins radical que celui du FN. Je trouvais que c'était mieux [...]. Je pense aujourd'hui que s'il existe encore un parti en France qui peut arrêter ce système destructeur, ça ne peut être que le FN. » Financièrement, le Front national, même exsangue, va pouvoir mener campagne (presque) sereinement. Un accord avec sa banque, la Société générale, a été trouvé : en échange d'un nouveau prêt, celle-ci a pris une garantie bancaire sur le Paquebot. Le FN a dix-huit mois pour vendre son ancien siège et rembourser sa dette. Une situation enviable comparée à celle des listes dissidentes annoncées par Carl Lang et ses amis : « Il y a de très fortes probabilités que nous ne présentions qu'une liste, dans le Nord-Ouest, peut-être deux », concède un proche de Lang. Crédit d'à peine 0,5 % des voix, la barre des 3 % – lui permettant d'être remboursé de ses frais de campagne (300 000 euros minimum par région) – sera, il le sait, quasi impossible à atteindre. Malgré la vingtaine de conseillers régionaux qui le soutiennent. « Mégret lui-même s'était cassé les dents, ce n'est pas Lang qui y parviendra », affirme Louis Aliot – que plusieurs sondages donnent élu dans sa région du Sud-Ouest. Reste que les élections européennes, après l'avoir fait émerger en 1984 (11 % des voix), n'ont jamais été, depuis, un scrutin porteur pour le Front national. C'est même un scrutin piège : victime de l'abstention de ses électeurs et de la concurrence des listes souverainistes – Villiers notamment (lire entretien page 20) –, le FN y a stagné, et même régressé en vingt-cinq ans. La crise actuelle et les inquiétudes qu'elle fait naître peuvent, certes, lui fournir un insperé carburant et lui permettre, pour la première fois depuis 1984, de faire mieux qu'aux législatives précédentes (4,7 % il y a deux ans). Mais c'est la conjoncture elle-même, et le climat au moment du vote, qui en décideront. Plus que le FN lui-même. Un peu comme si, pour ces européennes, le Front national était d'abord spectateur de son destin. À moins de 6 % (son score de 1999), c'est le chaos ; à plus de 10 %, le rebond. Son avenir se jouera donc, en grande partie, le 7 juin prochain. Avec la crise pour arbitre. Et une grosse épée de Damoclès au-dessus de la tête.

MARINE M'A TUER !
ÉDITORIAL D'ALAIN SORAL DU 01/02/2009

Vous le savez maintenant, je ne serai pas tête de liste Front national pour l'île de France aux Européennes. C'est dommage, compte tenu de la Crise, de la politique étrangère et des adversaires en présence, il y avait un beau coup à jouer.

Pour ceux qui s'étonnent que je ne figure même pas sur la liste, et qui préfèrent croire Alain Soral plutôt que le Nouvel Observateur, voilà les faits :

J'avais accepté, à la demande expresse du Président, afin de ne pas trop faire de vagues en interne et de ne pas perturber l'appareil, la deuxième place derrière Madame Arnaut, la place non éligible, histoire qu'on ne puisse pas dire que j'étais venu au Front pour la gamelle.

Me taper le boulot et ne pas être élu, tel était le deal, à condition que je puisse mener la campagne et insuffler la ligne, gauche du travail, droite des valeurs, que je développe depuis deux ans à Egalité & Réconciliation, et que je crois d'avenir pour le mouvement national...

Que pouvais-je proposer et accepter de plus ?

Mais cette proposition, cet accord passé avec le Président, s'est au dernier moment transformé en une place d'honneur, la troisième ou la dernière, avec promesse, pour que je reste encore et fasse vitrine, d'un bon petit poste de Conseiller Régional l'année prochaine !

J'ai bien sûr refusé le tout.

Pas par orgueil ou par dépit, mais pour des raisons de sérieux politique.

Je n'ai rien à faire sur la liste Dubois, pas seulement parce qu'il est débile et bête, mais parce que ce libéral atlanto-sioniste - qui m'insultait encore récemment dans Minute - est sur une ligne diamétralement opposée à la mienne. Dans le contexte actuel, le FN a donc choisi, pour aller aux Européennes en île de France, un type juste trop nul pour prétendre à la même place à l'UMP. Soit, compte tenu du climat politique, géopolitique et social, le plus mauvais candidat possible.

Mais il serait trop facile d'incriminer Dubois, ce Dubois dont on fait les défaits du FN, en attendant les cercueils... Dubois n'y est pour rien.

La question à poser pour trouver le, ou la responsable de cette gabegie, c'est : pourquoi l'accord que j'avais avec le Président et qui était le plus conforme aux intérêts du mouvement a finalement capoté ?

Comme chaque fois que quelque chose se passe mal au FN depuis deux ans, chaque fois qu'un conflit l'affaiblit, qu'un départ contribue un peu plus à détruire ce qui fut un authentique mouvement d'opposition nationale, la réponse c'est : Marine...

C'est parce que Marine, aidée de son compère Aliot, a pesé de tout son poids pour s'opposer à ma candidature, voulue pourtant par le Président et acceptée par Gollnisch, que nous nous retrouvons, au final, avec le grotesque Dubois comme tête de liste.

À ce stade de l'explication, les deux doigts de Front et les loins du Front seront sans doute très étonnés d'apprendre que c'est Marine, soi-disant sur ma ligne - Marine la soralienne entendais-je dire parfois ! - qui s'est le plus violemment opposée à mon investiture, puis à ma deuxième place, allant jusqu'à déclarer, en pleine ratonnade à Gaza, qu'elle me préférerait Sulzer...

A ceux que ça étonne d'apprendre que c'est la « bande à Marine » - cet agglomérat de multi-transfuges, de marchands du Temple et de cage aux folles - qui a tout fait pour me barrer la route et me neutraliser depuis deux ans, et ce malgré la confiance et l'amitié que m'accordait le Président, le respect et la neutralité courtoise d'un Bruno Gollnisch, je dois encore une explication...

Si l'on met de côté les raisons personnelles et psychologiques, l'autoritarisme dû au manque d'autorité naturelle d'une personne, en réalité peu sûre d'elle et pour qui l'exercice d'un pouvoir - qu'elle est inapte à exercer pour ne l'avoir pas conquis - consiste à couper des têtes pour ne s'entourer, au final, que de courtisans et d'imbéciles... la raison qui a conduit Marine pendant deux ans à m'empêcher d'agir par tous les moyens est profondément politique. Je crois aux idées sociales que je défends, c'est pourquoi je pousse la cohérence jusqu'aux questions de politique étrangère : Russie, Amérique latine, Iran, Palestine... Marine a compris que cette ligne économique et sociale était la bonne sur le plan marketing, mais comme elle souhaite réintégrer demain « l'arc républicain » - entendez : la gouvernance globale - en s'appuyant exclusivement sur les médias (ce qui exige au passage de liquider une base militante profondément anti-Système, notamment chez les jeunes), elle ne s'oppose jamais qu'en surface aux intérêts et à la logique de l'Empire.

Ainsi peut-elle déclarer haut et fort son hostilité au Nouvel Ordre Mondial, tout en promouvant, en douce, le « Conflit de civilisations » qui en est le fer de lance. Ses vociférations d'avocate sur le pouvoir exorbitant des grandes surfaces lui permettant de couvrir son silence exorbitant sur le pouvoir d'autres puissances bien plus déterminantes pour l'avenir de la France et des Français, pouvoir d'achat compris ! Haro donc sur Leclerc, mais silence sur Tskhinvali et Gaza...

Martinez, Lang, Lehideux, Bild... aujourd'hui Soral, Gollnisch demain ?

Pour mettre le Front en ordre de bataille afin d'aller collaborer à la réélection de Sarkozy, la bande à Marine doit impérativement liquider ce qui faisait le Front de papa : virer tous les opposants authentiques au Système, qu'ils proviennent de la vieille droite des valeurs ou de la vraie gauche sociale.

Ne restera plus ensuite, l'épuration achevée, qu'à confessionnaliser le discours social de surface, à ethniciser la Crise, à faire payer aux pauvres noirs et aux

pauvres arabes, tous déclarés islamistes et complices du terrorisme, la souffrance imposée au peuple de France par les riches blancs, pas toujours catholiques, planqués dans leurs paradis nomades, à New-York et à Miami... Rôle classique finalement dévolu à l'extrême droite. Louis Aliot, l'Enrico Macias de Perpignan, s'y emploie déjà comme le Vlaams Belang en Flandre.

Le Marinisme social ? C'est un peu comme l'anti-sionisme PS, le gaullisme UMP... Un montage médiatique, du bidon, je n'y crois pas. Marine, malheureusement n'est pas Jeanne d'Arc, ni Evita Peron. Tout au plus, dans le dispositif Sarkozy 2012 qui se met doucement en place, avec Besancenot à gauche de la gauche et Marine à droite de la droite, une Rachida Dati de souche !

J'avais rallié le Front et Jean-Marie Le Pen pour tenter d'apporter mon aide à un authentique mouvement d'opposition nationale transcourant et anti-Système. Comme je n'ai pas vocation à être un harki, ni à faire des harkis, je m'en vais. (J'aurais dû me méfier, déjà sur l'affiche la beurette était en string !).

Je salue donc fraternellement tous les patriotes : travailleurs francs et droits, réactionnaires cultivés et narquois que j'ai côtoyés au Front avec un immense plaisir. Moi qui ai pas mal bourlingué à gauche à droite, je répète, même encore aujourd'hui, que dans cette étrange et charmante PME familiale bientôt vendue aux multinationales par l'héritière, j'ai rencontré les meilleurs des Français. Les mêmes, à peu près d'ailleurs, que j'avais connus au PCF d'avant Marie-George Buffet ; Marie-Georges qui est à Marine ce que Le Pen fut à Marchais...

Je salue aussi bien respectueusement le Président pour ses 60 ans d'engagement pour la France, pour son talent, sa culture, sa gentillesse. Je salue en lui l'homme facétieux et délicat, et je lui dis, malgré la déception, que je ne lui en veux pas d'avoir, au final, préféré sa fille à un peuple de France qui, c'est vrai, ne s'est pas montré à la hauteur de ses attentes.

Je vous salue tous camarades patriotes et, en attendant de vous retrouver un jour - qui sait ? -, je reprends ma liberté afin de pouvoir accomplir à Egalité & Réconciliation ce que je n'ai pu faire au Front.

SORAL : UN IMMIGRÉ POLITIQUE
QUI REFUSE DE S'ASSIMILER !
MISE AU POINT DE MARINE LE PEN DU LUNDI 2 FEVRIER 2009

Alain Soral (le frère d'Agnès) ressemble à trop d'immigrés qui arrivent en France, qui profitent de l'hospitalité des Français mais refusent de s'intégrer, de renoncer en partie à leur culture, à leur mode de vie.

Ces immigrés qui, à peine arrivés, critiquent, réclament, exigent toujours plus d'avantages et lorsqu'ils ne les obtiennent pas assez vite, méprisent et agressent Alain Soral, «immigré politique», s'est comporté ainsi au Front depuis son arrivée, cherchant à imposer de force « sa ligne », son vocabulaire, sa culture communiste, donnant des leçons et injuriant ceux qui ne partagent pas ses obsessions.

Je constate que je suis devenue depuis quelques mois le bouc émissaire de toutes les ambitions déçues, de toutes les investitures non obtenues, de tous les égos malmenés. Certains partent parce que je ne suis pas assez radicale comme Monsieur Lang et ses amis, d'autres partent parce que je le suis trop comme Monsieur Soral, je pense donc être sur la bonne ligne, celle d'une fermeté qui allie le sens de la justice, celle du Front National qui, sans excès et sans faiblesse défend la France et les Français d'abord depuis plus de 30 ans. Au fait, s'il neige aujourd'hui, promis je n'y suis pour rien !!

FN : CINQ «HISTORIQUES» QUITTENT MARINE LE PEN

Cinq cadres «historiques» du Front national, membres du groupe FN au conseil régional d'Île-de-France présidé par la fille de Jean-Marie Le Pen, l'ont quitté mardi et ont fondé leur propre groupe, le «groupe des nationaux et indépendants».

Martine Lehideux, membre du FN depuis sa fondation en 1972 et députée européenne de 1984 à 1994, Martial Bild, ancien président de la fédération FN de Paris et proche de Bruno Gollnisch, Michel de Rostblan, Myriam Baeckeroot et Michel Bayvet entendent protester contre l'attitude de «la direction actuelle» du FN qui, selon eux, «a abandonné tout esprit de rassemblement et ne fait plus campagne sur les options fondamentales du mouvement». Marine Le Pen a qualifié le départ de ces cinq élus de «trahison» dicté par «leurs intérêts personnels» et «la volonté suicidaire et condamnable» d'affaiblir le FN.

Les détracteurs de Marine Le Pen dans le parti l'accusent d'écarter les anciens lieutenants de son père qui se refusent à une allégeance sans réserve à sa personne, ce dont la jeune femme se défend vivement.

MIL-VIGILANCE N° 15/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 16/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

FNACA ET 19 MARS

Pendant toute la campagne d'Algérie, le principal opposant à la politique française en Algérie fut le Parti Communiste. A l'époque de la Guerre froide où ce parti appliquait avec conviction les consignes qu'il recevait de Moscou, il ne pouvait, à l'instar du Bloc de l'Est, que soutenir lui aussi la rébellion algérienne. C'est ce qu'il fit, et pas seulement par son opposition politique parlementaire et journalistique. Plusieurs affaires dévoilées à l'époque ont montré qu'il pouvait aussi avoir recours à des soutiens plus directs, concernant notamment la désertion de certains de ses membres (comme, par exemple, l'aspirant Maillot) vers les rangs du FLN, l'appui matériel et financier dont l'aboutissement, entre autre, a été l'acheminement d'armes de pays de l'Est vers les camps extérieurs du FLN qui ont ensuite été utilisées contre des soldats français, en particulier des appelés du contingent. Or, les militants communistes ont toujours été très actifs au sein des instances nationales de la FNACA où ils ont occupé des postes clés et ce, depuis sa création en pleine guerre d'Algérie en septembre 1958 (elle portait alors le nom de FNAA, Fédération Nationale des Anciens d'Algérie, le « C » de Combattants ayant été rajouté à son 4e congrès en mars 1963).

Pour se convaincre de l'action convergente des dirigeants de la FNACA et du Parti Communiste, il suffit de se reporter aux débats des 15 et 22 janvier 2002 à l'Assemblée nationale sur le projet de loi tendant à officialiser la date du 19 Mars pour la commémoration des événements d'AFN. La lecture des explications de vote des députés communistes et l'étude des scrutins sont édifiantes. Parmi les votes positifs : aucune défection communiste (35 inscrits, 35 votants, 35 voix "pour"). Quant aux défections dans tous les autres groupes parlementaires de la majorité dite « plurielle » d'alors, qu'elles soient sous la forme d'abstentions ou sous celle de votes négatifs, elles sont importantes et à peu près également réparties. Aussi, est-il permis de s'interroger sur les véritables instigateurs de ce projet de loi, adopté à l'issue du débat du 22 janvier 2002, dont on observera cependant qu'il ne connut aucune suite sous le gouvernement Jospin de l'époque. Il est significatif d'observer que les personnalités ou les organisations les plus engagées dans les campagnes antimilitaristes ou de dénigrement systématique de l'action de l'Armée française en Algérie sont aussi celles qui se déclarent les plus attachées à la commémoration du 19 mars. On y trouve, notamment, un certain nombre de noms que l'on a pris l'habitude de regrouper sous l'éloquent vocable de « porteurs de valise ».

Ainsi, tout naturellement, la date du 19 Mars, commémorée en Algérie comme celle de la « victoire » du FLN sur l'Armée française....ou la "vérité historique algérienne" que commémore la FNACA marque-t-elle aussi la victoire idéologique des Communistes français et de leurs alliés à l'issue de cette guerre. On comprend assez bien qu'ils tiennent à la « célébrer ».

Source Interne

LES SYNDICATS REFUSENT QUE LES POLITIQUES DEFILENT A LEURS COTES

Le PS a trouvé sa place dans la manifestation : sur le trottoir, comme la dernière fois. Ils ont beau dire le contraire, les leaders socialistes se seraient pourtant bien vus défilier aux côtés des syndicalistes derrière la banderole de tête. Tout comme Olivier Besancenot et son Nouveau Parti anticapitaliste. Comme aussi Marie-George Buffet pour le PC ou Jean-Luc Mélenchon et son Parti de gauche. Tous devront se contenter de regarder passer les cortèges. Comme d'habitude, les politiques se sont vu opposer une fin de non-recevoir de la part des organisations syndicales. «Si on peut serrer des pognes, on serrera des pognes. Mais il n'y a pas de rencontre de prévu avec les leaders syndicaux comme la dernière fois», indique le porte-parole du PS Benoît Hamon. D'ailleurs, Martine Aubry ne sera pas à Paris aujourd'hui mais à Lille, où elle assistera au défilé des manifestants. «Ce mouvement n'est pas opérable», assure Jean-Christophe Le Duigou, membre de la direction de la CGT. La tentation est pourtant grande chez les partis de gauche. Aux dires des syndicats, la dernière manifestation en janvier avait réuni deux millions et demi de personnes. Jeudi, ils promettent plus. Ce serait exceptionnel pour un mouvement social. «Notre intérêt, c'est que le front syndical ne se fissure pas, qu'il se coagule sur les revendications», explique Benoît Hamon. C'est que les socialistes se verraient bien incarner le débouché politique de ce mouvement. (...) «Nous ne cherchons pas en soi un débouché politique à ce mouvement. Le PS n'est pas au pouvoir et il n'y a pas d'élections en vue. Nos interlocuteurs, ce sont le gouvernement et le patronat», prévient Jean-Christophe Le Duigou à la CGT. Car, plus que tout, les syndicats redoutent de voir les politiques récupérer un mou-

vement qu'ils veulent avant tout centré sur les revendications sociales. «Notre légitimité vient de là, martèle Laurence Laigo, numéro deux de la CFDT. Nous avons régulièrement des demandes pour venir défilier avec nous dans le carré de tête, mais les syndicats ne le souhaitent pas. Il faut que chacun respecte sa place. Nous sommes là pour obtenir des solutions pour des salariés qui sont de plus en plus dans la désespérance face à la crise.» Bref, le PS devra patienter pour s'afficher en bonne place dans les cortèges. Mais il a déjà une échéance en ligne de mire : celle du 1er mai. Mardi, lors de la réunion du bureau national du parti, Bartolone a demandé aux militants socialistes qui s'impatieraient d'attendre jusqu'au 1er mai. Ce jour-là, les manifestations ne sont pas strictement syndicales et le PS espère bien se tailler une place dans le cortège. Le Figaro du 19 mars 2009

NADINE MORANO MET EN BOULE LA FAMILLE UMP

L'avant-projet de loi sur le statut des beaux-parents a du plomb dans l'aile. La faute au manque de tact de la secrétaire d'Etat à la Famille, Nadine Morano, qui s'est mis à dos la quasi-totalité des députés UMP. Craignant que ce texte soit surtout perçu comme un moyen déguisé de légaliser l'homoparentalité, le patron du groupe UMP, Jean-François Copé, a décidé de créer un groupe de travail de déminage. En signe de son absence de préjugés, il en confie le pilotage au très consensuel député-maire d'Antibes, Jean Leonetti, 60 ans. Mal lui en prend. Apprenant la nouvelle, Morano, proche du député-maire de Nice, Christian Estrosi, ennemi juré de Leonetti, fulmine : «Tout le monde sauf lui !» Encaissant le désaveu, Leonetti décline au micro l'offre de Copé. Stupeur des députés. «Ce serait bien d'avoir quelqu'un de plus jeune», s'embourbe Morano dans un lourd silence. «Jusqu'à nouvel ordre, c'est le président de groupe, et pas les ministres, qui décide qui pilote nos groupes de travail», tranche Copé, chaleureusement applaudi.

Libération du 11 mars 2009

IL AVAIT RECU LE PRIX DE L'ETHIQUE

Amad Ly, éducateur et militant associatif, a été placé en détention provisoire. Le jeune homme de 28 ans, originaire de Montfermeil, a été mis en examen et écroué pour enlèvement, séquestration, tentative d'assassinat et violences aggravées. Il est soupçonné d'avoir tenté de tuer un homme de 31 ans, qui aurait fréquenté l'une de ses sœurs. Amad Ly aurait enfermé l'homme dans le coffre d'une voiture, après l'avoir ligoté et bâillonné, pour l'emmener jusqu'à une forêt de Seine-et-Marne. La victime aurait réussi à s'enfuir alors que son ravisseur sortait un bidon d'essence. Amad Ly aurait reconnu une partie des faits, mais il contesterait avoir eu l'intention de tuer sa victime. Selon lui, il aurait seulement voulu lui faire peur. Arrêté Amad Ly s'est blessé en tombant du deuxième étage du commissariat de Montreuil. Une chute s'apparentant pour la police à une tentative d'évasion, mais le jeune homme a expliqué par la suite avoir tenté de se suicider. Cet éducateur travaillant à Clichy-sous-Bois s'était mobilisé après la mort de Zyed Benna et Bouna Traoré en octobre 2005, événement qui avait marqué le début des émeutes. Ayant fondé plusieurs associations, distingué pour son engagement, Amad Ly, qui a publié « J'ai mal à ma France, témoignage d'un grand frère », avait reçu en novembre dernier le prix de l'Ethique, créé par le magazine « la Lettre du cadre territorial ».

Le Parisien du 18 mars 2009

VIDEO PROTECTION

A l'occasion d'une question posée par le député Jean-Claude Flory (UMP) qui souhaitait connaître la liste des communes en France équipées de caméras de vidéosurveillance, le ministre de l'Intérieur, Michèle Alliot-Marie, a apporté les précisions suivantes. En 2007, 1 522 communes et 66 établissements publics de coopération intercommunale étaient équipés d'un dispositif de vidéosurveillance. Moins de la moitié des autorisations délivrées concernait l'installation de caméras filmant la voie publique. La majorité des autorisations délivrées aux communes concerne des lieux ou établissements ouverts au public. Cependant, la progression de la demande de dispositifs de vidéosurveillance destinés à surveiller la voie publique se confirme puisque 624 autorisations préfectorales ont été délivrées en 2007 à cet effet, contre 265 en 2006. Les communes nouvellement équipées en 2008 sont au nombre de 174 : 121 en zone gendarmerie, 53 en zone police. Par ailleurs, les services de l'Etat ne sont pas en mesure de communiquer le nom des communes concernées, aucun traitement récapitulatif n'étant actuellement mis en œuvre à partir de leurs noms.

La Lettre d'ExpoProtection du 4 mars 2009

STRESS : LES SALARIES SOUFFRENT TOUJOURS D'UN MANQUE DE RECONNAISSANCE

Dépression, anxiété, stress... ces maux n'épargnent plus les salariés français. Menée sous l'égide de l'Institut de veille sanitaire, une étude épidémiologique, baptisée Samotrace et dont les premiers résultats sont dévoilés par le magazine « Santé & Travail », met en lumière l'ampleur du désarroi dans les entreprises. Le mal ne date pas d'hier. Sur 6.000 salariés interrogés par 120 médecins du travail entre 2006 et 2008, une femme sur trois (37 %) et un homme sur quatre (24 %) évoquent un mal-être profond. D'après l'enquête, le malaise est plus prégnant dans les secteurs de la finance, de l'énergie ou de la restauration

collective, notamment pour les hommes. Touchés aussi, les domaines de la santé et de l'action sociale et les administrations publiques. Parmi les causes de stress, l'enquête invoque des phénomènes tels que la solitude ou la violence au travail ou encore le fait, pour les salariés, de devoir s'acquitter de tâches contraires à leur conscience professionnelle. Mais l'étude met en évidence un point majeur : le déséquilibre entre efforts et récompenses est au cœur de la souffrance au travail. Ainsi, les femmes qui ressentent un décalage entre leur investissement et les gratifications obtenues sont trois fois plus nombreuses que les autres à déclarer un trouble psychique. Pour les hommes, c'est 2,5 fois plus... Les salariés sont donc en mal de reconnaissance. « Ils se tournent vers leur management car ils ont besoin de se sentir légitimes. Or on leur demande à la fois d'être plus autonomes et de se conforter à des consignes strictes, qu'ils doivent souvent transgresser pour parvenir à faire leur travail. Les pistes sont brouillées », constate Florence Osty, chercheur au Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (Lise).

Des pertes de repères qui, pour Monique Boutrand, secrétaire nationale à la CFDT-cadres, relèvent de dérives profondes : « Le travail et son contenu ne sont plus au cœur des préoccupations de la hiérarchie qui ne s'intéresse qu'aux résultats. Les cadres passent donc leur temps à faire du «reporting», sous forme de nombreux tableaux de bord à renseigner, qui s'agrègent avec d'autres. Cela dématérialise l'apport de chacun, au point que certains nous ont dit : «Est-ce que quelqu'un sait encore que j'existe ?» La reconnaissance, cela passe d'abord par des mots et des relations de travail personnalisées », estime Monique Boutrand. Certains DRH en ont conscience. Ainsi, 82 % des membres de l'Association nationale des directeurs et responsables ressources humaines (ANDRH) jugent que « développer une vraie politique de reconnaissance au travail » est une arme contre le stress. Et 72 % d'entre eux ont mis en place des méthodes concrètes, comme les « félicitations pour le travail accompli », par mail, lettre ou contact direct tandis que 69 % incluent « la prise en compte de la difficulté ou de la charge de travail dans l'évaluation des résultats ». A vrai dire, le manque de reconnaissance, de l'ordre du ressenti, se mesure difficilement. « La reconnaissance individuelle, c'est... assez compliqué », déclare Christian Lurson, DRH de Sodexo France, qui emploie 30.000 personnes. Certes des outils existent. En Franche-Comté, l'Agence régionale pour l'amélioration des conditions de travail (Aract) a élaboré un Diagnostic performance-reconnaissance. « A partir d'une série de questions, comme les salariés sont-ils responsabilisés dans leur travail ? Peuvent-ils innover ? Ont-ils confiance en leur chef ? Quelles sont les coopérations dans leur équipe ?, cet outil met en évidence les champs où se joue la reconnaissance », raconte Christelle Pierre, chargée de mission dans cet établissement. Mais les entreprises hésitent à se les approprier. Et les clichés perdurent : nombre d'employeurs associent encore l'expression d'une reconnaissance à une récompense financière. « Si les entreprises pratiquent la reconnaissance non monétaire - remerciements verbaux ou écrits, proposition de participer à un groupe de travail, cérémonies de remise de diplômes ou de palmars d'équipe -, elles redoutent de voir les salariés demander en retour une rétribution financière », renchérit Christophe Laval, consultant et auteur de « Plaidoyer pour la reconnaissance au travail ».

Pour de nombreux DRH, mieux vaut d'abord maîtriser les fondamentaux : salaires en phase avec le marché et équitables en interne, développement des compétences soutenu par un investissement dans la formation, système de promotion interne fluide : « Ce sont les piliers de base de la reconnaissance au travail, à partir desquels il est possible ensuite de bâtir des programmes plus spécifiques, juge Jean-Noël Thiollier, directeur emploi et rémunérations de Disneyland Resort Paris. Par exemple, nos 13.500 collaborateurs portent un badge avec leur prénom, quel que soit leur niveau hiérarchique. Ils sont reconnus comme des personnes. » Pourtant, la reconnaissance ne passe pas nécessairement par le registre financier. « La reconnaissance est le «Couteau Suisse» du management », résume Jean-Pierre Brun, professeur à l'université de Laval de Québec. Et la communication joue un rôle fondamental. A commencer par le dialogue : « Les cadres doivent rencontrer les membres de leur équipe en dehors des choses qui ne vont pas, pour faire des retours sur le travail, apporter du soutien ou encore consulter les personnes compétentes sur un dossier », poursuit Jean-Pierre Brun. De fait, les salariés sont demandeurs d'informations précise et qui les concerne. C'est un des constats des 15 groupes d'écoute qui ont réuni 150 collaborateurs chez Sodexo en décembre dernier. « Désormais, nous allons sortir un flash spécial à l'issue du comité de direction mensuel, relate Christian Lurson. D'autre part, outre la publication des postes sur l'Intranet, nous informerons nos équipes de qui a pris quelle fonction et pourquoi. » Chez Etde, filiale électricité de Bouygues Construction, les salariés peuvent interpeller le PDG dans un forum anonyme sur l'intranet : « La prise en compte de la parole des salariés au plus haut niveau est un signe fort de reconnaissance », précise Yves Laquaille, son DRH. Par ailleurs, alors que les budgets se resserrent, les employeurs cherchent de nouvelles formes de rétribution. Pour saluer les efforts de ses troupes, Saretec, qui réalise des expertises pour les compagnies d'assurance, a accordé une « journée détente » à passer ensemble à ses salariés. De son côté, Sodexo met à l'honneur les collaborateurs qui ont obtenu leur certification à l'issue d'une formation qualifiante, lors d'une cérémonie de remise de diplômes. Quant à FedEx, le spécialiste de messagerie attribue des prix aux salariés qui se distinguent dans leur travail ou dans leurs actions d'amélioration du service aux clients. Les entreprises se tournent aussi vers les managers de terrain. « Ils sont les premiers responsables RH et il faut qu'ils sentent derrière eux une direction forte qui les incite à entretenir des liens étroits et réguliers avec leur équipe », estime Sandrine Wetter, DRH de Saretec.

Chez le gestionnaire du réseau de transport électrique RTE, un projet Management, motivation et qualité de vie au travail a vu le jour : « Les responsables des managers de proximité hiérarchisent désormais les tâches qu'ils leur confient, afin que ces derniers puissent consacrer du temps à leurs collaborateurs. » Les managers de Disneyland, quant à eux, suivent systématiquement une formation où ils apprennent à valoriser les actions de leurs troupes et à les récompenser. Autant d'initiatives louables. Toutefois, aux yeux de Florence Osty, elles ne sont que de petits remèdes pour soigner de grands maux. « Les salariés travaillent dans des organisations devenues un peu folles à force de flexibilité, de performance, et qui échappent à tout le monde et même aux dirigeants ! Il serait intéressant de réfléchir sur des cadres de travail qui favorisent les ressorts profonds de la reconnaissance... » La crise, avec son lot d'incertitudes, ne semble guère s'y prêter. Pourtant, pour les salariés qui resteront en poste, l'équité entre contribution et rétribution comptera sans doute encore plus...

Les Echos du 17 février 2009

PACA : LA GAUCHE CAVIARDE

Dans la famille Balalas, la politique tient lieu de sacerdoce. Le père, Théo, ancien de l'OAS, fondateur et candidat du Front National lors des législatives de 1974 à Marseille a montré la voie. Et trône désormais, majestueux, à la tête de la commission des adhésions de la fédération du Parti socialiste des Bouches-du-Rhône, en compagnie d'Alexandre Guérini, le frère de Jean-Noël, patron du conseil général et vrai boss de la rose locale.

Le fiston, Roland, a eu un parcours moins sinuex. Engagé comme fonctionnaire territorial à la région depuis 1992, il est depuis secrétaire général du groupe socialiste à l'Hôtel de la région Provence-Alpes-Côtes-d'Azur. Une place de choix. Et à l'instar de papa qui a connu le mitard pour ses activités pro Algérie Française, Roland goûte aussi à la célébrité de dame justice. Mis en examen, assorti d'un contrôle judiciaire pour escroquerie, détournement et recel de détournement de fonds public. Un assaisonnement balancé sur le pauvre Roland, le 4 juin 2008, par Franck Landou. Ce juge enquête sur le détournement vers des associations fictives de subventions du conseil régional, tenu par les socialistes. Un butin d'environ un million sept cent mille euros, selon certains éléments d'enquête que Bakchich a pu parcourir.

« Balalas était l'interface politique entre les associations fictives et la région, ce qu'il ne conteste d'ailleurs pas », décrit un poulet marseillais. Mais, plus pernicieux, les flics le soupçonnent d'avoir « aidé au montage des dossiers de subvention, tout en sachant que ces opérations assoc' étaient bidons ». Aussi bavard que malin, Balalas, lors de sa garde-à-vue du 3 juin 2008, n'a pas hésité à charger un brin les élus. « Quasiment la totalité » du système de détournements de fonds publics au sein du conseil régional serait connue selon ses dires. Et destinée à ménager les susceptibilités de personnes influentes sur le terrain, notamment lors des élections. Au sein des associations grassement subventionnées par le Conseil régional, affleurent ainsi des noms « très défavorablement connus de notre documentation criminelle », précisent très doctement les flics. Un certain M. Same, à l'origine des associations soupçonnées d'escroquerie, concentre toute l'attention des poulets.

Mis en cause par son assistant parlementaire, Sylvie Andrieux, vice-présidente du conseil régional, se défend avec véhémence. « J'espère que les tricheurs seront sanctionnés, l'enquête n'en est qu'à ses débuts. Quant au dossier en lui-même, nos services n'y ont pas encore accès. Mais il faut bien comprendre deux choses. Les élus n'ont que peu de marge de manœuvre sur les dossiers de subventions et la sécurité 0 n'existe pas. »

Levé par Tracfin, la cellule anti-blanchiment, le 15 juin 2007, ce gros lapin de garrigue a donné lieu à l'ouverture d'une information judiciaire le 14 janvier 2008, dans laquelle la région, le 5 mars, s'est portée partie civile.

Ce ne sera peut-être pas la seule. « Il serait intéressant de savoir combien ces associations ont touché de la part du Conseil Général de M. Guérini, dont le père de Roland Balalas est proche. D'autant que les associations déposent souvent des dossiers devant toutes les institutions », ricane un vieux roulier des arcanes politiques marseillaises.

Dans un grand élan bucolique cependant, tous les élus, lors de la séance plénière du 5 février 2009, ont soutenu le président socialiste Michel Vauzelle, dans sa volonté de faire la lumière sur ce dossier. Un signe, il pleuvait ce 5 février à Marseille.

Bakchich.info du 11 février 2009

MIL-VIGILANCE N° 16/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L

VIGILANCE

N° 17/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

INTERNET : Nous diffusons régulièrement des informations et des analyses grâce à internet. Si vous ne recevez rien, cela signifie que nous n'avons pas votre adresse de courriel. Pour remédier à cela, il suffit de nous la transmettre en nous envoyant un courriel à mil-inscription@noos.fr en indiquant votre nom, votre prénom et votre qualité d'adhérent du M.I.L. (notre site : <http://www.lemil.org>)

LES FACs « ROUGES » VOIENT LEUR IMAGE SE DEGRADER

A Toulouse-II-Le Mirail (UTM), Rennes-II ou Paul-Valéry-Montpellier-III, toutes spécialisées en lettres et sciences sociales, les étudiants et les enseignants sont prompts à sortir des amphithéâtres pour devenir des "anti". Cette année, elles sont à la pointe de la contestation contre les réformes de l'enseignement supérieur. Comme en 2008, et l'année d'avant. A Rennes-II, le président fait ses comptes : "En 2006, lors de la contestation du CPE (contrat première embauche), j'ai eu huit semaines de blocage. En 2007, pendant le mouvement contre la loi sur l'autonomie des universités, je n'ai eu que dix jours ! La mobilisation actuelle se solde déjà par sept semaines d'arrêt des cours." Cette agitation chronique ne va pas sans victime. "Les plus touchés, regrette Anne Fraisse, présidente de Montpellier-III et parmi les plus engagées contre les actuelles réformes, sont les étudiants de licence, ceux qui viennent d'arriver et qui sont les plus faibles. Après quelques semaines d'interruption des cours, certains lâchent prise. Dans notre pyramide des âges, les mouvements provoquent des trous, comme les guerres dans celle de la population française." Beaucoup d'étudiants travaillent pour payer leurs études. Ce sont les premiers touchés. "A la reprise des cours, ils ne pourront pas étudier à plein temps pour rattraper le temps perdu, constate Patrick Mpondo-Dicka, vice-président du conseil des études et de la vie universitaire de Toulouse-II. En plus, ils profitent de l'absence de cours pour travailler davantage et glissent vers la vie active sans diplôme." Dans un contexte de baisse démographique du nombre de bacheliers et de désaffection générale pour les filières lettres et sciences humaines, les grèves ont tendance à aggraver l'hémorragie d'étudiants. Rennes a perdu 5 500 étudiants en quatre ans, ses effectifs passant de 22 000 en 2005 à 16 500 en 2009. Montpellier-III accueille chaque année 7 % d'étudiants en moins, en moyenne depuis trois ans, même si "c'est compensé par des arrivées en master", précise la présidente. En six ans, l'UTM a perdu 5 000 étudiants. Au fil des mobilisations, l'image de l'université se dégrade bien pourtant. L'article consacré à Montpellier-III sur l'encyclopédie en ligne Wikipédia comprend une rubrique "les grèves". "J'ai deux fils en terminale, déclare Isabelle Cayzac, présidente de la fédération de parents PEEP pour l'Hérault. S'ils avaient voulu faire des études de lettres, je me serais opposée à ce qu'ils aillent à Montpellier-III. Cette université donne une image de chaos, de bazar, de glandeurs." Selon le président de Rennes-II, cette mauvaise image affecte aussi les relations avec les entreprises. "J'ai besoin de 4 000 stages par an, dit-il, mais je crains que ce ne soit de plus en plus dur de vendre Rennes-II à des patrons qui voient notre université comme un repaire de gauchistes." Pourtant, insistent les présidents, leur université ne peut être réduite à cette image frondeuse. "Dans certains champs de recherche, l'excellence du Mirail est reconnue à l'international, assure Daniel Filâtre qui dirige Toulouse-II-Le Mirail. Mais cette image est brouillée par une autre : passer pour un lieu permanent de contestation."

Vue avec des yeux d'étudiantes américaines, l'agitation qui règne à Montpellier-III est "bizarre et énervante", mais au moins leurs cours sont assurés. Même sidération chez les étudiants Erasmus. En lettres modernes au Mirail, la Berlinoise Stefanie Becker avoue sa surprise : "En Allemagne, il n'y a pas de tradition de grève." Pendant le blocage du campus, la jeune femme passe rarement à la fac : "Les tas de chaises qui bloquent les grilles, cela ne fait pas vraiment envie. Je les prends en photo avec les banderoles pour montrer à mes amis de Berlin ce que je suis en train de vivre." A Toulouse-II, un suivi pédagogique est cependant maintenu : Stefanie Becker a rendez-vous une fois par semaine au café Le Concorde avec une dizaine d'étudiants et son enseignante de français pour un cours informel sur tables de bistrot. Mais d'autres sont moins bien lotis : "Au deuxième semestre, il y a eu des cours pendant trois semaines, puis ça s'est arrêté, s'étonne Stefanie Pickel, étudiante allemande en LEA à Montpellier-III. Les étudiants Erasmus n'ont rien pour réviser ou apprendre. Heureusement que je suis également des cours à Montpellier-I, qui, eux, continuent, car sinon j'aurais perdu mon temps." Daniel Weissberg, vice-président délégué aux relations européennes et internationales au Mirail, regrette qu'à la suite des précédents conflits des établissements étrangers aient dénoncé les conventions qui les liaient avec l'université. "Si les flux d'étudiants étrangers sont stabilisés, la manière dont on est perçu chez nos partenaires se dégrade", avance-t-il.

Le Monde du 1^{er} avril 2009

EXPULSER LES IMMIGRES SANS EMPLOI ?

78% c'est la proportion de Britanniques, sur les 6.538 personnes interrogées par FT/Harris qui soutiendraient leur gouvernement si celui-ci décidait d'expulser les immigrés sans emploi. On retrouve un pourcentage identique chez les Italiens et une majorité chez les Français, les Allemands, les Espagnols et les Américains. Le sondage révèle que l'accroissement du chômage provoqué par l'actuelle crise économique et financière va placer l'immigration au cœur du débat politique des différents pays européens et accroître le score des mouvements nationalistes et identitaires prônant l'arrêt de l'immigration. Financial Times du 16 mars 2009

LES LYCEENS MANIFESTENT, LE MAIRE LEUR COUPE LES SUBVENTIONS

Le maire UMP de Colmar Gilbert Meyer, qui a peu apprécié le comportement d'un groupe d'élèves du lycée Camille Sée lors d'une manifestation le 19 mars, a privé l'établissement des aides destinées aux voyages scolaires. Dans un communiqué diffusé en fin de matinée, l'élu fustige *l'agressivité de certains lycéens* vis-à-vis de policiers nationaux et municipaux pendant la manifestation, organisée dans le cadre de la journée de mobilisation nationale et qui avait réuni entre 1.700 et 2.500 personnes à Colmar, dont 400 lycéens. Selon l'élu, *«des lycéens de Camille Sée ont vulgairement traité ces agents de tous les noms d'oiseaux»*.

«Faut-il que les impôts (payés aussi par ces agents) soient utilisés à des actions dont les bénéficiaires, publiquement et dans la rue, prennent ces mêmes agents pour des moins que rien, en les traitant de la sorte?», s'interroge Gilbert Meyer pour qui ce *«débordement (...)* n'est pas acceptable». L'élu avait fait part de sa décision au proviseur dans un courrier daté du 23 mars. Il y évoque *«un groupe de lycéens»* de Camille Sée qui *«s'est distingué par son comportement et ses slogans contre la police et le gouvernement»* lors de la manifestation colmarienne. *«L'itinéraire de la manifestation initialement prévu n'a pas été respecté»* et *«une trentaine de lycéens s'est maintenue un certain temps place de la Gare, malgré l'ordre de dispersion»*, observe Gilbert Meyer, qui salue l'attitude des policiers qui ont *«fait preuve de patience afin d'éviter que la situation ne dégénère»*. *«Aussi, dois-je vous informer que la ville de Colmar ne subventionnera plus les déplacements des groupes d'élèves du lycée Camille Sée, pour la suite de l'année scolaire 2008/2009»*, conclut le maire. Selon les Dernières Nouvelles d'Alsace, trois voyages de fin d'année en Italie, Allemagne et Irlande feraient les frais de cette sanction. Libération Strasbourg du 31 mars 2009

LA RADICALISATION DES CONFLITS SOCIAUX SE BANALISE

Directeur d'usine bombardé d'oeufs et de noms d'oiseaux chez Continental, dirigeants de Sony et de 3M retenus contre leur gré dans un bureau : le climat s'alourdit au sein des entreprises qui compriment leurs effectifs ou mettent la clé sous la porte. Ulcérés par ces restructurations, des salariés multiplient les opérations coup de poing. Jusqu'à présent, leurs accès de colère sont restés limités, comparés - par exemple - aux explosions sociales qui accompagnèrent la fermeture des mines et des hauts-fourneaux dans les dernières décennies du XXe siècle. Mais plusieurs incidents récents révèlent un niveau de tensions élevé. Ainsi, à Auxerre, des ouvriers de l'usine Fulmen, qui fabrique des batteries pour voitures et poids lourds, ont forcé leur directeur à manifester avec eux, lors de la journée nationale d'action du 29 janvier. Alain Royer a même dû revêtir un tee-shirt avec le nombre d'emplois supprimés dans le groupe. Une semaine plus tôt, Exide Technologies, propriétaire du site, avait annoncé son intention de le fermer, d'après les syndicats. Aujourd'hui, certains représentants du personnel relativisent le traitement infligé à leur patron. "On lui a indiqué que s'il voulait s'en aller de la manifestation, il était libre. Il a répondu non", affirme Omar Berdaoui, délégué syndical (FO). D'après lui, les salariés qui ont encadré le directeur dans le cortège cherchaient à "le protéger" de collègues agressifs. Présidente d'Exide Technologies France, Yvonne Russo donne une autre version des faits : "Il a refusé de quitter le défilé car des menaces avaient été lancées contre sa famille", assure-t-elle. Par la suite, M. Royer a écrit un texte à l'intention des salariés où il dit avoir été "humilié". Il n'a toutefois pas porté plainte, selon Mme Russo, mais l'entreprise, elle, l'a fait. Une procédure de licenciement a par ailleurs été engagée à l'encontre de deux salariés. Parfois, des formations politiques, comme le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) d'Olivier Besancenot, soufflent sur les braises, ce qui irrite les leaders de grandes confédérations. Sous le sceau de l'anonymat, un conseiller ministériel rapporte que des représentants syndicaux ont parfois été débordés par une base réceptive aux discours de l'extrême gauche. Le Monde du 1^{er} avril 2009

«TANT QUE JE SERAI MAIRE, JE N'AUGMENTERAI JAMAIS LES IMPOTS.»

«Tant que je serai maire, je n'augmenterai jamais les impôts.» Ce discours, Yves Leblanc, maire UMP de Méru, en a fait son credo. Chaque année, il le répète à son opposition et aux Méruviens, leur promettant même de « diminuer les taxes dès qu'il le pourrait ». Alors que de nombreuses collectivités locales

ont augmenté les impôts, Yves Leblanc s'enorgueillit de faire l'inverse. « Augmenter les taxes, c'est frapper les familles au pire moment, déclare-t-il. Il y a d'autres moyens pour arriver à boucler notre budget. » Et le maire de Méru s'est attaqué, au grand dam de l'opposition, à la masse salariale de sa commune. Depuis 2001, il a supprimé une centaine d'emplois, ou plutôt il n'a pas remplacé les fonctionnaires qui partaient à la retraite. « Je ne peux pas licencier et c'est bien dommage car certains l'auraient mérité, assure-t-il. Mon objectif a toujours été d'obtenir le meilleur résultat en termes de service public pour les habitants au moindre coût. J'ai réorganisé les services de la ville pour avoir une meilleure efficacité et aujourd'hui la ville n'est pas plus mal tenue qu'avant mon arrivée. Quand vous titularisez des agents, vous les avez pour quarante et un ans ! Moi, j'ose faire travailler des entreprises privées. »
Le Parisien du 1er avril 2009

France Soir du 28 mars 2009

OBAMA ECRIT UNE LETTRE A CHIRAC

Barack Obama a envoyé un gentil courrier à... Jacques Chirac. « Je suis certain que nous pourrions, au cours des quatre années à venir, collaborer ensemble dans un esprit de paix et d'amitié afin de construire un monde plus sûr », lui écrit le président américain. Il répondait ainsi au message de félicitations de l'ex-président français pour son élection. Selon l'entourage de Jacques Chirac, il ne faut pas y voir un hommage implicite à l'action de l'ancien président français contre la guerre en Irak, mais une allusion à son combat actuel à la tête de sa fondation pour le dialogue des cultures. En tout cas, Jacques Chirac a trouvé ce courrier « très sympathique ».
20 Minutes du 23 mars 2009

TRISTE RECORD

Les jeunes Français aiment la « fumette ». Une enquête internationale sur la consommation de tabac, d'alcool et de drogue parmi les élèves européens de 17 à 18 ans montre qu'ils sont les plus nombreux en Europe à consommer des drogues et notamment du cannabis. L'étude a été réalisée dans le cadre du projet Espad (Projet européen d'enquête en milieu scolaire sur l'alcool et les autres drogues), avec le soutien du Groupe Pompidou, l'organe du Conseil de l'Europe chargé de la lutte contre la toxicomanie. Cette enquête a concerné sept pays : France, Grèce, Italie, Lettonie, Pologne, Slovaquie et Suède. Et les résultats sur la France sont alarmants. 58 % des jeunes Français de cette tranche d'âge ont déjà consommé une fois une drogue illicite, avec de loin le cannabis et le haschich. Pour comparaison, seulement 13 % des jeunes Suédois en ont déjà testé. Le constat le plus alarmant est peut-être la consommation sur le long terme. Ainsi, 31 % des Français de 17-18 ans ont fumé du cannabis dans le dernier mois et 11 % ont touché aux drogues dures. Ce projet qui existe depuis 12 ans a permis de dégager deux grandes tendances quant à la consommation de ces substances par les jeunes Européens : une baisse du tabagisme dans la majorité des pays de l'Union et une hausse légère mais continue de la consommation excessive occasionnelle d'alcool. Dans l'ensemble des pays où l'enquête s'est déroulée, près de 90 % des jeunes de 17-18 ans ont bu de l'alcool lors des douze derniers mois. Pour ce qui est de la France, les jeunes consomment autant que leurs voisins européens puisque 4 personnes sur 5 ont déjà bu de l'alcool au moins une fois et 36 % en ont été ivres. Des chiffres qui laissent perplexes quant à l'efficacité des campagnes de prévention.

LES POLICIERS DE PLUS EN PLUS VISES

Inquiétante évolution : la Direction centrale de la sécurité publique a enregistré 27 "tirs par armes à feu" contre des policiers (chiffre arrêté à la mi-mars) depuis le début de l'année. Les émeutes de la Guadeloupe, ainsi que les graves incidents des Mureaux (Yvelines) ont pesé dans ce décompte. En comparaison, le nombre de tirs recensés pour l'ensemble de l'année 2008 s'élevait à 17. Dans la grande majorité des cas, les agresseurs ont utilisé des fusils de chasse chargés de plombs.
L'Express.fr du 3 avril 2009

PARDON

"S'il y a un pardon à implorer, Royal devrait le demander pour elle-même en ayant en tête toutes les bêtises qu'elle a prononcées avant, pendant et depuis la campagne présidentielle."
Brice Hortefeux - Le Figaro du 20 avril 2009

MIL-VIGILANCE N° 17/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois
Imprimerie spéciale

«JE SUIS FIER D'ETRE GAULLISTE»,

a déclaré Raoul Béteille, ancien député RPR, président du Comité d'honneur du MIL.
ET VOUS ? SI VOUS AUSSI VOUS ETES FIER D'ETRE GAULLISTE, RENVOYEZ-NOUS CETTE DECLARATION

Nom : Prénom :

Adresse : Numéro d'adhérent :

Code postal : Ville : Courriel : @

- OUI, MOI AUSSI, JE SUIS FIER D'ETRE GAULLISTE !
- Je commande l'insigne du MIL (format 0,9 cm) (5 € pour les adhérents à jour de cotisation, 15€ pour les autres)
- Je commande l'insigne du MIL (format 1,5 cm) (10 € uniquement pour les adhérents à jour de cotisation)
- Je souhaite recevoir le diplôme (format 29.7x21 cm) et l'attestation (format 8x5 cm) du MIL (20 €)
- Je souhaite recevoir le porte-clé du MIL (5 € pour les adhérents à jour de cotisation, 15€ pour les autres)



Date : Signature :

A renvoyer au M.I.L., BP 84, 92303 Levallois-Perret Cedex - Site Internet <http://www.lemil.org>

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elles contiennent sont à usage strictement interne et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification sur justification de votre identité.

M.I.L VIGILANCE

N° 18/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

GAUCHISME INFANTILE ET L'ANTI-SARKOZYSME OBSESSIONNEL

Déboussolés par nos défaites consécutives aux élections nationales, certains responsables de notre parti cherchent encore leur cap entre le gauchisme infantile et l'anti-sarkozysme obsessionnel.

Le blog d'Emmanuel Valls, député socialiste de l'Essonne, éditorial du 21 mars 2009

MARTINE AUBRY A FAIT UN BIDE

Le PS faisait grise mine au Zenith pour ce qui devait être un grand rendez-vous populaire avec des milliers de personnes. Le Parti socialiste rêvait d'un rendez-vous au Zenith ouvert aux associations et syndicats, et avait convié à ses tables rondes les responsables du Réseau éducation sans frontières, de la Ligue des droits de l'homme ou du Syndicat de la magistrature. La manifestation se voulait également festive, avec des concerts de Sanseverino, du rappeur lillois Axiom ou de Clarika. Ségolène Royal en septembre lors d'une fête organisée au même endroit, avait enthousiasmé plus de 4.000 supporters. Visages fermés au PS qui était bien obligé de reconnaître que cette réunion était un échec côté mobilisation, même si à la tribune, Martine Aubry a tenté de se consoler "1.500 personnes, ce n'est pas si mal !". Pas si mal, mais quand même pas terrible pour le premier parti d'opposition français.

Les indiscrets.com du 23 mars 2009

LA SECURITE AUTOUR DE SARKOZY : TROP, C'EST TROP ?

1000 policiers et CRS, mesures de sécurité drastiques, militants UMP en renfort... L'Elysée sort l'artillerie lourde avant la visite du Président ce mardi. « C'est abusé ! », s'emporte une commerçante de la ville. Après plusieurs visites de terrain mouvementées, notamment dans la Manche, l'Elysée ne veut rien laisser au hasard avant la visite de Nicolas Sarkozy dans l'Aisne. (...) La visite de Nicolas Sarkozy « donne des suées aux autorités chargées de sa sécurité », d'après Le Courrier Picard. "Les services de sécurité sont sur les dents". Cette fois, on ne dépasse pas les 700 policiers mobilisés pour 1600 habitants, il y a près d'un mois, à Daumeray (Maine-et-Loire) ou les 1265 gendarmes déployés lors d'un déplacement dans la Drôme le 3 mars. Mais tout de même : "ce sont près d'un millier de policiers et CRS qui seront affectés à Saint-Quentin pour la sécurité du président et de sa suite", selon Le Courrier Picard. « Des centaines de policiers et de gendarmes seront déployées tout au long du parcours qu'empruntera Nicolas Sarkozy, essentiellement dans le centre-ville de Saint-Quentin », indique l'Aisne Nouvelle. "Des CRS devraient également être déployés en masse". Des barrières de sécurité déjà installées autour du palais des sports où Nicolas Sarkozy fera son discours, des panneaux d'interdiction de circuler et de stationner partout dans le centre-ville... « de 13h30 à 22 heures, le centre de Saint-Quentin sera quasi mort », écrit L'Union qui détaille le dispositif mis en place. "Du jamais vu qui va créer sûrement une énorme pagaille dans l'après-midi", selon Le Courrier Picard. Le chef de l'Etat arrivera en hélicoptère, avant qu'une voiture officielle, avec escorte, le conduise à un restaurant du centre-ville, d'après le site de L'Aisne Nouvelle, qui dévoile "le planning secret" de sa visite. "Nicolas Sarkozy multipliera ensuite les visites tout au long de l'après-midi", avant de faire son discours à 19h, dans une salle pouvant rassembler 3 à 4.000 personnes, précise encore le site. "Les invitations ont été envoyées, mais pas à n'importe qui, le gotha et les encartés UMP en ont même reçu plusieurs. Et il faudra présenter sa carte d'identité pour accéder au site où le chef de l'Etat prononcera son discours. Rappelons que lors de son meeting électoral en janvier 2007, l'enceinte était pleine à craquer de Sarkophiles", précise Le Courrier Picard... À l'initiative de la CGT et soutenue par le PS et le PCF, un rassemblement est programmé en fin de journée, place du marché, loin du cortège présidentiel, d'après Le Courrier Picard. Objectif : dire "Casse toi pauv'con", à Nicolas Sarkozy, dit la section locale du parti communiste, qui publie sur son blog, une vidéo qui appelle à manifester à 17h contre la venue du chef de l'Etat. De son côté, la fédération du PS de l'Aisne appelle également sur son blog « tous les élus socialistes à se mobiliser afin de manifester son mécontentement ». Le site du quotidien local L'aisne Nouvelle pose cette question à ses lecteurs sur son Internet : « Vous réjouissez-vous de la venue de Nicolas Sarkozy à Saint-Quentin le 24 mars ? » Ré-sultat : 85 % des gens sont contre !

Le Post du 23 mars 2009

UN EXEMPLE A SUIVRE

Le Préfet de la Région Rhône-Alpes Jacques Gérard, a demandé le retrait pur et simple de la nouvelle appellation "Lyon Airports", décidée par le conseil d'administration de l'aéroport de Lyon, sur les conseils de l'agence de communication Brainstorming. Le Préfet a choisi la date de la journée mondiale de la francophonie (le 20 mars) pour adresser un courrier à Guy Mathiolon, le président du directoire de la société "Aéroports de Lyon". Jacques Gérard y rappelle que l'Etat est actionnaire à 60 % de cette société et s'élève contre le changement de nom. Dans ce courrier, il estime "qu'il est aujourd'hui plus essentiel d'ouvrir davantage Aéroports de Lyon à l'international, par une politique commerciale dynamique, que de n'engager qu'un simple changement de nom. Le choix de cette nouvelle signature, calquée sur les codes anglo-saxons, ne peut évidemment pas constituer une stratégie de communication adaptée aux enjeux d'un territoire dont l'économie représente 10 % du produit intérieur brut français", écrit-il. Il juge par ailleurs "inadmissible que certaines institutions sous-estiment à ce point le poids économique et culturel de la langue française et les valeurs qu'elle véhicule". Selon lui cette démarche conduirait inéluctablement à terme à effacer l'appellation et le logo Aéroport Lyon Saint-Exupéry et à se priver du coup de l'ensemble des symboles véhiculés par ce nom. Enfin, le préfet s'interroge sur le coût "probablement élevé" de ce changement de nom et l'opportunité d'une telle dépense en cette période de crise économique. L'agence indépendante Brainstorming, qui avait redéfini récemment l'ensemble de la charte de communication de l'aéroport, ne pensait certainement pas soulever un tel tollé. Se positionnant comme "une agence spécialisée dans le développement de stratégies de marques internationales", la société lyonnaise proposait de revoir l'ensemble de la communication visuelle de l'aéroport ainsi que celles de ses marques commerciales. Adeptes du "franglais", les jeunes publicistes voulaient manier des concepts de "low stress airport" et publier un "consumer mag de LyonAirports".

Maison de la francophonie, le 25 mars 2009

REFORMES SOCIALES, ET SI DE GAULLE AVAIT VU JUSTE ?

Depuis que de Gaulle a quitté le pouvoir en avril 1969, le personnel politique, gauche et droite confondues, s'est empressé de l'installer dans la statue de pierre de l'homme du 18 Juin. Une volonté commune de passer sous silence ou d'édulcorer la " vaste mutation " qu'il souhaitait accomplir en mettant en oeuvre la participation, thème essentiel du gaullisme. Le livre de Laurent Lasne publié par les éditions le Tiers Livre raconte comment ce général hors norme et singulier, qui considérait que la bourgeoisie a fait son temps, voulut associer la classe ouvrière au progrès économique et social. Du discours d'Oxford en 1941 à la fondation du RPF, des ordonnances de 1959-1967 au référendum de 1969, c'est toujours la participation qui scande sa philosophie sociale contre les réticences du patronat, contre l'immobilisme de sa propre majorité, contre les frilosités de Georges Pompidou, contre la gauche qui qualifia de "gadgets" les ordonnances sur l'intéressement et l'actionnariat des salariés.

À l'heure où les " patrons voyous " font la une des journaux et où la rue réclame plus de justice sociale, les valeurs de la participation défendues par de Gaulle sont d'une brûlante actualité. En plein débat autour du pouvoir dans l'économie et de la répartition des richesses, revisiter l'ambition participative gaulliste c'est s'offrir une critique pertinente du capitalisme qui n'est plus susceptible de donner à tous ceux qui produisent, l'impulsion, la volonté, la passion de produire et de créer. Dans une économie livrée aux seigneurs de la finance, n'y a-t-il pas quelque urgence à découvrir la richesse de la philosophie sociale du général de Gaulle en l'adaptant aux nécessités du temps? Après avoir lu ce livre décapant, chacun se fera son opinion.

L'auteur, Laurent Lasne, ancien journaliste, a écrit plusieurs ouvrages sur l'économie sociale et l'histoire d'entreprises coopératives. Il a également signé plusieurs articles sur le thème de la participation dans l'entreprise.

DE GAULLE, UNE AMBITION SOCIALE FOUROYÉE, Chronique d'un désenchantement de Laurent Lasne – Editions le Tiers Livre (216 pages 16 €)

LE DANGEREUX DERAPAGE DES CONFLITS SOCIAUX

Vit-on une parodie des années post-68, marquées par l'activisme de mouvements d'extrême gauche souvent violents et des conflits sociaux très politisés ? La comparaison est osée, mais l'analogie est frappante. Les séquestrations de chefs d'entreprise se multiplient sans susciter une vive réprobation. Les livres rêvant d'insurrection connaissent des succès en librairie. Et la «coordination» des enseignants-chercheurs en grève menace de boycotter les jurys du baccalauréat sous l'œil amusé de la plupart des commentateurs. Les personnalités politiques de gauche oscillent entre franc soutien et bienveillance envers ces phénomènes, tandis que leurs collègues de droite hésitent souvent à s'y opposer de peur de paraître indifférents envers la montée du chômage et les inquiétudes des Français.

Le cas des séquestrations est le plus spectaculaire. Quatre cadres de la filiale française de l'entreprise britannique Scapa, qui fabrique des adhésifs industriels, étaient mercredi détenus par certains salariés dans une usine du groupe menacée de fermeture à Bellegarde-sur-Valserine (Ain). Cette affaire s'ajoute en particulier à la séquestration de quatre cadres du constructeur Caterpillar la semaine dernière dans l'Isère.

UNIVERSITES : L'EXTREME GAUCHE A LA MANŒUVRE

Dans le domaine de l'édition et de la culture, l'appel à la désobéissance civique voire l'apologie de l'émeute sont à la mode. Un petit livre, L'Insurrection qui vient, est élu «coup de cœur» par de nombreux libraires, et fait penser à une suite de Vers la guerre civile, écrit en 1969 par Serge July et Alain Geismar. Les auteurs - anonymes, comme l'exige désormais tout bon «plan média» en pareil cas - préconisent de s'inspirer de la Commune de Paris. Ils jouent avec l'idée de déclencher une révolution, sans aller toutefois, contrairement à leurs aînés en 1969, jusqu'au bout de leur logique de justification de la violence.

Sur le front universitaire, le ministre de l'Enseignement supérieur, Valérie Pécresse, condamne régulièrement «la violence, la séquestration des présidents et les menaces de boycott des jurys du bac». Mais celles-ci n'en contiennent pas moins. Les présidents des universités de Rennes-II et d'Orléans ont été séquestrés mardi. Et certains enseignants-chercheurs de l'université de Rouen, proches du Snesup-FSU, ont annoncé mercredi leur intention de ne pas siéger aux jurys du baccalauréat de leur académie.

Les partis de gouvernement se divisent sur l'attitude à adopter à l'égard de ces mouvements. Si l'extrême gauche les approuve, sans surprise, la première secrétaire du PS, Martine Aubry, s'efforce de réconcilier l'inconciliable. Se plaçant d'abord sur un plan juridique, la maire de Lille a déclaré qu'«en aucun cas les violences, quand on porte atteinte à la liberté de circulation des personnes, ne peuvent être justifiées». Mais Aubry, reprenant ensuite à son compte le vocabulaire de l'extrême gauche, a ajouté que «la violence sociale» et «la brutalité» expliquent qu'«on peut en arriver là». Dimanche, Ségolène Royal avait pour sa part constaté «l'illégalité» des séquestrations de cadres tout en ajoutant que «les salariés doivent forcer le barrage de l'injustice absolue». En termes plus pondérés, François Bayrou a estimé que «toute violence doit être condamnée (...) mais il faut mesurer ce que cela révèle du climat social dans notre pays, d'inquiétude, de colère, souvent de sentiment d'injustice».

Les personnalités de droite partagent souvent le diagnostic du porte-parole de l'UMP, Frédéric Lefebvre, qui accuse le PS d'«inciter matin, midi et soir à la violence dans notre pays» et de «surfer sur les angoisses des Français» pour «se refaire une santé». Les mêmes, contrairement à Lefebvre, associent toutefois rarement Bayrou à ce jugement sévère. Et il est vrai que le spectre de «la chienlit», selon la célèbre expression du général de Gaulle en mai 68, est aussi un bon argument électoral pour la droite, qui peut espérer ressouder son camp à cette occasion. L'inquiétude n'est pourtant pas feinte chez les députés UMP. «Chez moi, toutes les PME sont touchées par la crise, témoigne Alain Ferry, député du Bas-Rhin. Les séquestrations de patrons ne règlent rien, mais il est vrai que le mal est profond.»

Le Figaro du 9 avril 2009

DUR, DUR DE FAIRE DES LISTES...

Nicolas Dupont-Aignan n'est pas au bout de ses peines. Après avoir dû changer de tête de liste en Ile-de-France, pour cause de défection de la candidate désignée, l'universitaire Anne-Marie Le Pourhiet (remplacée par l'obscur maire de Saint-Prix, dans le Val d'Oise, Jean-Pierre Enjalbert), il avait à peine lancé sa campagne qu'il apprenait que la tête de liste de Debout la République (DLR) dans l'Ouest avait sollicité Libertas (l'alliance entre le MPF et CPNT) pour financer sa campagne ! Sans doute un courriel envoyé par erreur...

Dans la circonscription Sud-Est, qui réunit les régions Rhône-Alpes, Provence-Alpes Côte d'Azur et la Corse, la personnalité de la tête de liste de Debout la République ne fait pas l'unanimité : Michèle Vianès, élue de Caluire (Rhône) et enseignante à la retraite, est en effet la fondatrice du comité local de... Ni putes ni soumises Grand Lyon et Rhône ! Elle est aussi présidente de Regards de Femmes, une association créée en 1997 et dont l'un des buts est de «dénoncer les stéréotypes qui enferment filles et garçons dans des comportements attendus». Regards de Femmes est par ailleurs membre d'une organisation qui gagne certainement à être connue : la Coordination française du lobby européen des femmes (Clef)...

Deuxième de liste de Debout la République dans la circonscription Ouest (Bretagne, Pays de Loire, Poitou-Charentes), Christine Tassin, qui a troqué sa tignasse rousse contre une chevelure brune plus sage, est elle une ancienne militante et candidate du Parti socialiste. Elle l'a quitté avant la présidentielle de 2002 (où elle a soutenu Chevènement), en désaccord avec la «politique de plus en plus libérale menée par Jospin»... Militante laïque déterminée, elle est aussi la fondatrice de l'association Les Joyeux Jacobins, qui organise depuis 2007 tous les ans en septembre des fêtes (voitives ?) appelées «Les Sans-Culottides» ! Après tout, Christine Tassin ne fait que suivre le chemin emprunté par... le président de Debout la République. Même si celui-ci n'aime pas qu'on le lui rappelle, Dupont-Aignan a commencé sa carrière politique au Parti socialiste, comme l'a relaté «Politis» en novembre 1999 : «Membre des clubs Convaincre et du groupe des experts du premier ministre [Michel Rocard, Ndlr], il a rejoint le PS en 1989 sans parvenir à y percer.» Jacques Guyard, qui était alors député-maire PS d'Evry (Essonne), avait déjà raconté en 1995 dans «Libération» que Dupont-Aignan avait voulu obtenir l'investiture du PS pour les municipales de 1988 à Corbeil-Essonnes, mais qu'il s'y était opposé car Dupont-Aignan était trop rocardien à son goût...

Minute du 1er avril 2009

Le mouvement universitaire contre les réformes gouvernementales - décret modifiant le statut des enseignants-chercheurs, réforme de la formation des enseignants, suppressions de postes - perdue depuis dix semaines et tend à se radicaliser. Les signes de tensions se multiplient sur les campus. Cette semaine, deux présidents d'université, à Rennes-II et à Orléans, ont été séquestrés dans leurs bureaux par des étudiants. Le directeur du centre régional des œuvres universitaires (Crous) et son adjoint ont également été brièvement retenus à Paris. À Perpignan, certains membres de la direction ont été menacés et agressés alors qu'ils remettaient en état des salles de cours. Selon Simone Bonnafous, porte-parole de la Conférence des présidents d'université (CPU), le mouvement est très responsable à certains endroits, mais, dans d'autres, «ça a dérapé, avec une violence plus forte que pendant la crise du CPE en 2006». À chaque fois, ces violences sont perpétrées par des groupuscules de quelques dizaines d'individus. Aux étudiants se mêlent parfois des personnes extérieures, qui s'efforcent de souffler sur les braises. Année après année, ces militants révent toujours à une hypothétique «jonction» des luttes. Militants d'extrême gauche, intermittents du spectacle, précaires, ces «Khmers rouges», comme les a qualifiés un jour le président de Rennes-II, Marc Gontard, sont souvent proches des idées du NPA, le parti d'Olivier Besancenot. Ils peuvent aussi se revendiquer du syndicat Sud ou, bien plus souvent, se proclamer totalement hors système. L'Unef, syndicat étudiant proche du Parti socialiste, ne maîtrise absolument pas leurs actions, et les condamne. Dans les assemblées générales, ils votent la grève, mais aussi le soutien aux insurgés en Grèce, la fin du capitalisme, la destruction de l'ordre public, le boycottage de l'ensemble de la presse... Avec un moindre succès, certains tentent même parfois de faire voter «la prise du pouvoir par la classe ouvrière». Des dizaines d'universités restent partiellement occupées ou perturbées par une minorité. Les paroles d'apaisement venues des rangs des présidents ne sont guère entendues. Les modifications aux différents projets consenties par le gouvernement sont, elles aussi, balayées d'un revers de main par le Snesup-FSU, le syndicat majoritaire chez les enseignants, qui continue à réclamer le retrait des réformes.

Les revendications se sont durcies cette semaine à l'approche des examens. Lundi, la «coordination nationale des universités», composée de représentants des universités en grève a appelé «à la désobéissance civile». Les «prétendues avancées obtenues ne sont que des trompe-l'œil et ne modifient en rien la logique des réformes», estime-t-elle. Outre l'abrogation de la loi LRU, à laquelle Nicolas Sarkozy a rappelé mardi son attachement, les membres de la coordination demandent le retrait des réformes du statut des enseignants-chercheurs et de la formation des maîtres. Pour ces contestataires qui révent d'un nouveau Mai 68, des actions doivent également être menées «en direction des hôpitaux, de l'ensemble des services publics, des entreprises, des sans-papiers et des professions précaires». Toujours plus...

Le Figaro du 9 avril 2009

TGI DE BOBIGNY, COMPARUTIONS IMMEDIATES

«Avec mes deux collègues, on avait été appelé sur La Courneuve pour un rodéo de moto, rapporte la jeune gardienne de la Paix. Sur la route, on dépasse une Clio. J'étais à l'arrière de la voiture et je regarde alors distraitement le conducteur. Là, je le vois me faire un grand sourire et me pointer très clairement son doigt du milieu. J'en informe mon chef qui décide de l'interpeller. C'est comme ça que tout a commencé». Invité à se ranger sur le bas-côté, le jeune homme nie totalement avoir esquissé ce geste. La policière, elle, maintient sa version des faits : «Je te baise, je te pisse à la raie», lui aurait-il alors lancé. Les policiers tentent de le menotter. Le prévenu se rebelle et blesse malencontreusement un policier à la lèvre : un jour d'ITT pour ce dernier. Ramzy, 20 ans, comparait pour outrages et pour avoir résisté avec violence à son interpellation. «Logiquement, les policiers ne vous auraient pas arrêté s'il n'y avait eu ce doigt d'honneur», remarque la Présidente. Ramzy ne quitte pas son air étonné : «Ben justement, j'étais tranquillement en train de rouler, je ne vois pas pourquoi j'aurais fait un doigt à des policiers - ce serait illogique, débile». Actuellement en formation pour devenir brancardier, Ramzy a deux mentions au casier pour des faits de violence et deux mois de sursis au-dessus de la tête. L'enquête de personnalité dresse le portrait d'un jeune «en voie de stabilisation, sérieux et très motivé par ses nouveaux projets professionnels». Le Procureur ne peut «imaginer» que des fonctionnaires de police aient pu «inventer une procédure et passer un après-midi entier au tribunal pour le simple plaisir». Il requiert trois mois de prison ferme. Le jugement. 105 heures de Travail d'Intérêt Général (TIG) et 300 € de dommages et intérêts pour chacun des trois plaignants.

Bakchich.info du 8 avril 2009

MIL-VIGILANCE N° 18/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 19/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

HISTOIRE CORSE ...

Un projet d'aménagement de la Corse est annoncé, aussitôt le Collectif pour la loi Littoral, qui regroupe plusieurs associations, mais aussi des partis politiques, s'empare du dossier. Et, avec la rapidité de l'éclair, un front anti-PADDUC (le projet d'aménagement de l'île) voit le jour. Cette nouvelle coalition se voudrait la représentation de la société civile insulaire... Il est pourtant difficile de le croire, quand on sait que dans cette coalition hétéroclite, regroupant quelques 80 sigles, cohabitent des associations, des organisations syndicales... tout comme des partis politiques et pas n'importe lesquels. C'est en effet la tendance nationaliste « modérée », représentée par A Chjama Naziunale d'Edmond Simeoni et le Parti de la nation Corse (PNC) de Jean-Christophe Angelini et François Alfonsi qui s'avère très active dans le « Front uni contre ce Padduc ». Enfin à l'intérieur de ce « Front » on remarque aussi une sur représentation des « frères » du Grand Orient... Difficile donc de pouvoir définir cette coalition de circonstance comme l'expression de la société civile. Et, d'ailleurs, existe-t-il une société civile en Corse ? Ou bien, les associations « citoyennes », ou plus précisément certains de leurs responsables, sont-ils aliénés à des partis politiques, qui les utilisent comme des sous-marins pour arriver à leurs fins ? Levons le voile.

Le 27 mars 2009, Edmond Simeoni, le héros d'Aléria, contacte Moune Poli, la porte-parole du front anti-PADDUC. Il lui transmet une lettre, ou plus précisément une proposition. L'élu territorial nationaliste « souhaite en effet réagir » à l'Assemblée de l'île « au nom » de la coalition anti-PADDUC tout entière. La manœuvre n'est pas anodine. Le vieux leader nationaliste souhaite, ni plus ni moins, avoir l'aval du « Front uni », afin d'en devenir le porte-parole à l'Assemblée territoriale. Etrangement, une copie de cette proposition est aussi envoyée, par Monsieur Simeoni, à Madame Michelle Salotti, animatrice de l'association de défense du littoral U Levante, qui fait partie, au même titre que les autres associations, du front anti-PADDUC. Si le choix de contacter Moune Poli est tout à fait naturel, cette dernière étant la porte-parole de la coalition anti-PADDUC, tel n'est pas le cas de Michelle Salotti, qui ne représente dans ce « Front » qu'une association parmi d'autres. Il est pourtant aisément compréhensible que, pour tenter d'arriver à ses fins, Edmond Simeoni, en vieux briscard de la politique insulaire, a tissé un solide réseau pour appuyer sa tentative de prise en main du mouvement anti-PADDUC tout entier. Un réseau, composé de personnes fidèles qui, tout en se présentant comme simples militants associatifs, peuvent jouer un rôle de passerelle politique au service du chef de clan autonomiste. Un chef qui, dans le droit fil de la tradition clanique, n'est pourtant pas insensible à ses propres intérêts personnels. C'est ainsi que la famille Simeoni possède à Calvi quatre résidences secondaires destinées à la location touristique. Elles sont situées à quelques encablures du camping de la famille Santini, dont Amnistia.net a révélé qu'un bon hectare et demi était destiné à la « désanctuarisation » dans le projet élaboré par le président de l'Exécutif de Corse en juillet 2008. Mais comment Monsieur Edmond Simeoni, peut-il prétendre dénoncer le « tout tourisme » et « l'économie résidentielle » alors que lui-même ne s'est pas gêné d'édifier quatre villas avec piscine destinées à la location touristique ? Il faut bien admettre que le héros d'Aléria n'est pas à une contradiction près. Mais qu'à cela ne tienne. Edmond Simeoni s'essouffle, sans vergogne aucune, à dénoncer les méfaits de « l'économie résidentielle » qui fait flamber les prix du logement, en « empêchant aux CorSES » de trouver à se loger à bas coût... tout en apportant sa pierre à cette même économie. Et c'est avec la nonchalance de l'habitué, que le chef de clan autonomiste se propose désormais de devenir le porte-parole du front anti-PADDUC tout entier. Décidément, c'est une bonne carte de visite en vue des prochaines élections territoriales de 2010. Il faut bien admettre que Monsieur Simeoni peut compter sur la discrétion, voire l'omerta, de certains responsables associatifs engagés dans la lutte contre la spéculation immobilière afin que l'existence de ses propres investissements ne soit pas étalée au grand jour. Tel est le cas de Michelle Salotti, responsable d'U Levante, principale association de défense de l'environnement en Corse. Madame Salotti a été, en effet, l'une des fondatrices des « I Verdi Corsi », faux nez écologiste lié à double fil au mouvement nationaliste, tandis que son mari Christophe, était candidat sur la liste de Corsica Nazione en 1992. Une liste dont le chef de file n'était autre que Monsieur Simeoni. Nous étions dans la pire époque du nationalisme corse. Le 15 juin 1993, le FLNC-Canal historique, bras armé de la Cuncolta Naziunale, elle aussi composante de Corsica Nazione, n'hésitait pas à tuer froidement Robert Sozzi (militant indépendantiste, mais aussi résolument communiste), dont la seule faute avait été de dénoncer la responsabilité écrasante de la principale organisation nationaliste dans la catastrophe du stade de Furiani. Rappelons-nous. Dès 1992, la Cuncolta avait fait alliance avec Jean-François

Filippi, le président du Sporting club de Bastia. L'organisation nationaliste, partie intégrante de la plateforme électorale Corsica Nazione, ne pouvait pas admettre que celui qui était devenu son principal bailleur de fonds, puisse être accusé de la plus grande catastrophe civile que l'île ait connue. C'est ainsi que le FLNC-Canal historique a assassiné Robert Sozzi. Le meurtre fut ensuite revendiqué publiquement, et même justifié au nom de la « légitime défense préventive » par l'avocat nationaliste et ancien bâtonnier de Bastia, Vincent Stagnara qui figurait, lui aussi, sur la liste conduite par Edmond Simeoni. Il faut bien admettre que les avocats nationalistes qui, de nos jours, sont si prompts à dénoncer les atteintes à la présomption d'innocence, ne s'embarrassaient pas de telles finesses juridiques pour justifier l'élimination physique des militants qui « mettaient en péril la cause ». Le temps passe, mais les amitiés perdurent. Ainsi, l'association de Michelle Salotti se fait un devoir d'être bien discrète concernant les intérêts des clans nationalistes sur le littoral Corse. Alors que U Levante était en première ligne pour dénoncer le domaine de Sperone, un grand complexe immobilier et golfique, édifié en contournant la loi Littoral à Bonifacio, l'association n'a jamais dispensé un mot pour souligner que ce havre de luxe pour milliardaires était « sécurisé » par la société CGS, une société de gardiennage pilotée par Charles Pieri, homme fort du FLNC, et aujourd'hui incarcéré : reconnu coupable d'une série de malversations financières servant à financer, non pas la « cause », mais bel et bien ses propres besoins personnels. Mais ce n'est pas tout. Lorsque des adhérents d'U Levante souhaitaient enquêter, il y a trois ans, sur des projets de constructions situés sur le magnifique site de Girolata, commune d'Osani, la responsable d'U Levante leur a expliqué qu'il valait mieux détourner le regard. En effet, le maire d'Osani n'est autre que François Alfonsi, le numéro 2 du Parti de la Nation Corse. U Levante, qui a fait de la dénonciation des paillotes en bordure de mer son cheval de bataille, n'a pourtant rien trouvé à redire, lorsque la famille Angelini est arrivée à faire surgir du sable un restaurant de plage sur le rivage de Palombaggia, à Porto-Vecchio. Jean-Christophe Angelini, faut-il le rappeler, est le leader du Parti de la Nation Corse, et il est actuellement mis en examen pour « association de malfaiteurs et complicité de faux ». Quant à Edmond Simeoni qui, selon nos informations, se serait porté acquéreur de certains terrains agricoles sur la commune de Lumio, il peut compter sur une discrétion à toute épreuve. Jamais une critique venant de l'association de défense de l'environnement U Levante ne l'a effleuré. Même quand, avec son ami Jean-Pierre Pinelli, propriétaire de l'hôtel de luxe La Villa à Calvi, il s'était exprimé pour la réalisation de nouveaux sites golfeques en Corse, des sites très gourmands en eau, et souvent préconisés sur des terrains actuellement agricoles, et donc inconstructibles... L'omerta était de rigueur ! Des anciens adhérents d'U Levante nous ont expliqué que, lorsqu'ils ont posé le problème des investissements fonciers du chef nationaliste, Michelle Salotti a coupé court : « Edmond a toujours été très engagé, et il a eu très peu de temps pour travailler dans sa vie... ». Comment ne pas le comprendre... le pauvre !

Bakchich.info du 7 avril 2009

L'ELYSEE PREOCCUPE PAR UNE RADICALISATION DES MOUVEMENTS SOCIAUX

L'Elysée se dit préoccupé par la radicalisation de la contestation sociale en France qui se manifeste depuis plusieurs semaines par une multiplication des séquestrations de dirigeants d'entreprise. Henri Guaino, conseiller spécial de Nicolas Sarkozy, estime qu'il faut faire "très attention". "Nous sommes dans une crise très profonde, très grave qui, fatalement, va nourrir des pulsions violentes, des révoltes, des rancœurs, parce qu'il y a beaucoup de souffrance dans tout cela", a-t-il expliqué sur France 24. "On a le souvenir de grandes crises économiques et sociales dans l'histoire qui ont eu des conséquences politiques extrêmement graves." Prié de dire si la situation inquiétait l'Elysée, il a répondu : "Le mot n'est pas l'inquiétude, mais cela préoccupe." "Tous les hommes politiques, tous les dirigeants doivent avoir ce problème en tête (...) parce que, précisément, tout peut déraiper, le risque politique est très fort, le risque de violence, de révolte est très grand et il peut dégénérer."

Agence Reuters du 3 avril 2009

VA-T-IL FALLOIR SEQUESTERER AUBRY ?

Scène surréaliste au PS lors de la réunion de direction. Tandis que la première secrétaire, Martine Aubry, comprend les salariés qui séquestrent leurs patrons, les dirigeants ont entre leurs mains un texte exprimant « le malaise » du personnel du PS... Dans un tract, tous les syndicats du parti qui salarie au total une centaine de personnes dressent un constat sans concession des relations sociales rue de Solferino : « violation de la convention collective », « non-remplacement de plus de 20 postes vacants », « réorganisation sans évaluation préalable des besoins »... Et les syndicats de conclure : « La démocratie sociale, pratiquons-la d'abord à l'intérieur avant d'en parler à l'extérieur. » Le conseil fait désordre, mais amuse beaucoup quelques dirigeants : « Va-t-il falloir séquestrer Aubry ? » dit l'un. « Il ne manquerait plus que Besancenot vienne soutenir les salariés du PS », lance un autre. Pascale Boistard, secrétaire nationale à l'organisation, a tenté de circonscrire ce début d'incendie en niant l'hypothèse d'un plan social.

Le Parisien du 8 avril 2009

KHMER VERT

Le député écologiste Yves Cochet a trouvé la solution pour sauver la planète : puisque les enfants polluent, pourquoi ne pas diminuer les aides versées aux familles à partir du troisième nouveau-né ? Une logique aussi implacable qu'imbécile...

C'est un entrefilet paru en page 15 de Libération du 6 avril qui nous l'apprend. Un entrefilet surmonté d'une photo d'un Yves Cochet rigolard. Pourtant ça n'a rien d'une blague. Ce week-end, lors d'un colloque organisé par la revue ENTROPIA, le député écologiste a avancé une curieuse idée pour sauver la planète : la «grève du troisième ventre». Puisque d'après lui, un enfant européen aurait «un coût écologique comparable à 620 trajets Paris-New York», les «aides» devraient «[diminuer] sensiblement à partir du troisième» nouveau-né ! On aurait aimé en savoir plus sur cette idée à la logique implacable mais Yves Cochet est malheureusement en déplacement professionnel... aux Etats-Unis ! C'est donc à un de ses proches collaborateurs de nous rassurer : «Ca n'est pas une proposition de loi», nous explique-t-il. Et même si ça le devenait, ça ne serait pas «rétroactif» (ouf !). Quant au calcul de l'empreinte écologique d'un enfant européen en «trajets Paris-New York» ? «C'est Yves Cochet qui a fait ce calcul, nous confie-t-il, C'est un chiffre valable pour un Européen, de sa naissance à ses 80 ans». Et si ce troisième enfant meurt avant l'âge de 80 ans, remboursez-t-on à ses parents les aides non versées ? Une question absurde ? Mais même les plus sérieux spécialistes de la démographie usent de l'absurde pour démonter cette idée d'Yves Cochet : «Si l'empreinte écologique d'un enfant est telle qu'il le dit, je ne comprends pas pourquoi on se contente de s'attaquer au troisième enfant ! Pourquoi ne pas le faire dès le premier ?», fait semblant de s'interroger France Prioux directrice de recherches à l'Ined. Car Yves Cochet nie toute l'histoire démographique : la nécessité de maintenir un taux de fécondité de deux enfants par femme (ce qui implique des familles de trois ou quatre enfants pour compenser celles qui n'en ont pas), la relation entre démographie et croissance, les problèmes complexes posés par le vieillissement de sociétés comme le Japon, l'Allemagne ou l'Italie, dont la démographie s'est affaiblie. Cette curieuse solution d'Yves Cochet pour sauver la planète soulève une autre question : que faire des idées écologistes quand elles se heurtent au principe de réalité sociale ? Car les familles nombreuses sont celles qui ont le plus besoin d'aides. Plus encore en ce moment. Peut-être alors faut-il les mettre à la poubelle ces idées écologistes ? Mais dans le bac jaune : on est des citoyens responsables, on trie nos déchets...
Marianne2.fr du 8 avril 2009

NICOLAS SARKOZY SOUS CLOCHE À CHÂTELLERAULT

Une ville en état de siège, trois cordons de sécurité, près d'un millier de policiers et gendarmes parmi lesquels des tireurs d'élite et des membres du Raid, une unité d'élite de la police. Pour le déplacement de Nicolas Sarkozy venu à Châtellerault défendre et annoncer «des mesures justes face à la crise», les forces de l'ordre en lien avec la préfecture n'ont voulu prendre aucun risque. Depuis les incidents de Saint-Lô dans la Manche début janvier et la mutation express du préfet et du directeur de la police, chaque déplacement présidentiel est placé sous très haute sécurité. Les journalistes de la presse nationale qui suivent régulièrement le président parlent de «sanctuarisation». Les milliers de manifestants qui ont tenté d'approcher le parc des expositions où Nicolas Sarkozy a participé à une table ronde l'ont vite compris. Ils ont été maintenus à distance, au niveau d'un pont situé à 800 mètres et protégé par des grilles et des CRS. Quand les manifestants ont fait mine de forcer le passage, les grenades lacrymogènes ont plu. Et quand le président de la République est arrivé au Parc des expositions flottait un discret parfum irritant et perçait encore les derniers éclats de la manifestation en cours de dispersion. Des bruits parasites vite couverts par les tonnerres d'applaudissements des près de 1.500 invités à la table ronde : 1.500 invités et pas un opposant. «Un tiers de la salle, ce sont des militants UMP, les deux autres tiers ont été invités par la chambre de commerce et le Medef», reconnaît Olivier Chartier, le président départemental du parti présidentiel.
La Charente Libre du 1er avril 2009

SUBVENTION BLACKBOULEE

En demandant à la République de subventionner leurs rituels, des franc-maçons ne se sont-ils pas pris les pieds dans le tablier ? Le Centre culturel montpelliérain, où se regroupent plusieurs centaines de frères, a obtenu en 2005 plus de 500 000 euros de subventions de la municipalité de Montpellier et du conseil régional de Languedoc-Roussillon afin de rénover son temple et d'acquérir du «matériel artistique». De plus, les maçons montpelliérains bénéficiaient déjà d'un traitement très fraternel. Un de leurs temples est installé dans un local de 580 mètres carrés, que la mairie leur loue depuis 1987 pour 2,59 euros par mois et pour quatre-vingt-dix-neuf ans !

Martine Petitout, une conseillère municipale de droite agacée par la solidarité des frères élus de tous bords politiques, est parvenue, avec l'aide de son avocat, Me André Brunel, à faire annuler ces subventions par la justice administrative. Avec un argument simple : le temple n'étant pas ouvert au public, mais réservé aux membres de «dix associations d'obédience maçonnique dont les conditions d'entrée ont un caractère restrictif», il ne peut pas recevoir de subvention publique.

La municipalité et la région ont fait appel des décisions devant la cour administrative de Marseille, qui doit statuer bientôt "Les associations maçonniques ne sont pas les seules à avoir des conditions d'accès restrictives", plaide Me Carole Vinsonneau pour les deux collectivités locales, qui souhaitent obtenir une décision qui fasse jurisprudence. Telle n'est pas la position des obédiences nationales, à commencer par la première d'entre elles, le Grand Orient de France (GO). "Comme pour les cultes, affirme le grand maître du GO, Pierre Lambicchi, je suis opposé à ce que des obédiences maçonniques bénéficient de subventions publiques."
L'Express.fr du 17 avril 2009

STAGES DE REMISE A NIVEAU PENDANT LES VACANCES DE PRINTEMPS : 90 000 ELEVES INSCRITS

Depuis les vacances de printemps 2008, le ministère de l'Education nationale met en place des stages de remise à niveau pour les élèves de CM1 et de CM2 qui rencontrent des difficultés scolaires. Ces stages s'inscrivent dans le dispositif général de lutte contre la difficulté scolaire identifiée tout au long de l'année, ou pour les élèves de CM2, révélée à l'occasion des évaluations qui se sont déroulées à mi-année. Trois sessions sont proposées aux élèves pendant les vacances scolaires : printemps, juillet et août.

Pour les prochaines vacances de printemps, ces stages gratuits sont proposés dans les trois zones. Près de 30 000 élèves de CM1 et de CM2 de la zone A bénéficient d'ores et déjà de ces stages et près de 25 000 d'élèves de la zone C vont en bénéficier à leur tour à l'occasion des vacances scolaires. Les prévisions pour la zone B, dont les vacances commencent le 18 avril, font état à ce jour près de 35 000 élèves ce qui porterait à près de 90 000 le nombre d'élèves volontaires pour ces vacances de printemps. Programmée sur cinq jours, à raison de 3 heures d'enseignement quotidien, chacune des sessions permettra aux élèves une remise à niveau dans les matières fondamentales : français et mathématiques.

Le dispositif repose sur la mobilisation d'enseignants volontaires du premier degré, qui sont rémunérés par des heures supplémentaires défiscalisées et exonérées de cotisations sociales. Pour un professeur des écoles du 1er degré, une session d'une semaine (soit 15 heures) lui rapportera environ 360 euros défiscalisés.

Au total, les trois sessions de stages gratuits (vacances de printemps, début juillet et fin août) permettront aux enseignants volontaires d'accroître leurs revenus d'environ 1 100 euros exonérés d'impôt sur le revenu.
InfoLettre du Gouvernement du 9 avril 2009

LE MEDEF CREE UN GROUPE DE TRAVAIL SUR LA PARTICIPATION ET L'INTERESSEMENT

Le Medef a créé un groupe de travail pour réfléchir à la participation et l'intéressement, a annoncé sa présidente, Laurence Parisot, alors que le gouvernement a menacé de légiférer sur le partage des profits si les partenaires sociaux n'arrivent pas s'entendre sur la question. "La mission de ce groupe de travail, présidé par le directeur des ressources humaines de Champion, Marc Veyron, sera de réfléchir au champ de la participation et de l'intéressement et devrait rendre ses travaux d'ici fin mai", a détaillé Mme Parisot lors de sa conférence de presse mensuelle. "Nous avons toujours fait le maximum pour inciter les entreprises à développer ces dispositifs", a-t-elle plaidé. Fin mars, le président Nicolas Sarkozy avait jugé inacceptable que la présidente du Medef dise ne pas vouloir évoquer la question du partage des profits et menacé de légiférer avant l'été sur le sujet, faute d'accord des partenaires sociaux. "Je suis ouverte à tous les débats à condition que les problèmes soient bien posés ; je pense qu'il y a quelques temps, ils étaient mal posés", a dit mardi Laurence Parisot, faisant allusion à la règle des "trois tiers" (un tiers des bénéfices aux salariés, un tiers aux actionnaires, un tiers réinvesti, ndr), voulue par le chef de l'Etat. "En France, nous n'avons pas à rougir de la répartition de la valeur ajoutée", a une nouvelle fois souligné Mme Parisot, indiquant qu'en 2008, les salaires brut versés avaient augmenté par rapport à 2007, alors que dans le même temps les résultats d'exploitation des entreprises avaient baissé.
L'Expansion.com du 21 avril 2009

PLUS SECTAIRE QUE KRIVINE

« Besancenot souffle sur les braises. Sous des dehors de modernité, il incarne la plus vieille des politiques. Il est même plus sectaire qu'Alain Krivine qui, lui, avait de l'humour. »
Pierre Moscovici, député PS – VSD du 18 mars 2009

MIL-VIGILANCE N° 19/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois
Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 20/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

ALLOCUTION DE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE OBSÈQUES DE M. MAURICE DRUON HOTEL DES INVALIDES – LUNDI 20 AVRIL 2009

Maurice DRUON, tu nous as quittés. Tous ceux qui t'aiment, tous ceux qui t'admirent partagent aujourd'hui la même émotion et la même peine. Nous nous associons à la douleur de Madeleine, de ta famille et de tes proches.

Je n'ai pas oublié ma dernière visite chez toi, aux Artigues de Lussac, au milieu des vignes. Tu m'y as accueilli comme un fils avec ta gentillesse et ta générosité coutumières.

A 89 ans tu portais en toi l'allégresse de la jeunesse comme si la vie t'avait miraculeusement épargné les usures de l'âme. Cette allégresse était communicative.

En te recevant à l'Académie française où tu venais d'être élu à 48 ans à peine, Pasteur Valléry-Radot t'avait dit : «Vous nous trouverez peut-être un peu vieux ; nous en avons tant vu que nous n'avons plus vos réactions enthousiastes. Mais les sortilèges vous sont familiers : vous saurez bien nous rajeunir».

C'était encore vrai quarante années plus tard.

Cette jeunesse de l'âme, elle a illuminé tous les combats depuis que tu as traversé à pied avec ton oncle les Pyrénées, l'Espagne et le Portugal pour rejoindre la France Libre, jusqu'à ton engagement si fort en faveur de la langue française auquel jusqu'au dernier jour tu as consacré tant d'énergie et tant d'intelligence.

Dans tous tes combats, si divers en apparence, il y a un point commun : le refus de la bassesse, le refus de la petitesse qui s'exprime dans le renoncement. Toute ta vie tu n'as cessé de proclamer une seule chose : la grandeur de la volonté humaine opposée à la fatalité.

Toute ta vie tu n'as été indigné au fond que par une seule chose, je veux parler de cette disposition d'esprit qui pousse à ne se sentir obligé par rien, à ne se sentir porté par aucune cause plus grande que soi, plus grande que son propre intérêt, que sa propre existence. Je veux parler de cette disposition d'esprit qui pousse à ne se reconnaître aucune exigence vis-à-vis de soi-même alors que l'on exige beaucoup des autres.

C'est pour cela que tu fus gaulliste.

Non par doctrine, non par idéologie. Encore moins par nationalisme. Ce sentiment t'était parfaitement étranger. Tu aimais la France, mais tu l'aimais comme une patrie universelle, généreuse et fraternelle.

Toi qui sentais couler dans tes veines tant de sangs mêlés, toi le fils de l'immigré russe, tu proclamais la «France est une volonté». La haine des autres te faisait horreur autant que la haine de soi. Tu les considérais comme des faiblesses de l'âme. En 1939 quand la guerre est déclarée tu écris un article intitulé «J'ai vingt ans et je pars». Tu te bas sur la Loire avec les Cadets de Saumur. En 1943 tu es à Londres avec le général de Gaulle. En pleine guerre, toi le combattant qui refuse la défaite de la France, tu écris ces deux phrases magnifiques :

«Voici que les peuples auront fait une immense dépense de courage.

Priez pour qu'ils fassent maintenant une grande dépense de générosité, ce qui est peut-être une autre forme de courage, le courage dans la paix après le courage dans le sang...». Ainsi parlait Maurice DRUON.

Le gaullisme ce fut d'abord la force du «non» dans l'histoire. Cette force du «non» qui fut le principe moral sur lequel tu as construit toute ton existence et toute ton oeuvre.

Mais ce «non» qui, depuis la tragédie grecque jusqu'au gaullisme, est l'expression ultime de la liberté humaine, ce «non» n'est pas un « non » de mort mais un « non » de vie. Car, il faut aimer la vie comme tu l'aimais, il faut la respecter par-dessus tout pour être prêt à la sacrifier pour la liberté.

Tu pensais que la vie n'est la vie que si elle est digne et libre. Ta vie fut celle d'un homme digne. Ta vie fut celle d'un homme libre, qui savait si bien ce que valent la dignité et la liberté d'un homme qu'il put écrire avec Joseph Kessel le plus beau chant, peut-être, dédié à l'esprit de résistance, qu'aucun homme ait jamais écrit et qui fut au milieu du malheur un chant de vie, de dignité et d'espérance.

Il n'y a pas un résistant qui n'ait compris dans l'instant ces paroles :

«Ici chacun sait ce qu'il veut, ce qu'il fait, quand il passe. Ami si tu tombes, un ami sort de l'ombre à ta place. Demain du sang noir séchera au grand soleil sur les routes. Chantez compagnons, dans la nuit la liberté nous écoute...»

Toi, tu l'as dit un jour, que rendait si heureux «la diversité des fleurs et des arbres, l'amitié de tes chevaux, la venue silencieuse de ton chat avant la pluie, le sommeil confiant de ton labrador», tu savais bien que l'histoire n'était pas finie et tu savais bien qu'elle était toujours tragique. Mais tu ne voulais pas

croire qu'elle pût être triste et surtout, tu ne voulais pas admettre qu'elle pût être petite.

C'est la grande leçon que tu nous laisses.

Ami, entends-tu dans tous les coeurs de tes amis réunis ici autour de toi la douleur de t'avoir perdu et la joie de t'avoir connu ?

Ami, entends-tu ce soir l'hommage que t'adresse la nation tout entière que tu as si noblement servie ?

«**Honneur et Patrie**». Ce furent tes mots à la Radio de Londres.

Maurice, notre ami, merci. Nous ne t'oublierons pas.

ROYAL CONDAMNÉE A INDEMNISER DEUX EX-COLLABORATRICES

La sanction est définitive : la Cour de cassation a rejeté le pourvoi formé par Ségolène Royal contre une condamnation prononcée il y a un an par la cour d'appel de Rennes. Elle devra par conséquent indemniser ses deux anciennes collaboratrices, qui lui réclamaient depuis 1997 le versement de plusieurs mois de salaires non payés.

Le 15 février 1999, les prud'hommes de Niort, dans les Deux-Sèvres, avaient débouté de leurs demandes des deux anciennes attachées parlementaires de la députée. Mais le 10 avril 2008, la cour d'appel de Rennes avait infirmé cette décision et l'ex-candidate socialiste à l'élection présidentielle s'était alors tournée vers la juridiction suprême. Le 8 avril, la chambre sociale de la Cour de cassation a rejeté ces deux pourvois, considérant que la cour d'appel avait justement motivé sa décision.

Après l'annonce de la confirmation de la sentence, l'UMP a demandé à Ségolène Royal de «dire pardon» à ses deux anciennes collaboratrices «victimes de sa non-application de la loi de la République». En plein affrontement entre l'UMP et Mme Royal, le porte-parole du parti présidentiel, Frédéric Lefebvre, s'est demandé, auprès de l'AFP, si cette décision de la Cour de cassation n'était pas «l'explication à tant d'agitation de Mme Royal avec ses soi-disant excuses à Dakar, ses soi-disant excuses à M. Zapatero». «L'UMP demande à Mme Royal de dire pardon à ses anciennes salariées victimes de sa non-application de la loi de la République», a-t-il ajouté.

Le Monde.fr du 20 avril 2009

PARTOUT EN FRANCE, L'EXTREME GAUCHE S'ORGANISE : VOICI LES CONSEILS QU'ILS ONT DONNÉ AVANT LES MANIFESTATIONS DE STRASBOURG

LA LEGAL TEAM : Durant ce contre-sommet, la plupart des avocats commis d'office seront des avocats de la Legal Team, et seront en lien permanent avec la Legal Team, alors : Si tu es arrêtée, et mise en garde à vue, tu ne pourras pas contacter la Legal Team, tu devras demander «l'avocat commis d'office» ; Si tu es présentée devant un juge après ta GAV, demande à l'avocat commis d'office s'il fait bien parti de la Legal Team : Sinon, dis lui que tu veux avoir un avocat de la Legal Team ; Si tu es témoin d'une arrestation, transmets au plus vite à la Legal Team : Par téléphone, donne juste : Nom de la personne / Lieu / Nombre des interpellés / Type de service de police/nombre des flics. Par écrit à l'infopoint : Décris au mieux ce qu'il s'est passé. Ce témoignage important n'est destiné qu'à la Legal Team, dans le cas contraire, tu le gardes soigneusement ! ; Si tu viens d'être relâchée, préviens rapidement la Legal Team par téléphone ou à l'infopoint et produit un témoignage écrit le plus précis possible.

POUR PLUS DE DÉTAILS ET D'INFORMATIONS (SUR TOUS LES POINTS PRÉCÉDENTS, SUR LES VIOLENCES POLICIÈRES, ETC.), NOUS TE CONSEILLONS DE CONSULTER LE GUIDE JURIDIQUE DISPONIBLE SUR LES INFOPOINTS.

Legal Team Strasbourg : legalteamstrasbourg@effraie.org

Pour encore plus d'infos : <http://www.guidejuridique.net>

Toutes les infos lors du contre-sommet sont sur : www.antirepression.org (documents téléchargeables, actualités de la répression, rassemblements contre la répression...)

PENSE BÊTE JURIDIQUE MANIF & ACTIONS LORS DU CONTRE-SOMMET DE L'OTAN – 2009

LEGAL TEAM STRASBOURG : +33 (0)3 68 46 02 62

MEDICAL TEAM STRASBOURG : +33(0)6 69 70 13 05

CONSEILS :

Avant, pendant, après la manif : Reste en groupe, Ne reste jamais seule !

N'oublie pas d'avoir toujours sur toi : Carte d'identité / Titres de séjour / Carte téléphonique / Papier&Stylo / Lunettes (plutôt que verres de contacts) / Tes médicaments si nécessaire ; Laisse à quelqu'un ton nom, prénom et date de naissance, et crie-le à quelqu'un en cas d'arrestation ; Écris-toi sur le bras le numéro de la Legal Team ; N'emène pas d'appareil photo/caméra : Des équipes se chargent déjà de couvrir la manif ; Évite de prendre ton téléphone plein de contacts et de photos : Merci pour tes camarades ! ; Tout produits qui modifient le comportement (alcool, drogues...) et couteaux ou toute arme par «destination» sont des facteurs aggravants en cas d'arrestation bien sûr ; Emmène un foulard ou de quoi cacher ton visage tout au long de la manif ou à proximité d'actions particulières : Ce n'est pas formellement interdit en France. Apprend à reconnaître les différents types de flics, en uniforme ou non. Tu peux repérer ceux en civils souvent groupés en début de manif un peu en retrait. Les gardes mobiles de la gendarmerie ont le numéro de leur unité dans le dos, du

type 1A, 3B... ; Sache qu'un service spécial de la police (non pas des RG) a été créé récemment pour infiltrer les groupes de manière affinitaire ; N'oublie jamais que les flics en civils ont extrêmement nombreux : Ne parle jamais de tes exploits en pleine rue, et évite de prononcer des noms ; Les flics n'ont pas le droit de te demander de retirer un autocollant collé sur toi, idem pour un drapeau ou une banderole ; En cas de gros mouvement, de répression violente ou autres : Garde toujours ton sang froid, prend le temps d'observer la situation, et réagis vite ; Si la police tente de cibler une manifestante, arrêtez-vous net et formez une chaîne humaine, restez solidaire : Ainsi, beaucoup de répressions violentes ont pu être évitées, et des blessés évacués ; Protège les blessés, et essaye d'appeler la Medical Team ; Si tu es arrêtée : Reste calme et polie, les flics accusent très facilement du délit «d'outrage et rébellion»...
Strasbourg - Mars 2009

NOUVEL ARSENAL CONTRE LES FRAUDES A LA SECU

Un projet de décret d'application a été soumis pour avis au Conseil de la Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam). «Le décret devrait être publié fin mai», a indiqué le ministère de la Santé. Le nouveau système élargit le champ des pénalités à de nouveaux cas, comme les abus d'assurés en matière de couverture maladie universelle (CMU), d'aide médicale d'Etat (AME) ou encore d'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé (ACS). Il introduit la notion de «fraude en bande organisée» et renforce les sanctions en cas de fraude avérée (différents des simples erreurs ou des abus), avec notamment un système de pénalités «planche» instaurées et modulées en fonction des personnes poursuivies. Les cas d'infractions sont définis de manière plus précise, comme l'obstacle aux contrôles, le refus de transmission de certaines informations ou encore les abus constatés en matière de soins ou de prescriptions d'arrêt de travail. Les pénalités pourront être soit forfaitaires (quand le montant des abus est difficile à établir), dans la limite d'environ 5.700 euros, soit proportionnelles (dans les autres cas), dans la limite de 50% du montant de l'abus constaté. Ce sont les caisses d'assurance maladie qui fixeront le montant en fonction du degré de gravité. En cas de «fraude grave» (en bande organisée, actes fictifs répétés par des professionnels de santé, falsification de documents, etc.), ce pourcentage pourra toutefois atteindre 300%. Libération du 17 avril 2009

MICHELE ALLIOT-MARIE SOUTIENT BENOIT XVI

Dans une lettre envoyée au cardinal André Vingt-Trois, archevêque de Paris et président de la Conférence des évêques de France Michèle Alliot-Marie présente ses vœux aux catholiques français à l'occasion des fêtes de Pâques. À cette occasion, la ministre de l'intérieur – également en charge des cultes – revient sur la polémique causée par les propos de Benoît XVI sur le préservatif, dans l'avion qui l'emmenait au Cameroun. Alors que, en France comme à l'étranger, de nombreux hommes politiques ont durement commenté les propos du pape, la ministre de l'intérieur prend sa défense : «La parole de Sa Sainteté le Pape Benoît XVI mérite d'être restituée dans sa complexité, face aux présentations parfois hâtives et abusivement simplificatrices qui l'entourent», souligne Michèle Alliot-Marie. Elle «ne doute pas que les débats et controverses récents traduisent moins une crise que le témoignage contemporain du caractère universel de la place de l'Église dans un monde traversé par le doute, et plus que jamais à la recherche de repères». Soulignant combien l'Église contribue à la paix, la ministre estime que le message catholique, qui «est celui de la fraternité, de la tolérance et de l'attention à la souffrance morale, sociale et économique», «compte plus que jamais dans cette période de crise économique et d'inquiétude chez beaucoup». Michèle Alliot-Marie se réjouit par ailleurs du travail des évêques de France dans le cadre des États généraux de la bioéthique. «J'ai pris connaissance avec un grand intérêt des réflexions de l'Église en France que vous avez bien voulu me remettre lors de notre dernier entretien, écrit-elle au cardinal Vingt-Trois. J'y ai reconnu les valeurs de primauté et de dignité de la personne humaine qui sont au cœur de notre patrimoine et que nous devons préserver. Dans sa réponse à Michèle Alliot-Marie, le cardinal Vingt-Trois la remercie pour son «souci de voir respectée la personne du Pape Benoît XVI et sa parole mieux située dans son contexte et les nuances de son propos». «L'Église catholique n'entend pas régenter les consciences mais elle appelle inlassablement l'homme à mettre en œuvre un chemin de vérité et de liberté, tant dans sa responsabilité personnelle que collective, chemin qui peut être autre que bien des conformismes ambiants», insiste-t-elle. Avant de revenir lui aussi sur le débat bioéthique en rappelant que «l'Église catholique sait que l'intelligence humaine est capable de reconnaître les droits inaliénables et égaux de tout membre de la famille humaine». L'Église, conclut l'archevêque de Paris, «s'engage dans ce dialogue avec confiance, avec le seul souci de promouvoir la dignité humaine chez tous et d'encourager, dans le respect de celle-ci, tout ce qui peut contribuer à apaiser la souffrance».
La Croix du 20 avril 2009

VILLEPIN : IL Y A "UN RISQUE REVOLUTIONNAIRE EN FRANCE"

Interrogé lors de l'émission Le Grand Rendez-vous (Europe 1/Le parisien-Aujourd'hui en France) sur la crise et les mouvements de salariés menacés de licenciement, l'ancien chef de gouvernement a lancé : "Oui, il y a un risque révolutionnaire en France". Face à cette "situation difficile, voire dangereuse", qu'il a expliquée par une "forte colère qui s'exprime dans notre pays", un "désespoir", il a appelé à "passer à la vitesse supérieure" en matière sociale, notamment "en matière fiscale, en matière de rémunération", où "nous devons

faire davantage pour être exemplaires". "Il serait opportun de sanctuariser très clairement le budget de l'Education nationale, c'est-à-dire de dire clairement que nous n'allons pas toucher à ce budget. Plus de suppression de postes mais des redéploiements", a-t-il également affirmé. "Bien sûr, on peut réformer, mais qu'il soit clair vis-à-vis de tous les partenaires de l'éducation nationale, qu'il n'y aura pas de réformes avec un objectif comptable", a-t-il ajouté, en se demandant s'il ne fallait pas "prévoir une loi programme sur plusieurs années qui permettra de fixer les objectifs. Voilà un domaine où en voulant aller trop vite, on tourne en rond", a-t-il dit. M. de Villepin a également estimé "urgent de renouer avec un dialogue beaucoup plus développé avec les partenaires sociaux (...). La situation est difficile, voire dangereuse. C'est très difficile de gouverner la France en général, ça l'est encore plus dans la période actuelle". A ses yeux, il ne s'agit "pas de porter un jugement sur l'action gouvernementale" mais "il faut faire davantage. Il faut le faire dans un esprit large de consensus et de rassemblement et pour ce faire, il faut limiter nos ambitions et nos objectifs parce qu'il faut à la fois dans cette période rassurer et agir". Le Parisien du 19 avril 2009

MOINS DE POLICIERS LORS DES DEPLACEMENTS DE SARKOZY ?

Des quartiers bouclés, des périmètres de sécurité à rallonge et des centaines de policiers qui patrouillent pour éviter tout débordement. Chaque déplacement de Nicolas Sarkozy en province nécessite le déploiement d'un dispositif policier plus que généreux. Des mesures qui, selon la radio Europe 1, pourraient changer. Des consignes auraient en effet été données aux préfets récemment afin de leur demander d'alléger les dispositifs policiers - ou du moins, de les rendre moins visibles - lors des déplacements présidentiels. «Des consignes discrètes ont été données», rapporte la radio Europe 1 citant un proche collaborateur du président de la République. «Les préfets sont priés de mieux doser la pression policière.» Après des «débordements» survenus à Saint-Lô le 12 janvier dernier lors d'un déplacement présidentiel, le préfet de la Manche Jean Charbonniaud avait été limogé. Il reste depuis un «syndrome Saint-Lô», synonyme de renforts policiers en masse. «La grande crainte de Nicolas Sarkozy [...], c'est de s'enfermer dans son Palais», rapporte Europe 1 qui cite un ministre du gouvernement. Pour ses prochaines sorties présidentielles, Nicolas Sarkozy pourrait ainsi privilégier «l'effet de surprise» sur le modèle de la visite dans le Val de Marne dans un lycée de Chennevières. Pour son déplacement au lycée, «le président n'était accompagné que d'un photographe et deux journalistes», rapporte Europe 1. Une visite qui, selon notre reportage sur place, n'a pourtant pas empêché le déploiement d'un très gros dispositif de sécurité.
Le Parisien du 9 avril 2009

HOLLANDE DEGAINE BAYROU POUR FLINGUER AUBRY

Une main tendue à Bayrou, mais une claque à Aubry. François Hollande, en proposant dans l'Express au leader du Modem une «clarification des convergences et des divergences» entre PS et centristes et le cas échéant d'en «tirer les conclusions», a, selon plusieurs proches de Martine Aubry, «savonné la planche» de celle qui lui a succédé à la tête du PS. Quelques jours avant le lancement de la campagne du PS vendredi prochain à Toulouse, «cette sortie est un acte de sabotage délibéré et réfléchi, dénonce un membre de la direction. Au PS, le Modem est un bâton de merde, quand quelqu'un le laisse tomber, ça éclabousse tout le monde. Le problème c'est qu'il y a toujours quelqu'un pour le ramasser.» Promouvoir le dialogue avec le chef des centristes ranime la querelle du Congrès de Reims, où les partisans de Royal ont été les seuls à assumer cette perspective contre les autres courants. Surtout, Hollande prend à rebrousse-poil la stratégie du PS aux européennes, axée sur la nécessité d'un retour du clivage gauche-droite au Parlement européen. «A contre-pieds et à contre-temps», a aussitôt hurlé Paul Quilès, de l'aile gauche du parti. Pour Jean-Christophe Cambadélis, stratège de la campagne : «L'urgence est de mobiliser notre électoral et pas de piquer celui du Modem et de l'extrême gauche». Or, à cause d'Hollande, que Cambadélis raille en «pervers pépère», les électeurs potentiels du PS «vont se dire : oh là là les socialistes sont encore divisés». Bref, l'ex-premier secrétaire «brouille le message de Martine sur le PS qui est de retour», dénonce un dirigeant. Pour calmer le jeu, Hollande et ses proches martèlent qu'il est au contraire dans l'intérêt du PS «d'obliger Bayrou à sortir de l'ambiguïté à la veille d'un scrutin où il s'affiche comme très européen et très antisarkozyste». Ils voient dans le clin d'œil à Bayrou une volonté de mettre Aubry face à ses contradictions pour les régionales de 2010 : la première secrétaire a en effet fait alliance avec le Modem à Lille aux municipales, mais défend nationalement l'étanchéité avec les centristes : «Si le Modem fait plus de 10 % au premier tour, ceux qui au PS crient "jamais du Modem" voudront un accord pour garder leur région. Si on n'anticipe pas, on va se faire baiser», résume un proche de Hollande.
Libération du 18 avril 2009

MIL-VIGILANCE N° 20/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 21/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

LCI SOCIALISTE ?

Le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel a mis en garde Nonce Paolini, le PDG du groupe TF1, contre des déséquilibres dans les temps de parole accordés aux personnalités politiques sur la chaîne LCI, du 1er octobre au 31 décembre 2008. Ironie du sort pour une chaîne souvent taxée de "sarkozysme", c'est à la Gauche que profite ce déséquilibre. Pendant cette période, l'opposition a, en effet, été sur-représentée sur LCI avec environ 52,5% du temps de parole. La majorité UMP a, quant à elle, été clairement sous-représentée avec seulement 12% du temps de parole.

Le NouvelObs.com du 10 juillet 2009

LES ELECTEURS NE NOUS TROUVENT NI UTILES NI SYMPATHIQUES

« Une chose est sûre, les électeurs ne nous trouvent ni utiles ni sympathiques. En revanche, il est une question à laquelle je n'ai pas de réponse : avons-nous, socialistes, envie de rester ensemble ? »

Claude Bartolone, secrétaire national du PS aux relations extérieures – Libération du 15 juillet 2009

LE FRONT REPUBLICAIN SELON MELENCHON

A Hénin-Beaumont « le Front National a encore progressé entre les deux tours et il s'en est fallu d'un cheveu qu'il l'emporte, ça correspond aux grandes tendances de l'histoire. Dans les moments de crise sociale, la société se cherche naturellement un point d'appui. Je considère comme une erreur lamentable que les partis de gauche, après s'être entraînés dans l'abjection qu'ont représentée ses gestions locales calamiteuses, ont pour terminer fait une liste mélangeant le Modem, la gauche et la droite. Plus personne ne s'y retrouve ! On est devant une course de vitesse entre deux visions de l'avenir de nos sociétés : d'un côté, des gens qui ont les positions que l'on connaît, les lepénistes, et de l'autre un agglomérat confus de gens qui disent des choses contradictoires, n'ont aucun projet en commun et s'autoproclament Front républicain. Front républicain, ça veut dire : rassemblement de ceux qui n'ont aucune espèce d'idée de ce qu'il faut faire de leur pays. Ce que je suis en train de dire, c'est que dans la crise que nous vivons, la société se cherche et elle ira forcément vers qui sait de quel côté il veut aller ! »

Jean-Luc Mélenchon, fondateur du Parti de gauche – iTélé du 6 juillet 2009

LE BUSINESS DES ETRANGERS CLANDESTINS

Le ministre de l'Immigration, Eric Besson, veut porter plainte en diffamation contre le secrétaire général de la Cimade, Laurent Giovannoni. Ce dernier l'a accusé d'employer « des méthodes de voyou » (en cassant le monopole dont bénéficiait la Cimade pour intervenir dans les centres de rétention). Eric Besson ne digère pas du tout les propos du secrétaire général de la Cimade qu'il brocardé. « C'est quand même une conception assez particulière de mordre et de cracher en permanence sur la main qui vous nourrit. La Cimade, comme d'autres associations, reçoit des subventions publiques à un niveau très élevé », a ajouté le ministre. « Le président de la Cimade m'a déclaré un jour dans ce bureau que l'aide aux étrangers en rétention représentait 25 % de ses activités et 75 % de ses revenus financiers, ce qui explique probablement une bonne partie de la tension actuelle ».

Afp du 11 mai 2009

« LE MIEUX EST SOUVENT L'ENNEMI DU BIEN »

« Pour répondre à l'attente de l'opinion », Nicolas Sarkozy n'utilise plus le jet privé de son ami industriel Vincent Bolloré ou l'avion de la présidence de la République, mais des avions de ligne. Un contresens économique, selon le premier président de la Cour des comptes : « Cette banalisation est coûteuse, plus coûteuse que voyager à bord d'un avion officiel de l'Etat (Escadron de transport, d'entraînement et de calibration), car le Président doit être accompagné de six ou sept collaborateurs à bord de l'avion de ligne (groupe de protection, aide de camp, transmetteur...) et un avion de l'Etat le suit quand même pour pouvoir le transporter à tout moment en cas de crise. » La Cour des comptes recommande donc de voyager plutôt à bord de l'avion de l'Etat, quitte

à rembourser le prix des billets pour le chef de l'Etat et ses proches sur la base des tarifs commerciaux.
Rue 89 du 16 juillet 2009

LE PS MARSEILLAIS DANS LE VISEUR DE LA JUSTICE

Roland Balalas est un homme bavard. Trop, sans doute, pour certains socialistes marseillais. Ceux-ci se seraient bien passé des confidences à la justice de ce fonctionnaire territorial, secrétaire général du groupe PS à la région et assistant parlementaire de la députée Sylvie Andrieux. Car ses déclarations devant la justice ont permis de mettre au jour un vaste réseau de détournement de fonds par le biais d'associations fictives destinées à garantir le vote des cités. L'instruction est menée par l'opiniâtre juge Franck Landou, qui va de surprise en surprise, démantelant un ingénieux système de vampirisation de fonds publics aux relents clientélistes. Comme très souvent dans ce genre de dossier, un signalement de Tracfin, la cellule de lutte contre le blanchiment d'argent, est venu semer le trouble. En cause : un système qui aurait jusqu'ici permis à la gauche d'asseoir son pouvoir sur les "fameux" quartiers nord de Marseille. Depuis des années, l'argent public aurait servi à contrôler les cités sensibles à travers une noria d'associations plus ou moins factices, sans autre objet réel que de "pomper" des subventions. Ce n'est pas Michel Pezet, avocat de l'un des protagonistes du dossier, qui démentira. Ancien président PS du conseil régional de Paca des années 1980, il connaît l'institution et ses pièges sur le bout des doigts. À l'époque, il avait refusé tout lien avec ce tissu associatif grand dévoreur de subventions : « Ce système, accuse-t-il, a depuis été mis en place pour des raisons politiques. » Il aura fallu 14 mises en examen et une plongée dans les eaux troubles de la gauche marseillaise pour comprendre comment des subventions d'un total de 700 000 euros sont parties dans les poches d'individus peu regardants sur les deniers publics. Accusée numéro un, la bouillante Sylvie Andrieux, omniprésente députée socialiste des quartiers nord. Elle se mure, pour l'heure, dans un silence qui alimente toutes les suspensions. Alors, la parole est à ses accusateurs, Roland Balalas en tête.

Au bout du compte, une vingtaine d'associations auraient bénéficié de la manne du conseil régional. Dans des quartiers comme Les Cèdres, Font-Vert ou Les Flamants, le vote PS aurait eu un prix : ici une Mercedes, là un réfrigérateur, de l'électroménager... Aucun cadeau n'était trop beau pour s'attacher les services des "maîtres" des cités. Toute l'enquête se dirige désormais vers le cabinet du président PS du conseil régional (et ancien garde des Sceaux), Michel Vauzelle, accusé d'avoir avalisé ces pratiques douteuses.
Valeurs Actuelles du 16 juillet 2009

FACS: LES PROFS BLOQUEURS FRAPPES AU PORTE-MONNAIE

La ministre Valérie Pécresse annonce que les enseignants qui bloquent les examens ou retiennent les notes auront des retenues sur salaires. A la 14e semaine de grève, le gouvernement durcit encore un peu plus le ton dans le conflit des enseignants chercheurs, en s'attaquant maintenant au porte-monnaie des grévistes. Le député UMP Damien Meslot a annoncé avoir déposé une proposition de loi pour « sanctionner de 1000 euros » d'amende tout étudiant ou toute personne extérieure à l'université qui « entrave, même partiellement, l'accès aux enseignements et aux bâtiments » d'un campus.
Libération du 6 mai 2009

UN PARACHUTE DORE POUR MARIE-GEORGE ?

Selon le député PS Daniel Goldberg, Alain Marleix, secrétaire d'Etat à l'Intérieur chargé du découpage, veut "rattacher la Courmeuve à la circonscription de Marie-George Buffet (...) à la demande de cette dernière qui craint visiblement pour sa réélection en 2012". Dans une note rendue publique par le Parisien et intitulée "Comment Alain m'a découpé... pour que Marie-George soit préservée !" (en allusion au célèbre "Omar m'a tué"), le député socialiste soutient que "le schéma défendu par l'UMP, le Nouveau Centre (NC) et par le PCF consiste à démanteler la 3e circonscription" de Seine-Saint-Denis où il est élu. "C'est un parachute doré pour sauvegarder le siège de la députée communiste", écrit-il: cette proposition se fait "au détriment du PS, devenu sans conteste ces dernières années, la première force du département". "C'est ridicule! On a autre chose à discuter que les circonscriptions 2012", a dit à l'AFP Mme Buffet, élue de Seine-Saint-Denis depuis 1997. "Franchement, (M. Goldberg) ferait mieux de s'intéresser aux relations du PS avec le MoDem", a-t-elle ajouté.
Le Parisien du 5 mai 2009

PAUVRE BELGIQUE

Le budget de la Défense, bloqué depuis une dizaine d'années, n'a pas permis de libérer les marges nécessaires aux investissements urgents. Le chef de la Défense, le général Charles-Henri Delcour, n'exclut pas, compte tenu du carcan budgétaire, que l'armée doive réduire ses effectifs à 34.000 hommes -là où le gouvernement a fixé un seuil de près de 38.000 hommes- et que de 30 à 40 % des casernes doivent fermer. "La Défense est en train de se réduire à quelque chose de plus petit que la police fédérale", a-t-il commenté. La réduction des effectifs mènera à une réduction des ambitions en termes de capacité

militaire, a-t-il ajouté, précisant qu'il faudra veiller à rester conformes aux engagements OTAN.
Agence Belga du 8 juillet 2009

UN DEPUTE EUROPEEN PROPOSE DE COULER LES NAVIRES DE CLANDESTINS

L'Union européenne (UE) devrait couler les bateaux transportant des immigrants clandestins pour éviter qu'ils entrent dans l'Europe. C'est ce que suggère Nick Griffin, chef du parti d'extrême droite britannique (BNP) et député européen, dans une interview accordée à la BBC. "Tôt ou tard, la seule mesure qui arrêtera l'immigration, et qui empêchera un grand nombre d'Africains subsahariens de mourir sur le chemin de l'Europe, c'est d'être très dur avec ceux qui arrivent", souligne Nick Griffin. Mais les immigrants clandestins ne doivent pas pour autant périr en mer, explique le leader d'extrême droite. Il propose ainsi de leur "jeter un radeau de sauvetage" pour qu'ils puissent "retourner en Libye". Ce pays "a longtemps été une étape pour les migrants en provenance d'Égypte et d'Afrique subsaharienne qui veulent atteindre l'Europe", rappelle la BBC. Nick Griffin propose de telles mesures alors qu'une nouvelle politique d'immigration et d'asile doit être votée à l'automne par les députés. Il précise donc qu'il soutiendra tout responsable qui proposerait des mesures de ce genre, et qu'il s'opposerait à toute politique conduisant finalement à l'acceptation de clandestins dans l'UE. À en croire le député britannique, il en va de la survie de l'Europe : "L'UE devra, tôt ou tard, fermer ses frontières, sinon elle sera tout simplement submergée par le tiers-monde". En 2008, plus de 67.000 personnes ont traversé la Méditerranée pour tenter d'entrer en Europe, dont la moitié sont arrivées en Italie et à Malte, selon les chiffres publiés en janvier dernier par le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).
Le Point du 9 juillet 2009

LA DIASPORA TURQUE

Cinq millions de Turcs vivent aujourd'hui en Europe : plus de 2,5 millions en Allemagne, près de 400.000 en France (dont environ 200.000 ont la nationalité française), 330.000 aux Pays-Bas, 130.000 en Belgique, 130.000 en Autriche, 80.000 en Suisse, 71.000 au Royaume-Uni et 32.000 en Suède. Les États-Unis en accueillent 260.000 et l'Australie 55.000.
Faits & Documents du 15 juin 2009

L'ITALIE LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION CLANDESTINE

Le gouvernement Berlusconi « criminalise » les sans-papiers et déporte les candidats à l'immigration dans les geôles de Kadhafi. (...) Fruit d'un accord récent passé avec Tripoli, Rome vient en effet d'adopter une nouvelle stratégie consistant à empêcher les candidats à l'immigration clandestine de débarquer en Sicile. (...) Le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies, le Conseil d'Europe et le Vatican accusent l'Italie de ne pas respecter la Convention de Genève et la Convention européenne des droits de l'homme. (...) Silvio Berlusconi a déclaré : "L'Italie n'est pas un pays multiethnique et elle ne le deviendra pas".
La Tribune de Genève du 11 mai 2009

BAC 2009 : UNE GRANDE BRADERIE ?

Huit candidats sur 10 reçus dès la première série d'épreuves pour le bac, ajouté à cela un chiffre record de mentions « Très bien », le bac 2009 est « une bonne cuvée ». À tel point que, surpassant toutes les statistiques et atteignant dans certaines séries de véritables superlatifs absolus, la polémique, récurrente depuis des années sur « la valeur réelle du bac », est relancée. Avec d'autant plus de force qu'avant même la seconde série d'épreuves (celle dite du repêchage), le ministère annonce « avec satisfaction », un taux de réussite en hausse de 2,9 points par rapport à l'an passé, lequel avait déjà atteint des sommets. Alors, est-on devant la conséquence logique de l'excellence scolaire générale ? Ou d'une grande braderie ?
La Dépêche du Midi du 9 juillet 2009

LE CHEF DE L'ETAT A CONFIE AUX PARLEMENTAIRES UMP QUELQUES ELEMENTS DE SA STRATEGIE... POUR 2012.

Mais à quoi sert donc l'ouverture vantée matin, midi et soir par Nicolas Sarkozy depuis deux ans ? Beaucoup de ses amis de l'UMP répondaient : "à rien" et râlaient contre le peu de considération que l'Elysée leur manifestait... Et bien désormais, ils ont LA réponse, et de la bouche même de son inventeur. "L'ouverture démobilise l'adversaire et ne fait pas gagner une seule voix je le sais bien. Il faut mobiliser les électeurs, en démobilisant l'adversaire. Toute la stratégie de l'ouverture est là". "On a bouffé la crédibilité de la gauche sur l'écologie, l'identité sur la culture. Idem sur l'ouverture", a-t-il estimé lors d'une réception à l'Elysée. "Une des leçons des européennes, c'est qu'il faut poursuivre l'ouverture, y compris face au sectarisme du PS incarné par Bertrand Delanoë. Les Français, eux, ne sont pas sectaires", a-t-il lancé. "Regardez Bayrou : quand on se laisse emporter par la haine et qu'on est tout seul, on se trompe", a déclaré le chef de l'Etat, égratignant le patron du MoDem. "Moi, ce n'est pas par plaisir

que je parle dans le Nouvel Obs. En tout cas, je sais être généreux puisque grâce à moi, ils ont doublé leurs ventes !", a-t-il ironisé au sujet de son entretien dans l'hebdomadaire classé de gauche.
Et l'UMP dans tout ça ? "L'UMP n'est pas réductible à la droite car les plus à droite d'entre vous sont aussi à l'aise à l'UMP que les plus au centre d'entre vous", a-t-il poursuivi avant de mettre en garde les centristes "contre les sous-groupes" au sein du parti majoritaire. "Je ne veux pas de chapelle, on ne va pas finir comme le PS avec ses éléphants et ses hippopotames", aurait-il ajouté d'après un autre participant. Nicolas Sarkozy a aussi évoqué les régionales, un rendez-vous capital, et l'échéance présidentielle de 2012, estimant qu'il n'y aura pas de privilège pour le président sortant au moment de solliciter la candidature. Sans aller jusqu'à parler de primaires...ce qui sonne comme une candidature à sa réélection en 2012. Nicolas Sarkozy a d'ailleurs lancé aux parlementaires UMP : "Au pire ou au mieux, vous en avez encore pour sept ans avec moi". Fermez le ban.
Le Parisien du 8 juillet 2009

"LA GAUCHE A UN PROBLEME AVEC LE TRAVAIL"

Le ministre du Travail Xavier Darcos a vivement critiqué l'opposition des socialistes au travail le dimanche. Il juge que "la gauche montre une fois de plus qu'elle a un problème avec le travail". "On ne peut pas dire qu'on veut promouvoir le pouvoir d'achat des Français et en même temps les empêcher de dépenser librement quand ils le veulent", a-t-il avancé. "Avant, la gauche voulait nous faire travailler 35 heures, ni plus ni moins, maintenant elle veut absolument empêcher les gens de éventuellement dans les lieux touristiques de pouvoir faire quelques courses le dimanche", a-t-il dénoncé. "Tout cela est bien étrange".
A l'Assemblée, "les débats sont soutenus, c'est très compliqué". "Mais ce n'est pas la droite qui a un problème avec le repos dominical, c'est la gauche qui a un problème avec le travail en général". "Cette loi répond à une demande sociale, elle facilite la vie des entreprises, elle crée des emplois, elle donne des garanties supplémentaires aux salariés, et la gauche est contre par principe".
Les Indiscrets du 10 juillet 2009

DARCOS : « PAS DE DIPLOMES » POUR LES BLOQUEURS DE FACS

Xavier Darcos rend coup pour coup aux bloqueurs. « On ne donnera pas des diplômes à ceux qui auront fait en sorte que les universités ne fonctionnent pas », a ainsi tranché sec le ministre de l'Education nationale sur RTL, même si une telle mesure devrait s'avérer difficilement applicable. Selon lui, 28 des 85 universités sont « en partie troublées par quelques dizaines d'individus qui bloquent les cours », des blocages qui « nuisent aux étudiants les plus fragiles ». « Je dis d'ailleurs à ces bloqueurs : méfiez vous, parce que l'opinion se retourne », prévient Xavier Darcos. « Les étudiants ne supportent plus, les familles non plus, et il n'y aura pas de diplôme. Il n'y aura pas de licence es grève, de maîtrise en pétition et de doctorat en blocage », ajoute-t-il, alors que les mouvements de protestation font peser des incertitudes sur la tenue des examens et, de fait, sur la validation de l'année universitaire. « Il s'agit de quelques dizaines d'individus qui bloquent les établissements et qui font que les élèves les plus modestes (...) sont dans une difficulté énormes, ils ne pourront pas peut-être valider leur semestre ».
Le Figaro du 12 mai 2009

PRUD'HOMMES: GREMETZ (EX PCF) CONDAMNE

Le député communiste dissident Maxime Gremetz a été condamné par la cour d'appel d'Amiens à verser plus de 50.000 euros au total à quatre anciens collaborateurs pour licenciement abusif, a-t-il déclaré à l'AFP en annonçant son intention de se pourvoir en cassation. "Le procès politique continue. On va se pourvoir en cassation". Maxime Gremetz, député de la Somme, avait été condamné en juillet 2008 par le conseil des prud'hommes d'Amiens pour avoir licencié en octobre 2005, pour "faute grave" son attaché parlementaire, et deux autres collaborateurs, il les accusait de déloyauté politique. Il avait par la suite licencié pour "incompétence" un quatrième salarié.
Les indiscrets.com du 17 juin 2009

MIL-VIGILANCE N° 21/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois
Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 22/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

PLUS DE 3000 POLICIERS SANCTIONNES EN 2008

3.423 fonctionnaires, sur les 145.000 que compte la police nationale, ont été sanctionnés en 2008, selon le rapport de l'Inspection générale de la police (IGPN, la police des polices), rendu public au ministère de l'Intérieur. Ces sanctions, en accroissement de 3,16% par rapport à celles prononcées en 2007 (3.318), l'ont été tant à la suite d'enquêtes des services de l'IGPN qu'à l'issue d'enquêtes disciplinaires des différentes directions de la police. Parmi eux, 596 ont été jugés par un Conseil de discipline, composé à la fois de responsables administratifs et de représentants syndicaux, qui ont rendu leurs décisions à l'unanimité dans 84% des cas.

Pourtant, si le nombre de sanctions a augmenté, les plaintes n'ont pas été aussi nombreuses qu'en 2007 (-13,3%) et sont en baisse constante depuis 2004, selon la police des polices. De même, les allégations d'atteinte aux personnes par les fonctionnaires de police sont passés de 727 en 2007 à 585 en 2008, soit une baisse de 19,5%.

Des chiffres qui prouvent «l'efficacité» du travail de l'IGPN, selon Frédéric Péchenard, directeur général de la police nationale. «Les plaintes déposées par les particuliers contre les forces de l'ordre sont en baisse constante, et pourtant le nombre de sanctions augmente. Ce qui montre bien que le ministère de l'Intérieur veille à ce que la déontologie soit scrupuleusement respectée par ses agents».

En 2008, les services de l'IGPN ont ouvert 1.348 dossiers d'enquête, dont 44% engagés sur saisine judiciaire, 24% sur saisine administrative du ministre ou du directeur général de la police nationale et 32% sur demandes directes de particuliers.

Ces dossiers concernaient des faits d'atteintes aux personnes (585, soit 43,40%), des fautes professionnelles (421, soit 31,23%), des atteintes aux biens (217, soit 16,10%), des incidents de vie privée (54, soit 4%) et divers (71, soit 5,27%).

Libération du 16 juin 2009

LES VERTS PRETS A EN DECROUDRE AVEC LE PS AUX REGIONALES

Au regard du détail des résultats du scrutin du 7 juin, où les listes Europe Écologie sont arrivées devant les socialistes dans 7 des 22 régions de métropole, décision a été prise de partir «en autonome» aux régionales. Aucun accord de premier tour ne sera donc possible avec le PS. Jean-Vincent Placé, qui aspire lui à conduire la liste Ile-de-France Écologie dans la Région capitale, juge «pas probable, mais certain» que les écologistes remporteront plusieurs Régions. Lui-même se voit déjà en successeur de son «ami», le socialiste Jean-Paul Huchon. Du coup, en Ile-de-France, les couteaux sont déjà tirés avec le PS depuis quelques jours. Dans l'entourage de Huchon, un élu socialiste estimait que «Placé a pris une tête de dirigeable». «C'est Dr Jekyll et Mr Hyde. D'un côté il a cogéré la Région avec nous, de l'autre il veut se distinguer», tacle-t-il. Lors d'une réunion du groupe Verts la semaine dernière, Placé, en parlant des socialistes, aurait lancé : «On va les bouffer.»

Le Figaro du 19 juin 2009

FAIBLE MOBILISATION POUR LE DEFILE FRONTISTE DU 1ER MAI

Jean-Marie Le Pen ne mobilise plus guère pour sa manifestation du 1er mai. Le traditionnel défilé du Front national en l'honneur de Jeanne d'Arc a réuni 1.200 militants, selon la police. Malgré un temps radieux et la proximité des élections européennes du 7 juin, la foule était loin de celle des grandes années. Comme l'an dernier, le maigre cortège frontiste a défilé non pas vers la place de l'Opéra, mais vers la statue de Jeanne d'Arc place des Pyramides, où Jean-Marie Le Pen a prononcé son discours. «Je suis là, il y a du monde, encore un peu. S'il n'en reste qu'un je suis celui-là», a philosophé à son arrivée le vieux leader frontiste de 80 ans. Jean-Marie Le Pen, qui passera le témoin après les régionales de 2010 à sa fille Marine, a relativisé les difficultés du Front national, siphonné par Nicolas Sarkozy en 2007, déserté par de nombreux cadres et élus et en grande difficulté financière: «le président de la République dit qu'il a tué le FN, il l'a volé, mais il ne l'a pas tué». En marge de la manifestation, Marine Le Pen a confirmé que le FN avait demandé à la chambre des notaires de vendre aux enchères l'ancien siège de Saint-Cloud, en vente depuis un an. Ce 36e discours en l'honneur de Jeanne d'Arc n'était pas le dernier pour Jean-Marie Le Pen. Le président du FN a espéré être encore là l'an prochain, «si Dieu lui prête vie». Il transmettra ensuite le flambeau à sa fille Marine lors d'un congrès réuni «entre novembre 2010 et Pâques 2011».

Le Figaro.fr du 1er mai 2009

LE FISC VA LUTTER CONTRE LE TRAFIC DES CITES

Une cellule spécialisée dans la lutte contre les trafics dans les cités va être créée à l'intérieur du fisc, a indiqué Eric Woerth, ministre du Budget, suite à un discours sur la Sécurité de Nicolas Sarkozy dans lequel le président lui a demandé de «confier aux services fiscaux une mission directement liée à la lutte contre les trafics dans les cités». «Deux fonctionnaires spécialisés devront être spécialement affectés dans chacun des vingt-cinq quartiers les plus sensibles» de l'hexagone, a ajouté M. Sarkozy. «On va créer à l'intérieur du fisc une cellule spécialisée dans ce domaine-là et on va évidemment participer à l'opération, quartier par quartier», a affirmé M. Woerth. Selon lui, «le fisc a un rôle majeur à jouer dans la sécurité, comme les douanes. Dans un certain nombre d'endroits, on voit bien qu'il y a un décalage très fort entre le train de vie des personnes et les revenus», a-t-il dit. «Il faut réagir, sans arrêt s'adapter à la délinquance. Hier, les douanes ont pris presque 700 kg de cocaïne, c'est la plus grosse prise de drogue dure depuis toujours en France, c'est parce que la chaîne a très très bien fonctionné, du motard qui arrête jusqu'au douanier (...) 700 kg de cocaïne, c'est 50 millions d'euros en terme de revente», a-t-il argué. Interrogé sur le secret professionnel (en matière fiscale ou douanière), récusé par M. Sarkozy «lorsque la sécurité des Français, ou celle de l'Etat, est en jeu», M. Woerth a répondu que «le droit du citoyen, c'est d'abord d'être protégé par l'Etat». Les Indiscrets.com du 28 mai 2009

UNE ANALYSE DES EUROPEENNES

«L'UMP, le parti de la majorité envoie le plus d'élus au Parlement. Mais en termes de suffrages, la gauche, toutes familles confondues, fait mieux que la droite. Tout comme l'anti-sarkozysme (la gauche, le MoDem et dans une certaine mesure le FN), qui totalise près de 60% quand le parti du Président ne recueille que 28% des suffrages. Un chiffre assez proche, d'ailleurs, de la cote de popularité de Nicolas Sarkozy. Cette élection n'est pas un succès pour le Président. Il y a deux vaincus dans cette élection, le PS et le MoDem et deux vainqueurs, l'UMP comme parti et «les gauches». Mais le jour venu, c'est peut-être le PS qui tirera le plus de profit de la coalition de gauche issue de ces élections. La droite récolte les fruits de la création de l'UMP en 2002, avec ce que cela a de rassembleur mais aussi de limité dans la mesure où il n'y a plus beaucoup de réserves de voix. La tentation pourrait être grande de modifier le mode de scrutin des régionales pour en faire une élection à un tour.»

Jean-Luc Parodi, politologue au Cevipof - 20 Minutes du 8 juin 2009

DEUX SOCIALISTES LUCIDES

Gérard Collomb, maire de Lyon : «Nos propositions sont si nulles que nous ne sommes pas perçus comme une force d'alternance.»

L'Express du 28 mai 2009

Pierre Moscovici, député du Doubs : «On ne fait pas de politique sans chance et sans risque. Comme le PS ne court aucun risque, il ne se donne aucune chance.»

Le Nouvel Obs du 28 mai 2009

LES INVITES CHOISIS DE SARKOZY

C'était le 6 juin, jour des commémorations du débarquement. Devant la préfecture de Caen, des centaines de personnes attendent avec ferveur l'arrivée de Barack Obama et de Nicolas Sarkozy. Elles patientent, massées devant l'entrée, dans un périmètre sécurisé. A l'arrivée du chef de l'Etat, le public scande «Nicolas, Nicolas!» et conspuent le maire socialiste de Caen, Philippe Duron, présent dans la délégation. Normal, les invités sont triés sur le volet il s'agit en fait de militants de l'UMP, comme le montre un tract. Dans ce document, le secrétaire départemental du Calvados remercie les «500 personnes» qui ont bien voulu répondre à «l'invitation» du parti de la majorité présidentielle en participant aux «cérémonies». Au passage, le responsable profite de cet événement international pour remobiliser les adhérents dans la perspective des futures échéances. «N'oubliez pas d'aller voter le 7 juin pour la liste UMP», insiste-t-il. A gauche, on s'insurge contre l'instrumentalisation de la visite d'Obama. «Ce tract était distribué sur place, dans le carré sécurisé», s'étrangle la députée socialiste Laurence Dumont, présente aux cérémonies, qui conteste avoir reçu des excuses de Xavier Bertrand, comme certains l'ont affirmé. Philippe Duron affirme également ne pas avoir reçu d'appel du patron de l'UMP.

L'Express du 10 juin 2009

DANIEL COHN-BENDIT, LE HASCH ET LES ENFANTS

Sur le plateau de l'émission *Apostrophes* du 23 avril 1982, animée par Bernard Pivot, on voit un «Dany» chevelu et vêtu d'un blouson noir. Il avoue avoir pris avant l'émission un «petit gâteau au hasch» et se sentir «décontracté». Puis il évoque les jardins d'enfants alternatifs, qu'il décrit dans son livre de 1975, *Le Grand bazar*. Il explique s'occuper à l'époque de «huit petits gosses de 16 mois à deux ans». «Je vais leur torcher le cul, ils vont me chatouiller et je vais les chatouiller...» Avant d'en remettre une bonne louche de provoc: «La sexualité d'un gosse, c'est absolument fantastique, faut être honnête. J'ai travaillé auparavant avec des gosses qui avaient entre 4 et 6 ans. Quand une petite fille de 5

ans commence à vous déshabiller, c'est fantastique, c'est un jeu érotico-maniaque..."
L'Express du 10 juin 2009

Libération du 30 avril 2009

"LE CONTEXTE SUBVERSIF DES ANNEES 1970 REVIENT"

DES ARTISTES "DE GAUCHE" DENONCENT LA STRATEGIE DU PS

Dans une lettre ouverte adressée à Martine Aubry, plusieurs artistes se réclamant "de gauche", dénoncent la stratégie suivie par le Parti socialiste à propos de la loi "Création et internet", qui vise à lutter contre le piratage sur internet.

« Madame la Première Secrétaire,

Depuis toujours nous avons soutenu la gauche. Chaque fois que vous avez fait appel à nous, nous avons répondu présent. Pas par devoir. Moins encore par intérêt. Par désir et par conviction. La gauche - notre famille - c'était le refus d'un ordre purement marchand. C'était la protection du faible contre le fort. En particulier pour la culture. En ne les abandonnant pas à la seule loi du marché, la gauche avait sauvé les artistes dans notre pays. C'était vrai, en particulier, des dispositions prises sous François Mitterrand. Ceux de nos voisins qui n'ont pas fait ce choix-là n'ont plus de cinéma ni de musique.

En vous opposant, à l'occasion de la loi "Création et Internet", à ce que des règles s'imposent aux opérateurs télécommunications (comme vous les aviez imposées naguère aux opérateurs de télévision et de radio) pour qu'ils cessent de piller la création, vous venez de tourner le dos de manière fracassante à cette histoire commune.

Vous étiez la résistance à la déréglementation, à la loi de la jungle et du plus fort qui assassine la diversité culturelle. Vous êtes désormais, par l'effet d'une étrange ironie de l'histoire, les avocats du capitalisme débridé contre les droits des artistes à l'heure du numérique.

Souvenez-vous en : le droit d'auteur est un droit de l'homme. Ce n'est pas parce que les PDG des nouvelles multinationales portent des jeans et des tee-shirts que leur âpreté et leur cupidité est moindre. Pour être cool en apparence, le capitalisme numérique n'en est pas moins sauvagement prédateur ! Héraclite nous enseigne : "Le Peuple doit combattre pour ses lois comme pour ses murailles".

En faisant échec au vote de cette loi à l'Assemblée vous nous avez adressé un message de rupture. Par la présente, nous en accusons réception.

Vous avez perdu notre soutien - peut-être n'est-ce pas si grave après tout ? Mais il nous semble aussi, et cela est plus fâcheux, que vous avez également perdu votre âme.

Quant à nous, nous restons de gauche, comme ça, quand vous le redeviendrez, vous saurez où nous trouver.

Veillez croire, Madame la Première Secrétaire, en l'expression de nos salutations attristées. »

Le Monde du 4 mai 2009

DERRIERE LA FAÇADE DU 1ER MAI UNITAIRE, RADICAUX ET REALISTES S'OPPOSENT

Et après ? Pour la troisième fois en quatre mois, les syndicats mettront dans la rue un nombre impressionnant de salariés. Avec 283 cortèges dans toute la France et une manifestation parisienne qui devrait battre des records, le succès de cette troisième journée d'action ne fait guère de doute. Pourtant, cette mobilisation croissante complique un peu plus la stratégie des organisations syndicales, qui jouent l'union sacrée face à la crise économique, mais sont de plus en plus tiraillées entre réalistes et radicaux. Les huit de l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC, Unsa, Solidaires, FSU) se sont retrouvés au siège de Force ouvrière pour définir les revendications communes. Sur ce chapitre, pas de surprise : ce sont l'emploi, le pouvoir d'achat et la relance économique. Mais pour la suite des événements, le scénario est plus complexe. Aussi les huit organisations syndicales ont-elles décidé... de se revoir le 4 mai «pour débattre des objectifs, des modalités et du calendrier des prochaines initiatives».

Dans le camp des radicaux, on trouve Solidaires, la FSU et Force ouvrière, qui verraient bien un appel à la grève générale avant l'été. Une stratégie inspirée par les militants trotskistes du Nouveau Parti anticapitaliste d'Olivier Besancenot (nombreux à Solidaires, dans les syndicats SUD), de Lutte ouvrière et du Parti ouvrier indépendant, l'ancien Parti des travailleurs (à FO et parfois à la CGT), mais aussi du PCF et du Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, influents à la FSU. Cette résurgence du vieux mythe de la grève générale a le don d'exaspérer les leaders du bloc «réaliste» au sein de l'intersyndicale, rassemblé derrière un front CGT-CFDT plus uni que jamais. Le fait que Force ouvrière s'accroche au mot d'ordre de grève générale les irrite particulièrement. «Même en mai 1968, rappelle un responsable CGT, on n'a pas appelé à la grève générale. Et sur le terrain, dans les boîtes, on aimerait bien les voir un peu plus les gars de FO. Là où ils sont encore présents, c'est pas des foudres de guerre.» Confidences «off», bien entendu. L'heure est à l'unité syndicale. De leur côté, les militants «radicaux» critiquent de plus en plus ouvertement la CGT et la CFDT, dont le gouvernement souligne avec une maladresse calculée «le sens des responsabilités», en l'opposant aux débordements réels ou supposés observés dans les conflits locaux, qu'il s'agisse des séquestrations de dirigeants ou des dégradations de la sous-préfecture de Compiègne. «Chacun en réalité sait très bien que le premier qui quitte l'intersyndicale apparaîtra comme un briseur de l'unité d'action», observe un responsable de l'Unsa : «On est donc condamnés à s'entendre.»

Nous sommes là face à des mouvements dont on a perdu l'habitude en France. Il faut se souvenir que dans les années 1970, il y avait énormément de mouvements de ce type, avec soit des occupations d'entreprise, soit des séquestrations de cadres, voire, avec en 1973 le cas de l'entreprise horlogère LIP, de revente de la production pour le compte des ouvriers eux-mêmes. Ce contexte subversif que la France avait oublié revient aujourd'hui.

En réalité, nous avons deux mouvements sociaux. Un mouvement presque rituel, celui organisé par les organisations syndicales, comme les journées de mobilisation que nous avons connues le 19 mars et le 29 janvier. Aujourd'hui, nous avons quelque chose de plus spécifique à la crise : une multitude de conflits locaux qui peuvent être très durs, parce que les salariés sont dos au mur.

Les mouvements de luttes et leurs aspects radicaux tels qu'ils apparaissent dans les entreprises sont très différents d'entreprise à entreprise. Prenons l'exemple de Sony. On propose aux ouvriers qu'on souhaite licencier un plan social beaucoup plus désavantageux que les plans sociaux précédents. Or, pour ces salariés, il y a une difficulté en plus. Ils sont aujourd'hui confrontés à une grave crise économique, et perdre aujourd'hui leur emploi, cela implique beaucoup plus de difficultés qu'avant. Ailleurs, avec Continental, nous avons beaucoup plus de violence symbolique - coups de poings sur un mannequin, jets d'oeufs. Mais avec tout cela, nous n'avons pas encore atteint le degré supérieur des menaces, comme celle de faire exploser l'usine, par exemple.

Il est très facile de jeter la pierre soit à l'entrepreneur, soit aux syndicats. Dans les entreprises en difficulté comme Amora, 3M, Continental ou Sony, le seul dialogue social concerne malheureusement la mise à mal d'un certain nombre d'activités de l'entreprise, quand ce n'est pas l'entreprise elle-même. En France, la culture sociale est d'autant plus contestataire que le dialogue social a souvent été déficitaire. Historiquement, notre pays n'a pas été un exemple de négociations professionnelles, contrairement aux pays d'Europe du Nord.

Sur le terrain, les conflits les plus durs peuvent avoir lieu dans les PME, là où les syndicats sont traditionnellement absents, ou très peu présents, et où l'on peut s'attendre à une très grande appréhension du patronat.

Guy Groux, directeur de recherche au Centre d'études de la vie politique française (Cevipof), et spécialiste des mouvements sociaux - Le Point du 27 mars 2009

UN CHIFFRE A MEDITER

58 % c'est, selon une enquête récente, la proportion de cadres qui, en France, affirment soutenir les mouvements sociaux. Une donnée qui semble démontrer le malaise croissant de cette catégorie de salariés dont la motivation est pourtant cruciale.

Le Baromètre des cadres de mai 2009

LE PS, GRANDE CAUSE NATIONALE

Au train où vont les choses, il faut que le PS, menacé de disparition selon ses propres ténors, devienne une grande cause nationale. Qu'on inscrive le parti de Blum et de Mitterrand au patrimoine mondial de l'Unesco. Qu'on instaure une journée du socialisme comme il y a une journée de la gentillesse. La France a besoin d'une opposition. Nicolas Sarkozy aussi. Tout homme va toujours jusqu'au bout de son pouvoir, c'est une pente naturelle, et il est sain que des limites lui soient fixées. En tout cas, en démocratie puisque tel est, jusqu'à nouvel ordre, le régime dans lequel nous vivons. Sinon, la nature ayant horreur du vide, n'importe qui ou n'importe quoi risque, le jour venu, de le remplir.

Le Point du 18 juin 2009

RAFFARIN: "JE SUIS UN AMI NON ALIGNE DE SARKOZY"

« Je suis un ami non aligné. Je suis bien dans l'UMP, je sais, quand les choses sont graves, être solidaire, mais je ne suis pas décidé à tout accepter, à tout avaler. Je suis loyal et libre et notre relation est équilibrée. Je souhaite que l'UMP soit le meilleur relais possible de la politique gouvernementale, mais aussi qu'elle se fasse entendre de l'exécutif quand elle a des convictions et des propositions. Il faut veiller à ce que l'UMP ne soit pas seulement un parti de supporters. L'expérience politique m'a appris que même si l'on n'est pas entendu aujourd'hui, on peut l'être demain. Il n'y a pas de combat politique sans durée et sans constance. »

Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre - L'Express du 8 juillet 2009

MIL-VIGILANCE N° 22/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 23/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

LES SANS PAPIERS EVACUES SANS MENAGEMENT

Après 14 mois passés à vivre jour et nuit dans les locaux de la Bourse du travail à Paris, les occupants de ce grand bâtiment situé à deux pas de la place de la République se sont retrouvés à la rue, évacués de force. Africains en situation irrégulière, ils étaient autour de 400 à 500 à y vivre en permanence et près de 1200 à y venir par intermittence. Qui a mené l'évacuation ? Tandis que nombre de témoins accusaient la police, les sans-papiers évacués désignaient la CGT, qui aurait envoyé son service d'ordre faire le sale boulot. Scénario que le syndicat a fini par reconnaître quelques heures plus tard : «Après avoir essayé en vain de négocier pendant des mois, nous avons décidé de mettre un terme à une occupation qui était devenue un squatt (...) et ce sans faire appel aux forces de l'ordre», justifie Patrick Picard, secrétaire général de l'Union départementale de Paris. Pourquoi un syndicat qui monte régulièrement au créneau sur la question des travailleurs sans-papiers a-t-il délogé... des travailleurs sans-papiers ? La CGT, qui dispose du bâtiment, en co-gestion avec la CFDT, FO, la CFE-CGC, l'Unsa et Solidaires, voulait d'abord récupérer son lieu de travail. Ensuite, le syndicat entretient depuis le début des relations tendues avec ces sans-papiers, pour la plupart travailleurs isolés, employés dans le nettoyage ou la sécurité, qui se sont rassemblés dans un collectif autonome, la Coordination des sans-papiers, sans jamais vouloir se rapprocher de la CGT pour les demandes de régularisation. Après plusieurs semaines de menaces, la CGT a donc envoyé «quelques dizaines de militants», qui n'ont pas fait les choses à moitié. Les témoins — occupants, passants ou commerçants — décrivent tous la même scène, très brutale: vers 12h30, alors que le gros des occupants était, comme chaque mercredi, parti manifester place du Châtelet pour réclamer des régularisations, une trentaine de gros bras «au crâne rasé», brassard orange au bras, ont débarqué armés de «bâtons» et de «bonbonnes de lacrymo», le visage protégé par des masques et des «lunettes de piscine». «Ils ont remonté la rue en rang, arrivés à la porte de la Bourse du travail ils ont crié "On y va! on y va!", ils sont rentrés dans le bâtiment et ont balancé les lacrymo», raconte Nicolas qui remontait la rue à ce moment là et a appelé la police, comme d'autres. Une jeune fille, Nadia, dit aussi avoir vu «une vraie milice. Leurs bâtons, c'étaient des planches». D'autres parlent de «commando», de «chaises qui volaient», montrent les vitres cassées. Sous le choc, Konté, un occupant qui n'était pas parti à la manifestation, justement pour garder le bâtiment, raconte: «Ils savaient qu'on est peu nombreux le mercredi. On était dans la cour quand ils sont arrivés, ils nous ont lancé tellement de gaz qu'on a dû sortir, on n'a pas eu le choix.» La police est arrivée «dix minutes plus tard» mais sans rentrer dans le bâtiment, faute, explique-t-on, de réquisition du propriétaire, en l'occurrence la mairie de Paris. Les policiers seront rejoints par les CRS, tandis que les pompiers évacuent plusieurs blessés légers. Sur le boulevard, les passants s'échauffent «ratonnade», «nettoyage», «Sarkozy assassin»... Certains jurent reconnaître parmi les policiers en civil présents les mêmes qui ont forcé le bâtiment une demi-heure plus tôt. Deux jeunes filles affirment que des policiers en civil étaient déjà là quand la «milice» a débarqué et se parlaient entre eux avec leur talkie. Bienôt la rumeur court: ce serait la police qui aurait mené une opération coup de poing pour pouvoir ensuite faire évacuer le lieu. Dans les rangs de la police, on ne nie pas avoir eu des hommes présents «comme chaque mercredi, pour encadrer la manifestation» mais on se défend d'avoir participé à l'évacuation, menée «par le service d'ordre de la CGT et uniquement par lui».

Libération du 25 juin 2009

CGT ET SUD SE RENVOIENT LA CANETTE

Environ 1000 salariés de l'usine Goodyear d'Amiens ont manifesté au siège de Rueil-Malmaison. Des échauffourées ont eu lieu avec les forces de l'ordre, des autocollants Goodyear ont décoré durablement les pare-brises des voitures garées aux alentours.... La faute à l'alcoolisation de certains manifestants à en croire la CGT qui "regrette que le syndicat SUD très minoritaire dans les cortèges soit venu à cette journée d'action avec une camionnette remplie de boissons alcoolisées. Le jet de canettes de bières est inacceptable, des salariés ont évité de peu de prendre une canette en pleine face." Et la CGT de poursuivre, "il y a eu aussi de nombreux extérieurs (anarchistes et autres) aux Goodyear qui ne sont venus que pour casser du «bleu», tout en annonçant la mise en place d'un service de sécurité d'environ 150 salariés. Le "règlement" interdisait bien de consommer de l'alcool dans les cars qui ont conduit les manifestants au siège. SUD chimie se déclare "effaré de la mauvaise foi du secrétaire de la CGT. Les travailleurs CGT/SUD/ou sans étiquette présents n'ont pas vu du tout cette réalité ! Des photos disent bien autre chose, des militants CGT/SUD/ou sans étiquette ont fait face aux forces de l'ordre décidés à en découdre et ont

riposté comme ils pouvaient. Le secrétaire CGT s'adonne depuis quelque temps à salir le syndicat SUD Chimie, comme il s'est acharné sur d'autres en d'autres temps !"

Miroir social.com du 15 juin 2009

QUESTION DE CONFIANCE

"C'est moins au gouvernement de réclamer la confiance de sa majorité qu'à l'opposition de s'interroger sur les raisons pour lesquelles elle ne l'a pas parmi le peuple français."

François Fillon, au Sénat le 25 juin 2009

SEQUESTRATIONS : LA MAIN DE L'EXTRÊME GAUCHE

Qui se cache derrière les meneurs des grèves et les salariés qui séquestrent les patrons ? Agissent-ils seuls, poussés par le désespoir de voir une vie de travail partir en fumée ? Ou sont-ils instrumentalisés pour engendrer le chaos ? Nombre d'observateurs estiment que ces débordements volontairement médiatisés portent la signature de l'extrême gauche. Qu'il s'agisse du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), de Lutte ouvrière (LO) ou de groupuscules anarchistes. «C'est un secret de polichinelle que de dire que les meneurs de la fronde des Continentaux à Clairoux sont encartés chez LO», dénonce un dirigeant de la CFDT. «Les militants du NPA sont partout où il y a de la misère et la peur de l'avenir, abonde un autre de la CGT. Ils jouent sur les craintes des gens, combinent un vide politique ou syndical, et soutiennent tous ceux qui sont en lutte. Dès qu'il y a deux grévistes dans une entreprise, ils débarquent.» À la sous-direction de l'information générale (ex-RG), les notes affluent en provenance des départements sur l'évolution des différents conflits sociaux et les actions envisagées par les acteurs les plus déterminés. Le risque d'embrasement sur les sites est évoqué depuis longtemps dans les analyses reçues à Paris. Tout comme les ex-RG avaient mis en garde contre de possibles dérapages outre-mer, et notamment en Guadeloupe. Un commissaire de police très au fait des questions sociales est formel : «Les salariés qui dégradent leurs usines et qui intimident leur hiérarchie cèdent évidemment à une sorte d'emballement collectif.» Selon lui, «les images de séquestrations de patrons qui tournent en boucle à la télé ont pour effet de banaliser cette pratique». L'un de ses collègues de province ajoute : «Il est difficile d'apporter la preuve irréfutable que des organisations subversives sont à l'origine du durcissement des mouvements engagés. Mais ce qui est certain, c'est que des agitateurs de tout poil tentent de profiter du climat et s'activent en coulisse, dans les milieux de la gauche trotskiste notamment.» Il n'est d'ailleurs «pas anodin, poursuit-il, que les sites où la situation se radicalise le plus, ces derniers jours, se trouvent dans des villes comme Grenoble ou Toulouse, où l'extrême gauche dispose de nombreux relais». Après le saccage de la sous-préfecture de Compiègne par des salariés de l'usine Continental de Clairoux, la ministre de l'Intérieur, Michèle Alliot-Marie, a fermement rappelé que «de tels agissements ne sauraient être tolérés» et que tout serait «mis en œuvre pour identifier les casseurs». Les enquêtes judiciaires permettront peut-être de dire si, oui ou non, les jusqu'au-boutistes ont agi de leur propre initiative ou s'ils ont été instrumentalisés. À Compiègne ou ailleurs.

Mais certains éléments ne trompent pas. Comme la maîtrise des outils de communication affichée par certains leaders sur le terrain, qui savent utiliser la presse pour faire passer leurs revendications, parfois violemment. «Tout cela est piloté de l'extérieur, assure Marcus Kerriou, cogérant de l'usine Molex de Villemur-sur-Tam, séquestré pendant vingt-six heures avec son DRH, et qui évoque des «éléments radicaux». Idem en Guadeloupe, où les meneurs de la fronde lors de la longue grève de ce début d'année étaient aidés. «C'était très voyant, raconte aujourd'hui un proche de Willy Angel, le président du Medef Guadeloupe. Ils étaient briefés par les militants d'extrême gauche ou indépendantistes pour se positionner sur une estrade, préparer leur plan de communication et définir la stratégie de débordement.» Une stratégie tellement payante outre-mer qu'Olivier Besancenot - qui s'est rendu en Guadeloupe lors du conflit de février - souhaite l'importer en métropole, où le noyautage des syndicats traditionnels est pourtant déjà une vieille tradition. «Les centrales territoriales sont très infiltrées, assure ainsi un représentant patronal. Il y a de l'entrisme actuellement dans les syndicats d'extrême gauche qui tentent de radicaliser les mouvements.» Ce que confirme un cadre de la CGT. «Ils nous collent sur le terrain dans tous les conflits, reconnaît-il. Ils essaient de peser sur ce qu'on dit et ce qu'on fait.» Il est d'ailleurs de plus en plus fréquent de retrouver des tracts du NPA ou de LO - vantant la lutte des classes et appelant à la révolte - traîner à la sortie des entreprises, et même à l'intérieur. Une situation qui a poussé la CGT à confier à un ancien responsable de la CGT-transport, Alain Renault, la mission de suivre le développement du NPA dans ses rangs. «On sait très bien où ils se trouvent : dans quelles fédérations, dans quels territoires, dans quelles entreprises», avoue-t-il. Les sections départementales CGT de Seine-Maritime, du Pas-de-Calais ou des Bouches-du-Rhône seraient ainsi présidées par des militants d'extrême gauche. Tout comme les fédérations de la chimie, de quelques branches de la fonction publique, ou encore les sections d'Orly-Sud ou de la SNCM. «Le NPA a besoin d'une assise dans les organisations de masse, comme à la CGT, pour se développer», justifie un syndicaliste cégétiste. La centrale dirigée par Bernard Thibault n'est pas le seul syndicat à faire les frais aujourd'hui de cette stratégie. FO, de culture trotskiste et dont certains dirigeants lambertistes militent au Parti des travailleurs, ainsi que la CFTC sont également touchés. «Les militants dormants se réveillent en ce moment», avoue un patron. La CFDT en revanche, se veut sereine. «On s'en est débar-

ressé il y a plusieurs années», ironise l'un de ses responsables. Il n'y a qu'un seul syndicat où l'extrême gauche n'a pas besoin de faire d'entrisme pour influencer les décisions. Il s'agit de la galaxie des centrales SUD, regroupées sous la bannière Solidaires. Olivier Besancenot n'a-t-il d'ailleurs pas sa carte à SUD-PTT ? « Ils sont de tous les combats des sans : sans-papiers, sans-logement, sans-emploi..., fait remarquer un responsable FO. Ils ont la même conception de la lutte des classes et de la nécessité d'instaurer un rapport de forces pour parvenir à leurs fins. »

Une révolution encouragée par les discours bienveillants des leaders politiques de gauche qui, tout en condamnant la violence, avouent « comprendre » les débordements, et les jugent même « légitimes » pour certains. Et qui profite des « erreurs de communication » de quelques directions d'usine. Celles de Continental à Clairoux ou de Caterpillar à Grenoble reconnaissent en avoir commis. La direction de Clairoux a ainsi démenti énergiquement pendant plus d'une semaine les rumeurs de fermeture du site. Les représentants syndicaux ont adhéré à son discours. Lorsque la décision a finalement été confirmée, la direction et les syndicats, décrédibilisés, ont perdu la confiance des salariés. Laisant le champ libre aux « ultras », mais aussi à des salariés sans engagement politique, révoltés d'avoir été bernés : deux ans auparavant, ils avaient accepté une augmentation de leur temps de travail afin de « pérenniser leurs emplois ». Les politiques de tout bord se sont engouffrés dans la brèche pour dénoncer la « trahison ». A Grenoble, les circonstances sont différentes. Début janvier, les négociations entre l'intersyndicale et la direction avaient pourtant débuté aussi sereinement que possible dans de telles circonstances. « Le tournant a été pris le 2 mars, tandis que 100 à 200 salariés (sur 2 700) au chômage partiel, et non pas en grève, manifestaient dans l'usine. Un groupe d'anarcho-libertaires est venu les rejoindre. Les syndicats ont perdu le contrôle de ce petit groupe », relate un salarié. D'occupation d'usine en séquestration de cadres, en trois semaines, la tension est montée. Nicolas Sarkozy lui-même s'est engagé à « sauver le site » et à rencontrer les salariés. Lesquels ont refusé de répondre à l'invitation de l'Élysée, exigeant une visite sur place du président. « L'ultra-gauche ne crée pas les opportunités, elle les utilise », estime un observateur local. Olivier Besancenot en a encore apporté la preuve devant les salariés de la société Molex : le leader du NPA a appelé à une « marche nationale » de tous les salariés licenciés. Une marche « sur Paris »...
Le Figaro du 23 avril 2009

FRANCOPHONIE : EUROP ASSISTANCE CONDAMNEE

Le tribunal de Nanterre, saisi par le syndicat CFTC, a ordonné à Europ Assistance France de traduire en langue française un logiciel de comptabilité qui avait été mis à disposition des salariés. Le jugement est assorti d'une astreinte de 5.000 euros par jours de retard, passé un délai de trois mois. Selon le tribunal, qui s'appuie sur le code du travail (article L 1321-6), « l'employeur doit fournir une version française de tous les documents nécessaires aux salariés pour l'exécution de leur travail, excepté s'il s'agit d'un document reçu de l'étranger ou destiné à des étrangers ». Le tribunal estime que le faible nombre de salariés à utiliser le logiciel ne constitue pas un motif de dispense de son obligation légale pour Europ Assistance qui avait déjà été condamnée dans une affaire similaire en 2007.

La Gazette de la Presse Francophone – avril / mai 2009

L'HOMME POLITIQUE LE PLUS DROLE DE L'ANNEE

Ce Prix récompense l'auteur de la phrase la plus hilarante de l'année, qu'il s'agisse indistinctement d'humour volontaire ou involontaire. Cette année le prix de l'humour est revenu au maire de Paris, Bertrand Delanoë grâce à " **Le vrai changement du PS, ce serait de gagner**". Il succède ainsi à Jean-Louis Borloo. Son dauphin, le ministre de l'éducation, Luc Chatel a obtenu le prix de l'encouragement après s'être exclamé " **Le chef de l'Etat appelle parfois Brice Hortefeux pour ne rien lui dire, c'est la preuve de la qualité de leurs relations**". Deux mentions spéciales ont été attribuées à l'ancien sénateur François Gerbault : " **le système des quotas a été inventé par un sénateur romain : Numerus Clausus**" et à Guillaume Bachelet, " **la présidentielle, Hollande y pense tous les jours en nous rasant**".

Les autres nominés étaient : Christine Albanel, Ministre de la Culture et de la Communication : « **Mes cheveux raccourcissent au fur et à mesure que mon expérience croît** ». Martine Aubry, 1ère Secrétaire du PS : « **Ségolène Royal aura la place qu'elle souhaite dans le PS, même si la plupart sont déjà occupés** ». Roselyne Bachelot, après la victoire des handballeurs Français aux Championnats du Monde : « **Dans les vestiaires, nous n'avions qu'un mot : énorme !** » Najat Belkacem, conseillère régionale PS et adjointe au Maire de Lyon : « **Il ne faut pas que le PS se laisse électrocuter par ses courants** ». Jean-Christophe Cambadélis, Député PS de Paris : « **Si Ségolène Royal s'excuse chaque fois que Sarkozy fait une boulette, elle va passer sa vie à genoux** ». Jean-François Copé, Président du Groupe UMP à l'Assemblée Nationale, s'adressant au Président Nicolas Sarkozy : « **Tu as prévu de filer les clés de l'UMP à Xavier Bertrand ; tu devrais en garder un double** ». Et pour : « **Moi vivant, il n'y aura pas d'augmentation de la redevance** ». Valéry Giscard-d'Estaing, à propos d'un éventuel rattachement de sa région Auvergne : « **Je doute que le comité Balladur réussisse là où Jules César a échoué** ». Christine Lagarde, Ministre de l'Economie, à qui l'on suggère de devenir Commissaire Européen : « **Pourquoi pas entraîneur du PSG ?** ». Nadine Morano, Secrétaire d'Etat chargée de la famille : « **Je suis Sarkozyste jusqu'au bout des globules** ». Jean-Pierre Raffarin, Ancien Pre-

mier Ministre : « **Le tour de taille n'est pas un handicap au Sénat** ». Michel Rocard, Ancien Premier Ministre : « **Le PS est mal portant ; et comme je respecte les hôpitaux, je baisse la voix comme on doit le faire quand il y a un malade dans la place** ». Ségolène Royal, de retour des Etats-Unis : « **J'ai inspiré Obama et ses équipes m'ont copiée** ». Les indiscrets.com du 1er juillet 2009

LE NPA DEMENT TOUTE VAGUE DE DEPARTS DE MILITANTS

Selon la radio Europe 1, le Nouveau parti anticapitaliste a perdu 3.000 militants sur les 9.000 qu'il comptait au printemps à cause du "sectarisme des dirigeants" et de la médiatisation à outrance de son porte-parole. Alain Krivine, l'un des leaders historiques du mouvement, a répondu qu' "il n'y a pas eu de vague de départs. Il y a des gens qui sont venus et qu'on n'a pas revus ensuite et beaucoup d'autres qui ont adhéré, comme dans tout parti. Nous avons aujourd'hui 540 comités", a-t-il dit à Reuters.
Reuters du 8 juillet 2009

CGT, LA FIN DE L'IMPUNITÉ ?

74 personnes au total ont été interpellées et placées en garde à vue après des dégradations dans les locaux du patronat du gaz à Paris. Parmi les interpellés figuraient les principaux responsables des syndicats CGT de l'Energie en Ile-de-France. Ces personnes ont été remises en liberté au terme de leur audition selon le ministère de l'Intérieur. Trois plaintes ont été déposées pour dégradations volontaires, violences volontaires et menaces répétées par des responsables de l'association. La ministre Michèle Alliot-Marie a souligné dans un communiqué que la violence ne saurait être admise comme une forme normale de contestation syndicale.
Le NouvelObs.com du 15 mai 2009

LILLE 2 : DES PROFS MENACES D'UN CONSEIL DE DISCIPLINE

Menace d'un conseil de discipline et retrait de salaire. Le président de l'université de Lille 2 a sorti le bazooka à l'encontre d'une douzaine d'enseignants-chercheurs. Tout cela parce qu'ils n'ont pas rendu à l'administration les notes du partiel du premier semestre, pour protester contre la réforme Pécresse de l'enseignement supérieur. Comme beaucoup d'autres de leurs collègues à travers la France. La première lettre recommandée avec accusé de réception est arrivée le 8 avril, trois jours après le déblocage de la fac de droit. Elle demande la remise des notes avant la fin de la semaine, sinon sanction. « Nous avons rendu les notes aux étudiants », s'insurge Nathalie Ethuin, maître de conférence, « Nous les avons affichées. La seule chose que nous n'avons pas faite, c'est les transmettre à l'administration. » Le président de l'université invoque des protestations d'étudiants, en master 1, qui ont besoin de déposer des dossiers pour postuler en master 2. Ils n'ont qu'un bulletin de notes provisoire, et explique-t-on du côté de l'université, « cela les désavantage par rapport à d'autres. Ce n'est pas officiel » Nathalie Ethuin précise que les enseignants-chercheurs ont fourni à leurs étudiants des attestations sur l'honneur justement pour ces fameux dossiers. Et que la vraie sélection en master 2 a lieu après la dernière délibération de l'année universitaire, quand l'étudiant a toutes ses notes et son diplôme en poche. « Pour nous, il n'y a qu'une toute petite part du service qui n'a pas été rendu », défend Nathalie Ethuin. Les enseignants-chercheurs concernés concoctent une réponse commune, la dépose en main propre au secrétariat de la présidence, avec accusé de réception. Ils proposent de voir « les modalités de remise de notes » possibles. Las, le président envoie une seconde lettre recommandée. Elle arrive le premier jour des vacances. Elle annonce des retraits de salaire, un trentième de salaire par jour de retard dans le dépôt des notes, à partir du 20 avril, et menace d'un conseil de discipline. Sans tenir compte, disent les enseignants-chercheurs, de leur réponse. Du côté de l'université, on ne commente pas ce point. « Nous sommes minoritaires dans cette université sur ce mode d'action, et c'est bien cela notre problème », explique Nathalie Ethuin. Sur 300 enseignants, ils ne sont qu'une douzaine à n'avoir pas rendu leurs notes. « Mais nous avons suivi un mot d'ordre national », précise-t-elle. « Et c'est à ma connaissance la seule fac en France où de telles sanctions vont être prises. »
Libération Lille du 24 avril 2009

« AUGMENTER LES IMPOTS SERAIT UNE ABSURDITE »

« Il y a trop de dépenses publiques inutiles en France et donc trop d'impôts. Les augmenter serait une absurdité sans nom, car il vaut mieux injecter de l'argent dans l'économie, ce qui profitera toujours à l'État, que verser directement dans les caisses de l'État de l'argent qui ne profitera pas à l'économie. De plus, faire ce que l'on a promis, c'est aussi une façon de réconcilier les Français avec la politique. »
Xavier Bertrand, Secrétaire général de l'UMP – Le Figaro du 5 mai 2009

MIL-VIGILANCE N° 23/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 24/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

LA FRANCE PREMIER PAYS DE DEMANDES D'ASILE EN EUROPE

42.599 c'est le nombre de requêtes déposées en 2008, qui font de la France le premier pays destinataire de demandes d'asile en Europe. Ces chiffres ont été publiés par l'Office de protection des réfugiés et apatrides (Opra), qui note une hausse de 19,9 %, par rapport à 2007, des demandes d'asile dans l'Hexagone. Sur ces 42.599 demandes, 11.441 personnes ont été placées en 2008 sous la protection de l'Opra, soit un taux d'acceptation de 36 % des demandes, contre 29,9 % l'année précédente. Les Irakiens (très majoritairement des chrétiens, 82,1 % des demandes acceptées), les Erythréens (70,4 %) et les Somaliens (56,4 %) figurent parmi les demandeurs qui accèdent le plus facilement au statut de réfugié en France.

Université de Montréal, Chaire de recherche en droit international des migrations, le 02 avril 2009

L'ADJOINT AUX AFFAIRES SCOLAIRES

« Sympathique », « avenant », « travailleur »... Selon ceux qui l'ont approché, l'adjoint aux affaires scolaires de la mairie du X^e arrondissement, militant socialiste de la première heure, avait aussi un penchant obscur qui le mènera le 26 mai devant le tribunal correctionnel de Paris. Julien Bobot, élu en mars 2008 sur la liste de Rémi Féraud, le maire PS de l'arrondissement, a reconnu devant les enquêteurs de la brigade de protection des mineurs (BPM) de la PJ de Paris avoir sciemment consulté et enregistré sur deux de ses ordinateurs des centaines d'images pornographiques mettant en scène de très jeunes enfants. C'est un « renseignement » qui a mis les policiers sur la piste de ce jeune père de famille de 34 ans, qu'ils ont interpellé sur son lieu de travail : la Ligue de l'enseignement, dans le VII^e arrondissement, une grande fédération d'éducation populaire dépendant du ministère de l'Éducation nationale où l'élu était employé en tant que chargé de mission, responsable des projets éducatifs de lutte contre le racisme et les discriminations. Sur son ordinateur professionnel et son PC personnel, trouvé dans son appartement du X^e arrondissement, pas moins de 700 photos pédopornographiques ont été découvertes et soumises à l'intéressé qui a reconnu les avoir téléchargées. Rien, en revanche, n'a été relevé sur le matériel informatique perquisitionné mercredi à la mairie du X^e arrondissement. Militant aux Jeunesses socialistes durant de nombreuses années, employé durant sept ans à la mairie PS du IX^e arrondissement comme responsable de la communication et rédacteur en chef du magazine d'information municipal, Julien Bobot n'avait jamais eu le moindre problème avec la justice.

Le Parisien du 19 mai 2009

IL EST LUCIDE !

"J'ai eu l'impression qu'il préférerait être à sa place qu'à la mienne."
François Bayrou après sa rencontre avec Nicolas Sarkozy - AFP 12 juin 2009

«PAS QUESTION D'APPELER A VOTER PS»

Le fossé se creuse entre les radicaux de gauche et les socialistes, qui n'ont offert aucune place éligible sur leurs listes européennes au PRG que préside Jean-Michel Baylet. « Il n'est pas question d'appeler à voter PS. L'accord que nous souhaitons avoir avec le PS n'a pas été possible parce que Martine Aubry ne nous a pas fait de propositions sérieuses. Nous avons donc fait savoir aux socialistes que nous ne participons pas à leur campagne, que nous ne soutenons pas leurs listes et que nous leur interdisons d'utiliser notre logo, comme ils en avaient l'intention. »

Le Parisien du 19 mai 2009

LE CREANCIER DU FN "S'AMUSE" AVEC LA LISTE DE DIEUDONNE

La "Liste antisioniste" menée par Dieudonné en Ile-de-France a fait appel pour son matériel de propagande officielle à un imprimeur bien connu à l'extrême droite, un ancien cadre du Front national devenu la bête noire du parti de Jean-Marie Le Pen, Fernand Le Rachinel. En effet, ce dernier a fait condamner le FN à lui verser près de sept millions d'euros en remboursement de diverses dettes contractées par le parti frontiste auprès de lui. Après avoir claqué la porte du Front, M. Le Rachinel a rejoint la dissidence du Parti de la France de Carl Lang, avec qui il fait campagne dans la circonscription Nord-Ouest face à Marine Le Pen. "Marc George [un proche d'Alain Soral et de Dieudonné] me connaissait du temps où il était au FN, du coup ils m'ont demandé des devis, ils savent que

j'ai du savoir-faire et que je tiens les délais", raconte Fernand Le Rachinel. "J'ai fait les affiches pour 8 300 panneaux en Ile-de-France, ainsi que les documents officiels. Ils sont solvables, ils m'ont réglé d'avance et comptant, cela doit représenter entre 200 000 et 300 000 euros. Dans la mesure où je pense qu'ils vont faire 3 %, je vais leur rendre leur chèque et c'est l'Etat qui me paiera", ajoute l'imprimeur.

Serait-ce une façon pour les amis de Carl Lang, qui ne se présentent pas en Ile-de-France, de donner un coup de pouce à une liste concurrente du FN ? Fernand Le Rachinel le nie. "J'imprime tous ceux qui veulent venir chez moi", tout en reconnaissant que la situation l'"amuse effectivement", car elle peut faire enrager "Dubois [tête de liste FN en Ile-de-France] et "Fifille" [Marine Le Pen]". Celui qui fut le plus important bailleur de fonds du Front national entend plus que jamais obtenir son dû. Faute d'avoir un remboursement via la vente de l'ancien siège du FN à Saint-Cloud, M. Le Rachinel veut désormais récupérer en garantie de paiement "les parts de la SCI".

Le Monde du 27 mai 2009

DES FLICS PRIS LA MAIN DANS LES URNES

Les bœuf-carottes (la police de la police) viennent de découvrir le drôle de cassoulet mitonné durant les élections municipales par le commissariat de Carcassonne. Quelques poulets s'y sont dépensés pour assurer la victoire du maire sortant, l'UMP Gérard Larrat, réélu avec 56 voix d'avance. Les investigations ont révélé un fonctionnement assez folklorique du commissariat de Carcassonne. Un gardien de la paix UMP et un brigadier-chef du MoDem (mais rallié au maire sortant) sont soupçonnés d'avoir trafiqué 76 procurations avec l'aide de plusieurs collègues. Sans l'intervention de ces braves agents électoraux, la droite aurait perdu l'hôtel de ville. Des liasses de procurations vierges avaient quitté le commissariat pour la permanence du candidat UMP Gérard Larrat Remplies par des militants et, parfois, par des adjoints au maire, les formulaires étaient ensuite validés en rafales – et en toute illégalité – par des policiers. En septembre dernier, le tribunal administratif de Montpellier avait entériné les résultats de ces élections. Mais, dans quelques jours, le Conseil d'Etat doit examiner à son tour le recours déposé par les socialistes. Pour éviter les mauvaises surprises, l'UMP de Carcassonne n'a qu'à demander une procuration aux magistrats...

Le Canard enchaîné du 06 mai 2009

PORT DE MARSEILLE: LES VOYOUS

Une quarantaine de personnes en tenue de travail du grand port maritime de Marseille (GPMM), dont certaines cagoulées et armées de haches et de barres de fer, ont saccagé le bureau du directeur général du GPMM, a dénoncé la direction du port dans un communiqué. "Le directeur général Jean-Claude Terrier a été directement menacé et a vu son bureau entièrement saccagé à coups de hache". "Cette agression est intervenue une heure après que la direction générale eut envoyé aux délégués du syndicat CGT des bassins de Marseille une lettre contenant des propositions" dans le cadre de la réforme portuaire.

Le Parisien du 29 juin 2009

MAM : « JE NE SUIS PAS BIG BROTHER ! »

« Je ne suis pas Big Brother ! La vie privée des gens ne me regarde pas et, pour tout dire, ne m'intéresse pas. Ce qui m'importe, c'est d'empêcher de nuire les délinquants et les criminels à qui je ne veux laisser aucun lieu ni aucun répit, même dans le cyberspace. »

Le Point du 28 mai 2009

UN PRETRE DELOGE A TOUL !

« C'est décidé, je pars. Ça devient insupportable. Depuis pratiquement une semaine, c'est tous les soirs ! » Dépit, contrarié, déçu, fâché ? Les mots sont faibles pour exprimer le ressenti de l'abbé Noël. Depuis plusieurs jours, en effet, à la tombée de la nuit, le curé de la Croix-de-Metz semble être la cible d'un groupe de jeunes. Pour des raisons qu'il ignore, pierres et cailloux pleuvent sur les vitres de l'église de la chapelle où il a élu domicile depuis 2002. « Jusqu'à l'année dernière, je n'avais jamais rencontré de problème », confie l'homme d'église. « Depuis un an, je dirais que ce genre d'incident se produit irrégulièrement. Mais depuis mercredi dernier, ça ne s'arrête plus ou presque. A chaque fois, à partir de 21 h 30... » Il faut dire qu'en milieu de semaine dernière, celui qui souhaitait partir sur la pointe des pieds, sans faire de vague, s'est finalement rendu au commissariat de police pour évoquer des faits qu'il ne pouvait passer sous silence. « Cette fois, ils m'ont menacé verbalement, en me disant " On aura ta peau ! " ». Si la formule a de quoi interloquer, la démarche de l'abbé Noël consistait seulement à attirer l'attention pour mettre fin à cette situation qu'il qualifie seulement d'« anormale ». Mais c'était sans compter sur les fidèles et proches. Beaucoup plus irrités, voire même scandalisés, par les exactions perpétrées dans la nuit de dimanche à lundi dernier. « Au total, six fenêtres de la chapelle ont été cassées », s'impatiente l'un d'entre-eux, avisant plusieurs cailloux et parpaings, atterrés dans le couloir de l'appartement, au milieu des débris de vitres, qui ont volées en éclats. (NDLR : dans notre édition du 29 juin, nous avons également évoqué l'intervention des forces de police, dans ce secteur de la Croix-de-Metz, concernant un véhicule de sapeurs-pompiers, caillassé dans la nuit de samedi à dimanche.) Encore plus courroucé, un

habitant de Toul pointe du doigt la croix surplombant l'édifice cultuel : « Regardez. Ils l'ont recouverte d'une espèce d'étendard noir », soupire-t-il. Un autre confie même s'être rendu sur place, en compagnie de son épouse, « pour faire le guet », durant une bonne heure, dans la soirée de ce lundi. « Mais ce soir-là, c'était à peu près calme... », déplorant toutefois « le coffret électrique pulvérisé quelques jours plus tôt », situé à proximité de la façade de la chapelle. A ses côtés, l'abbé confirme la violence des faits : « Dimanche soir, une pierre a volé. Elle a heurté mon poignet. Le verre de ma montre s'est brisé ! » Le religieux se souvient alors d'un évènement similaire, datant de l'an passé : « Un soir, un caillou a même atterri dans mon lit ! » En tout cas, dimanche soir, l'abbé Noël s'est résolu à trouver refuge, pour la nuit, chez des amis...
L'Est Républicain du 1er juillet 2009

CE QUE GAGNENT VRAIMENT LES STARS DE LA POLITIQUE

Combien gagnent nos élus ? Objet de fantasme, la rémunération des hommes politiques est souvent un sujet tabou dans le pays européen qui détient le record du nombre de représentants politiques. Dans une enquête menée auprès de quelque 500 maires, députés, sénateurs, ministres et autres présidents, le magazine Capital publie leurs « vrais revenus » et tente d'en tirer plusieurs enseignements. Premier d'entre eux : les salaires des hommes politiques sont bien moins importants que ceux des grands patrons...
Premier élu de la République, Nicolas Sarkozy gagne chaque mois 22.249 euros bruten tant que chef de l'Etat. Une somme à laquelle il convient d'ajouter la location de ses parts dans un cabinet d'avocats d'affaires - « un montant top secret » - et les « frais divers » dont il est exonéré, quand l'on sait que l'Elysée le loge, le nourrit et le transporte la plupart du temps aux frais de la République. Avec ce revenu, généreusement augmenté de 170% par ses soins lors de son arrivée à l'Elysée en 2007, l'ancien maire de Neuilly ne gagne toutefois qu'à peine 1.000 euros de plus que François Fillon, dont les indemnités mensuelles s'élèvent à 21.026 euros. Et Capital de relever que le premier ministre a décidé de faire une croix sur ses 2.533 euros auxquels il pourrait prétendre en tant que président de la communauté de communes de Sablé-sur-Sarthe, qu'il continue d'exercer. Deux salaires bien plus faibles que celui de Jacques Chirac, dont les revenus tirés de ses activités politiques passées et actuelles s'élèvent à 31.000 euros (19.000 euros de pensions cumulées et 12.000 euros en tant que membre du Conseil constitutionnel).

Au gouvernement, les ministres perçoivent une indemnité mensuelle de 14.017 euros. Une somme auxquels des revenus complémentaires viennent se greffer pour bon nombre d'entre eux. Maire du Vile arrondissement et conseiller de Paris, la Garde des Sceaux Rachida Dati gagne au total 19.458 euros par mois. Une somme qui sera largement revue à la baisse si elle est élue au parlement européen au mois de juin, note Capital, puisque l'indemnité d'un eurodéputé est fixée à 7.008 euros. Le ministre de la Défense Hervé Morin, lui, gagne 19.053 euros par mois en tant que ministre, maire, conseiller régional et président de communauté de communes, mais a surtout amassé plusieurs millions d'euros dans sa passion : les chevaux de course. Selon l'hebdomadaire, l'un de ses étalons aurait été revendu 5 millions d'euros à l'émir de Dubaï fin 2007. Quant à Bernard Laporte, l'ancien sélectionneur du XV de France a dû renoncer à tous ses contrats publicitaires (environ 800.000 euros) en acceptant d'entrer au gouvernement en tant que secrétaire d'Etat aux Sports. Une fonction qui ne lui rapporte « que » 13.316 euros par mois. Mais selon Capital, la vente de son camping au Pyla lui aurait rapporté 1,7 millions d'euros et ses participations dans plusieurs sociétés (restaurants, immobilier...) lui arrondissent les fins de mois. Pour sa part, le patron des députés UMP Jean-François Copé totalise un revenu plafonné de 9.730 euros mensuels, auxquels viennent s'ajouter 200.000 euros d'honoraires fixes en tant qu'avocat.

Dans les rangs de l'opposition, Ségolène Royal n'est pas la mieux payée. Avec 5.441 euros mensuels (et quelques autres milliers d'euros de droits d'auteur), la présidente de la région Poitou-Charentes gagne bien moins que le député des Pyrénées-Atlantiques et président du MoDem François Bayrou (7.008 euros en tant que parlementaire, 2.700 euros en tant que professeur agrégé à la retraite et quelques milliers d'euros en tant que loueur de terres agricoles), la maire et présidente de la communauté urbaine de Lille Martine Aubry (8.165 euros), ou les anciens premiers ministres socialistes Laurent Fabius (9.730 euros) et Michel Rocard (11.708 euros). Quant au maire de Paris Bertrand Delanoë, ses 8.572 euros d'indemnités municipales sont agrémentés de quelque 2.700 euros mensuels de retraite parlementaire et de généreux droits d'auteur : son dernier livre intitulé « De l'audace ! » lui aurait rapporté près de 60.000 euros.
Lefigaro.fr du 30 avril 2009

L'HABIT NE FAIT PAS LE MOINE

Le père Marc Prunier, ancien aumônier à la maison d'arrêt d'Angoulême, a été reconnu coupable de « remise ou sortie irrégulière de correspondance, somme d'argent ou objet de détenu par personne habilitée à entrer dans l'établissement pénitentiaire ou à approcher les détenus ».
Un rappel des faits s'impose. Le 6 février 2007, les surveillants de la maison d'arrêt d'Angoulême découvrent deux téléphones portables, sans puce, glissés dans les poches d'un pantalon, qui lui-même fait partie d'un sac de linge déposé par le père Prunier à l'attention d'un détenu, René Horn. Ce sac lui a été remis par son frère François. L'aumônier fait office d'intermédiaire. Dès le lendemain, le prêtre est placé en garde à vue. Il clame son innocence. Accrédité depuis six ans à la maison d'arrêt, il en connaît le fonctionnement et sait que le moindre sac de linge fait l'objet d'une fouille de la part de l'administration.

Le prêtre comme son autre avocat, Me Jean-François Changeur, sont persuadés que la bonne foi de l'ecclésiastique va l'emporter. Pourtant, une information judiciaire est ouverte à l'encontre du prêtre et de François Horn, le frère du détenu qui avait confié le sac de linge. L'affaire prend de l'ampleur au point que le ministère public requiert le placement en détention de François Horn. Il ne sera pas suivi par le juge des libertés et de la détention : les deux hommes restent en liberté, sous contrôle judiciaire. Le prêtre n'a plus le droit de pénétrer dans la maison d'arrêt ni de quitter la Charente.
Sud Ouest du 1er juillet 2009

ESPAGNE. DEUX POINTS DE PERMIS OFFERTS A 21 MILLIONS DE CONDUCTEURS

Le gouvernement espagnol sait se montrer généreux envers ses automobilistes. Il a donné deux points de permis supplémentaires aux conducteurs n'ayant commis aucune infraction depuis l'instauration du permis à points le 1er juillet 2006. Au total, 21 millions d'automobilistes recevront donc 2 points supplémentaires portant leur permis à 14 points ! Une bonne marge de sécurité pour 80% des conducteurs espagnols. Pour cela, ils ne doivent avoir fait l'objet d'aucune sanction depuis l'instauration du permis à points, et devaient avoir au moins trois ans d'ancienneté de permis de conduire à cette date, a précisé le ministère. L'instauration du permis à points, alliée à une répression pénale accrue des infractions depuis la fin 2007, a notamment permis de réduire fortement le nombre de morts sur la route en Espagne, de 3.016 en 2006 à 2.181 en 2008.
Ouest France du 1er juillet 2009

IMMIGRATION NEGATIVE

La ministre autrichienne de l'Intérieur, Maria Fekter, veut faire de son pays "l'Etat le plus sûr du monde". Souvent pointés du doigt comme responsables de petite délinquance, les demandeurs d'asile originaires d'ex-Yougoslavie sont donc priés de rentrer chez eux, et ce à compter du 1er juillet. Vienne n'étudiera plus leurs dossiers et les renverra systématiquement dans leurs pays d'origine.
L'Express.fr du 30 juin 2009

MOSCOVICI ET DATI, LA POUTRE ET LA PAILLE

L'ancien ministre délégué aux affaires européennes (1997-2002) n'hésite pas à donner une leçon d'engagement européen à celle qui occupe, sans guère d'enthousiasme, la seconde place sur la liste UMP de la région parisienne pour les Européennes : « être député européen n'est pas une voie de garage pour des courtisans en défaveur. Cet épisode prouve de sa part un manque de conviction complet », assène-t-il. Venant de n'importe qui d'autre, cette remarque serait recevable. Mais Pierre Moscovici aurait dû la jouer profil bas dans cette affaire. Car s'il en est un qui n'a de leçon à donner à personne, c'est bien lui. Je rappelle que l'homme s'est fait élire député européen en 1994, au lendemain de la claque électorale subie par les socialistes en 1993, uniquement parce qu'il avait besoin d'un point de chute. On ne vit d'ailleurs guère, celui qui était alors le trésorier du PS, à Strasbourg et à Bruxelles. Il démissionna sans regret (et sans être regretté) en 1997 pour devenir ministre du gouvernement de Lionel Jospin.

En 2004, rebelote. Battu dans sa circonscription du Doubs en 2002, il décide de revenir à Strasbourg. Mais, cette fois, juré, craché il jouera le jeu. Il l'explique à tous les journalistes et notamment à moi-même qui ai eu l'impudence de rappeler ses absences entre 1994 et 1997 (il téléphona d'ailleurs à Serge July, qui était le PDG du journal à l'époque, pour se plaindre de ma personne). Preuve de sa volonté de s'engager au niveau européen, il se fait élire vice-président du Parlement et je reconnais qu'il a été un député européen très actif. En janvier 2007, il bataille d'ailleurs comme un beau diable pour se faire réélire vice-président. Mais, un mois plus tard, c'est la rechute : il annonce qu'il se présente aux élections législatives françaises. Elu en juin, il désertera aussitôt un hémicycle qui n'est décidément pour lui qu'un asile temporaire pour battu du suffrage universel national. Dans son entretien à Libération, toute honte bue, il se permet aussi de faire la leçon à l'UMP : « quand on pense au nombre de députés européens compétents qui n'ont pas été reconduits par l'UMP, c'est regrettable ». Et Gilles Savary, éjecté des listes socialistes, il est UMP ? Quant on voit le nombre de députés qui n'ont rien fait durant cinq ans (de Stéphane Le Foll à Vincent Peillon) et qui ont été reconduits sans coup férir sur la liste socialiste, mieux vaut éviter de souligner la paille dans l'oeil de son adversaire.
Libération.fr du 26 avril 2009

MIL-VIGILANCE N° 24/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois
Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 25/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

"J'AI COMMIS DES ERREURS"

Le président Nicolas Sarkozy reconnaît dans une longue interview au Nouvel Observateur qu'il a fait des "erreurs" pendant les deux premières années de son quinquennat mais assure qu'il "progressé". Il a choisi cet hebdomadaire de gauche, qui n'a pas ménagé ses critiques, pour vanter sa politique depuis mai 2007, dans un mélange de mea culpa et d'autosatisfaction, tout en se défendant d'être "narcissique" et de "commenter" sa propre action. "C'est utile de pouvoir échanger avec des journalistes qui ne partagent pas nécessairement votre point de vue. Et de s'adresser à des lecteurs qui ne sont pas spontanément vos électeurs mais qui n'en sont pas moins des Français", dit-il. "Il peut m'arriver de penser que la critique est injuste ou excessive", ajoute le chef de l'Etat. "Mais, au fond, je sens bien qu'il y a toujours un élément de justesse. C'est de cela dont je veux tenir compte maintenant." Il affirme ainsi ne pas être particulièrement fier de la passe d'armes qui l'a opposé en pleine conférence de presse au patron de Libération, Laurent Joffrin, en janvier 2008. "Lorsqu'on est président de la République, on n'a jamais raison d'être agressif. J'y pense sans cesse", ajoute Nicolas Sarkozy, auquel il a été reproché des dérapages verbaux. Il avait ainsi lancé en 2008 "Casse-toi pauv'con !" à un visiteur du Salon de l'agriculture qui avait refusé de lui serrer la main. "J'ai commis des erreurs", admet le chef de l'Etat. "Est-ce que tout ce qui m'est reproché l'est injustement ? Non. Il faut un temps pour entrer dans une fonction comme celle que j'occupe, pour comprendre comment cela marche, pour se hisser à la hauteur d'une charge qui est, croyez-moi, proprement inhumaine." Il range parmi ces erreurs la soirée du second tour de la présidentielle de 2007, quand il avait fêté sa victoire au restaurant parisien le Fouquet's avec quelques "happy few" du monde des affaires et du show-biz. "Il est normal qu'on exige du président de la République de la retenue et de la transparence", souligne-t-il. (...) S'il revient beaucoup sur le passé, Nicolas Sarkozy évoque également l'avenir, notamment le grand emprunt dont il a annoncé le lancement pour financer des "priorités nationales". "L'investissement d'avenir, ce sont les transports, l'environnement, mais ce n'est pas seulement matériel : ce peut être la formation professionnelle ou l'éducation", dit-il. Il réaffirme vouloir mettre en place un habeas corpus à la française - "Ce sera une révolution" - et estime que la question de la durée de cotisation donnant droit à la retraite, sujet hautement sensible, devra être posée. Nicolas Sarkozy promet, en tout état de cause, de conduire les réformes en recherchant une "large adhésion" - "J'écoute, j'apprends, peut-être même je progresse", dit-il.

S'il réaffirme son appartenance à la droite, il affirme ne pas être "réductible" à un camp et être devenu, "avec l'âge, plus tolérant, plus ouvert" et "plus serein". Il assure travailler "en bonne intelligence" et "sans aucun esprit de rivalité" avec le Premier ministre François Fillon, dont le rôle a été très amoindri par la "présidentialisation" à marche forcée de la vie politique française depuis deux ans. "Chacun connaît sa place et ce qu'il a à faire. Je n'ai aucune perversité", déclare Nicolas Sarkozy. Il ne montre en revanche aucun état d'âme vis-à-vis de l'ancien Premier ministre Dominique de Villepin, qui fut son rival à droite dans les années 2002-2007 et qui est aujourd'hui englué dans l'affaire des faux listings du groupe Clearstream. Dominique de Villepin a été renvoyé en correctionnelle pour manipulation politique de ces listings, dans lesquels le nom de Nicolas Sarkozy avait été frauduleusement introduit. "J'ai le droit de savoir et le devoir d'agir", estime le chef de l'Etat. "Deux juges dont l'indépendance d'esprit est notoire ont instruit l'affaire. Ils ont demandé l'avis du parquet sur le renvoi de Dominique de Villepin. Le parquet pouvait dire non. Il a dit oui", ajoute-t-il. "Laissons faire la justice pour que plus jamais des officines ne puissent salir en toute impunité."

Le Monde du 2 juillet 2009

RUSSIE : LE PUISSANT CHEF DU RENSEIGNEMENT MILITAIRE LIMOGÉ

Le chef du renseignement militaire russe (GRU), l'un des plus puissants services secrets du pays, a été limogé par le président Dmitri Medvedev, après s'être opposé à une réforme de l'armée, qui prévoit d'importantes réductions d'effectifs. Le général Valentin Korabelnikov est limogé de son poste et de l'armée, est-il écrit dans un décret présidentiel sans plus de détails. Le général Alexandre Chliakhtourov a été nommé à la tête du GRU en vertu du même décret.

"Le général Korabelnikov a présenté sa démission par écrit parce qu'il avait atteint la limite d'âge pour servir dans l'armée. Sa demande a été satisfaite", a commenté Alexandre Drobychevski, porte-parole du ministère russe de la Défense. A la tête du GRU depuis 1997, le général Korabelnikov a 63 ans. Les chefs de l'armée russe servent généralement jusqu'à l'âge de 60 ans. Selon

une source au sein du GRU citée par l'agence RIA-Novosti, le général Korabelnikov a présenté lui-même sa démission par écrit pour protester contre le démantèlement de brigades qu'il juge hautement efficaces. La suppression de la 67e brigade du GRU de Berdsk, dans la région de Novossibirsk (Sibérie), a entraîné des manifestations inédites en mars, des membres de cette unité d'élite étant alors sortis dans la rue pour réclamer la démission du ministre de la Défense. "La réforme au sein du GRU à laquelle s'opposait Korabelnikov a eu lieu. Les décisions sur son départ et sur la réduction des effectifs ont été prises en même temps mais le limogage a été reporté pour que cela n'apparaisse pas comme lié", a commenté Andreï Soldatov, rédacteur du journal internet agentura.ru consacré aux services secrets russes.

Les divergences entre le chef du GRU et le ministre de la Défense Anatoli Serdioukov "ont atteint leur paroxysme", ce qui "explique ce dénouement", a noté le député Mikhail Babitch de la commission de la Défense, cité par l'agence Interfax. "Korabelnikov était l'un des généraux les plus proches de Vladimir Poutine", ancien président devenu Premier ministre en mai 2008, relève l'analyste militaire indépendant Alexandre Golts interrogé par l'AFP. Selon la presse russe, M. Poutine l'appréciait hautement pour les succès de ses services lors du deuxième conflit russo-tchétchène lancé en 1999 ainsi qu'au Kosovo. La décision de le limoger ne témoigne toutefois pas d'une scission au sein du tandem Vladimir Poutine-Dmitri Medvedev et a été prise en commun, estime M. Golts. Les dirigeants russes "reprochent au GRU de ne pas les avoir avertis sur l'intervention géorgienne en Ossétie du Sud" en août, qui a entraîné la guerre russo-géorgienne, affirme M. Golts. "C'est une victoire du ministre de la Défense dont le but était de diviser le GRU, séparer les Spetsnaz (troupes d'élite) et le renseignement militaire", estime Pavel Felgenhauer, spécialiste des questions militaires et chroniqueur du tri-hebdomadaire Novaïa Gazeta. Créé sous les bolcheviques en 1918, le GRU a toujours été considéré comme une structure rivale du KGB. "S'il le faut, nous sommes prêts à agir dans n'importe quel point du globe. Nos services ont prouvé leur efficacité pendant les guerres au Vietnam, au Cambodge, pendant le conflit arabo-israélien, en Angola, en Ethiopie, en Afghanistan, en Yougoslavie, en Irak et dans d'autres régions en crise", avait déclaré le général Korabelnikov dans une interview rarissime en 2006 au quotidien Izvestia. "A l'époque de la mondialisation, il n'y a plus de « crises lointaines », avait-il expliqué.
AFP du 24 avril 2009

LA RADICALISATION DES CONFLITS

Séquestrations de dirigeants d'entreprise, occupation des locaux de travail, coupures de gaz et d'électricité, actes de désobéissance continuent à nourrir l'actualité sociale. Il y a bien longtemps que de telles méthodes n'avaient pas été utilisées. Elles s'inscrivent pourtant dans l'histoire plus que centenaire du mouvement syndical français. La crise est mondiale. Tous les pays ont à vivre des licenciements et à gérer les retombées sociales des problèmes économiques et financiers. Mais les séquestrations de dirigeants et les sabotages de la production sont une spécialité française, que les media des autres pays commencent à relier avec un mélange de surprise et d'ironie. Le développement de la radicalité sociale ne peut pas être observé de la même façon dans toutes les entreprises concernées. On peut distinguer trois sortes de conflits.

D'abord ceux du désespoir, qui expriment la colère de salariés qui viennent d'apprendre, de façon soudaine, la dureté d'une décision venue d'un siège social éloigné, en France ou à l'étranger : réduction massive d'affectifs, délocalisation partielle d'activités ou même fermeture du site. Le manque de dialogue social entre partenaires sociaux et l'étroite exigence des procédures légales expliquent souvent le caractère brutal de l'annonce. Dans ces conflits, les syndicats développent une attitude prudente en direction des salariés en révolte. Ils s'efforcent de conduire l'action, de « coiffer le mouvement » et de jouer leur rôle de régulation sociale plus que de pousser à la violence. Car ils savent que de tels appels nourriraient des comportements incontrôlés, voire récupérés par des mouvements extrémistes. Les critiques de François Chêrèque (CFDT) à l'encontre des méthodes « rapaces » d'Olivier Besancenot (NPA) l'illustrent.

Deuxième type de conflits : ceux organisés par des équipes syndicales qui, en surfant sur la vague médiatique actuelle, utilisent des procédés spectaculaires pour obtenir satisfaction à des revendications qui ne sont pas d'abord celles du désespoir. Les coupures de gaz et d'électricité conduites par des agents d'EDF et de GDF entrent dans cette catégorie. Ces deux entreprises ne se situent pas dans le champ des entreprises maltraitées par la crise mondiale, l'emploi y est plutôt protégé et les organisations syndicales traditionnelles bien implantées (à EDF, la CGT attire à elle seule 53 % des voix aux élections professionnelles), n'ont pas à craindre des débordements excessifs de la base. Pour obtenir une augmentation générale des salaires de 5 % et une prime de 1500 euros (la direction propose 250 euros), des agents EDF procèdent depuis quelques semaines à des coupures sauvages de gaz et d'électricité, qualifiées le 17 avril dernier de « sabotages » par le Premier ministre.

Troisième type de conflits, proche du précédent dans la forme mais d'inspiration plus politique et moins professionnelle ou corporative : les actions de désobéissance, les sabotages (comme il y a quelques mois où les caténaires d'une ligne TGV ont été abimés) et toutes les formes d'action qui s'inscrivent délibérément dans une logique de rupture avec l'économie de marché. Nourries par des militants d'extrême gauche peu nombreux mais aguerris, ces actions savent instrumentaliser les media et s'en servir pour faire résonner un discours de radicalité politique. Les vieilles techniques de la dia-

lectique sont réutilisées avec talent : recours à l'émotion, renversement du sens des mots, fausse symétrie (exemple : « la violence sociale est une réponse légitime à la violence exercée sur les travailleurs par le système économique »).

Tous ces conflits rencontrent peu ou prou une sorte de « compréhension » populaire, très éloignée des mœurs sociales de nos voisins européens. L'explication tient en grande partie à un vieux fond de révolte enraciné dans le monde ouvrier. Lorsque le syndicalisme fut reconnu en France en 1884, il sortait de près d'un siècle de clandestinité (depuis la loi Le Chapelier de 1791) et prit son essor au carrefour de trois conceptions de l'action militante : l'action réformiste, privilégiant la négociation et la recherche de l'accord collectif, expression de l'équilibre social ; l'action révolutionnaire (socialiste disait-on alors, quand le mot socialisme incarnait la rupture radicale), prônant une liaison forte avec l'action politique pour renverser le capitalisme ; l'action anarcho-syndicaliste, pratiquant une rupture avec le capitalisme, mais sans directive ou convergence avec un parti politique.

Dès sa naissance, le mouvement syndical français a été interpellé par une lecture anarchisante de l'action collective. « Comment nous ferons la Révolution » écrivent en 1911, aux Editions de La Guerre sociale, Emile Pataud et Emile Pouget, préfacé par Pierre Kropotkine. Sabotage, boycottage et action directe font partie des principes d'action enseignés aux militants, dans des brochures de propagande. Dès avant la première guerre mondiale, Emile Pataud, surnommé le « roi Pataud » coupe l'éclairage à Paris et plonge la capitale dans le noir. Objectif : créer les conditions du Grand Soir et de la Révolution sociale.

L'action directe est magnifiée. Pour quelques uns, il s'agit du recours à la violence. Mais, pour la plupart, l'action directe signifie que les ouvriers de chaque métier ou profession doivent résoudre directement les questions qui leur étaient propres. L'action directe, c'est l'action professionnelle directe, loin de toute emprise politique. En 1906, le congrès de la CGT débat de ces questions et tranche en faveur de l'autonomie de l'action syndicale au regard de l'action politique. Beaucoup moins présentes dans la CGT au lendemain de la Première guerre mondiale, les méthodes de sabotage et de boycottage prônées par les anarcho-syndicalistes sont reprises, à leur manière et pour leur compte, par les militants communistes ayant eu à cœur de coloniser la CGT. L'opération ayant réussi en 1947, après deux tentatives en 1921 et 1939, la CGT est conduite, en certaines circonstances et sur ordre venu de haut et de loin, à pratiquer des grèves à vocation insurrectionnelle et des sabotages. Les années 1947 ou 1953 ou encore la période de la guerre d'Indochine portent les traces de telles actions. Une autre branche du mouvement syndical, née de la CFTC pour prendre en 1964 le nom de CFDT, a elle aussi à vivre cette culture de la rupture.

Au lendemain de mai 1968, la CFDT s'engage dans la voie de l'autogestion. Cet engagement procède d'une lecture politique de la société. Dans La CFDT d'aujourd'hui (Le Seuil, 1975), Edmond Maire, secrétaire général et Jacques Julliard, membre du Bureau national, écrivent : « C'est indissolublement en termes d'exploitation, de domination et d'aliénation que la CFDT analyse le système contre lequel elle lutte. Et cette lutte est bien une lutte de classe, dans toute la mesure où elle regroupe les victimes de cette exploitation, de cette domination et de cette aliénation sur la base d'un projet commun de société. C'est en effet à partir de la lutte que se définit la classe, et non inversement » Abandonnant le principe syndical du respect de l'outil de travail, les militants CFDT procèdent à des occupations d'usine, à des séquestrations de dirigeants, à des actions niant propriété privée et libre concurrence. « On fabrique, on vend, on se paye » devient un des slogans de ceux qui, « sans chef, sans patron », veulent démontrer que « les luttes sociales étaient bien le moteur du changement et de la transformation sociale ». « L'affaire Lip » en 1973 symbolise cette période de l'histoire de la CFDT que ses dirigeants actuels qualifient d'années « turbulentes ». En 1974, sous la signature de Ratgeb, le livre De la grève sauvage à l'autogestion généralisée donne au sabotage sa dimension la plus large. Il ne s'agit pas seulement de démystifier le travail, d'épargner de l'énergie au travailleur ; il faut aussi viser la révolution. L'ABCD de la révolution est ainsi présenté : « A- Le but du sabotage et du détournement, pratiqués individuellement ou collectivement, est de déclencher la grève sauvage ; B- Toute grève sauvage doit devenir occupation d'usine ; C- Toute usine occupée doit être débarrassée et mise immédiatement au service des révolutionnaires ; D- En élisant des délégués - révocables à chaque instant, chargés d'enregistrer ses décisions et de les faire appliquer - l'assemblée des grévistes jette les bases d'une organisation sociale radicalement nouvelle : la société d'autogestion généralisée ». A la fin des années 1970, le recentrage de la CFDT met fin à ces pratiques. Cependant, de nombreux militants CFDT, déçus ou exclus de la confédération, poursuivent leur projet, notamment dans les syndicats SUD, dont les premiers apparaissent en 1988. Le mouvement prend son réel essor avec les grèves de novembre-décembre 1995 et se trouve aujourd'hui bien installé dans le paysage syndical. Si, aujourd'hui, la CFDT s'est rangée sans ambiguïté sur une ligne réformiste et si la CGT amorce, elle aussi, une évolution dans la même direction (tout au moins au niveau confédéral), les principes d'action directe ne se sont pas évanouis en France.

Sur le terrain syndical, la Confédération nationale du travail (CNT) se veut l'héritière du syndicalisme révolutionnaire. Dans une brochure précisément intitulée « Nous sommes syndicalistes révolutionnaires », on lisait en 1978 (les préceptes demeurent les mêmes trente ans après) : « L'action directe, c'est l'action des travailleurs qui agissent eux-mêmes, sans chefs ni bureaucrates, sans se préoccuper de savoir si cette action est légale ou pas. Servons-nous

de la légalité bourgeoise quand elle nous sert, passons outre dans le cas contraire. Longtemps enterrée par la CGT stalinienne, l'action directe a été réactualisée par des travailleurs, soutenus un temps par la CFDT qui, vers 1970, put faire illusion (...). Le plus souvent, les syndicalistes révolutionnaires sont dans l'illégalité. Sans négliger l'utilité de la séquestration, du piquet de grève offensif, de l'occupation armée capable de repousser flics et nervis, de l'expédition punitive contre les jaunes, les patrons, les boîtes d'intérim, de certaines formes de boycottage de patrons spécialement pourris, les syndicalistes révolutionnaires vouent un culte particulier au sabotage. Le patron ne veut pas satisfaire vos revendications ? Eh bien, sabotez et sabotez de plus belle ! Les anciens disaient : « A mauvaise paye, mauvais travail », le précepte reste vrai. Les formes de sabotage sont infinies et ne dépendent que de l'imagination de chacun. Quelques livres, notamment d'une brochure d'Emile Pouget (secrétaire adjoint de la CGT en 1902), sont de bon conseil. » Hors du strict champ syndical, les mouvements de désobéissance et de rupture avec l'économie de marché se développent depuis quelques années. Les publications et les sites internet de ces mouvements et organisations contestataires sont abondants et riches en conseils d'action directe. La plus connue de ces publications a pour titre « L'insurrection qui vient » et a été rédigée en 2008, dans un style néo-situationniste, par le « Comité invisible », proche de Julien Coupat, aujourd'hui incarcéré pour avoir été impliqué (à tort semble-t-il) dans le sabotage d'une ligne TGV. De son côté, le guide militant Guerilla Kit de Morjane Baba expose les « ruses et techniques des nouvelles luttes anticapitalistes ». Ces méthodes sont aussi enseignées dans les stages de formation déployés par « Les désobéissants » (<http://www.desobeir.net/>). La radicalité sociale que nous vivons, exception française dans une économie mondialisée, n'est pas un phénomène nouveau dans ses principes. Elle est la résurgence, avec les mots et les techniques de 2009, d'un vieux fond syndical et politique qui prend racine à la naissance même du mouvement syndical, à la fin du XIXème siècle.

Bernard Vivier - Institut Supérieur du Travail (istravail.com) du 27 avril 2009

UN DEMI-MILLION D'ETUDIANTS OTAGES

Alors que les vacances de Pâques se sont achevées sur l'ensemble du territoire, les assemblées générales ont repris de plus belle dans la vingtaine d'universités toujours bloquées par une minorité de grévistes opposés à la loi LRU (loi relative aux libertés et responsabilités des universités). Mais à mesure que la fin de l'année universitaire approche, le bon déroulement des examens devient de plus en plus hypothétique sur ces sites. D'autant plus que la « coordination nationale des universités » réunie la semaine dernière à la Sorbonne s'est prononcée pour un boycott des examens. Concernés, plus de 400000 étudiants risquent de devoir rattraper les cours du semestre avant l'été... ou de le perdre. Du côté des organisations étudiantes l'Uni, classé à droite, « s'insurge sur l'utilisation de pratiques illégales qui consistent à prendre en otages les étudiants en boycottant les examens ». Conséquence inattendue, les universités bloquées voient désormais baisser leur nombre d'inscriptions pour l'année prochaine. À la Sorbonne, le nombre de lycéens qui souhaitent étudier à la rentrée 2009 sur les bancs de la prestigieuse université parisienne est en chute de 25 % par rapport à 2008. Pour le Ceru (Centre d'études et de recherches de l'Uni), « sur onze universités ayant été totalement ou partiellement bloquées en 2006 et 2007 », « la chute des effectifs est 3 à 5 fois plus rapide que la moyenne nationale (-4,45%) ».

Chahuté en permanence par une fraction de bloqueurs, Rennes-II a, par exemple, vu ses effectifs baisser de plus de 5 000 étudiants en cinq ans. Mais cette année, c'est la grève de trop pour les parents d'étudiants, qui se sont regroupés au sein d'une association : Génération Bretagne. Interrogé par le Parisien-Aujourd'hui en France, Guilaine Rimbou, la mère de famille à l'origine de ce mouvement, s'est insurgée contre les grévistes, les renvoyant à une vérité sociale trop souvent passée sous silence : « Certains sont issus de familles aisées et sont surtout en révolte contre leur milieu. Ils n'en ont rien à faire des gens modestes qui se sont endettés pour envoyer leurs enfants à l'université. » Valeurs Actuelles du 07 mai 2009

A LA FAC DE CAEN, LA POLICE EVACUE LES BLOQUEURS

La police a fait évacuer « dans le calme » des jeunes qui interdisaient depuis deux semaines l'accès à des bâtiments de l'université de Caen et a procédé à 21 interpellations. L'ensemble des personnes interpellées, parmi lesquelles figurait « un tiers environ d'étudiants », ont été relâchées dans la journée, a dit la police. Quatorze d'entre eux ont passé la journée en cellule de dégrisement. (...) Le principal amphithéâtre de la faculté de sciences, qui avait été récemment rénové, a été entièrement recouvert de tags et d'inscriptions, de même que plusieurs salles, des couloirs, des escaliers et le hall d'accueil du bâtiment. Les locaux occupés par les squatters, où l'odeur d'alcool était encore perceptible plusieurs heures après leur expulsion, étaient jonchés de bouteilles, de verre brisé, de reliefs de nourriture ou de vêtements. L'activité du campus de Caen est perturbée depuis trois mois par des étudiants et enseignants-chercheurs hostiles aux réformes de l'université. Libération du 8 mai 2009

MIL-VIGILANCE N° 25/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 26/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

LA DROITE ET LES FRANC-MAÇONS

On a longtemps associé, à tort, la franc-maçonnerie à la gauche laïcarde. La vérité est bien différente. Sophie Coignard est journaliste au Point. Le livre qu'elle vient de publier est le fruit de longues années d'enquêtes, qui font tomber bien des idées reçues. Certes, on peut classer "à gauche" la principale obédience française, le Grand Orient de France, si l'on se réfère à ce clivage issu de la Révolution. Mais le Grand Orient a séduit aussi des responsables de l'actuelle majorité. Xavier Bertrand, aujourd'hui secrétaire général de l'UMP, expliquait l'an dernier qu'il avait choisi cette obédience en 1995 par souci d'« ouverture aux autres et à leurs idées ». Nicolas Sarkozy lui-même compte parmi ses conseillers un ancien Grand Maître du Grand Orient, le criminologue Alain Bauer, ce qui n'a pas empêché cette obédience de critiquer sévèrement les propos du chef de l'État sur la laïcité positive, prononcés à Saint-Jean-de-Latran en 2007. Mais le Grand Orient n'est pas la seule obédience maçonnique française. Et c'est plutôt à la Grande Loge nationale française que sont tentées d'adhérer les personnalités de droite séduites par la franc-maçonnerie. Ses membres appartiennent « à des catégories socioprofessionnelles élevées, dotés de capacités à s'interroger sur la marche du monde », résume le Grand Maître de cette obédience, François Stifani : plus de 40 000 hommes « qui croient en quelque chose, ce sont autant de soldats », poursuit-il dans le livre de Sophie Coignard – qui répond aux questions de Valeurs actuelles.

On pense généralement que la franc-maçonnerie recrute surtout à gauche. Vous dites qu'elle est aussi très présente à droite ? Oui, et cela figure parmi les surprises de mon enquête. J'aurais cru, spontanément, qu'il y avait moins de francs-maçons à droite qu'à gauche et qu'ils fréquentaient plutôt la Grande Loge nationale française (GLNF) que le Grand Orient de France (GODF). La première dit avoir « pour fondement traditionnel la foi en Dieu, grand architecte de l'univers », alors que le second est réputé plus à gauche en raison de son attachement à la laïcité républicaine. Je me suis rendu compte que cela faisait partie des clichés. C'est-à-dire qu'il n'y a pas moins de francs-maçons à droite qu'à gauche et que tous ne sont pas membres de la GLNF, loin de là ! Xavier Bertrand, ancien ministre des Affaires sociales et secrétaire général de l'UMP, a d'ailleurs révélé l'an dernier qu'il était membre du Grand Orient – tout en assurant qu'il s'était « mis en retrait en 2004 », ce qui ne signifie pas grand-chose. Inversement, le socialiste Christian Pierret, qui fut ministre délégué à l'Industrie, est membre de la GLNF.

Les choses ne sont donc pas aussi simples qu'on le dit souvent ? Non. Même si, grosso modo, le Grand Orient recrute plutôt à gauche et la GLNF plutôt à droite, il y a trop d'exceptions pour épouser tous les clichés. D'autres encore appartiennent à la troisième grande obédience française, la Grande Loge de France (GLDF). Les francs-maçons que j'ai interviewés expliquent que leur "affiliation" est affaire de rencontres. La franc-maçonnerie est un système de cooptation : il faut être parrainé pour en faire partie, et la cooptation favorise la reproduction.

Y a-t-il des francs-maçons de droite au Parlement ? Moins que de gauche, mais il y en a, bien sûr.

Dans quelle proportion ? À l'Assemblée, on peut estimer qu'il y a un franc-maçon de droite pour deux francs-maçons de gauche : un tiers-deux tiers. Au Sénat, considéré comme l'un des bastions de la franc-maçonnerie, ce serait plutôt moitié-moitié. Il est vrai que la droite et le centre y sont majoritaires.

Mais, globalement, les francs-maçons sont-ils nombreux au Parlement ? Il est difficile d'avoir un chiffre précis. On connaît la composition de la fraterne parlementaire, mais elle ne rassemble pas que des élus : des fonctionnaires de l'Assemblée nationale et du Sénat et des membres du Conseil économique, social et environnemental en font aussi partie. En revanche, tous les élus francs-maçons n'appartiennent pas à cette fraterne, car ils ne veulent pas dévoiler leur engagement. Globalement, on peut estimer qu'un quart des sénateurs sont francs-maçons. La proportion est moindre à l'Assemblée.

Un quart des sénateurs, cela fait plus de quatre-vingts élus, dont, selon vous, la moitié de droite. Et sans doute plus de cent à l'Assemblée nationale. Oui, mais il faut dire aussi que l'influence de la franc-maçonnerie ne se mesure pas seulement au nombre d'élus, qui a tendance à stagner, alors que les effectifs des différentes obédiences sont en augmentation.

Vous écrivez qu'il y a à peu près 150 000 francs-maçons en France. À jour de cotisation, oui. Mais le double, si l'on compte celles et ceux qui ont été initiés mais n'en font plus partie, faute de temps. C'est d'ailleurs l'une des difficultés que rencontre toute personne enquêtant sur la franc-maçonnerie.

Beaucoup d'interlocuteurs vous disent : « Je ne suis pas franc-maçon. » C'est souvent vrai, mais ils l'ont été et s'ils ne le sont plus, ce n'est pas parce qu'ils rejettent la franc-maçonnerie, c'est seulement qu'ils n'ont plus le temps de s'y

consacrer, en raison des responsabilités qu'ils exercent. Je me souviens d'avoir reçu une lettre cosignée par Renaud Dutreil et Jean-François Copé que j'avais cités, en 2002, dans un article sur Chirac et les francs-maçons. Le premier était alors secrétaire d'État aux Petites et Moyennes Entreprises, au Commerce, à l'Artisanat et aux Professions libérales. Le second, secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement et porte-parole du gouvernement. Tous les deux affirmaient qu'ils n'étaient pas francs-maçons. Dutreil ne l'était plus, c'est vrai, mais il avait cotisé pendant plusieurs années à la GLNF. Quant à Jean-François Copé, l'est-il ou pas ? Je n'en sais rien. Mais il a bénéficié, au début de sa carrière, de l'aide de Paul Benmussa, un franc-maçon truculent qui dirigeait alors un restaurant fréquenté par le Tout-Paris politique, Chez Edgard. Benmussa l'a mis en relation avec des élus du RPR pour lui trouver une circonscription. Cela dit, je ne dis pas qu'il n'aurait pas fait la même carrière sans ce coup de pouce...

Y a-t-il des francs-maçons au Front national ? Là encore, nous nous heurtons au secret maçonnique. Le Grand Orient de France a dit clairement qu'il n'admettrait pas de responsables ou d'adhérents du Front national parmi ses membres, en raison d'incompatibilités idéologiques. Jean-Pierre Soisson a d'ailleurs dû quitter le GODF quand il a fait alliance avec le FN pour continuer à présider la région Bourgogne. Mais comment être certain que l'obédience ne compte pas des sympathisants lepénistes parmi ses membres ? Comment les identifier quand ils n'exercent pas de responsabilités politiques publiques ? Quant à la GLNF, qui s'interdit théoriquement toute immixtion dans la sphère politique, son Grand Maître m'a dit clairement qu'il n'avait pas à connaître ce que faisaient ses membres dans leur vie profane.

Pourquoi adhère-t-on aujourd'hui à la franc-maçonnerie ? Par idéal, certainement : je ne doute pas que bon nombre de ses membres veuillent travailler au progrès et à la perfection de l'Homme avec un grand H. Mais aussi par ambition. Il est clair que le réseau que constitue la franc-maçonnerie est un atout en politique : il vous ouvre de nombreuses portes. Le problème, c'est le silence maçonnique. Nul ne peut dévoiler l'identité de ses frères. Cela fait partie du serment qu'ils prononcent pendant leur initiation. Théoriquement, elle ne s'applique qu'aux autres, mais cela garantit le secret pour tous. Rares sont donc les francs-maçons qui reconnaissent qu'ils le sont, à moins de ne pouvoir faire autrement.

Ils n'aiment pas faire leur "outing" ? Beaucoup de politiques m'ont dit : « Vous comprenez bien qu'on ne peut pas le dire, tout le monde penserait qu'on a réussi à cause de ça. » Et plus encore à droite qu'à gauche ! Or, on voit bien que c'est faux. Un politicien qui confirme son affiliation ne voit pas sa carrière démolie. Pour preuve, Xavier Bertrand à droite, ou Gérard Collomb, le maire de Lyon et sénateur du Rhône, à gauche. Ce silence est difficile à concevoir, car l'adhésion à la franc-maçonnerie est un acte volontaire. Pourquoi ne pas l'assumer publiquement dès lors qu'on exerce des responsabilités dans la politique, dans la magistrature, dans la police, dans l'entreprise ? Jusqu'en 2005, vous pouviez être attaqué en justice lorsque vous dévoiliez l'adhésion maçonnique d'une personnalité publique. Heureusement, la jurisprudence a évolué. Sans ce secret, il n'y aurait plus tellement de problèmes : la franc-maçonnerie deviendrait un réseau comme un autre. Et il en existe beaucoup en France ! C'est la dissymétrie de l'information qui est gênante.

Quelle est encore l'influence de la franc-maçonnerie ? Sur quels sujets réfléchit-on dans les loges, aujourd'hui ? Je vais vous faire une réponse de Normand : ça dépend des loges. À la GLNF, il est interdit de parler politique en loge. Ce n'est pas conseillé non plus à la Grande Loge de France, mais on peut y parler d'éthique et de sujets de société. Au Grand Orient, en revanche, on parle sans arrêt politique, sauf dans quelques loges axées sur le symbolisme. Chaque année, les différentes obédiences déterminent des thèmes de réflexion qui recourent souvent au Grand Orient, les grands débats d'actualité. Pour autant, l'influence visible de la franc-maçonnerie sur l'adoption de tel ou tel texte de loi a plutôt diminué : elle n'a plus le pouvoir qu'elle avait il y a cent ans.

N'est-ce pas parce que son programme politique a été adopté ? C'est ce qu'aiment à penser les dirigeants du Grand Orient. Les francs-maçons ont joué un rôle important dans l'adoption des lois sociales, après guerre, et des lois sociales, depuis trente ou quarante ans. La loi sur l'avortement ne serait sans doute pas passée sans le vote des francs-maçons de gauche. Sur ce texte, les obédiences ont "fabriqué" du consensus, au-delà du traditionnel clivage droite-gauche. L'ancien grand maître de la Grande Loge de France, le docteur Pierre Simon, et celui du Grand Orient de France, le sénateur Henri Caillavet, ont eu dans ce domaine une action déterminante (lire notre encadré). L'abolition de la peine de mort fait aussi partie des grands combats de la franc-maçonnerie, comme la défense de la laïcité. Actuellement, elle travaille à la dépénalisation de l'euthanasie. L'Association pour le droit de mourir dans la dignité (ADMD) compte parmi ses fondateurs de nombreux francs-maçons. On l'a beaucoup entendue lors des affaires Vincent Humbert puis Chantal Sébire. Cela dit, je pense qu'ils ont tendance à exagérer quelque peu leur influence politique. Ils parlent moins facilement, en revanche, de ce qui se voit moins.

C'est-à-dire ? De leur influence sur les nominations dans la fonction publique, par exemple, ou dans la conduite des affaires économiques. De cela, il n'est jamais question.

De quoi, par exemple ? L'économie mixte a longtemps favorisé la franc-maçonnerie en gommant les frontières entre la politique et l'entreprise. Elle a permis aux francs-maçons d'investir quelques places fortes, comme EDF ou le secteur bancaire, par exemple. Ils les défendent ardemment, comme ce fut le cas au Crédit agricole, dans les années 1980 : les francs-maçons, qui diri-

geaient une dizaine de caisses régionales du Crédit agricole, ont bien failli faire échouer sa privatisation.

Mais ils n'y sont pas parvenus. Ce qui prouve seulement que leur influence n'est pas toujours déterminante. Elle n'en est pas moins réelle. Les mutuelles aussi sont un secteur où les francs-maçons sont très actifs. Ils s'y cooptent depuis des années.

Vous écrivez que c'est aussi le cas du paritarisme. En effet. On voit bien ce qui s'est passé. Le paritarisme est né après la guerre, à l'époque de la reconstruction. Les obédiences ont investi les organismes paritaires parce que les engagements maçonniques favorisaient les accords entre des partenaires dont les intérêts sont a priori disjoints. Côté patronat, la CGPME compte en son sein de nombreux frères, le Medef un peu moins. Côté syndicats, Force ouvrière en accueille beaucoup, plus que la CGT. Ils sont aussi nombreux au sein des chambres de commerce, à commencer par la plus prestigieuse d'entre elles, celle de Paris. Quant à la formation professionnelle, il est très rare d'y occuper un poste de responsabilité quand on n'est pas franc-maçon. Cette imprégnation facilite évidemment le dialogue entre les partenaires sociaux. N'est pas étonnant que tant de ministres des Affaires sociales aient eux mêmes été francs-maçons. Brice Hortefeux n'a jamais démenti son appartenance.

Vous dites cependant que les différentes obédiences se font souvent une concurrence acharnée... La vie des obédiences, c'est un mélange détonant de fraternité et de compétition. Elles cherchent toutes à faire plus d'adhésions que les autres. Pour le Grand Orient, qui est une "invention" totalement française, il est important de rester l'obédience la plus nombreuse : cela lui permet d'asseoir sa légitimité en France. La GLNF, en revanche, est la seule obédience reconnue par la Grande Loge unie d'Angleterre, le berceau de la franc-maçonnerie : elle cherche elle aussi à recruter pour continuer à "briller" auprès de la maison mère. Et puis, les adhérents, c'est aussi de l'argent. À la GLNF, la cotisation annuelle s'élève à 400 euros. Multipliés par 40 000 membres, cela fait quand même 16 millions d'euros. Comme beaucoup de grosses associations, les obédiences sont aussi des entreprises, qui doivent être gérées rigoureusement et recruter des "clients", si j'ose dire, pour continuer à prospérer.

Valeurs Actuelles du 7 mai 2009!

CRISE MONDIALE, SPECIFICITE FRANÇAISE

C'est un ministre qui le raconte, mais il n'est pas le seul : « Il ne se passe pas une journée sans que Bernard Thibault ou François Chérèque m'expliquent au téléphone qu'ils sont aussi gênés que nous par la violence sociale. Elle affaiblit le crédit des syndicats comme elle affaiblit la position de la France face aux investisseurs étrangers prêts à s'installer chez nous ! » Ce n'est pas Patrick Devedjian, le ministre de la Relance, qui dira le contraire, lui que nous avons rencontré le jour même où le groupe MAG, des Émirats arabes unis, annonçait son intérêt pour la reprise de l'usine Continental de Clairoux. En s'invitant dans la crise économique, la violence ne pose pas seulement un problème crucial d'ordre public auquel le gouvernement est bien forcé de répondre par des mesures appropriées (comme l'interdiction du port de la cagoule dans les manifestations). Elle ajoute le désordre à l'incertitude, ce qui n'est pas le plus sûr moyen de rétablir la confiance. Pourquoi la crise, qui frappe tous les États développés, de l'Amérique du Nord au Japon, des plus anciens comme le Royaume-Uni, aux plus récents comme la Chine ou la Russie, s'accompagne-t-elle, en France seulement, d'une telle débauche de violences gratuites ? « Dans la plupart des cas, explique Bernard Vivier, directeur de l'Institut supérieur du travail, qui vient de signer les Syndicats ont-ils un avenir ? (Bourin Éditeur) avec Gérard Adam, les séquestrations de patrons ont lieu sur des sites industriels [appartenant] à des groupes internationaux dont le centre de décision est lointain. Ce sont des combats très lucides. Les gens savent que pour l'emploi, c'est fichu ! La médiatisation permet d'augmenter la valeur des indemnités, de faire monter les enchères. » Soit. Que les salariés désespérés s'en prennent, par priorité, aux entreprises dont l'actionnariat est le plus lointain, et même le plus désincarné, au sens où il est d'abord financier, plutôt qu'aux vrais capitalistes – chefs, au sens étymologique du terme, car propriétaires de leur entreprise – chacun peut le comprendre, à défaut de l'absoudre.

Mais pourquoi seulement en France, et non en Autriche ou en Italie, qui connaissent les mêmes situations capitalistiques ? Vivier esquisse une autre explication : « En France, la solution à un problème est toujours venue du rapport de force. Et non de la négociation, comme en Allemagne. » Il ajoute qu'il existe, plus rarement (mais non moins spectaculairement), « des conflits volontairement déclenchés dans une logique de rupture avec l'économie de marché, qui pourraient naître d'un mouvement d'extrême gauche. » À côté des prises d'otages – celles de chefs d'entreprise, mais aussi, dans un registre inédit depuis les années cinquante, des usagers des services publics comme ceux d'EDF et de GDF –, cette contestation radicale est, en tout cas, la plus porteuse de menaces pour l'avenir. D'abord parce que, répercutée sur tous les écrans, la violence des uns désinhibe celle des autres. Cent quarante couteaux saisis en deux jours : c'est le bilan ordinaire des forces de l'ordre contrôlant, hors week-end, l'entrée de la foire du Trône, dans le XI^e arrondissement de Paris ! Ensuite parce que, politique ou non, cette violence est prodigue de drames potentiels : sans le savoir-faire de la ministre de l'Intérieur, Michèle Alliot-Marie, qui sait ce qu'aurait pu coûter, en vies humaines, les affrontements de Strasbourg du début avril, lors du sommet de l'Otan ?

Ensuite et surtout parce qu'en de nombreux lieux, la radicalité sociale, qui irrigue la contestation, loin d'être spontanée, se fonde sur de puissants moyens, y compris financiers. Et ces moyens, le public les ignore. Sait-on, par

exemple, que, plusieurs mois avant le sommet de Strasbourg, certaines agences immobilières de la ville ont été assaillies de demandes de location (payables en liquide) d'appartements surplombant le passage des cortèges officiels et les sites dédiés aux manifestations ? Sait-on encore que, quelques jours avant les cérémonies, les forces spéciales allemandes, d'une part, et le Raid français, d'autre part, ont intercepté dans le Rhin quelque 28 plongeurs parfaitement équipés dont le but était de prendre possession des piliers du pont de Kehl ? Dans le meilleur des cas, pour perturber le déroulement des manifestations prévues le 2 avril... Qui avait fourni l'argent des uns et l'équipement des autres ? S'agissant des plongeurs, on le sait, puisque certains appartenaient à l'association Greenpeace, dont on connaît les préoccupations "écologiques" (surtout quand il s'agit de viser les intérêts nucléaires français) mais dont on ignorait jusqu'alors, le savoir-faire quasi militaire... On a beau se rassurer en se disant que les "années de plomb" (celle de la violence terroriste aveugle en Italie et en Allemagne) sont derrière nous, on aurait tort de penser que ce qui fut possible dans les années prospères du capitalisme, ne le serait pas quand la crise impose sa loi. Eric Branca, Valeurs Actuelles du 30 avril 2009

"CESSEZ D'EMM...LES FRANÇAIS!"

Cessez d'emm... les Français ! Venant de l'universitaire lettré qu'était Georges Pompidou, la crudité de l'injonction en dit long sur l'ancienneté du problème : de même que trop d'impôts tuent l'impôt, trop de lois tuent la loi. Au moins, cette préoccupation était elle, en 1966, partagée par les plus hautes autorités de l'État, puisqu'en prononçant ces mots, le premier ministre d'alors repoussait plusieurs projets de règlement émanant de ses propres services. Mais en 2009, ce n'est plus seulement le "tracassin" administratif ou fiscal (comme aurait dit de Gaulle) qui rend difficile – et parfois impossible – la vie des Français, déjà confrontés à la dureté de la crise : c'est l'arsenal dissuasif et coercitif qui, désormais, tend à régir un nombre croissant de domaines jusqu'alors considérés comme relevant de la seule vie privée.

Obliger les fumeurs à ne pas enfumer leurs voisins dans un restaurant ? Le principe est légitime. Mais aller jusqu'à interdire la création de salles, et même d'établissements, explicitement réservées aux amateurs de tabac, puis menacer, maintenant, de supprimer les terrasses en plein air censées les accueillir, où est la logique, sinon dans la volonté de se substituer au libre arbitre de chaque citoyen ? Punir les (vrais) chauffards et interdire l'alcool au volant, qui s'en plaindrait ? Mais frapper d'une contravention automatique un automobiliste roulant à 51 kilomètres-heure en ville au lieu de 50 – alors qu'en vertu de l'incertitude liée à la fiabilité des compteurs de vitesse, la tolérance est de 5 kilomètres- heure de plus sur autoroute –, n'est-ce pas, pour l'État, s'exposer au reproche de réprimer... pour encaisser ?

Partir en guerre, comme le fait l'Europe de Bruxelles, contre le camembert au lait cru (non pasteurisé, donc contraire au fameux principe de précaution), cela participe-t-il d'une saine prophylaxie ou d'une guerre assumée contre des traditions ancestrales ?

Doublé d'un discours à la fois moralisateur et anxiogène (fumer, boire et conduire vite, cela peut "tuer", comme peut tuer la listeria), cette montée en puissance de législations sacrifiant au principe du "risque zéro" (comme si la vie en elle-même n'était pas un risque !) apparaît d'autant plus insupportable à beaucoup qu'elle se double d'étranges tolérances.

Fumer sur un quai de gare en plein air peut faire de vous un délinquant ; mais l'article L3421 du code de la santé publique, qui proscriit (à juste titre) l'apologie des stupéfiants, ne figure pas dans les textes de référence du Conseil supérieur de l'audiovisuel, qui surveille pourtant avec ardeur toute représentation favorable de la cigarette à l'écran ! Dépasser, de quelques kilomètres-heure, une vitesse imposée peut vous faire perdre votre permis (et votre emploi !) si l'infraction est répétée, mais la liste s'allonge chaque jour des commissariats de banlieue attaqués et des policiers molestés, sans que les auteurs de ce qui s'apparente parfois à des actes de guerre soient condamnés à proportion de la gravité de leurs actes... à supposer qu'ils soient arrêtés, et s'ils le sont, non relâchés pour insuffisance de preuves ! Et pendant que les agences officielles expliquent aux citoyens comment ils doivent manger (les fameux cinq fruits par jour), l'Europe autorise la fabrication de chocolat... sans cacao. Mais bourrés d'huile de palme, elle-même riche en acides gras saturés, pourvoyeurs d'hypercholestérolémie, de problèmes cardiovasculaires, d'obésité et même de certains types de cancers.

Sauf abus manifeste, est-il vraiment du ressort de l'État de se substituer à l'appréciation des particuliers ? N'est-ce pas le rôle des parents de surveiller leurs enfants au bord d'une piscine ou à la plage ? À eux, aussi, de les empêcher de sortir seuls la nuit ? L'Éducation nationale serait-elle la seule capable d'organiser des camps de vacances exempts de risques ? Et les lois existantes réprimant le racisme sont-elles si inopérantes qu'il faille créer une structure exorbitante du droit commun (la Halde), capable de condamner sans procès un comportement présumé dont la seule dénonciation vaut matérialisation ? Dans les temps ordinaires, pareil déferlement d'interdits et de procédures peut suffire à en exaspérer plus d'un. Mais quand l'angoisse de la paupérisation vient s'ajouter aux contraintes de la récession pour dramatiser le quotidien d'un peuple, il est temps de crier halte au feu ! Eric Branca - Valeurs Actuelles du 28 mai 2009

MIL-VIGILANCE N° 26/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 27/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

PS : UNE DEFAITE A DOMICILE

Dimanche 7 juin, à l'occasion des élections européennes, le Parti socialiste (16,48 % des voix) a enregistré, face aux listes Europe Ecologie (16,28 %), une série impressionnante de revers électoraux sur son propre terrain. A Paris, où les socialistes accumulaient les succès depuis une décennie, les listes de Daniel Cohn-Bendit leur infligent un spectaculaire revers. Score sans appel : 27,5 % contre 14,7 %. Le PS est nettement devancé dans d'autres villes de tradition socialiste : à Grenoble (29 % contre 19 %), Nantes (25,5 % contre 18 %), Toulouse (22 % contre 17 %) ou Rennes (27,4 % contre 19,8 %). Les écologistes, devançant également le PS dans nombre de régions qu'ils gèrent avec le parti de Martine Aubry, dont la Bretagne, les Pays-de-Loire, l'Alsace ou l'Île-de-France. En revanche, dans la région Poitou-Charentes, présidée par Ségolène Royal, le PS arrive en tête (19,4 % contre 14,6 %). De même en Aquitaine ou dans le Nord-Pas-de-Calais.

Si le premier parti d'opposition est aussi exposé à la concurrence écologiste, c'est qu'il existe traditionnellement une frange plus ou moins importante d'électeurs de centre-gauche qui éprouvent de fortes réticences à se reconnaître dans son offre politique.

"Sur 100 électeurs des listes Europe Ecologie, 40 avaient apporté leur suffrage à Ségolène Royal au premier tour de la présidentielle de 2007", constate Jean-Daniel Levy, directeur du département politique-opinion du CSA. "Dans les années 1990, les catégories socioprofessionnelles supérieures votaient écolo pour protéger les petites fleurs mais le sens de ce vote a changé ; maintenant on pense à l'avenir de ses enfants et cela touche toutes les catégories sociales", ajoute-t-il. Une partie de l'électorat socialiste ne s'est pas reconnue dans la campagne menée sur le thème du vote sanction contre Nicolas Sarkozy : "battre la droite ne suffit pas à créer un projet politique", note M. Lévy.

Les fuites vers les listes situées plus à gauche sont moins importantes. Selon le CSA, 6 % des sympathisants socialistes auraient rejoint le Front de gauche. Très peu auraient voté en faveur du NPA d'Olivier Besancenot ou de l'UMP. Difficiles à quantifier, les contingents d'abstentionnistes de gauche se recruteraient surtout parmi les jeunes et les milieux modestes, comme le suggère la forte abstention dans les banlieues.

Pour le PS, la question est désormais de savoir si pareille mésaventure peut se rééditer en mars 2010, à l'occasion des régionales. La gauche, qui contrôle 20 des 22 conseils régionaux, a beaucoup à perdre. Les instituts de sondages n'y croient guère. "Le PS dispose de solides atouts, à commencer par le bilan de ses élus, alors que les écologistes savent qu'ils ne disposeront pas de locomotives aussi médiatiques que Daniel Cohn-Bendit", estime M. Fourquet, "et puis, l'électorat utilise moins ces élections pour "se faire plaisir".

En quête de signes de réconfort, le PS peut se remémorer le désastre des européennes de 1994 dont il se remit avec une étonnante promptitude. Doté d'une stratégie d'alliance (la gauche plurielle), d'un projet politique (les 35 heures) et d'un leader (Lionel Jospin), il remporta trois ans plus tard les législatives de 1997. Les socialistes savent ce qu'ils leur restent à faire d'ici à 2012.

Le Monde du 10 juin 2009

RAFALE : "LA FRANCE A FAIT LE BON CHOIX, CELUI DE VOLER DE SES PROPRES AILES"

"Les nations sont trop petites et elles doivent s'associer si elles veulent continuer à jouer dans la cour des grands. On connaît l'antienne. Mais c'est faux. L'histoire récente de l'aéronautique militaire européenne est là pour le prouver. L'union ne fait pas toujours la force, et encore moins le succès. C'est l'histoire du combat entre le Rafale et l'Eurofighter. La France a fait le bon choix, celui de voler de ses propres ailes. Voici pourquoi. (...) Deux avions ont bien été construits : le Rafale et l'Eurofighter par un consortium regroupant le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. Mais entre les deux, il n'y a pas photo, que ce soit sur les qualités de l'avion ou sur son prix. Tout franco-français qu'il soit, le Rafale remporte la partie. « D'un point de vue économique, le pari de faire baisser les coûts de l'Eurofighter grâce à la coopération a totalement échoué : tant le coût de construction du Rafale que son coût total (développement compris) sont inférieurs à ceux de l'avion européen », constatait par exemple en 2006 la journaliste économique Anne-Marie Rocco, dans l'hebdomadaire Challenges. Même un europhile convaincu, comme Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman, le reconnaît : « l'idée selon laquelle la coopération européenne réduirait les coûts des équipements militaires ne résiste pas toujours à l'épreuve des faits ». Un point de vue partagé par la plupart des spécialistes, qui s'accordent à penser qu'un Eurofighter coûte aux contribuables des pays concernés, au moins 1,5 fois plus cher qu'un Rafale

pour le contribuable français. Les coûts de l'Eurofighter ont tellement explosé que, depuis 2003, le Ministry of Defence britannique ne les communique plus, officiellement « pour des raisons commerciales ». Quant au Rafale, selon un récent rapport du Sénat français (novembre 2008), le coût total du programme pour l'Etat est de 39,6 milliards d'euros, sur la base de 286 appareils. Plus de 135 millions d'euros par avion, si l'on intègre les coûts du développement, c'est cher, c'est horriblement cher pour le contribuable. Mais la facture aurait été de 50% supérieure si la France avait fait le choix de l'Europe! En faisant cavalier seul, on a donc économisé près de 20 milliards d'euros...

La coopération européenne ne réduit pas les coûts, bien au contraire. Selon la théorie économique, produire plus d'avions devrait faire baisser le prix unitaire de chaque appareil. Ce sont les « économies d'échelle », mais l'Europe a inventé une échelle qui fait grimper les prix. Selon le principe du « juste retour industriel », les pays participants exigent en effet que chacun d'entre eux reçoive une part de travail proportionnelle à leurs commandes. (...) Très critiqué, le choix de jouer en franco-français plutôt qu'en européen apparaît aujourd'hui comme le plus rationnel, tant sur le plan des finances publiques que sur celui des besoins militaires. On l'oublie souvent, mais la France n'est pas le seul pays européen à avoir agi de la sorte. La Suède, très soucieuse de son indépendance, a fait de même. La Suède, avec ses 10 millions d'habitants et son produit intérieur brut six fois inférieur à celui de la France, est l'un des rares pays au monde à avoir conservé une industrie aéronautique nationale. Depuis les années 1930, les Suédois construisent des avions de combat, comme les célèbres Saab Drakken, Viggen et désormais Gripen. Non seulement, la Suède produit des avions de guerre, mais elle réussit à en exporter (...). Ce que la petite Suède sait faire, et plutôt bien, il n'y avait aucune raison que la France – six fois plus grande – ne puisse le réussir, n'en déplaise à tous les idéologues qui estiment, une fois pour toutes, que la France est trop petite. Ce que démontre l'exemple de la Suède, c'est que rien ne remplace la volonté politique. Le contre-exemple parfait est celui des Pays-Bas. Les deux pays sont comparables : une culture proche, une vieille tradition étatique, une population et une richesse voisines, avec même un léger avantage pour la Hollande. Sauf que La Haye a renoncé. Comme Saab en Suède, les Pays-Bas avaient pourtant leur constructeur aéronautique national avec Fokker. Il a aujourd'hui disparu. Après la seconde guerre mondiale, les Pays-Bas, il est vrai beaucoup plus touchés que la Suède restée neutre, renonce à conserver une capacité nationale à construire des avions de combat, pour s'en remettre aux Britanniques, puis aux Américains". Libération du 15 juin 2009

GERARD COLLOMB, ESPRIT CRITIQUE DE PLUS EN PLUS CRITIQUE

La scène se déroule quelques jours avant les élections européennes. Gérard Collomb, sénateur-maire socialiste de Lyon, est en visite au Japon, avec une délégation d'élus et de chefs d'entreprise. Un soir, atablé avec quelques journalistes dans un restaurant italien, il se laisse aller après quelques verres de vin. « Le PS, leur dit-il en substance, je vais le dynamiter. Je vais faire comme j'ai fait pour la droite et le Modem à Lyon : je vais le tuer. » Il ajoute qu'il votera PS, mais « avec difficulté ». Quelques semaines plus tôt, il avait dézingué le programme socialiste et une partie des candidats. Pourquoi saboter ainsi la campagne de son propre parti ? « Je crie un peu fort pour me faire entendre et pour que le PS ne connaisse pas le sort du PCF », répond-il avant d'ajouter qu'il « commence à avoir de l'écho au PS »...

Lorsqu'il s'est engagé dans les débats internes de son parti, au lendemain de municipales qui avaient tourné au plébiscite, Gérard Collomb se posait en pacificateur, en pompier. Il prétendait créer un point de fixation pour réunir « Bertrand, Martine et Ségolène », les réformistes. Pour lui, le clivage doit passer entre eux « et le bloc anticapitaliste ». Il a cru commencer ce rassemblement avec Martine Aubry, puis, celle-ci ayant préféré Laurent Fabius, a rejoint Ségolène Royal. Après le congrès de Reims, comme il restait dans le jeu, ses interventions se faisaient feutrées, prudentes. Il a refusé discrètement un poste que lui proposait Martine Aubry, par solidarité de courant.

Mais quelques mois plus tard, le maire de Lyon a découvert que ses petits copains de courant imposaient Vincent Peillon chez lui, parce qu'il pesait moins lourd, qu'il ferait moins de bruit. Il n'a pas digéré cette humiliation qui le renvoyait à son statut minoritaire et anonyme au PS. Le pompier s'est alors fait pyromane. Il a promis la défaite, et au lendemain de celle-ci, a appelé à « purifier » le parti, à « nettoyer les écuries d'Augias ». Se sent-il lui-même une vocation d'Héraclès ? Peut-être, si l'on se souvient qu'après avoir récuré les écuries, Héraclès a tué Augias, qui l'avait mal payé...

Gérard Collomb est-il suivi dans sa ville ? Ceux qui ont fait la campagne des élections européennes sont écoeurés de ses attaques. Il reste en revanche très soutenu par ses soldats, qui le suivraient dans n'importe quelle impasse. Mais l'impatience monte dans la majorité, même si personne n'ose encore la porter. A Lyon, Gérard Collomb fait peur. Il tient tout, menace vite, pique des colères terribles. Personne n'ose s'avancer à découvert. Sous le sceau de la confidentialité cependant, les exemples se multiplient pour dénoncer son autocrate, et un système qui s'apparente à ce que Gérard Collomb reproche à son parti.

Le manque de démocratie ? A Lyon comme au PS, les listes électorales se font en petit comité, dans un bureau. Son chef de cabinet s'en charge, il gère aussi les relations avec le siège national de la rue de Solferino. Dans le Rhône, la fédération est sous contrôle. L'épouse de Gérard Collomb a souvent plus d'influence que le premier fédéral. La gestion de la municipalité n'est pas plus

collective. Services municipaux et cabinet, pléthorique, passent au-dessus des adjoints, qui ne gèrent que les affaires mineures.

Après sa réélection, Gérard Collomb avait promis de faire des efforts, de jouer plus collectif. Il avait même constitué une «task force» avec ses principaux élus. Elle ne s'est réunie que deux fois. «*Il avait l'impression de perdre son temps*», soupire un adjoint. Qui ajoute : «*Le ras-le-bol monte. On est loyal parce qu'il a été loyal avec nous au moment des élections. Mais on a envie de commencer à exister politiquement. Marre d'inaugurer les chrysanthèmes. On n'a pas le sentiment de participer à l'action.*»

La plupart des élus lyonnais se montrent assez peu courageux. Même lorsqu'ils sont en total désaccord avec Gérard Collomb, que ce dernier fonce dans l'impasse, ils se taisent, baissent la tête. Contredit, le maire peut se mettre en rage, hurler, se mordre le poing, cogner la table. Alors ils laissent faire. Avec ses collaborateurs, c'est pire. Il les traite en public comme des serpillières. Ses fidèles se désespèrent. Ils pensaient que la large victoire de 2008 apaiserait le maire. Elle l'a rendu aveugle et sourd, enfermé dans sa toute-puissance. «*Il y a encore beaucoup d'omerta*, explique une adjointe, *mais il y a une exaspération qui monte, c'est très clair.*»

L'absence de contestation pousse le maire à faire des erreurs. Récemment, son fils a été contraint de démissionner après la révélation de son embauche par le président du Sytral, syndicat de gestion des transports en commun dans lequel le Grand Lyon, que Gérard Collomb préside, apporte 80 % des participations des collectivités locales. Un autre jour, le maire a fait lister les appels de tous les élus de sa majorité, pour montrer que ceux qui critiquent les antennes relais utilisent des portables. «*Ce sont des méthodes vichystes*», soupirait, effaré, l'un des élus centristes ralliés à Gérard Collomb, en sortant de la réunion.

Troisième exemple : jusqu'au dernier conseil municipal, la ville devait instruire les dossiers des demandeurs de RSA (revenu de solidarité active) à Lyon. Tout le monde était d'accord. Mais le maire a changé d'avis, tout seul, contre l'avis de ses élus et de ses services. Il a refusé que l'on s'occupe pour l'instant des demandeurs de RSA. Les associations siégeant au conseil communal d'action sociale (CCAS) multiplient depuis les courriers. Et l'opposition s'engouffre dans la brèche. Laminée l'an dernier, la droite retrouve du coup de l'air. Ses attaques se font plus fréquentes, plus précises. «*Et comme le système est autocentré, Gérard Collomb n'a plus personne pour le protéger, il prend tous les coups en direct*», observe un adjoint.

Les relations avec les milieux sociaux et les associations, se dégradent également. Pendant les européennes, des responsables associatifs ont profité d'une visite de Vincent Peillon pour lister leurs griefs vis-à-vis de Gérard Collomb. Gêné, Vincent Peillon a érudé. Le maire de Lyon, qui dénonce régulièrement la place que le Parti socialiste accorde aux «droits de l'homme», écarte la contestation d'un revers de main. «*C'est microscopique*, dit-il. *Sinon, je n'aurais pas été aussi bien réélu.*»

Libé Lyon du 22 juin 2009

ET SI LE PIRE DE LA CRISE ETAIT IMMINENT ?

L'homme a suffisamment démontré son sérieux par le passé pour être sinon entendu, au moins écouté. Selon l'analyste Harry Dent, l'économie mondiale va connaître dans les deux prochaines années une crise plus grave encore que celle qu'elle traverse actuellement. En 2004, l'Américain avait prédit dans un livre un pic de croissance entre 2005 et 2009, avant une crise profonde à l'horizon 2010. D'après cet économiste, qui base notamment ses analyses sur l'évolution démographique et l'influence des courbes de natalité, le pire est devant nous contrairement à l'avis de plusieurs experts qui considèrent avec optimisme certains signes de reprise. La génération du «baby boom» va désormais limiter ses dépenses, provoquant une spirale à la baisse des marchés immobiliers et boursiers, affirme Harry Dent, selon lequel les marchés boursiers vont continuer à monter au cours des prochains mois mais vont à nouveau s'écrouler vers la fin de l'année quand le système bancaire connaîtra une nouvelle débâcle qui culminera en 2011. L'économiste insiste sur le fait que la génération des baby boomers dans le monde occidental consomme moins avec l'âge, «comme cela s'est déjà vérifié au Japon dans les années 1990». «(Leurs) enfants vont quitter le nid et l'économie va ralentir exactement comme cela s'est passé au Japon dans les années 1990.»

Libération.fr du 22 juin 2009

UN PROBLAIME D'ORTOGRAFE ? SA EMPECH PA DETRE EMBOCHE....

Les responsables du recrutement n'y échappent plus : de plus en plus de lettres de motivation ou de CV sont parsemés de fautes d'orthographe ou de grammaire. Est-ce un critère de refus de leur part ? Pas autant qu'on pourrait le croire.

Un beau matin, Pascal Riché, rédacteur en chef de Rue89 et d'Eco89, a reçu, comme souvent, une lettre de candidature d'une aspirante journaliste qui voulait un stage. Peu avant la conclusion de la missive, on pouvait lire ceci : «*De plus, j'écris à coté de cela et j'ai effectuée des reportages photos pour ma culture personnelle, je fais le maximum pour m'améliorer sans cesse. Je me bats. J'ai un univers euphorique singulier. J'espère donc que vous avez envi de me rencontrer pour considérez favorablement ma candidature.*» Quatre phrases, quatre fautes (sans compter la syntaxe approximative). Neuf dans l'en-

semble de la lettre. Cette jeune femme était sans doute pétrie de qualités, d'ambition et de bonnes intentions. Mais le rédacteur en chef n'a pu que lui répondre, en s'excusant de sa franchise et en espérant que celle-ci lui rendrait service, que ce ne serait pas possible : «*Je n'ai pas le fétichisme de l'orthographe, mais les candidats vraiment motivés font toujours relire leur lettre de motivation avant de l'envoyer.*»

Directrice du développement des ressources humaines chez Rémy Cointreau, Julieta Toublanc admet que pour certains postes, une mauvaise orthographe peut être rébarbative : «*Pour une assistante de direction, c'est discriminant, évidemment.*» Mais cela peut aussi ne pas être le cas «*quand un candidat a un bon profil qui correspond parfaitement à nos besoins pour le poste, et dans ce cas on peut très bien le recruter.*» Pascal Collardey, directeur des ressources humaines du cabinet d'audit et de conseil KPMG pour la France, traite avec son équipe environ 50 000 candidatures par an. «*Je ne fais pas forcément un filtrage là-dessus*», dit-il.

Aujourd'hui, tout dépend s'il est nécessaire d'avoir une bonne orthographe pour le poste en question : «*Il y a vingt ans, faire deux fautes dans une lettre de motivation était clairement rédhibitoire. Aujourd'hui, si on s'arrêtait à cela, la pile des candidatures maigrirait sérieusement. Il ne faut pas que l'orthographe soit le seul critère lorsqu'on décide d'écarter une candidature.*» Les deux DRH sont d'accord sur un point : quel que soit le niveau de qualification du poste recherché, les candidatures comprenant des fautes sont de plus en plus fréquentes. De même que les emprunts au nouveau langage des jeunes, le langage SMS. Pascal Collardey : «*C'est le cas même chez des personnes sorties de grandes écoles ou d'universités, des gens par ailleurs fort bien outillés en termes de diplômes, de raisonnement, de logique, de stages...*» Outre les classiques erreurs d'accords, participes passés à la place de l'infinitif et autres emprunts aux diverses novlangues électroniques, la DRH de Rémy Cointreau constate un travers plus original : des mots de «*franglais*» qui n'existent ni en français, ni en anglais. En interne, leurs deux sociétés font la chasse aux fautes. Chez KPMG, dont les consultants, commissaires aux comptes et auditeurs rendent des rapports aux clients, ceux-ci «*ne comprendraient pas*», ajoute le DRH.

Rue89 du 25 juin 2009

PS : LES ADHERENTS INACTIFS

Le Parti socialiste se targue de compter 203.000 adhérents, 40.993 d'entre eux, soit un adhérent sur cinq, ne participent plus à la vie du parti et ne versent plus de cotisations. Ce bilan des effectifs socialistes dits "inactifs" est tiré du dernier relevé statistique établi par le bureau national des adhésions. C'est la fédération de Paris qui bat le record des adhérents inactifs : sur 13.000 adhérents enregistrés, 8.805 sont inactifs, soit 67% des adhérents parisiens. Ils auraient pour nombre d'entre eux rallié le PS pour participer à la désignation du candidat socialiste à la présidentielle. Par ailleurs 1.812 démissions ont été enregistrées entre le 28 février et le 22 juin 2009, ce qui correspond à la période de la campagne pour les élections européennes. Le PS avait subi un véritable camouflet le 7 juin lors du scrutin européen, en ne rafant que 16,48% des voix. La direction du PS a toutefois annoncé 2.942 nouveaux adhérents depuis le 1er mars. L'UMP revendique pour sa part 400.000 adhérents.

Le Nouvel Obs.com du 29 juin 2009

PARADIS FISCAUX

La Suisse pourrait être contrainte de négocier bientôt un accord anti-fraude. La Commission européenne demandera aux Vingt-Sept un mandat pour négocier avec Berne un accord, inspiré de celui en cours de finalisation avec Vaduz, qui vise l'échange d'informations fiscales. La Commission, soucieuse de «graver dans le marbre» l'échange d'informations fiscales à la demande avec ses partenaires principaux en matière de fiscalité de l'épargne (Suisse, Monaco, Andorre, Saint-Marin, Liechtenstein) veut recourir à un accord anti-fraude. Ses services, qui ont donné leur aval en «urgence» ces jours-ci, avancent le fait que Monaco et Andorre sont intéressés. Ce que le cabinet du Commissaire européen à la fiscalité László Kovács résume : «Un accord de type Liechtenstein permettrait à ces juridictions de se prévaloir, d'un coup, de 27 accords européens. Avec les mêmes règles pour chacun. Imparable, non?»

Le Temps – Genève du 30 juin 2009

CHRISTINE BOUTIN A REFUSE L'AMBASSADE DE FRANCE PRES LE SAINT-SIEGE

«*Vous gagnez votre paradis quand vous allez au Vatican. (...) En plus, ils sont gentils, tous ces hommes en soutane. Christine Boutin a refusé. C'est à croire qu'elle a perdu la foi!*»

Patrick Devedjian, ministre de la Relance – Le Figaro du 8 juillet 2009

MIL-VIGILANCE N° 27/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 28/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

L'ELYSEE S'INFORME

Deux véhicules de police en patrouille, dont l'un à l'intérieur duquel se trouvait le conseiller spécial de l'Élysée Henri Guaino, ont été caillassés à Montfermeil (Seine-Saint-Denis). Les policiers ont essuyé ces jets de pierres mardi vers 1 heure du matin, au centre d'un quartier réputé sensible. Il n'y a pas eu de blessés. De source policière, la quarantaine d'individus à l'origine des faits ignorait vraisemblablement la présence de Henri Guaino dans l'une des voitures, qui se trouvait là "en observation" du travail des policiers sur le terrain. D'après les premiers éléments de l'enquête, les véhicules de police auraient été bloqués "par des jeunes gens" à l'aide d'une barrière mise en travers de leur route. Les policiers ont alors dû faire usage de "balles de défense" pour se dégager. C'est alors que les véhicules de police "ont été détériorés" par les jets de pierres. Plusieurs impacts ont été relevés sur ceux-ci par la suite, des vitres ayant même été brisées ou détériorées. Plusieurs incidents se sont produits ces derniers jours dans des quartiers sensibles, principalement en région parisienne. Des policiers ont essuyé des tirs de mortiers de feux d'artifice cette fin de semaine à Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis), un mois et demi après des tirs de fusil d'assaut Kalachnikov (AK47) contre leurs collègues à La Courneuve, dans le même département, suscitant l'inquiétude des syndicats de police face à de telles attaques.
Le Point.fr du 30 juin 2009

EADS GARDIEN DE L'ARABIE SAOUDITE

Au terme de tractations qui durent depuis 1996, c'est finalement EADS qui devrait installer la barrière de défense électronique aux frontières de l'Arabie saoudite. Le contrat a été signé à Djedda, capitale d'été du Royaume, en présence du ministre de l'Intérieur le prince Nayef. Longtemps appelé MIKSA, ce chantier pharaonique a été renommé SBGDP (Saudi Border Guard Development Program). Le contrat porte sur l'installation le long des 8.000 kilomètres de frontières saoudiennes de radars et de postes de commandements visant à prévenir toute attaque en provenance de la mer, du ciel ou de terre. Le montant est estimé aux environs de 2 milliards d'euros. EADS avait déjà franchi une importante étape en septembre dernier en paraphant assez discrètement un contrat pour la défense électronique de la frontière entre l'Irak et l'Arabie. EADS l'emporte à l'arraché sur le leader français de l'électronique militaire Thales mais aussi sur les Britanniques de British Aerospace ou les Américains de Raytheon. Le contrat SBGDP marque une première brèche d'importance dans le monopole qu'exercent les Anglo-Saxons dans les fournitures de militaires et de défense de l'Arabie saoudite.
Le Point du 1er juillet 2009

« ON S'ENNUIE DANS LE PARTI »

« Il ne c'est rien passé. Il ne se passe rien. On s'ennuie dans le parti. (...) On a beaucoup parlé de refondation et de rénovation. Pour l'heure ça sonne creux. »
Pouria Amirshahi, Secrétaire national du PS – La Charente Libre du 11 juin 2009

LE MYTHE BETANCOURT S'EST-IL EFFONDRE ?

Pour l'anniversaire de sa libération, ce jeudi, Ingrid Betancourt s'est faite discrète. En Colombie, la popularité de la Franco-colombienne n'aura pas duré. Celle qui, après son arrivée sur le tarmac de l'aéroport militaire de Bogota, jouissait de 70 % d'opinions favorables, n'apparaît même plus dans les sondages. Le divorce aurait commencé 24 heures à peine après son retour de la jungle, lorsque, à la grande surprise des Colombiens, l'ex-otage s'est envolée vers Paris. Beaucoup auraient compris et respecté ce repos nécessaire, si, quelques semaines plus tard n'étaient apparues les premières photos d'Ingrid Betancourt en maillot de bain sur une plage de Miami. La presse people, peu clémente avec elle, annonce alors qu'elle a refait sa vie. On la voit en parfaite santé, loin des récits terribles de sa captivité. S'ensuivront une série de révélations peu flatteuses de ses compagnons de captivité. Sa colistière Clara Rojas, libérée quelques mois avant elle, tire la première en affirmant qu'elle ne sait plus pourquoi elles ont été un jour amies. Dans son livre, elle la décrit comme une femme lunatique et peu solidaire. Quand les trois mercenaires américains Keith Stansell, Thomas Howes, et Marc Gonsalves publient « Out of captivity », best-seller aux Etats-Unis et en Colombie, Ingrid Betancourt est à nouveau mise sur la sellette. Les anciens détenus racontent ses frasques amoureuses, ses caprices et ses colères. Son divorce avec son mari Juan Carlos Lecompte,

qui avait gagné la sympathie des Colombiens pour s'être battu pour les otages, achève de la discréditer.

Le Soir – Bruxelles du 2 juillet 2009

IL SE FAIT PASSER POUR JEAN SARKOZY

La rumeur disait dans les rues de Saumur que Jean Sarkozy, fils du président français, allait débarquer au cours de la journée. Sur les coups de midi, un jeune homme blond, lunettes de soleil sur le nez entouré par d'autres jeunes en costard et un photographe a en effet fait son apparition au centre-ville de Saumur, comme a pu le constater un journaliste du quotidien local Courrier de l'Ouest, dépêché sur place. «On me taxe de faire de l'élitisme à Neuilly-sur-Seine. Alors j'ai décidé de venir me présenter en Province», déclarait le Blond dont la ressemblance avec Jean Sarkozy bien que frappante de loin ne l'était plus guère de près. Mais les commerçants et autres badauds présents à ce moment-là ont été grugés. Ils ont été nombreux à lui serrer la main tout en lui adressant des messages à l'intention du président de la République comme «Vous passerez le bonjour à votre père» ou «Vous direz à votre père que vivre avec moins de 1 000 euros par mois c'est impossible!» Le journaliste du quotidien local a finalement interrogé l'entourage de ce «faux» Jean Sarkozy et appris qu'il s'agissait en fait de l'enterrement de vie de garçon d'un Parisien de 28 ans. «Un soir à l'apéro, le magazine Le Point était posé sur la table avec Jean Sarkozy en couverture. La ressemblance était flagrante. C'est de là que tout est parti», a expliqué un ami du futur marié au Courrier de l'Ouest. Le stratagème avait été finement élaboré puisque l'équipe avait même réalisé des tracts à distribuer à la population. Un rapide regard aux propositions s'y trouvant permettait cependant de se rendre compte qu'il s'agissait plutôt d'une manœuvre humoristique puisque le «candidat» proposait par exemple une «généralisation des tests ADN en cas de vol de scooter». «Ce canular est génial, ça fait du bien de voir des jeunes capables d'une telle imagination», a déclaré à ce sujet Michel Apchin, le maire de Saumur, qui a avoué être «tombé les deux pieds-dedans».
20 Minutes du 8 juillet 2009

DERIVES POLICIERES

Les récents dérapages policiers doivent être analysés sérieusement par le gouvernement. Les violences policières présumées ou avérées se multiplient au moment même où la crise économique se traduit, chaque jour un peu, en matière sociale. Interpellations arbitraires, gardes à vue non justifiées, violences, tous les voyants sont au rouge. Les manifestations comme les commissariats sont devenus le théâtre de tellement d'incidents que sans plus tarder la nouvelle ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie a souhaité un encadrement plus strict du recours à la garde à vue. De son côté, la place Beauvau, par tradition plus portée à la défense de ses fonctionnaires qu'à un examen objectif de la situation, n'en n'est pas moins consciente du danger. Certes le métier de policier est difficile et ingrat. Pour autant – alors même que leurs missions convergent – comment expliquer cette profonde fracture entre le pays et sa police alors que la gendarmerie a toujours su développer ses liens avec la population ? A l'heure de l'intégration de la gendarmerie sous commandement du ministère de l'Intérieur, la recette de ce succès mériterait d'être étudiée et transposée à d'autres. A ce titre si le directeur départemental de la sécurité publique de Seine Saint Denis a réellement déclaré lors des incidents de Montreuil : "si vous n'êtes pas contents, il faut être conscient du fait qu'en Iran, on tire sur des gens", on attend avec impatience la réaction de sa hiérarchie. A défaut ce sentiment d'impunité - largement répandu quelles que soient les violences policières commises - ne pourrait qu'encourager les mauvaises pratiques auxquelles il est regrettable d'assister de plus en plus souvent. En attendant, les commissariats sont déjà devenus des lieux d'humiliation systématique ou plus personne n'aurait l'idée d'aller se réfugier.
Profession Politique du 15 juillet 2009

GUERRE AU PS : LE TEXTE INTEGRAL DE LA LETTRE DE MARTINE AUBRY A MANUEL VALLS

Cher Manuel,

Notre Parti a besoin de chacun des socialistes pour contribuer à son redressement après des années difficiles ponctuées par trois échecs à la présidentielle et un Congrès de Reims difficile qui a laissé une image déplorable de notre parti.

Au congrès, les militants nous ont demandé avec force de jouer notre rôle de principal parti d'opposition, c'est-à-dire de dénoncer ce qui nous apparaît injuste, ou inefficace, et de proposer une alternative qu'attend aujourd'hui notre pays. Ils nous ont aussi demandé de nous réunir et de parler d'une même voix. Depuis cette date, et personne ne le conteste, le parti s'est remis au travail, s'est ouvert sur la société et a su porter des propositions fortes.

Nos parlementaires mènent depuis plusieurs mois un travail coordonné et tout à fait remarquable. Par ailleurs, j'ai mis toute mon énergie à rassembler les diverses sensibilités dans le respect de la ligne politique définie par le Congrès de Reims, aujourd'hui présentes dans la direction. Je suis d'ailleurs heureuse des relations de confiance qui me permettent de débattre en toute sérénité avec Ségolène Royal.

A la suite des élections européennes, nous avons défini notre feuille de route, en nous atelant à deux tâches essentielles : la préparation du projet et le rassemblement de la Gauche. Le séminaire de Marcoussis a constitué le coup

d'envoi de ce travail collectif. Chacun a reconnu la qualité du débat qui nous a rassemblés.

Par ailleurs, après de nombreux contacts avec nos partenaires de la gauche, j'ai écrit à chacun d'entre eux pour engager une nouvelle démarche de rassemblement, fondée sur les idées comme sur la stratégie politique. Force est de constater que ce travail collectif pour moderniser nos idées est contrarié chaque jour par la cacophonie d'expressions isolées -d'ailleurs le plus souvent contradictoires-, et par des initiatives solitaires prenant le contrepied des positions de notre Parti.

S'engager dans un Parti, c'est un acte d'adhésion à des valeurs et des pratiques communes, mais c'est aussi - qui plus est dans un parti démocratique comme le nôtre-, accepter de débattre en son sein, d'y apporter ses idées et ses réflexions, et lorsque la décision est prise de la respecter et la porter dans l'opinion.

On ne peut utiliser un Parti pour obtenir des mandats et des succès, en s'appuyant sur la force et la légitimité d'une organisation collective, et s'en affranchir pour exister dans les médias à des fins de promotion personnelle. On n'appartient pas à un Parti pour s'en servir mais pour le servir. Les militants et même les français exigent de nous du travail, du courage et des idées. Il n'y a pas un jour, mon cher Manuel, où tu n'expliques aux médias que notre parti est en crise profonde, qu'il va disparaître et qu'il ne mérite pas de se redresser. Paradoxalement, tu t'appuies sur nos règles collectives pour appeler à «l'insurrection militante». Les militants, eux, ont un souhait, c'est que tu mettes ton intelligence et ton engagement au service du Parti et donc des Français. Tes propos, loin d'apporter une solution, portent atteinte à tous les militants et à tous les dirigeants, qui aujourd'hui travaillent à retrouver la confiance avec nos concitoyens. Tu donnes l'impression d'attendre, voire d'espérer la fin du Parti Socialiste.

Mon cher Manuel, s'il s'agit pour toi de tirer la sonnette d'alarme par rapport à un Parti auquel tu tiens, alors tu dois cesser ces propos publics et apporter en notre sein tes idées et ton engagement. Si les propos que tu exprimes, reflètent profondément la pensée, alors tu dois en tirer pleinement les conséquences et quitter le Parti Socialiste. Je ne peux, en tant que première secrétaire, accepter qu'il soit porté atteinte au travail que nous avons le devoir de réaliser. La discipline n'est pas la police des idées, mais la condition de la cohésion et de la réussite d'une équipe.

C'est un moment de vérité. Je te demande de me faire part de ton choix dans les jours qui viennent, et d'en assumer toutes les conséquences pour l'avenir. Avec toute mon amitié. Martine Aubry, le 13 juillet 2009

GUERRE AU PS : LE TEXTE INTEGRAL DE LA LETTRE DE MANUEL VALLS A MARTINE AUBRY

Chère Martine,

J'ai lu avec étonnement la lettre dans laquelle tu m'adresses tes amitiés et m'enjoins... de me taire ou de quitter le Parti socialiste.

J'ai conscience des difficultés de ton rôle et de sa part ingrate. Personne n'a oublié les circonstances exceptionnelles de notre dernier congrès. Beaucoup de forces se sont alors mobilisées pour ébouffer l'indispensable démarche de rénovation. Après le désastre électoral du 7 juin dernier, je ne suis pas étonné que ces mêmes forces te demandent aujourd'hui d'imposer le silence dans les rangs.

Je suis surpris, par contre, par la méthode. Pourquoi avoir transmis simultanément la lettre à la rédaction du Parisien ? L'objectif affiché par ton courrier n'est-il pas de clore l'ensemble de nos débats à l'abri des huis clos ? L'urgence était-elle donc telle qu'il ait fallu reprendre la plume pour masquer le cuisant échec d'une récente initiative épistolaire à l'attention des autres partis de gauche ?

Mais je veux te répondre sur l'essentiel. Tu me soupçonnes « d'espérer la fin du Parti socialiste ». J'y suis rentré à l'âge de 18 ans et j'y consacre ma vie. Sans jamais renoncer à mes convictions, j'y ai exercé de multiples responsabilités et j'en suis l'élu depuis 1986. Et contrairement à certains qui s'érigent aujourd'hui

en grands sages, j'ai toujours respecté, quoiqu'il ait pu m'en coûter, le choix des militants et les règles de vote de notre groupe parlementaire dont je suis aussi l'un des animateurs.

Ton procès d'intention relève donc, au mieux, de la désinformation et, au pire, de l'insulte. S'il y a une chose dont j'espère la fin, ce n'est pas celle d'une formation qui garde encore l'honneur d'être le pivot de la gauche ; c'est celle d'une machine à perdre qui détruit l'espoir mis par nos concitoyens dans le progrès social.

Tu affirmes que notre « parti s'est remis au travail, s'est ouvert sur la société et a su porter des propositions fortes » depuis le congrès de Reims. Malgré un vouement et une bonne volonté que je ne mets pas en cause, force est pourtant de constater, pour l'heure, que ce travail et ces propositions n'ont pas convaincu nos concitoyens. Je suis frappé que tu n'évoques nulle part, dans ta lettre, les résultats du scrutin européen. Pourquoi un tel déni ?

Faut-il que le désaveu ait été si cruel pour justifier un tel roulement ? Il est vain de m'accuser qu'« il n'y a pas un jour, où [je] n'explique [...] que notre parti est en crise profonde ». La crise de notre parti - qui est aussi celle de la social-démocratie européenne - n'est pas de mon fait ; elle a été établie et sanctionnée par nos concitoyens eux-mêmes lors de toutes les échéances électorales majeures depuis 2002. Et si cette vérité dérange notre confort et nos certitudes, je prendrai toujours le risque, pour ma part - et avec bien d'autres - de l'assu-

mer. Quel que soit le prix à payer, je ne me ferai pas le silencieux complice de l'aveuglement. C'est un choix éthique qui relève de ma conscience et qui donne sens à mon engagement. Je te confirme donc que mes propos reflètent bien ma pensée !

Il est également malhonnête de sous-entendre que je réserve ma parole « aux médias ». Avec une égale constance, je m'exprime à l'intérieur comme à l'extérieur de notre parti. Et si cette parole rencontre davantage d'écho hors les murs, c'est qu'elle entre en résonance avec des aspirations et des interrogations que l'on voudrait bien étouffer.

Ma chère Martine, tu l'auras compris, je ne renoncerai donc jamais à l'ambition collective de définir un nouveau projet pour la gauche - d'autant que je suis convaincu que nous pouvons gagner en 2012 et battre Nicolas Sarkozy. A travers mes ouvrages et mon expression publique, sans vouloir imposer une vérité, je me place toujours sur le terrain des idées et des propositions : école, retraites, sécurité, culture, entreprise, nouvelle ville...

C'est cet effort que j'ai souhaité amplifier - et je tiens à l'adresser, une nouvelle fois, mon intervention faite le mois dernier au Théâtre Michel ; et c'est cet effort que j'entends bien poursuivre au cours des prochaines années en m'appuyant sur l'expérience de nos élus locaux, la générosité de nos militants, l'attente de nos sympathisants et aussi sur les travaux de nos clubs de réflexions. Oui, pour redonner une envie de gauche, je pense qu'il faut transformer profondément notre formation, l'ouvrir réellement à la société et être clair sur des alliances qui ne doivent pas être déterminées au cas par cas.

L'idée selon laquelle un parti peut être à lui-seul porteur d'un projet clé en main pour transformer la société est aujourd'hui dépassée. Son action est désormais plus horizontale que verticale à l'instar de la révolution internet. La mise en place de primaires s'inscrit parfaitement dans cette évolution. A la lecture de ta lettre, je ne te cache pas ma profonde inquiétude sur la conception très datée du parti.

Pour la gauche, l'urgence est de redessiner, avec les français, une perspective qui suscite, à nouveau, l'espérance. En partant de notre traditionnelle ligne de clivage avec la droite - l'appréciation différente de l'origine des inégalités entre les hommes - je m'efforcerai, avec tous ceux qui voudront en faire l'effort, de jeter les bases d'un nouveau modèle de développement pour le 21ème siècle. Donner à chaque individu les moyens de son autonomie devrait devenir la nouvelle frontière de la gauche.

« Je me révolte donc nous sommes » disait Albert Camus. Par cette formule, il établissait une dialectique originale entre l'individuel et le collectif. J'espère que tu pourras aussi y voir, comme moi, une source d'encouragement et d'espoir. Et puisque tu me sommes de donner une réponse claire à ton ultimatum, je t'informe que j'entends bien rester fidèle à mon poste, à ma famille politique et à mes valeurs. Avec toute mon amitié, Manuel Valls, Député de l'Essonne, Maire d'Évry le 15 juillet 2009

ZAPATERO N'A «AUCUN PROBLEME» AVEC SARKOZY

Pas contrariant, le chef du gouvernement espagnol? José Luis Zapatero a assuré qu'il n'y avait «aucun problème» avec Nicolas Sarkozy, après la controverse sur des propos du président de la République. Lors d'un déjeuner avec des parlementaires, le chef de l'Etat avait fait ce commentaire, rapporté à *Libération* par des convives. «Le gouvernement espagnol vient d'annoncer la suppression de la publicité sur les chaînes publiques.» Et répliquant à une remarque sur Zapatero: «Il n'est peut-être pas très intelligent. Moi j'en connais qui étaient très intelligents et qui n'ont pas été au second tour de la présidentielle.» Dans une interview au *Monde*, Zapatero dégonfle la polémique: «J'ai une très bonne relation avec Nicolas Sarkozy et je sais que tous les commentaires qu'il a pu faire sur moi étaient positifs», déclare-t-il. Et d'ajouter, sur la lune de miel Paris-Madrid: «Je connais bien Nicolas Sarkozy. Il a toujours été généreux dans la relation, et élogieux. Il n'y a donc aucun problème. Cela n'appelle aucune explication avec moi». Le Président - qui «a toujours été très diplomate avec» Zapatero, insiste l'intéressé - effectuera lundi et mardi une visite d'Etat en Espagne, doublée d'un sommet bilatéral franco-espagnol. Sur les excuses formulées par Ségolène Royal, Zapatero a également confirmé, mais sans donner plus de détails, avoir reçu une lettre de l'ex-candidate PS à la présidentielle. *Libération* du 24 avril 2009

"MICHAEL JACKSON ETAIT UN DEGENERE"

Alors que le décès de Michael Jackson attriste la majorité du public, le Ministre de la Défense, Hervé Morin, déclare: "Michael Jackson, ça n'a jamais été ma tasse de thé pour deux raisons. Moi, c'est Genesis, Peter Gabriel mais pas Michael Jackson. Madonna, oui, mais pas Michael Jackson ! Je n'ai jamais aimé Michael Jackson, j'ai toujours été hermétique à ça, vraiment !". Avant d'ajouter "Et j'ai toujours trouvé que ce type était dégénéré..." Précisons que cette séquence a été enregistrée après l'émission, mais Hervé Morin était prévenu que les micros étaient ouverts... Les indiscrets.com du 30 juin 2009

MIL-VIGILANCE N° 28/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 29/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

MANGER SON CHAPEAU

Vous me demandez ce qui a bougé en France. Ce qui a bougé, c'est que les convictions ne jouent presque plus aucun rôle dans les combinaisons électorales. Ce qu'on appelait jadis naïvement les choix politiques s'efface au profit des appétits. Que le MoDem de Bayrou soit désormais prêt à faire front commun avec Cohn-Bendit et avec la gauche communiste et socialiste signifie que les idées n'ont plus la moindre importance dans la vie politique. Pour essayer d'arriver au pouvoir, le Parti socialiste et François Bayrou sont prêts, l'un comme l'autre, à manger leur chapeau.

Jean d'Ormesson de l'Académie française – Le Figaro du 27 août 2009

FAIRE L'INVERSE DE BARRE AVEC LA RIGUEUR

"Je suis un homme de bon sens. Je ne suis pas un agité du cerveau. J'ai conscience de l'endettement de la France. Je veux faire l'inverse de Barre avec la rigueur. En période de crise, on doit imaginer de grands projets, comme le grand Paris."

Nicolas Sarkozy, Président de la République – Le Monde du 17 septembre 2009

JEAN-FRANÇOIS COPE, L'OMNIPRESIDENT DU GROUPE UMP, EST SUR TOUS LES FRONTS

Omniprésent. Avant même que les députés ne reprennent le chemin du Palais-Bourbon, le président du groupe UMP, Jean-François Copé, est apparu sur tous les fronts. A commencer par le front médiatique, enchaînant entretiens dans la presse écrite, télé et radios, "chats" sur Internet, rendez-vous "informels" avec les journalistes. Comme lors du "campus d'été" de l'UMP, à Seignosse (Landes), où, après avoir fait une entrée remarquée au milieu du discours de Jean-Louis Borloo, il invite dans la soirée une trentaine de journalistes à une table répétée des environs. De quoi énerver ceux qui, à l'UMP, trouvent déjà que le "patron" des députés a un peu trop tendance à tirer la couverture à lui. A l'évidence, M. Copé n'a pas l'intention d'en rester là. Face à Xavier Bertrand, secrétaire général de l'UMP, qu'il aimerait voir confiné dans le rôle de "machiniste" à la tête du parti présidentiel, et du premier ministre François Fillon, régulièrement renvoyé à son statut de "collaborateur" du chef de l'Etat, il fait entendre sa différence. Et use de la "liberté de parole" que lui autorise sa fonction. Ainsi a-t-il été prompt à émettre des réserves sur la taxe carbone. (...) Alors que le gouvernement peine à finaliser son projet de réforme territoriale, le "patron" des députés met en garde. "Si on veut faire croire que la réforme se résume au simple fait de réduire le nombre d'élus, on se trompe d'objectif", affirme-t-il, se disant soucieux, là aussi, de s'appuyer sur les réflexions des parlementaires. "Il est de bon ton dans certains salons de l'autre côté de la Seine de se gausser des élus en les faisant passer pour d'incurables conservateurs, souligne-t-il. Nous allons faire la démonstration du contraire."

En cette prérentrée parlementaire, le président du groupe UMP a renforcé son dispositif. "Le groupe s'est professionnalisé", explique-t-il, ne cachant pas sa volonté d'étendre son réseau en direction des milieux socioprofessionnels et sa sphère d'influence politique. Et quand l'Elysée lui fait savoir qu'il n'est pas convié, le 2 septembre, à la réunion des "chefs de la majorité" présidée par M. Sarkozy, il laisse entendre que cela ne l'empêchera pas de "prendre toute (sa) place" pour les régionales. "Pour les européennes, j'ai commis l'erreur de penser que la direction de l'UMP m'appellerait spontanément. J'attends toujours que le téléphone sonne, lâche-t-il. Cette fois-ci, je ne vais pas attendre."

Le Monde du 9 septembre 2009

PRIVEE DE MICRO A LYON, LA MINISTRE S'IMPOSE

Pour la première fois, une rupture du jeune musulman était accueillie par la mairie de Lyon. Elle a donné lieu à un échange très discourtois qui a laissé pantois ceux qui ont réalisé ce qu'il se jouait. Quelques 300 personnes sont réunies dans un grand salon lorsque Kamel Kabtane, recteur de la Grande mosquée, prend le micro, et la parole. Ils les cède ensuite à Gérard Collomb, maire de Lyon. Puis ce dernier les cède à l'ambassadeur du Qatar, en visite. Dans la salle, il y a aussi Nora Berra, conseillère municipale de Lyon et ministre. Elle pense prendre à son tour la parole, mais le maire de Lyon reprend le micro des mains de l'ambassadeur et clôt les allocutions en entraînant le diplomate hors de la salle. Le dîner commence alors, et la plupart des convives

ignore que la ministre UMP s'est faite priver de parole. Mais elle ne se dégonfle pas. Attend que tout le monde soit assis, et se relève, monte sur l'estrade, prend un micro de l'orchestre qui joue de la musique orientale, et dit sans lever la voix que le protocole républicain veut qu'un ministre prenne la parole en dernier. Suit un long discours puis elle vient se rassoier. Gérard Collomb la salue alors froidement selon nos confrères, d'un "Bravo madame la conseillère municipale". Ce à quoi elle réplique : « Et Ministre de la République monsieur le Maire ! » Selon nos informations, la censure était préméditée. Le protocole avait été soigneusement réglé avec la Grande Mosquée, qui accueillait à la mairie, et Kamel Kabtane avait hésité à chercher au dernier moment un autre lieu, pour que tout le monde puisse s'exprimer.

Libération Lyon du 16 septembre 2009

WARSMANN (UMP) A BESSON: «UN MINISTRE DOIT APPLIQUER LA LOI»

Le président (UMP) de la commission des lois de l'Assemblée estime que le refus du ministre de l'Immigration de signer le décret sur les tests ADN, texte voté par le Parlement, crée «un précédent qu'il ne faut pas laisser passer». « Le principe qu'un ministre, de lui même, sans échange avec le Parlement, annonce qu'il ne va pas appliquer une disposition législative est un précédent qu'on ne peut pas laisser passer. C'est la fonction d'un ministre d'appliquer la loi. Qu'un texte pose des problèmes techniques et donc que l'on ait à le modifier ne me choque pas mais il faut alors revenir vers le Parlement et non prendre seul cette décision. »

Libération du 15 septembre 2009

LES ANGLAIS FACE A LA CRISE : TVA +2,5%

Par souci électoral, le ministre britannique des Finances n'a pas voulu dire quelles branches de l'administration seront victimes de coupes budgétaires, mais a annoncé une hausse de 1% des cotisations sociales, qui ne sera effective qu'en 2011, soit après les prochaines élections ! La TVA passera de 15% à 17,5% dès le 1^{er} janvier 2010.

Le Figaro économique du 10 décembre 2009

"ON NE PREND PLUS DE GANTS, VOUS BOURREZ LES URNES"

Il est midi, ce vendredi 21 novembre (2008), quand le téléphone d'une secrétaire de section lilloise se met à sonner. A l'autre bout du fil, Guillaume Blanc, le conseiller politique de Martine Aubry à la mairie de Lille. Dans le Nord, comme dans le reste du pays, les bureaux de vote pour le second tour de l'élection du premier secrétaire ouvrent dans quelques heures. La discussion est brève. Il n'y a qu'un seul message à faire passer. Dans un premier temps, la jeune femme pense avoir mal entendu. Mais la consigne est claire: "On ne prend plus de gants, vous bourrez les urnes." La veille, Ségolène Royal a créé la surprise en récoltant plus de 42% des voix lors du premier tour. (...) Mathématiquement, le duel s'annonce extrêmement serré et la panique s'empare de la maire de Lille et de ses proches. Plus question de tergiverser. Quelle que soit la méthode, ce soir, il faut barrer la route de -Ségolène Royal. (...)

Vendredi 21 novembre, soir du deuxième tour à Lille. C'est la fin de l'après-midi. Guillaume Blanc, jeune ingénieur de 26 ans, homme de confiance et conseiller politique de Martine Aubry, prend les choses en main. Derrière son air juvénile, l'homme est considéré comme un redoutable agent au service de la maire de Lille. On le surnomme "la Stasi", "parce qu'il vient toujours écouter la moindre prise de parole d'un responsable local du PS pour en faire rapport à Martine", témoigne un militant socialiste lillois. Depuis l'hôtel de ville, Guillaume Blanc adresse un SMS à tous les secrétaires de section. Il leur est ordonné de ne pas communiquer leurs résultats à la fédération - comme le prévoit pourtant le code électoral socialiste -, mais de les transmettre directement à ce qu'on appelle le "comité de ville". Un bureau de liaison au service de Martine Aubry, situé au premier étage du bâtiment qui abrite la fédération socialiste, est dirigé par un certain Patrick Kanner. Depuis son arrivée à la tête de la ville, le PS local est à la main de celle que l'on surnomme "la tsarine", chargé d'assurer le service après-vente de sa politique. Dans les faits, via "le comité", c'est donc le cabinet de Martine Aubry qui a la haute main sur la fédération du Nord. (...) Pargneaux (patron des socialistes du Nord, NDLR) à la fédération sera l'exécutant. C'est sans aucun accroc que la chaîne cabinet du maire-comité de ville-fédération du Nord va se mettre en branle pour assurer l'élection de Martine Aubry, en étroite liaison avec le QG parisien de la future première secrétaire, installé à l'Assemblée nationale. Le dispositif est en place. De Lille à Paris, les montres sont coordonnées. Le casse du parti peut commencer. A 23 heures, huit des dix secrétaires de section de la ville sont au rendez-vous dans le bureau de Patrick Kanner, pour lui remettre les procès-verbaux des résultats. Cet homme, en liaison avec Paris, est chargé de la "tambouille lilloise". Claude Bartolone, Christophe Borgel, François Lamy et Jean-Christophe Cambadélis, les quatre mousquetaires de Martine Aubry, sont installés dans des bureaux de l'Assemblée nationale. Leur consigne est claire: ne pas lâcher les résultats du Nord tant que ceux de toute la France ne sont pas remontés. A mesure que les chiffres tombent, ils sont rentrés dans un logiciel qui calcule automatiquement l'écart entre Royal et Aubry et fait varier les résultats "virtuels" du Nord afin qu'ils assurent la victoire à Martine Aubry. Claude Bartolone, plusieurs semaines après, reconnaîtra d'ailleurs avoir bloqué les résultats du Nord "dans le but

de s'assurer que, même si la Guadeloupe et la Martinique votaient à 100% pour Royal, l'avance de Martine ne permettait pas qu'on la rattrape". En clair: les résultats du Nord sont gelés pour pouvoir être "ajustés" jusqu'au dernier moment afin d'assurer une avance suffisante à Martine Aubry.
Le Point du 17 septembre 2009

UN ETABLISSEMENT DU SUPERIEUR INTERDIT LE PORT DU VOILE

A l'Enim, une école d'ingénieur de Metz, une étudiante est arrivée portant un voile, comme de nombreuses femmes musulmanes. Le directeur lui a demandé de le retirer, elle s'est exécutée sans difficulté. Mais l'affaire ne s'est pas arrêtée là, une affiche est apparue sur les murs de l'école: «L'Enim est une école d'ingénieurs de l'Etat et respecte les valeurs fondamentales de la république Française qui sont: Liberté, Egalité, Fraternité

Dans ce contexte, à l'intérieur de notre école, nous ne pouvons tolérer aucun signe de distinction de religion, de quelle que (sic) nature que ce soit. Dans ces conditions, et en vertu des pouvoirs qui me sont conférés: LE PORT DU VOILE EST INTERDIT DANS L'ECOLE.»

Problème: aucun pouvoir n'a été «conféré» aux directeurs d'établissement supérieur concernant les signes religieux portés par des étudiants, qui sont considérés comme majeurs. La loi sur le voile n'interdit son port que dans les établissements du secondaire.

S'ils sont en dehors du champ d'application de la loi sur le voile, les établissements publics d'enseignement supérieur restent évidemment soumis au principe de laïcité (article L. 141-6 du code de l'éducation). Mais dans le supérieur, on considère que les établissements accueillent pour l'essentiel un public adulte.

La Cour européenne des droits de l'homme, le 29 juin 2004, a considéré que l'Université turque pouvait interdire le port du voile. Mais cette mesure est condamnée par plusieurs organisations de défense des droits de l'homme, comme Human Rights Watch.

L'Ufal (Union des familles laïques), en France, s'oppose au principe d'une extension de l'interdiction du voile au supérieur. La philosophe Catherine Kintzler a justifié cette position dans un article de son blog: «Le seul argument en faveur de cette extension est que les universités sont des établissements d'enseignement public relevant de l'autorité de l'Etat. Or l'Etat est laïque, donc... Cet argument ne fonctionne pas, parce qu'il prouve trop. En effet, s'il était valide, il faudrait étendre la loi de 2004 à tous les services publics y compris du côté des usagers: il ne faudrait pas se contenter d'interdire le port des signes religieux au personnel (comme c'est fort justement le cas à l'université, bien entendu), il faudrait aussi l'interdire aux personnes se rendant sur les lieux du service -dans les mairies, dans les services publics, au guichet des trésoreries, dans les bureaux de vote, etc. Or le principe de laïcité s'impose à l'autorité publique elle-même et à ce qui relève de cette autorité, alors que dans l'espace civil, c'est le principe de tolérance qui s'applique: on ne peut pas demander à une religieuse de quitter son habit lorsqu'elle vient faire une déclaration de vol au commissariat de police.»

Le directeur de l'Enim n'a pas répondu à nos demandes d'entretien. «Il ne souhaite vraiment pas faire de cela une polémique», a-t-on expliqué dans son entourage. Au Bureau des élèves, on indique qu'aucun étudiant n'a prévu de porter plainte.

Rue89 du 17 septembre 2009

LES PAPYS FLINGUEURS

La sagesse, on le sait, n'a pas forcément à voir avec le nombre des années. Avec l'allongement de l'existence -qui donne plus de loisir pour les plaisirs et les bêtises- associé à l'actuelle période de vaches maigres, la délinquance du troisième, voire du quatrième âge, gagne du terrain. En France, il est encore trop tôt pour mesurer le phénomène. "Les personnes âgées sont moins dénoncées que les jeunes quand elles commettent des infractions, note le chercheur spécialisé en criminologie Jacques Faget, cité par Laurence Ubrich dans son livre *Les Papy's flingueurs* (Bourin éd., 2009).

La société imagine que les personnes âgées sont moins dangereuses, ce qui n'est pas évident du tout. Aux Etats-Unis, en revanche, les chiffres sont là: le taux d'arrestation des plus de 50 ans a bondi de 85% durant la dernière décennie, d'après le Bureau des statistiques judiciaires. Il s'agit surtout de constats d'état d'ivresse et de vols à l'étalage. Les auteurs des délits ont souvent déjà commis plus d'un faux pas par le passé, mais les méfaits liés à la pauvreté augmentent, et les chiffres mettant en cause des personnes âgées "vont continuer à progresser, cela ne fait aucun doute", estime Ronald Åkers, un professeur de criminologie de l'université de Floride cité récemment dans le magazine *In These Times*.

Même observation déconcertante au Japon, où le nombre d'arrestations de septuagénaires a triplé entre 2000 et 2006. En Suisse, les condamnations prononcées à l'encontre des plus de 60 ans ont été multipliées par 2,5 ces vingt dernières années. Et il semblerait que la tendance soit la même au Royaume-Uni, aux Pays-Bas ou à Hongkong.

L'Express du 18 septembre 2009

LASSE DE SE PRENDRE «CLAQUE SUR CLAQUE», CPNT LOGNE VERS L'UMP

Le mouvement Chasse, pêche, nature, traditions est en discussion avec Xavier Bertrand en vue d'un rapprochement avec l'UMP. Après l'alliance conclue entre Philippe de Villiers et l'UMP, c'est au tour du mouvement CPNT de Frédéric Nihous de se rapprocher d'un parti présidentiel de plus en plus hégémonique à droite. Le mouvement CPNT est en discussion avec Xavier Bertrand sur un rapprochement avec l'UMP, lassé de se prendre «claque sur claque» aux élections, a annoncé son président Frédéric Nihous. «CPNT est prêt à devenir un partenaire de l'UMP sur la base d'un accord programmatique gagnant gagnant. Le secrétaire général de l'UMP s'est montré ouvert. Si ça marche, on intégrera le comité de liaison de la majorité présidentielle», dit le président du mouvement CPNT. «Nous nous sommes longtemps tenus à l'écart des partis politiques classiques», et «jusqu'en 2004, on a pu afficher cette ligne et avoir des élus aux différentes élections», raconte l'ancien candidat à la présidentielle de 2007. «Mais depuis les modes de scrutin ont changé et ils sont défavorables aux petites formations comme la nôtre. On se prend claque sur claque aux élections. Il faut donc savoir dire stop. En ralliant l'UMP, nous ne renions pas nos convictions», affirme-t-il. Frédéric Nihous déclare avoir «tendu la main à tout le monde. Le PS ne veut pas discuter avec nous. Seul l'UMP nous propose des choses. Dont acte.»

Liberation du 13 aout 2009

SARKOZY VEUT FAIRE GONFLER SANS FIN SA MAJORITE PRESIDENTIELLE

Le président compte sur son idéologie attrape-tout pour fédérer une coalition qui va des déçus du Parti socialiste à l'extrême droite, tout en tolérant une opposition interne. «Je sais que ça fait débat dans la majorité, ça m'est totalement indifférent.» Cette petite phrase, prononcée au sujet de ses réformes fiscales, en dit long sur l'assurance de Nicolas Sarkozy en ce début d'automne. Il a assis sa prédominance sur la coalition la plus large jamais assemblée par un président de droite sous la Ve République. Et le mouvement de satellisation du paysage politique français autour de sa personne ne semble pas près de s'arrêter.

Qu'on en juge: outre son propre parti, l'Union pour un mouvement populaire (UMP), sa majorité présidentielle compte déjà six supplétifs. Ils vont de la «gauche moderne» et des «progressistes», animés par les socialistes déçus Jean-Marie Bockel et Eric Besson, aux eurosceptiques de droite, nouvellement ralliés, que sont Philippe de Villiers et le parti Chasse, pêche, nature, traditions (CPNT). Sans oublier les anciens partisans de François Bayrou, qui l'ont abandonné pour former le Nouveau Centre. Mais l'arc-en-ciel sarkozyste ne s'arrête pas là. On lui prête l'intention d'englober des représentants du Parti radical de gauche, petite formation en délicatesse avec les socialistes. Outre l'électron libre Frédéric Mitterrand, nommé ministre de la Culture en juin, Nicolas Sarkozy a fait travailler pour lui, à travers des rapports, missions et commissions, les plus grands noms du PS: Michel Rocard, Hubert Védrine, Jack Lang, Jacques Attali... Au départ réservée à quelques personnalités socialistes, l'«ouverture» est devenue une dynamique permanente, couvrant l'ensemble du spectre politique à l'exception de l'extrême gauche et du Front national. «Pourquoi y aurait-il des limites? La seule limite qu'il peut y avoir, c'est de vouloir travailler pour le bien du pays», estime Frédéric Lefebvre, le porte-parole de l'UMP. Autre représentant du parti au pouvoir, Dominique Paillé rappelle que «Nicolas Sarkozy a fait éclater les bornes» qui maintenaient gauche et droite dans des «espaces politiques limités». «Les bornes ayant éclaté, il n'y a, depuis, plus aucune limite, ajoute-t-il. Ne soyez pas surpris si tous ceux qui veulent faire avancer la France nous rejoignent dans les prochaines semaines.»

Cet appétit inextinguible suscite des inquiétudes. Sur Internet, la recherche «UMP + parti unique» retourne déjà des dizaines de commentaires angoissés. Le journaliste Edwy Plenel voit dans cette ouverture sans fin un «débouchage qui cannibalise l'opposition, la mine de l'intérieur et corrompt l'esprit public».

Nicolas Sarkozy se paie même le luxe de tolérer une opposition interne, animée par Jean-François Copé, le chef du groupe parlementaire, ou par l'ancien premier ministre Jean-Pierre Raffarin. Ils expriment de temps à autre des critiques sur la conduite du pouvoir - mais sans constituer de force organisée ni menacer l'hégémonie du président à droite.

La question est plutôt de savoir si la galaxie très large qui gravite autour de lui peut conserver la moindre cohésion idéologique. Un conseiller de l'Élysée évoquait, avant l'été, la «vision libérale-colbertiste de Nicolas Sarkozy» - un mélange d'attachement à l'entreprise privée et de foi dans l'intervention de l'Etat, capable de ratisser très large.

Autre conseiller, Patrick Buisson, venu de l'extrême droite, a livré à L'Express une définition encore plus œcuménique de la pensée présidentielle: «Le sarkozisme [est] un empirisme sans tabou.» Ce qui, au fur et à mesure que l'opposition s'émiette, pourrait lui permettre de grossir encore.

Le Temps (Genève) du 8 septembre 2009

MIL-VIGILANCE N° 29/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 30/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

SARKOZY-VILLEPIN, HISTOIRE SECRETE D'UNE HAINE

Tout a commencé par une explication virile, un coup de téléphone encoléré du ministre du Budget au directeur de cabinet d'Alain Juppé au ministère des Affaires étrangères, en 1994. Le second, il le répète alors à qui veut l'entendre, est convaincu que le premier est l'instigateur du contrôle fiscal qui vise son père, sénateur des Français de l'étranger. Les deux mâles grognent fort, ils se reniflent. Ils font assaut de virilité. « C'est fondateur, expose Villepin. Ça n'a jamais cessé. » Quand pour la première fois, en juillet 1997, Villepin reçoit Sarkozy autour d'un petit déjeuner dans son grand bureau de secrétaire général de l'Elysée, Sarkozy est à peine assis que déjà il mord : « Vous avez voulu me bouffer, maintenant c'est moi qui suis là, en face de vous. Et vous me trouverez toujours sur votre route ». Il a été fidèle à cette promesse... Quelques instants plus tard, il frappait encore : « Je ne vous en veux pas du mal que vous avez dit de moi, j'en ai dit beaucoup plus sur vous. » Et ils rient. Un rire canaille et redoutable. Un rire de mauvais augure. Ils allaient se combattre, se vilipender, se honnir, mais ils ne s'ennuieraient pas, jamais. C'est d'ailleurs ce que Sarkozy confirmera à Villepin, neuf ans plus tard, le 31 juillet 2006, lors d'un déjeuner à Matignon : « Je vais vous dire un truc, Dominique : de toute façon, même quand on se déteste, on s'amuse. On ne s'ennuie jamais. On prend du plaisir. Donc on peut continuer ensemble, on se mettra sur la gueule, de toute façon on s'amusera, c'est l'essentiel ».

En 1997, ils ne se sont pas encore beaucoup amusés. Tout juste le secrétaire général de l'Elysée a-t-il, après 1995, excellé dans l'extermination verbale de ce qu'il reste de vermine balladurienne : « Sarkozy est un maître chanteur qui, en permanence, adresse des ultimatums. S'il avait été malin, il aurait demandé qu'on lui pardonne ».

Le député maire de Neuilly n'a in fine pas eu besoin de demander pardon pour que Villepin se rapproche de lui, après la dissolution ratée. Objectif : ériger Sarkozy en rempart de Chirac contre Séguin. Et désenclaver l'Elysée, en ne laissant pas dans la nature « le seul qui tient à peu près la route à droite ». « Néron »-le sobriquet dont l'affuble Bernadette-sera le premier artisan du retour en grâce, partiel, du « félon ».

« Je vous avais promis que je vous ferais rencontrer le président, et ce n'était pas dans mon intérêt, puisque cela revenait à m'opposer à Bernadette et à Claude. Eh bien, ce sera chose faite à la rentrée de septembre. Le président me donnera une date au retour des vacances. » Après quelques croisants, le 8 septembre 1997, Chirac entre dans le bureau de Villepin, qui s'éclipse. Villepin devient alors le point de passage obligé de Sarkozy, qui force dans son antre aussitôt après chacun de ses rendez-vous avec Chirac. « Pour un débriefing », disait-il.

Très vite, ils se reconnaissent comme ce qu'ils sont tous deux : des hommes avides de pouvoir, des personnalités brutales et hors du commun dont aucune ne parvient à écraser tout à fait l'autre. De quoi forcer le respect mutuel de ces deux êtres irrespectueux de tout ! S'établit alors entre eux un commerce subtil, intéressé, plaisant. Une curiosité, également, pour un autre aussi absolument différent de soi. Pensez : un fils d'immigré, petit et affligé de tics, qui boit du Coca, met tout sur la table, tout de suite, les yeux dans les yeux, n'ouvre jamais un livre, face à un impénétrable aristocrate bien français de 1,93 mètre (comme de Gaulle) qui se délecte de belles lettres et de bon vin, qui ne quitte pas Berlin sans être allé se recueillir sur les tombes de Brecht et Hegel ni Charleville-Mézières sans avoir visité Rimbaud au cimetière.

Attirance et mépris de part et d'autre. Côté Sarkozy, le mépris fougueux d'un pur-sang politique pour l'intello de cabinet jamais élu, mâtiné d'une fascination complexée devant cet homme si amoureux de lui-même. Côté Villepin, un mépris maurassien et esthétique, conjugué à un puissant intérêt pour l'étrangéité de l'autre, son aplomb, « sa vista », selon son mot (admiratif). « L'homme est capable d'être drôle, émouvant, taquin, extrêmement direct », confie Villepin aujourd'hui. A l'époque, il loue le « courage » de Sarkozy. « Il dit les choses, en s'interdisant le double langage. » Sarkozy, lui, se fait presque lyrique, dans « Libre ». Les plus grandes louanges vont à Villepin, qui « mérite beaucoup mieux que le portrait déséquilibré souvent tracé ». « Le quotidien l'assomme, la médiocrité le déprime, l'adversité le requinque. (...) Il n'y a pas de petitesse chez ce guerrier. » Bigre !

De 1997 à 2002, il y a entre eux une ligne directe. Alain Minc se souvient encore de cette fête qu'il donnait avec sa femme, en novembre 2001. Il s'amusa à les prendre tous les deux à sa table. « Ça s'est très bien passé entre eux. Une émulation rigolote et plutôt sympathique. »

En 2002, ils brocardent Raffarin de concert. « Raffa... qui ? » interroge Sarkozy. « Raffarin », brocarde en retour Villepin, qui avait plaidé auprès de Chirac pour que Sarkozy soit nommé à Matignon. Comme il le fit une nouvelle fois

après la déroute électorale des régionales. En attendant, l'un est à l'Intérieur, l'autre à l'Extérieur. Des alter ego, voudrait croire Villepin. « Au nom de quoi ? peste Sarkozy. Il a fait trois meetings dans sa vie ! Et encore ! Nous ne sommes pas dans la même catégorie. » Jamais la conscience de sa supériorité politique ne le quittera vraiment.

En marchant sur les traces d'Alain Juppé, son ancien patron, Villepin, lui, croit avoir décroché un rendez-vous avec son destin. Surtout après le 14 février 2003, où il est devenu la voix de la France qui a su se faire entendre à l'Onu. De quoi aviver l'antagonisme avec Sarkozy l'atlantiste.

Un mois avant, en janvier 2003, lors de la soirée organisée au domicile parisien de Jean-Luc Lagardère pour l'anniversaire de Sarkozy, c'est pourtant lui, Villepin, qui prononça le compliment. Ils ne s'aiment pas d'un amour tendre, mais ils se jaugent, se défient, se redoutent. S'admirent, aussi. « On peut dire ce qu'on veut, mais Juppé n'a laissé aucune trace et Villepin s'est fait applaudir aux Nations unies sur la guerre en Irak », relève alors Sarkozy. Hmm... Il y a eu comme un glissement, un transfert. Jusqu'alors, le dauphin de Chirac, le rival de Sarkozy, c'était Juppé ! Mais voilà, sa condamnation a mis hors jeu « le meilleur d'entre [eux] ». Villepin s'est glissé dans la place encore chaude. Il a volé le rôle. Sarkozy ne s'y trompe pas, encore moins quand Chirac nomme son « cher Dominique » au ministère de l'Intérieur, après l'échec aux régionales du 24 mars 2004. « J'ai montré qu'on pouvait réussir à Beauvau et il donne ce tremplin à son favori », fulmine le nouveau ministre de l'Economie.

Même si Sarkozy juge alors que « le combat contre Villepin (le) rabaisse », qu'il lui faut être l'adversaire de Chirac et de lui seul, il ne résiste pas aux mulettes agitées par Villepin. Les deux hommes commencent de s'obséder mutuellement. Après avoir organisé pour son cousin et « héros » deux apéritifs avec des parlementaires, Frédéric de Saint-Semin, alors secrétaire d'Etat à l'Aménagement du territoire, décide de ne pas réitérer cet exercice « contre-productif » : Villepin débine la politique de son prédécesseur, et les députés s'empressent de le raconter à Sarkozy. C'est l'époque où Villepin se targue d'être passé maître dans l'art de décrypter la psychologie sarkozienne : « Arrêtez de trembler, cessez de céder, harangue-t-il Raffarin et ses équipes. Le président a tort de le ménager. Vous avez tort de vous coucher. Il ne faut même pas lui parler, car c'est un angoissé, et le fait qu'on lui parle le rassure ». Un « angoissé » sans profondeur, à l'entendre. « Nicolas n'a pas l'étoffe d'un homme d'Etat, théorise-t-il dès le printemps 2004. Parce qu'il n'a pas de labyrinthe intérieur. Il lui manque cette profondeur dans laquelle les autres ont toujours peur de se perdre. Ce n'est pas de la dissimulation, c'est du mystère, et le mystère, c'est la force des grands hommes. Avec Sarkozy, tout est là, sur la table, en libre-service. Certains prennent ça pour de l'arrogance, de l'agressivité. En réalité, c'est de la faiblesse. »

L'affaire Clearstream éclate dans ce contexte. A l'aube du scandale, Villepin prévient Raffarin : « Ça y est, on le tient ! » Le 8 juillet 2004, *Le Point* publie des listings truqués de la chambre de compensation luxembourgeoise. On connaît l'histoire : même s'il n'apparaît pas dans *Le Point*, le nom de Sarkozy, à peine voilé, figure sur ces fameuses listes...

Le ministre de l'Economie ne se sent plus de colère, qui tonne devant ses proches-et-au-delà : « On a cherché à m'abattre ! Ils ont fait sortir Clearstream pour m'empêcher de prendre l'UMP. Et comme par hasard ils m'ont enlevé de Beauvau quelques mois avant, pour que je ne puisse pas me défendre. La balle est passée à un millimètre ! » Sarkozy prétendra qu'il a longtemps eu des doutes sur l'identité du « salopard » dont il a juré qu'il finirait « sur un croc de boucher ». Mais un de ses proches est formel : « Nicolas m'a tout de suite dit : "C'est Villepin !" »

Dès lors, la conscience ardente, presque animale, du danger qu'ils représentent l'un pour l'autre ne cessera de hanter les deux hommes. Villepin nie. Il a toujours nié. « Dès juillet 2004, Sarkozy sait tout sur la réalité de cette affaire, y compris le faible rôle qui a été le mien, nous déclare-t-il. Pour lui, ce dossier n'est pas un dossier judiciaire. » Les villepinistes stigmatisent l'instrumentalisation médiatique de l'affaire entreprise par Sarkozy à son profit. La suspicion s'installe. La sérénité ne sera plus que factice. Fugace. Chacun s'est enfermé dans la conviction que l'autre le hait. Ce qui n'empêche pas des éclats d'enthousiasme. Bruno Le Maire relate qu'un mois avant que Villepin arrive à Matignon, Sarkozy et lui ont envisagé d'écrire un livre à quatre mains, une sorte de dialogue sur leur vision de la politique, des réformes, etc. C'était lors d'un déjeuner place Beauvau, le 27 avril 2005. Le lendemain, Villepin assurera, dans un avion qui le ramène de Vannes : « Un débat Villepin-Sarkozy, c'est plus important qu'un débat droite-gauche. » La « modestie » a toujours rapproché ces deux-là... Pas leurs intérêts, désormais irrécyclables...

Aucun des deux n'a cru que l'autre y arriverait. Jusqu'au bout, Sarkozy a pensé que Chirac jouait avec Villepin, que jamais il ne le nommerait à Matignon. Villepin n'était pas légitime à ce poste ; lui, Sarkozy, l'était. La légitimité, l'illégitimité, l'imposture. Leur relation passionnelle se noua et se dénoua autour de ces notions obsédantes. « Nicolas n'a jamais cessé de se construire en rapports de force, ça crée de la popularité, pas de la légitimité. Ça ne vous autonomise pas dans votre propre regard, disserte Villepin devant nous, un mois avant d'être nommé à Matignon. On ne peut pas être l'éternel pragmatique, l'éternel Janus changeant. A un moment, il faut trouver son assise intérieure, ce que Montaigne appelle la branloire pérenne. » Villepin, lui, l'aurait trouvée. Mais alors, pourquoi ce besoin de traquer à l'infini l'illégitimité de l'autre ? Jusqu'au bout Villepin s'est trompé sur « Nicolas » et sur le pays. Il ne détesterait pas autant Sarkozy si ce dernier ne le renvoyait pas sans répit à cette double erreur. « Napoléon est mort ! » : à 18 h 30, le soir du premier tour,

il a appelé une grande personnalité de la scène parisienne pour lui annoncer les résultats du premier sondage à la sortie des urnes : « 26 % Sarkozy, 25 % Ségol. »

Ce procès en légitimité, il l'intentait encore, un an après l'élection de Sarkozy : « Il est illégitime dans cette fonction, rugissait-il. Il est passé entre les gouttes, sans avoir à faire ses preuves. » Soupir. Soudain, la voix ne gronde plus : « Il y a des types qui passent toujours entre les gouttes et d'autres à qui l'on demande des comptes au-delà de ce qu'ils ont fait. » L'allusion est limpide. Villepin se remet à cracher des mots de feu : « Chirac lui a facilité la tâche en refusant de le nommer à Matignon. Il prétend qu'il nous a battus, nous les chiraquiens, alors que nous n'avons pas mené combat. Chirac aurait pu lui compliquer les choses, mais Bernadette et Claude avaient peur pour les affaires. Il a bâti sa légitimité négativement, par la victimisation. Il ne sait faire que contre quelqu'un, avec un ennemi. Or, maintenant, il n'est plus la victime. »

Villepin sait trop ce que la talentueuse posture victimaire de Sarkozy lui a coûté à lui, quand il était Premier ministre. Car Sarkozy, d'emblée, a fait savoir qu'il avait accepté de revenir au ministère de l'Intérieur pour se faire justice et « parer les coups tordus ». « Qui peut penser que j'aurais nommé Sarkozy à Beauvais si j'avais quelque chose à me reprocher ? » se défend à l'époque Villepin devant ses proches. « Qui ? » Sarkozy, qui certifie que Chirac n'a pas laissé le choix à Villepin.

La cohabitation est rapidement délétaire. La sublime sortie des eaux de La Baule, et au pas de course, de Villepin entouré de mouettes grises et de caméras énamourées marque un tournant. Villepin prend soin de faire attendre Sarkozy pendant qu'il se douche. Puis c'est l'accident vasculaire cérébral de Chirac, dont sa fille Claude informe Villepin mais pas Sarkozy. « Je suis passé pour un con devant 150 journalistes », éructe ce dernier, malgré son angine du jour. Villepin prend l'avantage. « Quand j'étais à Matignon, assène-t-il aujourd'hui, l'attelage que je formais avec Sarkozy a travaillé avec de nombreuses arrières-pensées, mais en ayant en tête que la solution frontale ne serait pas la meilleure. Et puis un jour il a cessé de le penser, quand il a été surpris de me voir prendre le leadership sur la crise des banlieues. » Il hésite. « A moins que ce ne soit avant, quand c'est moi et non lui que Chirac nomme à Matignon. » On ne saurait l'exclure...

Pendant les premières semaines, en tout cas jusqu'à ce début d'octobre 2005 où Villepin est (passagèrement) passé devant Sarkozy dans les sondages, ils n'hésitaient pas à se montrer complices. Lors des séances de questions d'actualité, le banc du gouvernement était le théâtre d'étonnantes scènes de cajoleries : de part et d'autre de la travée, Villepin et Sarkozy se touchaient l'épaule, se tapotaient la cuisse. Chirac l'a même reproché à Villepin : « Dominique, je vous le dis affectueusement, vous ne devriez pas avoir ces familiarités avec Nicolas Sarkozy ».

Ce sont bien les seules « familiarités » que Villepin s'autorise. Il vouvoie obstinément « Nicolas », enclin, lui, à tutoyer le premier venu. Ils se sont toujours vouvoyés. Preuve formelle de cette étrange distance par eux maintenue. « Villepin et Sarkozy vont se cannibaliser », prédit alors Chirac. Que les autres se préparent ! Le président encourage Juppé, qui est resté son préféré.

Car Villepin le violente trop. Il ne roule plus que pour son propre destin, désormais. Lors du premier conseil des ministres de l'année 2006 est arrivé ce qui jamais encore ne s'était produit autour de cette table : le chef du gouvernement a imposé silence à son supérieur. Alors que Chirac bavardait avec Sarkozy, son voisin, Villepin s'est interrompu. Jusqu'à ce que le président, interloqué, se taise...

Le même Villepin, toutefois, échoue à empêcher son ministre de tirer à lui toutes les couvertures. « J'ai donné le soir l'instruction d'évacuer la Sorbonne et Sarkozy a prétendu que c'est lui qui m'en avait informé. » En effet. Dans l'avion qui le ramenait cette nuit-là (du 10 au 11 mars 2006) d'un déplacement aux Antilles, Sarkozy, sitôt après le décollage, s'en est allé trouver les journalistes, qui l'accompagnaient. « On a évacué. J'ai prévenu Villepin. » A ces mêmes journalistes, il reproche d'être « fascinés » par son rival et de l'avoir, lui, « canardé pendant les dix premiers jours de la crise des banlieues ». Il sort néanmoins gagnant de ladite crise.

Mais ce n'est rien à côté du statut de sauveur de la majorité qu'il se forgera à la faveur de l'échec du CPE. Lui demande-t-on, début mars 2006, s'il souhaite bon courage à Villepin sur « son » CPE, qu'il nous répond en souriant : « Même pas ! » Il manoeuvre avec les parlementaires, avec les syndicats. Avec Chirac, aussi : « Il ne faut pas continuer comme ça, Villepin est fou. » Jean-François Copé revoit encore les deux hommes « s'affronter physiquement sur le CPE », pendant les petits déjeuners de la majorité. Sarkozy empoignant verbalement Villepin au col - « Dominique, faut arrêter les conneries ! Je ne vous laisserai pas tuer mes chances de gagner la présidentielle ! » ; Villepin feignant la placidité. « Aucun des deux ne prenait vraiment l'ascendant sur l'autre, témoigne Copé. C'était match nul chaque fois. » Jusqu'à l'estocade finale, quand Sarkozy et Borloo sortent bras dessus-bras dessous de l'Élysée. C'est le jour où Chirac a « lâché » Villepin. Dès lors, Villepin soupçonnera le président finissant de lui préférer Sarkozy et Chirac lui reprochera de l'avoir instrumentalisé contre Sarkozy.

A l'époque du « lâchage », Villepin tempête contre la terre entière. Brice Hortefeux se souviendra encore longtemps de ce jour de mai 2006 où, sur un trottoir à quelques mètres de l'Assemblée, devant un passage piéton, Villepin le prit longuement à partie, mâchoires méchantes, menaçant de se présenter et de faire perdre Sarkozy si ce dernier n'arrêtait pas.

« Nous ne sommes ni l'un ni l'autre enclins à céder un pouce de terrain », commente à présent Villepin. Son mépris est admiratif. A l'instar de celui qui

l'habite dans cet avion l'emmenant au Tchad le 30 novembre 2006, jour de la déclaration de candidature de son rival : « Le sarkozysme, c'est le mariage, sur la table de dissection, de la machine à coudre et du parapluie. Le sarkozysme est un surréalisme. C'est fascinant, cette capacité à dire tout et son contraire. » « Fascinant » mais dangereux. Jusqu'au dernier instant, Villepin refusera de rendre les armes. Et même après la victoire de son rival, il se bagarre encore. « Nicolas a besoin d'être stimulé. Il n'a jamais été meilleur que dans mon gouvernement, nous affirme-t-il, en février 2008. Sarkozy est un Monsieur Sans-Gêne. Je lui ai toujours dit qu'il n'avait pas d'intériorité. Il ne sait pas se changer. Lui qui voulait être le début, il est le dernier des Mohicans, c'est l'inverse de l'histoire qu'il voulait écrire. La rupture aura lieu après lui. »

Sarkozy n'est pas plus magnanime à son endroit. Il est ce président qui, devant des artistes réunis à dîner, mime des mains menottées pour désigner Villepin. Certains fidèles lui ont conseillé de retirer sa plainte. En vain. Parce que Villepin est sans doute le seul de ses adversaires à lui avoir fait peur... Et que cette peur rétrospective remonte mécaniquement.

A la haine nerveuse de Sarkozy succède une haine plus cynique, semble-t-il. « Mitterrandienne », selon un visiteur du soir. Au printemps 2008, il fait venir Villepin à l'Élysée, ils parlent de l'Europe, et pas seulement « Dominique, on va travailler ensemble. » Au cœur de l'été, le directeur de cabinet de Kouchner appelle Villepin pour lui proposer, « à la demande du président », d'aller, le lendemain, représenter la France sous le soleil de Ramallah, à l'enterrement du poète palestinien Mahmoud Darwich. L'idée a été soufflée à Sarkozy par Jean-David Levitte, qui déteste Villepin.

L'intéressé, lui, était ravi, ainsi qu'il nous en fit part à son retour : « Sarkozy a dû savoir que Darwich était un ami. C'est un geste. J'ai été heureux et touché qu'il le fasse. » Quelle méprise ! Le président jubile, en petit comité : « C'est la preuve que Villepin est capable d'être humilié et de n'y voir que du feu ! Car il est assoiffé de reconnaissance, assoiffé de pouvoir ! » S'ouvre une drôle de période où Villepin ne dit plus de mal de Sarkozy... Il est une nouvelle fois cordialement reçu par le président le 5 septembre. Paris bruisse de son retour aux affaires. C'est dire s'il ne s'attend pas à ce que, le 7 octobre 2008, le procureur de Paris requière son renvoi en correctionnelle !

Deux mois plus tard, le plus proche de ses anciens collaborateurs, Bruno Le Maire, est nommé secrétaire d'État « Nicolas Sarkozy retire à Villepin l'eau, le gaz et l'électricité », commente le conseiller élyséen Pierre Charon. Et pour qui aurait pu se méprendre sur ses intentions, Sarkozy les a lui-même dévoilées lors du conseil des ministres du 29 juillet 2009. Ce jour-là, le président a consacré de très longues minutes à évoquer l'« ouverture aux villepinistes » : « Je reconduis Pierre Mongin à la présidence de la RATP, et Bruno Le Maire est ministre. Et quel ministre ! Voilà comment j'ai traité les deux directeurs de cabinet de Dominique de Villepin, qui me vomit dessus à longueur de temps dans la presse. Et moi qui n'arrivais pas à recaser mes collaborateurs, même pas Claude Guéant ! »

Villepin, gourmand de la haine qu'il inspire à ce président, savoure la violence de cette saillie publique. Au tribunal, il sera tout en sang-froid, promet-il : « Se laisser dominer par la passion, par la haine, c'est ça, l'échec. Je ne lui ferai pas ce plaisir. Je lui fais confiance pour faire des conneries. »

Le Point du 17 septembre 2009

L'AUMONERIE MILITAIRE MUSULMANE SOUHAITE ORGANISER LE PELERINAGE DE LA MECQUE

Selon nos informations, Abdelkader Arbi, aumônier militaire en chef pour le culte musulman, est actuellement en Arabie saoudite, pour discuter, avec les autorités du pays, de l'organisation du pèlerinage de La Mecque (*hadj*) des militaires français de confession musulmane. Il s'agit d'organiser ce pèlerinage d'une manière « pérenne, transparente et digne », selon une source militaire., en évitant que les jeunes militaires ne soient obligés de passer par des agences spécialisées, dont les méthodes sont parfois contestées. Si les discussions, complexes, aboutissent, un premier pèlerinage pourrait être organisé à la mi-novembre, sinon l'an prochain. Les conditions matérielles exactes restent à définir. En 2008, le ministère saoudien de la Défense avait proposé à son homologue français d'inviter une vingtaine de militaires français musulmans souhaitant se rendre au pèlerinage. Ils l'ont fait en civil, dans le cadre de leurs permissions.

Créé en 2005, l'aumonie militaire musulmane est venue s'ajouter à celle des catholiques, des juifs et des protestants. Elle est dirigée par "monsieur l'aumônier en chef" (c'est son appellation officielle) Abdelkader Arbi. Le nombre des musulmans au sein des armées est inconnu. La loi interdit en effet le recensement des personnels en fonction de leur religion.

La participation de militaires (en uniforme) à des pèlerinages n'est pas une nouveauté, mais ne concernait pas jusqu'à présent l'Islam. Le pèlerinage militaire international de Lourdes est ainsi organisé par le Diocèse (catholique) aux armées françaises.

Libération du 18 septembre 2009

MIL-VIGILANCE N° 30/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 31/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

L'UMP A NOUVEAU DOUBLE PAR LE FN

A force de jouer la carte de l'ouverture, Nicolas Sarkozy a perdu son aile droite. Le FN serait crédité de 14% en PACA, d'où l'abandon de M. Falco. Marine Le Pen jouit par ailleurs d'une image plus ouverte que celle de son père. Alors outre la poussée des Verts, à cinq mois des élections régionales l'UMP craint de se faire doubler par sa droite. « Si le FN revit, on sera dans une situation plus difficile », reconnaît un ministre important. Une crainte que partage l'Élysée. Nicolas Sarkozy a donc bien l'intention de « revenir aux fondamentaux », en particulier sur la sécurité. « Le Président aimerait que ça bouge un peu plus », estime ce ministre, soulignant « les difficultés » de Brice Hortefeux place Beauvau.

Les indiscrets.com du 6 octobre 2009

LES « CASSEURS » DE L'UMP

Le « campus » d'été de l'UMP de Seignosse (Landes) a coûté cher à l'UMP : les centaines de jeunes sympathisants sarkozystes ont laissé les bungalows du camping dans un tel état que la caution déposée par le parti du chef de l'Etat n'a pas été restituée ! Réunis à Paris le samedi 26 septembre, les « RDJ » (les responsables départementaux jeunes) se sont donc fait remonter les bretelles par le bureau national, sur ordre de Xavier Bertrand, secrétaire général du parti présidentiel. Peine perdue... L'hôtel parisien réservé pour les délégués provinciaux a finalement subi le même sort que le camping de Seignosse ! Dans les deux cas, les jeunes espoirs de l'UMP semblent avoir un sérieux problème avec l'alcool.

Minute du 07 octobre 2009

STRIP-TEASE AU TOUQUET

Au cours de ses journées parlementaires, le groupe UMP a organisé, le 24 septembre, une soirée mémorable à l'hôtel Mercure. Dès leur arrivée, les convives (parlementaires, épouses, collaborateurs, journalistes triés sur le volet) sont priés d'éteindre leur portable. Motif : les fuites possibles d'images sur le Net. On va comprendre pourquoi.

Au sous-sol de l'hôtel, une salle aménagée en piste de danse et un podium sur lequel se déhanchent deux superbes créatures, très légèrement vêtues.

Emotion. Réflexions amusées ou salaces. Comme gênés, des députés et des dirigeants de l'UMP (Xavier Bertrand, Benoist Apparu) prennent leurs distances et vont se planquer dans les coins de la salle. Malgré l'interdiction, une photo compromettante est si vite prise...

Au bout de dix minutes de trémoussements, les jeunes femmes sont priées de retourner dans leur loge et de ne plus réapparaître.

Le Canard Enchaîné du 30 septembre 2009

LES ARMURERIES DE LA POLICE SOUS SURVEILLANCE

Policiers et gendarmes sont sur le qui-vive : une note confidentielle rédigée par l'Unité de coordination de lutte anti-terroriste (Uclat) vient de mettre en alerte l'ensemble des services de sécurité en France quant au risque de vols menés par des groupes terroristes, notamment l'ETA, contre des dépôts d'armes et d'explosifs.

« Les services spécialisés d'investigation appellent notre attention sur le risque actuel élevé de vols à main armée susceptibles d'être menés par des organisations à visées terroristes contre des armureries et dépôts de munitions », précise un haut fonctionnaire dans cette note que nous nous sommes procuré. « Les dépôts d'explosifs industriels, les sites de fabrication et de stockage de produits chimiques entrant dans la fabrication de substances explosives et les armureries et les stands de tir » sont cités comme autant de cibles potentielles par l'Uclat.

Les exploitants de ces établissements doivent être contactés pour être incités à redoubler de vigilance (...), poursuit la note. Ces derniers doivent également systématiser le signalement de tout élément suspect. Les spécialistes de la lutte antiterroriste vont jusqu'à inclure dans leur liste de sites pouvant être ciblés les réserves des services de police et de gendarmerie.

« Un renforcement des consignes aux abords de ce type de site a été demandé, confirme un enquêteur. La neutralisation récente de multiples caches d'armes appartenant à l'ETA, dans le sud de la France, laisse à penser que les membres de cette organisation pourraient se lancer à l'assaut d'armureries ou de dépôts d'explosifs. »

En quelques semaines, au cours de l'été, quatorze caches ont été démantelées dans l'Hérault, les Hautes-Pyrénées, le Tarn, le Gard, l'Aveyron, l'Aude, les

Pyrénées-Atlantiques et la Savoie par les policiers de la sous-direction anti-terroriste (SDAT) : « Près d'une tonne d'explosifs, des centaines de détonateurs, des milliers de munitions et des dizaines d'armes de tous calibres ont été saisies dont certaines provenaient d'une fabrique d'armes dévalisée à Vauvert (Gard) en 2006, relate une source proche de l'affaire. Ces découvertes successives ont largement affaibli l'ETA mais cette organisation sait se renouveler très vite, aussi bien en effectifs qu'en armes. Il s'agit d'éviter que ces terroristes se réapprovisionnent. Ils ciblent généralement les armureries ou les dépôts d'armes et d'explosifs qui ne sont pas toujours très bien surveillés. » Au printemps dernier, une femme appartenant à l'ETA, avait d'ailleurs été arrêtée alors qu'elle effectuait des repérages à proximité d'un stand de tir sportif dans le centre de la France.

Le Parisien du 29 septembre 2009

L'AFFAIRE POLANSKI PROVOQUE UN MALAISE

Après la vague de soutien apportée au cinéaste Roman Polanski, arrêté en Suisse dans le cadre d'une affaire de viol sur une fille de 13 ans en 1977 aux Etats-Unis, quelques voix discordantes se font entendre depuis, notamment dans la majorité présidentielle. « Roman Polanski n'est ni au-dessus ni en-dessous des lois. Nous avons une procédure judiciaire en cours, pour une affaire grave, le viol d'une mineure, pour laquelle la justice américaine et la justice suisse font leur travail », a déclaré Luc Chatel, porte-parole du gouvernement. Les déclarations de deux ministres sont notamment en cause. Le ministre de la culture, Frédéric Mitterrand, avait qualifié d'"absolument épouvantable" l'arrestation du cinéaste "pour une histoire ancienne qui n'a pas vraiment de sens". Le lendemain c'était au tour du chef de la diplomate Bernard Kouchner de demander sa libération à la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton.

A droite, ce soutien fait également grincer des dents. Pour Christian Vanneste, député UMP du Nord, Frédéric Mitterrand s'est comporté "davantage comme porte-parole du microcosme médiatico-mondain que comme ministre de la République". "J'ai été surpris, comme beaucoup de Français, des déclarations, un peu rapides, de deux ministres vis-à-vis de la justice suisse et la justice américaine", a également déclaré le député UMP de Maine-et-Loire Marc Laffineur. Sa collègue de l'Yonne, Marie-Louise Fort, auteur d'un texte sur la lutte contre l'inceste récemment voté à l'Assemblée, s'est dite "consternée par le soutien qu'apportent un grand nombre de responsables institutionnels et d'artistes à Roman Polanski".

Le Monde du 30 septembre 2009

ROYAL PERD SON BERGÉ

C'est un lâchage de plus pour Ségolène Royal. Et c'est sans doute, le plus embarrassant. L'un des rares mécènes à gauche, Pierre Bergé, qui a longtemps soutenu sans compter la candidate de 2007, prend le large. Le cofondateur de la maison de couture Yves Saint Laurent a beau affirmer officiellement le contraire - "Je ne déserte pas le camp Royal" - les faits sont là : Bergé lui a presque coupé, en un an, son financement. En septembre 2008, il avait ainsi payé l'essentiel des dépenses de la Fête de la fraternité, de la location du Zénith de Paris aux honoraires du metteur en scène de Royal, en qui il voyait l'héritière de la geste mitterrandienne, la femme déterminée à marquer l'histoire. Mais, en septembre 2009, il n'a pas voulu verser le moindre euro pour la seconde édition de la Fête de la fraternité. Résultat, Royal, qui n'avait pas les moyens de réserver le Zénith de Montpellier (15 000 euros), a dû réunir ses troupes dans un parc municipal !

C'est après le congrès de Reims que le tandem s'est désuni. Bergé est déçu par la guérilla que mène la présidente de la région Poitou-Charentes contre la direction du PS. Son amateurisme l'irrite. Au printemps dernier, l'homme d'affaires refuse de verser une aide substantielle qu'elle lui demande pour relancer son mouvement Désirs d'avenir. Il accepte seulement de prendre en charge la refonte du site Internet. Sauf que, en juillet, il découvre que le compagnon de Ségolène Royal a été chargé de mener ce travail. Mécontent, il arrête tout (...)

Et s'il paie ses bureaux boulevard Raspail - 8 000 euros mensuels pour 300 mètres carrés - il ne perd pas de vue qu'au printemps 2011, pour respecter la législation sur les comptes de campagne de la présidentielle, cette aide devra cesser. « Bergé reste un soutien et un adhérent important de Désirs d'avenir », persiste à croire le député maire de Laval, Guillaume Garot.

Dans la perspective des primaires, cette séparation est lourde de conséquences. Bien sûr, Royal conserve une capacité à nulle autre pareille à attirer les caméras et la foule, même avec moins de moyens. Mais voilà que Bergé s'éloigne d'elle pour mieux pousser un autre socialiste. Et pas n'importe lequel : l'eurodéputé Vincent Peillon, qui a déjà entrepris une OPA sur le courant de Royal, l'Espoir à gauche, dont il est désormais le principal animateur. Dans le passé, il a aussi soutenu Jack Lang, Laurent Fabius, Julien Dray ou Jean Poperen, dont il payait les bureaux au début des années 1990. En 1999, il s'enthousiasme pour la liste de Robert Hue aux européennes. Un temps, il pense sauter le pas et cherche à se présenter comme tête de liste aux municipales, dans le VI^e arrondissement de Paris, en 2001, sous la bannière communiste. "J'ai soutenu cette démarche qui n'a pas pu voir le jour", se souvient Robert Hue.

L'Express du 8 octobre 2009

RETOUR DE BATON POUR LES PETITES FRAPPES

Chez eux, dans leur cité d'Épinay-sous-Sénart ce sont « *des petits gars bien connus* » des services pour des incivilités, selon un policier de l'Essonne mais sûrement pas des « *grands délinquants* ». En vacances à Royan, ce groupe d'une douzaine de jeunes âgés de 18 à 26 ans a pourri la vie des résidents et des commerçants de cette station balnéaire paisible pendant une quinzaine de jours.

Fraîchement débarqués de région parisienne, ils se sont d'abord installés chez « *un de nos délinquants locaux* » selon l'expression du commissaire en chef de la circonscription de Royan. Puis ayant repéré une maison vide à proximité, ils y ont élu domicile. C'est là que les riverains ont commencé à se plaindre. Le bruit, les jets d'objets et la fête toute la nuit, ce n'est pas vraiment le style du quartier qui héberge plutôt des retraités. Mais une incivilité n'est pas un délit et une récrimination n'égal pas un dépôt de plainte. Et lorsqu'un habitant du troisième étage d'une résidence toute proche vient se plaindre d'avoir « *trouvé un noir de plus de 100 kilos sur son paillason* » (sic), la police ne peut pas faire grand-chose pour lui. Finalement à force d'appels au 17 de la part des voisins, les policiers ont pris les choses en main le week-end du premier août pour faire évacuer le squat. « *Une intervention musclée pour faire sortir les jeunes* » selon le commissaire avant que les portes de la maison ne soient clouées à la demande du propriétaire.

Les jeunes ont également sévi chez les commerçants. Selon une technique d'extorsion de fonds apparemment bien rodée. L'un d'entre eux crée un incident et demande réparation pour le préjudice qu'il aurait subi. Ils ont ainsi réussi à se faire remettre 50 euros par un patron de bar pour un t-shirt déchiré. Chez un opticien, ils se sont contentés de dérober trois paires de lunettes mais il fallu que le maire en personne insiste auprès du propriétaire de la boutique pour que celui-ci accepte de porter plainte. L'affaire a commencé à franchement mal tourner à l'entrée d'une discothèque. Les portiers ont refusé l'accès au groupe, le ton est monté. Après une bagarre, les jeunes se plaignent de s'être fait casser une paire de lunettes de marque. Le leader exige 200 euros de remboursement, ce qui lui vaudra finalement d'être interpellé pour tentative d'extorsion de fonds. Ce garçon de 21 ans présentant plusieurs condamnations à son casier judiciaire a été condamné mardi, en comparution immédiate à Saintes à quatre mois de prison ferme.

Dimanche, même scénario, deux jeunes provoquent une rixe dans un café du bord de mer et affirment avoir perdu une liasse de billets. En dédommagement, ils réclament 1000 euros au patron en le menaçant d'un couteau. Celui-ci refuse de payer et se fait tabasser. Cette dernière agression va mettre le feu aux poudres. Les forains qui tiennent les manèges sur le front de mer, victimes eux aussi de la petite bande de racketteurs décident de passer à l'action. « *Ils ont fait rappliquer les cousins et les amis et ils se sont rendus à trente au logement des jeunes* » révèle un policier. Pour leur descente, les forains se sont équipés d'objets divers. Comme une clé en acier trempé pesant deux kilos et confisquée par la police un peu plus tard. « *Ils leur ont fichu une sacrée trouille* » assure le patron du commissariat. « *Ils ont essayé de défoncer les portes, ont balancé des poubelles dans les fenêtres* » et n'ont été arrêtés dans leur élan que par l'arrivée des fourgons de CRS. Des investigations ont été diligentées sur cette expédition punitive mais c'est silence-radio à Royan. « *Les jeunes de la maison s'étaient réfugiés dans les toilettes à cinq dans une pièce de trois m²* », raconte le commissaire.

Après avoir calmé le jeu, les policiers ont embarqué toute la bande. Jean-Michel Lacourte, le cafetier attaqué a reconnu ses agresseurs. Ils ont été condamnés à deux mois fermes et 40 heures de travail d'intérêt général. Les autres jeunes ont été conduits en fourgon à la gare de Saintes pour y prendre le premier train à destination de Paris. La commissaire Da Silva du commissariat de Brunoy qui a compétence à Épinay-sous-Sénart ne connaît pas les jeunes pour ce genre d'infractions. Ils avaient sûrement besoin, explique-t-elle de « *financer leurs vacances* ».

Liberation Bordeaux du 13 août 2009

AMINE MENACE DE MORT SUR INTERNET

L'heure n'est plus à la rigolade, ni aux explications potaches, pour Amine Benalia-Brouch, ce jeune militant UMP de Dax, pris dans la tourmente des propos de Brice Hortefeux et de son entourage lors de l'Université d'été des jeunes sarkozystes à Seignosse, le 5 septembre dernier. Si la réplique désormais célèbre du ministre de l'Intérieur, en l'occurrence « *S'il y en a un ça va, c'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes* », a provoqué des remous jusqu'au plus haut sommet de l'État, elle a également fait une victime collatérale. En l'occurrence, Amine Benalia-Brouch qui est aujourd'hui une des cibles favorites de certains internautes. Au point que la semaine dernière, son avocat Me Bertrand Defos Du Rau a déposé plainte auprès du parquet de Dax pour menaces de mort, injures, insultes et incitations à la haine raciale.

Une position qui tranche singulièrement avec les derniers propos de son client dans nos colonnes. En effet, lorsque nous l'interrogeons sur son entrée aux « *Guignols de l'info* » dans un sketch où son double en latex répondait, ligoté à des câbles de batterie, à un interrogatoire mené par les marionnettes de Brice Hortefeux et d'Eric Besson, il nous assurait qu'il avait pris le parti d'en rire. Et surtout de regarder tout ça avec distance. Sauf que si l'esprit des Guignols est une chose, sur Internet, en revanche, l'affaire Hortefeux a laissé la place à des attaques en règle. Ainsi, la vidéo postée par Amine lui-même afin d'expliquer sa version des faits et dédouaner le ministre de l'Intérieur de tous propos racistes

a-telle été détournée en y ajoutant le canon d'une arme à proximité de la tempe. Ce à quoi, il convient d'ajouter une foule de commentaires plus acides les uns que les autres sur les autres vidéos le concernant. Des commentaires où les insultes pleuvent sur un jeune homme de 22 ans qui ne voulait qu'une chose : une photo souvenir de lui entre Brice Hortefeux et Jean-François Copé. Reste que les détracteurs d'Amine Benalia-Brouch ne se sont pas contentés des forums ouverts sur les grands sites de partages d'informations comme YouTube pour stigmatiser sa position et déverser leur haine, certains lui ont aussi directement écrit sur son profil Facebook. Des courriers qualifiés de profondément « *orduriers* ». Un déferlement de violences qui a donc conduit le jeune Dacquois à déposer plainte. Joint hier, l'intéressé, dont l'affaire a fait le tour du monde, n'a souhaité faire aucun commentaire. Tout comme son avocat Me Bertrand Defos Du Rau. Lequel a simplement confirmé le dépôt de plainte. La brigade de gendarmerie de Dax et la Section de recherches de Pau ont été chargées de l'enquête. Quant à la politique, Amine Benalia-Brouch s'accroche. Il était, comme il en a l'habitude depuis un peu plus d'un an, assis dans le public jeudi dernier lors du Conseil municipal de Dax.

Sud Ouest du 29 septembre 2009

UNE EQUIPE DE CANAL + INTERPELLEE

Dans un communiqué, Canal+ a défendu l'équipe d'« *Action discrète* », dont des membres ont été interpellés à Calais. « *Nous sommes dans le registre du canular, interprété par des comédiens en caméra cachée, qui font des happenings autour de faits d'actualité. Cette émission vise à caricaturer de façon burlesque des faits de société* », écrit le groupe. Toumant le sujet de la semaine consacré au démantèlement de la « *jungle* », principal campement d'étrangers en situation irrégulière dans le Calaisis, les journalistes et comédiens se faisaient passer pour des policiers et des migrants. Selon le communiqué du ministère, « *des policiers de la sécurité publique de Calais ont procédé à l'interpellation d'une équipe de journalistes* ». « *Ces personnes se présentaient chez des particuliers, munis de faux uniformes, de fausses cocardes tricolores, de fausses cartes de visites, de faux ordres de missions du ministère, en tenant en laisse des comédiens grimés et présentés comme des migrants à adopter comme animaux de compagnie* », poursuit le ministère. Le ministre de l'Immigration, Eric Besson, a dénoncé aussitôt « *une grave dérive médiatique* ». Et une « *mise en scène inacceptable, reposant sur la falsification de documents officiels, sur une caricature mensongère et insultante du travail des services de police et de gendarmerie, et sur la diffusion d'une image dégradante et humiliante de ressortissants étrangers en situation irrégulière, qui sont les victimes de filières de l'immigration clandestine, et qui méritent notre respect* ». Les membres de l'équipe de Canal + ont été brièvement auditionnés au commissariat central de Calais avant d'être relâchés. Le préfet du département, Pierre de Bousquet de Florian, a porté plainte auprès du procureur de la République de Boulogne tandis que le ministère de l'Intérieur a écrit dans son communiqué qu'il « *se réservait la possibilité de donner toute suite utile à cette affaire* ».

Le Nouvelobs.com du 30 septembre 2009

BAISSE DE LA TVA DANS LA RESTAURATION : MAUVAIS CHIFFRES

Les restaurateurs se battaient depuis des années pour obtenir une baisse de la TVA permettant de stimuler la création d'emplois et de faire baisser les prix. Le gouvernement leur avait donné raison faisant passer la TVA de 19,6% à 5,5% à partir du 1er juillet 2009. En contrepartie les restaurateurs s'étaient engagés à créer 40 000 emplois en deux ans, diminuer les prix d'au moins 11,8% sur sept produits et à augmenter les salaires. Mais un rapport du Conseil des prélèvements obligatoires, organisme rattaché à la Cour des Comptes, vient jeter le trouble dans ce tableau idyllique. Il affirme qu'« *en retenant une hypothèse de deux tiers de la baisse du taux répercuté dans les prix, seuls 6.000 emplois pourraient être créés à long terme* ». On est donc bien loin des 40 000 emplois envisagés et comme le signale le rapport « *les engagements des représentants des restaurateurs de créer 20.000 emplois et de signer 20.000 contrats de professionnalisation apparaissent optimistes* ». La baisse des prix ne semble pas à l'ordre du jour non plus. Selon l'Insee les prix ont baissé de 1,3% en juillet et de 0,2% en août.

Les Infos.com du 8 octobre 2009

LA CRISE EN IRLANDE : LES SALAIRES (DES FONCTIONNAIRES) VONT BAISSER DE 5 A 15%,

Les fonctionnaires sont les premiers à faire les frais du tour de vis budgétaire. Les salaires vont baisser de 5 à 15%, soit une économie de 1 milliard d'euros. Les prestations sociales seront amputées de 760 millions. Le gouvernement coupe aussi dans les dépenses courantes et les investissements.

Le Figaro économique du 10 décembre 2009

MIL-VIGILANCE N° 31/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 32/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

QUAND LA FRONDE VIENT DE L'UMP

La gifle est venue des rangs de l'UMP. Outrage suprême, elle a été donnée depuis les Hauts-de-Seine, fief historique du chef de l'Etat. Le conseil municipal de Courbevoie, saisi des projets de décret du gouvernement sur l'extension du quartier d'affaires de la Défense promis à Jean Sarkozy, se prononce contre à l'unanimité. Consultatif, ce vote est une surprise de taille quand on sait que cette commune est dirigée par l'UMP. Détail qui vaut son pesant d'or : parmi les élus frondeurs figure Eric Cesari, directeur général de l'UMP !
Libération du 14 octobre 2009

LE NOMBRE DE FONCTIONNAIRES A AUGMENTE DE 36 % DEPUIS 1980

1,4 million de fonctionnaires en plus depuis 1980. Les effectifs de l'ensemble de la fonction publique française ont augmenté de 36 % entre 1980 et 2008, alors que l'emploi total en France progressait deux fois moins vite (18 %), selon un rapport de la Cour des comptes qui déplore la rigidité et l'absence de vision stratégique de l'Etat dans ce domaine.

Début 2008, les trois fonctions publiques (Etat, collectivités territoriales et hôpitaux) employaient au total 5,3 millions d'agents, dont près de la moitié (2,5 millions) pour l'Etat. Cela représente un peu plus de 20 % de l'emploi total en France, a souligné le premier président de la Cour des comptes, Philippe Seguin. Ces chiffres masquent toutefois d'importantes disparités : la progression de l'emploi public résulte essentiellement des collectivités territoriales (+71 %) et, dans une moindre mesure, des hôpitaux (+54 %). Avec une progression de seulement 14 %, "l'Etat a été très loin d'être exemplaire (...) parce que sa progression en apparence modérée masque son incapacité à s'adapter aux réformes de l'action publique qu'il a lui-même décidées", a jugé M. Séguin. L'Etat "aurait dû pourtant réduire sensiblement ses effectifs du fait de la décentralisation et de la montée en puissance des opérateurs publics [agences, offices et autres organismes publics autonomes]". Malgré d'importants transferts de compétences aux collectivités, la décentralisation n'a entraîné aucune baisse ni même stabilisation des effectifs de l'Etat, a relevé M. Séguin. En 1980, la fonction publique d'Etat comptait 2,1 millions d'agents et 400 000 de plus fin 2007. Le rapport s'inquiète aussi du recours accru aux "opérateurs" pour assurer des missions de service public. En 2007, ces opérateurs ont perçu 21 milliards d'euros de subventions de l'Etat et 6,5 milliards de ressources fiscales. "La progression modérée des emplois de l'Etat n'est donc qu'optique, puisque ses missions sont désormais accomplies par d'autres structures mais à ses frais", déplore M. Séguin. Les effectifs s'ajustent très peu à la baisse de la demande ou des besoins mais sont au contraire très réactifs aux nouvelles sollicitations. C'est comme un yo-yo qui ne cesserait de monter et ne descendrait jamais. Ainsi, les effectifs du ministère de l'agriculture et de ses opérateurs ont doublé, alors que le poids de l'agriculture dans l'emploi et la richesse nationale était divisé par deux. "Comment montrer à nos concitoyens qu'une politique est devenue prioritaire ? En embauchant des fonctionnaires à tour de bras", regrette M. Séguin, citant l'exemple de la police, où les effectifs ont progressé de 20 % entre 1989 et 2006, sans conduire à des résultats probants sur le terrain. La France compte un policier pour environ 250 habitants, contre un pour 303 en Italie et un pour 380 au Royaume-Uni. "Plus que le nombre de policiers, c'est bien la manière d'affecter, de gérer et d'organiser les missions des policiers qui est aujourd'hui déterminante", a conclu le président de la Cour des comptes. Quant à la règle de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite appliquée par l'Etat, c'est une "récompense aux mauvais élèves", selon M. Séguin, qui ne constitue pas une solution à long terme. Cette règle forfaitaire, en vertu de laquelle 34 000 postes seront supprimés dans la fonction publique d'Etat en 2010, "résulte d'une démarche purement quantitative", qui n'évalue pas la qualité des missions de service public. Cette méthode profite en outre aux "administrations pléthoriques et sous-productives". Les dépenses de personnel (pensions civiles et militaires comprises) ont représenté près de 300 milliards d'euros en 2007. Des dépenses de personnel qui représentent pour l'Etat près de la moitié des dépenses nettes de son budget, a souligné le premier président de la Cour. Lorsqu'il titularise un agent, l'Etat s'engage en moyenne à le rémunérer durant cinquante ans (salaires et retraites). Le coût moyen pour l'Etat d'un fonctionnaire tout au long de sa vie est estimé à environ 3,5 millions d'euros, selon la Cour des comptes.
Le Monde.fr du 16 décembre 2009

PIERRE MAZEAUD GAGNE SON PROCES EN DIFFAMATION CONTRE M6

L'ancien président du conseil constitutionnel Pierre Mazeaud a gagné son procès en appel contre M6, qui en 2008 avait diffusé un reportage laissant entendre qu'il bénéficiait d'un logement de complaisance à Paris.

Dans un arrêt, la cour a jugé la chaîne coupable de diffamation et condamné le patron de M6, Nicolas de Tavernost, à 1.000 euros d'amende et un euro de dommages et intérêts. Par ailleurs, la chaîne devra publier la décision sur un bandeau défilant durant le générique de l'émission Capital. "Choqué" par cette émission diffusée le 16 mars 2008 et intitulée "Combines et corruption, enquête sur la France qui fraude", Pierre Mazeaud avait traduit la chaîne télévisée en justice. Le reportage de Capital, qui brocardait "la triche au logement social", avait été diffusé peu après l'affaire Bolufer, du nom de l'ancien directeur de cabinet de la ministre du Logement Christine Boutin, à qui la Régie immobilière de la Ville de Paris (RIVP) louait à un tarif très social un bel appartement dans un quartier huppé de la capitale. "J'ai été stupéfait" d'être "assimilé à ces fraudeurs privilégiés alors que je suis dans ce studio de 47 mètres carrés depuis 26 ans", avait regretté M. Mazeaud en première instance. Il avait expliqué qu'il louait ce logement, qui n'est pas une HLM, depuis 1982 auprès de la SAGI, puis de la RIVP, deux sociétés d'économie mixte, bailleurs sociaux de la Ville de Paris, qui ne lui avaient jamais signifié de hausses de loyer. La cour a considéré que M6 dans son reportage assimilait bien Pierre Mazeaud à "un tricheur, bénéficiaire de passe-droits", des propos clairement diffamatoires. Regrettant une enquête "insuffisante" et "non contradictoire", les magistrats parisiens se sont refusés à octroyer à M6 le bénéfice de la bonne foi. En effet, écrivent-ils, "le ton exagérément polémique, le caractère péremptoire des imputations et le manque de nuance de certains propos dépassent les limites admissibles de la liberté d'expression".
AFP du 8 octobre 2009

LE REQUISITOIRE DE JEAN LASSALLE

« Je connais Nicolas Hulot depuis longtemps. Je le tiens pour un imposteur intellectuel. Il est ambitieux, ce que je ne critique pas. Son discours est anxieux et consiste à engendrer de fausses peurs. Discours qui ne l'a jamais empêché de piétiner l'ensemble des valeurs qu'il est censé défendre. (...) Comment les émissions de Hulot ont été financées ? Grâce à Rhône-Poulenc, qui a sponsorisé son émission Ushuaïa pendant des années. C'était pour Rhône-Poulenc, qui à l'époque fabriquait notamment, rappelons-le, des engrais, une occasion formidable d'acheter un certificat de bonne conduite écologique. Hulot a réitéré dans la fondation qui porte son nom, en recevant à nouveau des sommes considérables d'entreprises polluantes. Après avoir fait rêver sur ses belles images et ses exploits, il a versé dans la politique, avec un discours moralisateur, pour accrédiéter l'idée de la mort de la planète. Il a vendu ce concept aux partis politiques qui sont malheureusement tombés dans le panneau. En réalité, il fait la promotion du capitalisme « verdissant », d'apparence fréquentable, voire humaniste. Ceux-là mêmes qui le financent. Quand on aime vraiment la nature et la planète, on ne s'allie pas avec ceux qui l'abîment le plus. (...) Hulot vend du rêve. Je l'ai trouvé étonnamment silencieux lors du drame de l'Erika, quand des tonnes de mazout ont souillé les côtes françaises. Et ensuite, il vient nous donner des leçons et tente de culpabiliser tous ceux qui ne sont pas, et de loin, les vrais pollueurs. Quel cynisme !
Jean Lassalle, député MoDem des Pyrénées-Atlantiques - Valeurs actuelles du 08 octobre 2009

LE GOUROU DE L'ECOLOGIE

« C'est une honte que Nicolas Hulot soit devenu le gourou de l'écologie. Il envoie les gens rouler à vélo et lui fait ses affaires en hélicoptère »
Claude Allègre - Nice Matin du 27 septembre 2009

LES SOCIALISTES FRANÇAIS PETITIONNENT, LES SOCIALISTES ANGLAIS PRIVATISENT

Aux prises avec la récession et à la traîne dans les sondages, le gouvernement travailliste vient d'annoncer le plus important plan de privatisation depuis les années 80. L'idée est de récupérer 16 milliards de livres (plus de 17 milliards d'euros) pour réduire le déficit public abyssal.
Libération du 14 octobre 2009

LE TUBE DE COPE

C'est la petite phrase fétiche du patron des députés UMP, lors de son tour de France qui lui permet d'ouvrir chaque semaine en province des antennes de son club GénérationFrance.fr. Devant les militants Jean-François Copé prend ses distances avec l'ouverture : « Nous, au groupe on est 317 députés UMP, on se bat chaque jour pour faire avancer les réformes. Mais, comme on est pas de gauche, on sait qu'on ne sera pas ministre ! »
Le Figaro du 19 octobre 2009

LE MAIRE PS DE TOULOUSE FACE A SES EMPLOYES

Les agents de la communauté urbaine du Grand Toulouse (CUGT) sont en grève pour une "harmonisation par le haut" des conditions salariales. Près de

500 agents selon la police, 900 selon les organisateurs, ont manifesté dans le centre ville à l'appel d'une intersyndicale FO, UNSA, CGT, Sud et CFDT. Selon le maire de Toulouse et président de la CUGT, le socialiste Pierre Cohen, cette "grève injuste" a été suivie par 25% des 1.600 employés (informaticiens, personnels administratifs ou des cantines...) de Toulouse, et en particulier par 55% des 600 éboueurs. Pour les syndicats, elle a été suivie à 70%. Les manifestants s'en sont pris au maire en scandant "Cohen t'es foutu, les agents sont dans la rue", déversant des sacs d'ordures sur les trottoirs et la chaussée au bruit des pétards, renversant des centaines de poubelles dans le centre de la ville ou empêchant le ramassage des débris d'un marché en plein air. "Il est inadmissible de voir une volonté de salir la ville", s'est indigné lors d'une conférence de presse M. Cohen.

Midi Libre du mardi 13 octobre 2009

RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE : QUI CROIRE ?

Nicolas Hulot ? « C'est un imbécile, vous pouvez l'écrire. C'est une honte qu'il soit devenu le gourou de l'écologie. » C'est ce qu'affirmait Claude Allègre, le 27 septembre, dans Nice Matin. La réponse de l'intéressé ne s'est pas fait attendre. Allègre ? « Y a des gens qui ne peuvent vivre qu'avec leurs ulcères, a-t-il déclaré le 28, sur Europe 1. Je me dis simplement que l'injure et le mensonge ne remplacent pas la vérité scientifique. »

Qui croire ? Il aurait suffi, en d'autres temps, d'égrèner les titres de l'un et la qualité de l'autre pour trancher le débat. Géochimiste de formation, Claude Allègre a reçu les plus hautes distinctions dans sa discipline : le prix Crafoord en 1986, la médaille Wollaston en 1987 et la médaille d'or du CNRS en 1994. Nicolas Hulot, qui figure parmi les personnalités les plus appréciées des Français, s'est fait connaître en animant l'émission Ushuaïa Nature sur TF 1.

Valeurs Actuelles du 8 octobre 2009

APPRENDRE A BIEN VOTER...

Dans les pouponnières socialistes, que Mitterrand (François) nommait affectueusement « Écoles du vice », on apprend à faire de la politique comme les grands. C'est-à-dire, souvent, manipulations et violences à l'appui. La galaxie des organisations dirigées par les jeunes socialistes (Unef, MJS, LMDE et UNL) ne se comprend pas son réacteur thermonucléaire : TAG. Pas un graffiti, mais un courant politique, « Transformer à Gauche », animé par les jeunes du courant socialiste « Un Monde d'Avance » de Benoît Hamon et Henri Emmanuelli. TAG est le moteur de ces quatre organisations. Le dernier Conseil national de l'UNL s'est tenu à Jussieu. Il a offert une illustration « effarante » de la gestion brutale version « TAG », « une bande racailles de la politique » confesse un témoin.

Venus de leurs provinces bercés d'illusion sur la démocratie lycéenne, une bandes de responsables fédéraux créent un groupe de travail au sein de l'UNL, nommé UNL-D (D comme Démocratie), qui rassemble 70% des représentants au Conseil national. Ils présentent leurs propositions mais la tribune où trônent les chefs pousse tout en bloc. La démocratie attendra, il y a plus urgent, il faut élire un nouveau président. La présidente sortante a eu son bac et doit rendre son mandat Lucie Bousser intronise son héritier, Antoine Evenou. Problème, UNL-D n'en veut pas. Il faut dire que c'est « un furieux de TAG, qui a son bac et une inscription bidon en BTS au CNED ».

Le vote pour la reconduction du nouveau Bureau National, organisé à la fin du Conseil, se déroule étrangement. En tribune, la Présidente sortante a indiqué qu'« exceptionnellement », elle se représentera. Le temps de régler les « problèmes ». Plus grave, les procurations des absents portées par les membres présents du Conseil national ont été déclarées nulles et non-avenues. Or, UNL-D en porte trente quand les partisans de la direction n'en n'alignent que dix. Restent les présents pour l'affrontement. 34 représentants de fédérations départementales et 10 membres du Bureau, soit 44. 18 fédérations voteront « contre », 16 « pour ». Les dix voix de l'ancien bureau font basculer le scrutin dans le sens des chefs. Du bon côté du manche...

Derrière l'urne du vote, un vilain petit procureur demande des vérifications car beaucoup de têtes ne lui disent rien. On lui refuse, mais lui veut voir les pièces d'identité. Le pot aux roses est vite découvert. Sur les cinq vérifications d'identités qu'il exige pour être sûr que ces cinq votants soient membres du syndicat, au moins un est membre... de l'Unef, le syndicat étudiant. Pour sauver sa tête, la direction, paniquée, a fait appel au syndicat « grand frère », qui s'est prêté au jeu avec gourmandise. « Classique », lâche un habitué de ces petites combines. L'endogamie entre les organisations dirigées par TAG est telle « qu'ils ne se rendent même plus compte de la grossièreté de leurs fraudes » nous dit le même. « Damien Ramage, ancien membre de la direction de l'Unef est aujourd'hui permanent de l'UNL, quand on sait ça... », continue-t-il. Cette affaire d'étudiant se faisant passer pour un lycéen s'est terminée dans le drame. Le vilain procureur se fait courser par l'étudiant dans les couloirs de Jussieu, et ça se termine par un passage un tabac. Projection au sol, coups de pieds sur le pauvre gamin à terre... Il refusera de porter plainte.

Les bulletins utilisés pour réélire le BN dirigé par Lucie Bousier portaient le nom de celui que TAG avait décidé d'investir, Antoine Evenou. Surpris par la grogne de la base, la direction n'avait en effet pas eu le temps d'en imprimer de nouveaux. Lucie Bousier avait affirmé qu'en dépit du nom imprimé sur le bulletin, c'est bien elle qu'il s'agissait de reconduire. Un gros mensonge assumé crânement par l'intéressée. Le vote fini, c'est Antoine Evenou, dont les 70% des représentants du groupe UNL-D ne voulaient pas, qui est investi

président. Rocambolesque. Il en va ainsi chez les jeunes promoteurs de la démocratie lycéenne.

Ils ont entre 15 et 18 ans, ils apprennent la politique, et manifestement ils iront très loin !

Bakchich.info du 16 octobre 2009

FRANCE – ANGLETERRE

France : Trois sans-papiers afghans ont été expulsés vers Kaboul. Les associations, la gauche et deux députés de droite s'indignent de ce retour forcé vers un pays en guerre.

Libération du 23 octobre 2009

Angleterre : Londres-Kaboul, vol ordinaire en Angleterre, le Royaume-Uni a expulsé 3 800 Afghans l'an passé, sans faire de vagues dans l'opinion.

Libération du 23 octobre 2009

80% DES SANS PAPIERS ARRETES SONT RELACHES

Immigration - la gestion des centres de rétention administrative peut encore être améliorée. Le titre du rapport d'information que le sénateur (UMP) Pierre Bernard-Reymond vient de rendre public, au nom de la commission des finances du Sénat, avait de quoi intriguer. Sa lecture a de quoi laisser pantois. On le sait : les forces de l'ordre arrêtent de plus en plus de sans papiers. Ce que l'on ne sait pas, c'est que paradoxalement, plus on en arrête, moins on en expulse...

Le sénateur évoque tout d'abord la « forte hausse de près de 90% » du nombre d'interpellations entre 2003 et 2008, avant de constater, dans le même temps, un « effondrement du taux d'exécution des mesures d'éloignement forcé prononcées, passé de 62,1 % en 2002 (10.067 éloignements forcés effectifs pour 16.406 prononcés) à 19,4 % en 2008 (19.724 éloignements réalisés pour 101.539 prononcés) : moins d'une mesure d'éloignement forcé sur cinq est aujourd'hui effectuée ».

Le Monde.fr du 22 octobre 2009

ADIEU LA ROUMANIE !

Ah ! Les pays de l'est, leur main-d'œuvre docile et bon marché... Avec le recul de quelques années de production en Roumanie, l'exemple de l'entreprise vosgienne Gantois viendra titiller la réflexion de tous les dirigeants industriels appâtés par la perspective d'un exil. Installé à Saint-Dié dans les Vosges depuis 1894, le leader européen de la tôle perforée vient de baisser le rideau de sa (courte) expérience du côté de Timisoara. Transférées de Déodat fin 2003 pour la Roumanie, toutes les machines auront été rapatriées en Lorraine avant la fin du mois, et les activités recentrées au sein de l'usine qui emploie toujours près de 300 salariés sur les 530 du groupe. Cinq ans de transfert et à l'arrivée, un bilan d'échec, ne fait pas mystère la direction de l'entreprise. Avec un plan de redynamisation commerciale dans les cartons, la voilà bien décidée à jouer la carte de la transparence pour mieux repartir sur ses bases. Pour dénoncer le « gâchis », les syndicats situent la fourchette des pertes provoquées par cet exil autour de cinq millions d'euros. « Il faut se replacer dans le contexte de 2003 », relativise Michel Petel, directeur marketing. « A l'époque tous les constructeurs automobiles imposaient une grosse pression à leurs sous-traitants pour qu'ils s'installent sur place ». 170 suppressions d'emplois à la clé, Gantois n'y a (comme d'autres) pas résisté, malgré la crainte d'« erreur stratégique » évoquée ici et là. En Roumanie, le spécialiste du métal s'est, ensuite, heurté à une situation particulière. « Avec les charges, le coût mensuel moyen d'un salarié était de 150 € au départ. Cinq ans plus tard, il avait triplé à 450 € », explique le représentant de Gantois. Aux difficultés logistiques liées à l'éloignement géographique se sont ajoutés les aléas culturels et la moindre productivité d'un personnel trop rarement à la hauteur des qualifications requises ou des exigences de qualité. Sous le sceau de la confiance, l'univers automobile ne fait plus mystère de ce que l'un des plus prestigieux constructeurs délocalisés, dut, un jour, renvoyer la quasi-totalité des pièces produites en Roumanie, à destination du pays d'origine pour y être corrigées. « Tout cela a évidemment un coût », précise Michel Petel. La crise automobile, la mondialisation en berne et la turbulence des commandes n'ont, ensuite, rien arrangé, jusqu'à convaincre les dirigeants de Gantois de faire machine(s) arrière. Avec Geneviève Lethu, d'autres, dans le milieu du jouet ou de l'automobile, ont, depuis, plié bagage après examen de la situation. « L'univers industriel est rempli d'hypocrisie où l'on a parfois du mal à reconnaître que le départ à l'étranger était une erreur. Pour autant, permettre que nous ne délocaliserons plus serait mentir », souffle le directeur marketing. « Mais nous ne le ferons plus comme ça ».

L'Est Républicain du 22 octobre 2009

MIL-VIGILANCE N° 32/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L

VIGILANCE

N° 33/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

MARIAGE DE COMPLAISANCE

Alors que nous traversons une grave crise économique, comment aurais-je pu marier sans m'y opposer, deux étrangers d'origine marocaine, plus préoccupés de profiter de notre système de protection sociale que de convoler en justes noces ? En refusant de les marier, j'ai voulu dénoncer un système qui fait la part belle à l'assistantat plutôt que de protéger ceux qui se lèvent tôt le matin, pour gagner leur vie en toute honnêteté ! Rappelons en effet, que le mariage de ces deux étrangers, leur donne la possibilité de toucher le Revenu de Solidarité Active, des Allocations logement et de bénéficier de la Couverture Maladie Universelle. Enfin, soyons certains qu'ils ne manqueront pas de demander la nationalité française ! Aujourd'hui les factures que nous recevons en mairie semblent me donner raison : impayé de cantine scolaire, impayé sur leur consommation d'eau... Les Restos du Coeur les voient chaque semaine et pourtant le mari a trouvé du travail sur la zone industrielle. Alors où va l'argent ? Car pour l'instant, c'est la mairie qui paye, donc nous chers contribuables ! Alors, à tous les bien pensants qui ont cru bon de s'indigner verbalement sans apporter de soutien matériel à ces étrangers, je réponds : trouvez-vous normal que l'on oblige les maires à marier des étrangers, dont l'un d'entre eux a falsifié des papiers d'identité, a été reconduit à la frontière, est revenu et ose demander le mariage alors qu'il est sous le coup d'un arrêté d'expulsion ? Après avoir dénoncé cette absurdité du droit, je compte maintenant sur notre député Marc LE FUR pour déposer une proposition de loi limitant ces abus. En effet, tant que la justice de notre pays continuera à défendre l'indéfendable, les étrangers en situation irrégulière, pourront dormir tranquilles !

Gérard Huet, maire de Loudéac (22) – La Lettre du Maire du 20 octobre 2009

ECOLOS : PLUS ROUGES QUE VERTS

Promue candidate à la candidature de la tête de liste Europe-Ecologie aux régionales en Aquitaine, la fille de José Bové déstabilise les Verts locaux. Ce n'est pas sa filiation qui suscite les interrogations, dans le contexte délicat de la polémique sur Jean Sarkozy. Mais plutôt les conditions de sa cooptation, par un Noël Mamère ayant lui renoncé à concourir. Il y a aussi son emploi de collaboratrice auprès du groupe socialiste à la Communauté urbaine de Bordeaux. Le flou absolu des procédures de désignation de l'équipage « Verts/non-Verts » laisse dubitatif.

Mediapart du 23 octobre 2009

DOUTES A L'UMP, CERTITUDES A L'ÉLYSÉE

Plus la crise cogne contre le navire majoritaire, plus le capitaine-président maintient ferme le cap. Convaincu d'avoir fait mieux, à mi-mandat, que tous ses prédécesseurs, Nicolas Sarkozy minimise l'onde de choc, dans l'opinion et au Parlement, des affaires (Clearstream), des polémiques (son fils Jean, Frédéric Mitterrand) ou des débats de fond (déficits, fiscalité, immigration, collectivités). À être trop sûr de lui, ne prend-il pas le risque de s'isoler ?

Les parlementaires, pourtant, ont le mal de mer. Jamais, en période de paix, la France n'a connu de tels déficits qui alimentent une telle dette. Si énorme que son montant, et les débats qu'il provoque, paraissent virtuels. Ce qui le sera moins, c'est quand il faudra rembourser. Aucun ne croit que la croissance suffira. Tous redoutent le jour où il faudra relever massivement les impôts.

De là proviennent les désaccords droite-gauche – c'est normal – et, surtout, internes à la majorité. On ne compte plus les psychodrames quotidiens entre l'UMP et le gouvernement sur le bouclier fiscal, les exonérations d'impôts ou de charges, les modalités de la nouvelle taxe professionnelle, la taxe carbone, le financement de la santé...

Un jour, c'est une députée UMP et rapporteure du budget de la Sécu qui refuse de cautionner la politique du puits sans fond. Un autre jour, c'est le président UMP de la commission des Affaires sociales qui recommande une mise entre parenthèses du bouclier fiscal. La veille, ce sont les centristes qui réclament une tranche d'impôt supplémentaire pour les hauts revenus et un rabotage des « niches » fiscales.

Ce qu'ils disent en coulisses est encore bien plus instructif sur la profondeur de leurs inquiétudes que l'écume des désaccords affichés en public. Tous, y compris le Premier ministre, ont peur qu'un jour le bateau, trop lesté de dettes, ne soit plus manœuvrable. Qu'il n'y ait plus de choix politique possible.

Ce qui frappe, par contraste, c'est la sérénité feinte ou sincère affichée par l'Élysée. Les polémiques ? Nicolas Sarkozy les attribue au fait que l'on ne peut pas l'attaquer sur le fond.

Les comptes publics ? Quand la crise prive l'État d'un quart de ses recettes, il considère que les collectivités locales peuvent bien faire un effort et qu'il y a quelque contradiction à réclamer plus d'argent pour la relance, tout en déplorant les déficits.

Le climat social ? Il se réjouit de la rareté des grèves, d'un outre-Mer calmé, d'une université au travail. Politique ? Il savoure encore les européennes ; jubile devant les réquisitions contre Dominique de Villepin dans le procès Clearstream ; s'amuse de l'usure de François Bayrou et de Ségolène Royal ; note qu'il n'est pas un seul de ses textes qui ne soit voté par le Parlement.

Bien sûr, quand on est sur la passerelle en pleine tourmente, on ne peut pas montrer le moindre signe de faiblesse. On ne peut pas se désavouer. Un bouclier qui laisserait passer une fêche ne serait plus un bouclier. Donc, on ne change rien.

Pourtant, il y a quelque chose de troublant à observer un président qui, au-delà des explications rationnelles pour défendre sa politique fiscale, néglige l'impact électoral de ses dires et de ses gestes. Qui, en l'absence d'opposition menaçante ne doute pas un seul instant. Et ne se dit jamais que c'est là, dans l'excès de confiance, que le danger guette.

Ouest-France du 23 octobre 2009

UN JUMELAGE UMP – PCC

Les partis au pouvoir de Chine et de France saisiront les opportunités et développeront leurs relations, ont promis à Beijing de hauts responsables du Parti communiste chinois (PCC) et de l'Union pour un mouvement populaire (UMP). "La Chine et la France doivent considérer les liens entre les deux partis comme un pont entre les deux pays. Elles doivent renforcer la coopération et le dialogue, avoir des échanges sincères en matière de questions bilatérales, régionales et internationales", a indiqué Wang Jiarui, chef du Département international du Comité central du PCC. "Les deux partis doivent accroître le consensus et rendre les bases politiques et sociales plus solides pour des relations amicales entre les deux pays", a indiqué M. Wang à Xavier Bertrand, secrétaire général de l'UMP.

Wang Jiarui et Xavier Bertrand ont brièvement présenté leurs propres situations nationales et l'édification de leur parti, et échangé des points de vue sur le renforcement des relations entre les partis. Ils sont tombés d'accord sur le fait que dans le contexte actuel, le développement de la Chine, de la France et les relations bilatérales se trouvaient dans une phase importante. Les deux partis se sont engagés à renforcer le développement sain des relations bilatérales. Un protocole d'échanges, de coopération et de compréhension entre l'UMP et le PCC a été signé après l'entretien.

Chine Information du 22 octobre 2009

PETITE REVOLUTION TERRITORIALE

Nicolas Sarkozy a donné le coup d'envoi de la réforme des collectivités territoriales. La gauche crie à la régression démocratique, à la mort de la décentralisation. C'est de bonne guerre puisqu'elle est à l'origine, avec Gaston Defferre, des lois qui ont desserré notre carcan jacobin en 1982. C'est logique puisqu'elle dirige actuellement la majorité des grandes villes, départements et régions de notre pays. C'est enfin inévitable puisqu'elle en tire une partie de ses financements.

Il n'est pas sûr que sa colère soit populaire et pertinente. Pour beaucoup de Français, la décentralisation, avec ses bataillons d'élus, ses enchevêtrements de compétences, ses majestueux hôtels de région ou du département, est synonyme d'abus. Sentiment sans doute excessif, mais qui contribue à la défiance vis-à-vis des élites, de la France d'en haut.

Donc, en présentant sa réforme avec des arguments chocs, le chef de l'État mécontente une partie du personnel politique, mais sait qu'il parle d'or pour de nombreux contribuables électeurs. Les impôts locaux, le nombre des fonctionnaires territoriaux et les dépenses des collectivités ont parbut considérablement augmenté. Bilan à relativiser, car, dans le même temps, l'État a transféré certaines de ses charges. Néanmoins, en appelant à davantage d'ordre et d'économies d'échelle, Nicolas Sarkozy ne peut qu'être entendu des Français.

Est-ce un big bang territorial, ou pas ? Peu important les formules. Si cette réforme dérange tant l'opposition et en perturbe quelques-uns à droite, c'est qu'elle va changer le visage politique de la France. La création de 3 000 conseillers territoriaux en lieu et place des 6 000 conseillers généraux et régionaux actuels constitue une petite révolution. La plus visible, la plus compréhensible parmi une série de propositions compliquées dont les parlementaires feront leur miel en séance de nuit. Entre eux.

Au-delà des joutes et des effets de manches, les Français, eux, jugeront la réforme à ses résultats. À l'aune de la qualité des services rendus. À l'aune, surtout, du montant des impôts locaux à acquitter. Beaucoup dépendra du dispositif destiné à remplacer la taxe professionnelle. Celle-ci était injuste pour les entreprises. Sa remplaçante ne devra pas l'être pour les particuliers...

Le Figaro du 20 octobre 2009

VILLEPIN VEUT INCARNER "UNE ALTERNATIVE REPUBLICAINE"

À la maison de l'Amérique latine, à Paris, Dominique de Villepin a vivement critiqué "l'esprit de cour" et le bilan de mi-mandat de Nicolas Sarkozy. Domini-

que de Villepin n'a pas attendu le jugement du procès Clearstream pour relancer sa carrière politique. L'ancien Premier ministre Dominique de Villepin a fustigé "la concentration du pouvoir" qui conduit à "l'esprit de cour" et s'est posé, devant ses partisans réunis à la Maison de l'Amérique Latine à Paris, comme "une alternative républicaine" à Nicolas Sarkozy. Devant près d'un millier de membres du Club Villepin, il a estimé que la France "ne peut plus vivre avec une concentration du pouvoir, une personnalisation du pouvoir qui nuit à son efficacité".
L'Express.fr du 28 octobre 2009

JUPPE APPUIE LA OU ÇA FAIT MAL : LA REFORME TERRITORIALE

Nicolas Sarkozy, qui a enfin dévoilé l'architecture de sa réforme territoriale, arrivera-t-il à éteindre l'incendie ? Au moment où il doit faire avaler aux élus locaux un certain nombre de couleuvres, le chef de l'Etat se heurte à une fronde des maires à propos de la taxe professionnelle. De droite comme de gauche, ils s'époumonnaient depuis des mois à dénoncer la réforme proposée. Sans se faire entendre. Et puis Alain Juppé a mis le feu aux poudres en déclarant dans Sud Ouest : «Le gouvernement se fout du monde sur les modalités de la suppression de la taxe professionnelle. ... Le président avait promis une compensation euro par euro, mais il avait oublié de dire pendant un an.» Certes, le maire de Bordeaux s'est excusé, tout en écrivant sur son blog : «Sur la forme, j'ai certainement eu une phrase excessive et déplacée. Mais sur le fond, je persiste et je signe.» Transferts de charges entre secteurs d'activité, réduction de l'autonomie fiscale des collectivités locales, incertitude sur la compensation des recettes perdues... Face à ce flou, Alain Juppé réclame des simulations plus fines. «La fiscalité et la précipitation ne font pas bon ménage», affirme-t-il. S'agissant de la réforme des collectivités territoriales, les maires sont, comme Alain Juppé, vent debout. Trop floue, trop compliquée, trop précipitée. Pour contrer la fronde des élus locaux, Xavier Bertrand a avancé l'idée d'un vote interne à l'UMP. Histoire de redonner une légitimité politique à cette réforme. L'ennui, c'est que ce sont les sénateurs qui vont ouvrir le bal en votant en premier ce projet de loi. «Or le Sénat vote toujours dans le sens des maires», confie Jean-Pierre Raffarin. Et pour cause, ce sont eux qui les élisent.
Challenges du 22 octobre 2009

SIX MOIS FERME POUR AVOIR CAILLASSE DES POLICIERS

Un habitant de Fréjus (Var), reconnu coupable d'avoir caillassé des policiers à Saint-Raphaël, a été condamné à six mois de prison ferme en comparution immédiate au tribunal correctionnel de Draguignan. Un groupe d'une vingtaine de personnes avait caillassé la patrouille de la BAC au lendemain du décès à Fréjus d'un motard ayant heurté un arbre pour se soustraire à un contrôle de police, selon le parquet. Un policier avait été blessé au nez par ces jets de pierres, se voyant accorder deux jours d'interruption temporaire de travail (ITT), et deux jeunes, dont l'habitant de Fréjus, avaient été interpellés. L'un d'eux, un mineur âgé de 16 ans, déféré devant le juge des enfants, a été placé en liberté surveillée. En plus de sa condamnation à six mois de prison ferme, l'habitant de Fréjus, âgé de 24 ans, a été condamné à 1 500 euros d'amende. Il a été laissé en liberté et devra se soumettre aux conditions du juge d'application des peines.
Le Monde.fr du 28 octobre 2009

UMP : MOINS D'ADHERENTS

«Nous atteindrons et dépasserons les 500.000 adhérents en 2012», avait promis Xavier Bertrand. Mais la tâche est ardue et la succession des polémiques depuis la rentrée la complique encore. Avec 228.740 adhérents selon le dernier pointage, le parti présidentiel est à son niveau de l'automne dernier. Mais il régresse nettement par rapport aux chiffres présentés en janvier, quand Xavier Bertrand a été nommé secrétaire général et que le parti revendiquait 270.000 adhérents. Encore s'agit-il des chiffres officiels : certains, rue La Boétie, assurent que le nombre de militants est en deçà des 200.000.
Le Figaro du 29 octobre 2009

LE SOUTIEN DE PASQUA A CHIRAC

Les Français "savent bien qu'à droite comme à gauche, tout le monde a eu recours à des emplois dits aujourd'hui fictifs". "On devrait considérer que c'est du passé", ajoute-t-il. "Quelles que soient les circonstances, je garde donc mon estime et mon amitié à Jacques Chirac" qui a "été un type exceptionnel, très courageux, combatif", conclut le sénateur.
Le NouvelObs.com du 2 novembre 2009

GARDES A VUE POUR DES DELITS ROUTIERS

Pour les neuf premiers mois de l'année, 1864 personnes ont été placées en garde à vue, à Paris, pour des délits routiers selon la préfecture de police (PP). Ce qui représenterait une hausse de... 40% par rapport à 2008. Selon le

magazine en ligne PPrama, "ce très net accroissement tient beaucoup au nombre d'infractions de conduite en ayant fait usage de produits stupéfiants."
L'Express.fr du 28 octobre 2009

POUR 60% DES FRANÇAIS, CHIRAC A ETE UN BON PRESIDENT

Depuis qu'il a quitté l'Élysée en 2007, il est devenu sondage après sondage l'homme politique préféré des Français, sa cote dépassant régulièrement les 70 %. L'ancien président revient de loin puisqu'en avril 2007, quelques jours avant l'élection de Nicolas Sarkozy, il disposait selon l'institut BVA de la plus faible popularité jamais enregistrée jusqu'alors pour un président de la République : 32 % de bonnes opinions contre 58 de mauvaises. Selon Gaël Sliman, directeur de BVA Opinion, il y a là un «mystère Chirac» : «Une des raisons qui a expliqué le succès de Nicolas Sarkozy est sa volonté de rupture avec "les rois fainéants", selon son expression, et notamment avec Jacques Chirac. Les Français ne voulaient plus d'un président gérant les affaires publiques du haut de sa tour d'ivoire, avait-on cru comprendre.» Deux ans et demi plus tard, les Français sont «plutôt gentils et cléments avec lui», assure Gaël Sliman. 60 % d'entre eux jugent aujourd'hui qu'il a été un bon président. Il atteint ainsi un niveau qu'il n'a nettement dépassé qu'à deux reprises quand il était aux affaires : au moment du non à la guerre en Irak (69 % des bonnes opinions) et lors de la victoire de la France en Coupe du monde (67 %). «Le reste du temps, et à l'exception de la période de cohabitation où il a été protégé par la bonne cote de Lionel Jospin, l'impopularité de Chirac a été constante», explique Sliman. Si deux ans et demi plus tard, les Français jugent d'un bien meilleur œil le président Chirac, c'est avant tout grâce à sa manière d'incarner la fonction présidentielle (71 % d'opinions positives) et à la politique étrangère (70 %). «Si vous voulez entrer dans les livres d'histoire, il faut soigner son style et l'exercice de ses pouvoirs régaliens alors que ces aspects sont jugés secondaires par les Français quand le président est en exercice», analyse Sliman.
Le Figaro du 4 novembre 2009

LES POLICIERS FORMES A LA COURSE-POURSUITE

Plus question de conduire «à la Starsky et Hutch». Jean-Claude Borel-Garin, directeur départemental de la sécurité publique, a décidé de limiter la casse sur la route. Il y a quelque temps, le patron des policiers essoniens a adressé une lettre ouverte à ses 1 500 hommes. Dans cette missive, il présente la «charte de bonne conduite», lancée fin août et rebaptisée «les 17 Engagements du bon conducteur». Et il précise que les policiers feront des stages de formation à la «conduite en sécurité», histoire de les aider à évaluer les trajectoires ou les distances d'arrêt au freinage. Une proposition qui satisfait les syndicats. «Vous êtes jeune policier et vous retrouvez à poursuivre des braqueurs à 160 km/h sur une quatre-voies, au volant d'une voiture de police, gyrophare et deux-tons hurlant, c'est fou ! illustre Claude Carillon, secrétaire départemental chez Alliance. La conduite de sécurité, ce sont des années d'expérience et ça s'apprend !» Grande première sur le département, ces stages existaient déjà à Grenoble. En Essonne, seuls les fonctionnaires qui avaient déjà eu des accrochages ou des accidents bénéficiaient de ces formations de sécurité routière. «Les brigades anticriminalité et les chauffeurs de personnalités bénéficiaient également de stage de conduite rapide», précise Patrick Bourdon, commandant de police et secrétaire général du Syndicat national des officiers de police. Sur la sécurité, Jean-Claude Borel-Garin est formel : «Aucune cause ne vaut qu'on se tue en voiture.» Le patron parle de «prudence», de «prise de conscience», de «responsabilité». Et sur l'aspect économique, il lâche que «pour une voiture conduite normalement, on change les plaquettes de frein tous les 40 000 km. Sur une voiture malmenée, tous les 10 000 km.» Les chiffres départementaux des accrochages parlent d'eux-mêmes : en 2008, la note de garage pour les véhicules de police accidentés s'élevait à 528 880 €, soit le prix de 29 véhicules neufs ! Impossible de savoir quand auront lieu les premiers stages de conduite, les prestataires n'ayant pas encore été désignés. En fin de semaine dernière, le directeur départemental a rencontré les responsables de plusieurs sociétés de sécurité routière, afin d'arrêter son choix. Le coût d'une telle mesure n'a pas non plus été dévoilé.
Le Parisien du 26 octobre 2009

MIL-VIGILANCE N° 33/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois
Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 34/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

CHOMAGE ET IMMIGRATION

L'Insee a réalisé une étude concernant les immigrés venus en France après leur 18 ans. La moitié seulement bénéficiait d'un emploi en 2008. Les immigrés sont plus touchés par le chômage: en 2008, 57% des immigrés de 18 à 64 ans arrivés après l'âge de 18 ans avaient un emploi, contre 69% des non-immigrés, selon cette étude limitée aux immigrés arrivés après 18 ans «susceptibles de rencontrer des obstacles spécifiques vis-à-vis de l'emploi». Et les femmes immigrées, notamment celles originaires du Maghreb et d'Asie (Turquie incluse), sont moins nombreuses à avoir un emploi ou à en chercher un, ajoute l'Institut national de la statistique et des études économiques. Cette situation résulte en partie d'un manque de qualifications. Près de la moitié des immigrés ont un diplôme de niveau enseignement primaire ou aucun diplôme, contre un sur cinq chez les non-immigrés. En revanche, un quart des immigrés ont un diplôme du supérieur, proportion identique aux non-immigrés. Mais les différences de qualifications n'expliquent pas tout. A niveau de diplôme équivalent, un écart «important» subsiste en défaveur des immigrés en matière d'exposition au chômage. Il est même «très élevé pour les diplômés du supérieur». Les qualifications des immigrés bénéficient rarement d'une reconnaissance formelle en France, sauf pour les diplômés du supérieur.
AFP du 6 novembre 2009

«QUAND JE ME REGARDE, JE ME DESOLE, QUAND JE ME COMPARE, JE ME CONSOLE»

«Quand je me regarde, je me désole, quand je me compare, je me console», aime répéter Nicolas Sarkozy, qui invite ses visiteurs à s'intéresser à la situation politique d'une Ségolène Royal ou d'un François Bayrou. Ou à la situation économique: la France rencontre des difficultés, mais elle se porte moins mal que ses voisins. L'Élysée souligne sans relâche que sur «le chômage, la croissance ou les déficits, la France fait mieux que les autres Européens, sans parler des États-Unis». Le chef de l'État rappelle surtout qu'il n'a en rien relâché le rythme des réformes. Depuis le mois de septembre, l'Élysée a lancé les réformes de la taxe carbone, des territoires, du lycée, de La Poste et de la taxe professionnelle. Au programme des prochains mois, la justice, les retraites et le «cinquième risque», c'est-à-dire le financement de la dépendance. Il entend tenir également sur les fondamentaux de son mandat: sécurité, identité nationale, réforme de l'État et refus de la hausse des impôts. Il ne lâchera pas sur le bouclier fiscal: «C'est une polémique qui me sert», assure-t-il. La seconde partie du quinquennat ne commencera vraiment qu'après les élections régionales. «Ce scrutin sera une étape, il y aura vraisemblablement un remaniement», glisse le président, qui refuse encore et toujours de se prononcer sur une éventuelle candidature en 2012. Un de ses proches rapporte cette phrase entendue récemment: «Je ne déciderai rien avant la seconde moitié de 2011. S'il y en a un autre qui veut y aller, cela lui laissera le temps de se préparer...»
Le Figaro du 05 novembre 2009

«NON A UNE LOI SUR L'ADOPTION PAR LES HOMOSEXUELS»

Président de l'Agence française de l'adoption et député UMP, le Roannais Yves Nicolin revient sur la décision de justice autorisant l'adoption pour un couple homosexuel. «Je pense qu'en l'état actuel de la loi, le tribunal ne peut pas rendre d'autre décision. L'agrément se donne à un couple marié ou à une personne célibataire. Dans ce cas précis, une des deux personnes pacsées a déposé une demande d'agrément. Le refus du Conseil général du Jura n'était pas basé sur des considérations juridiques, il devra donc le lui donner.(...) A titre personnel, je ne suis pas favorable à l'adoption d'enfants abandonnés, et j'insiste sur ces cas, par des couples homosexuels, dans l'intérêt des enfants. Je fais un distinguo entre les enfants abandonnés, et le cas où l'un des deux conjoints a déjà eu des enfants dans le cadre d'une relation hétérosexuelle. Ces enfants doivent pouvoir être adoptés par le nouveau conjoint dans le cadre d'un couple homosexuel si l'autre parent décède. En revanche, quand un enfant a déjà subi l'abandon, le déracinement, il est déjà stigmatisé par les autres. Si en plus on ajoute le regard porté sur deux papas ou deux mamans... Il faut penser aux difficultés que ça entraîne plus tard.»
Le Progrès du 13 novembre 2009

SEUL EN PISTE

Pour maintenir l'unité de sa majorité, Nicolas Sarkozy souffre d'un handicap: sa conception activiste, impérieuse, solitaire de la présidence. Mais il a aussi un atout: sa conception activiste, impérieuse et solitaire de la présidence. L'omnipotence du chef de file de la droite indispose jusque dans ses propres rangs. Fatigués d'être caporalisés, désireux de revaloriser, comme l'exécutif l'avait promis, le rôle du Parlement, un nombre croissant d'élus de droite et du centre ruent dans les brancards. Souvent avec raison: la menace que fait peser sur les finances locales la réforme de la taxe professionnelle est réelle; l'idée défendue par Henri Guaino et une soixantaine de députés d'accroître le montant du grand emprunt pour financer les investissements de long terme - recherche ou infrastructures - qu'un marché à courte vue rechigne à lancer est fondamentalement juste. Sur ce point, Guaino a raison et Bercy a tort. Mais ces facteurs de zizanie trouvent leur limite. Pour la première fois dans l'histoire politique du pays, le leader de la droite n'a pas de concurrent dans son camp. Giscard avait Chirac, Chirac avait Balladur, puis Sarkozy. L'actuel président est seul en piste. S'il décide de se représenter, personne ne peut le gêner, sinon un Villepin riche de panache et de verbe mais démuné de toute force matérielle. Ainsi les bisbilles de la droite projettent une image de «fébrilité» selon la litote en vogue à la cour, c'est-à-dire de désordre. Mais l'opposition aurait tort de s'en rassurer: ses divisions sont plus graves que celles de la majorité.
Libération du 5 novembre 2009

SERENITE ET DETERMINATION

J'irai m'expliquer devant le tribunal avec sérénité et détermination car je n'ai rien à me reprocher."
Jacques Chirac - Europe 1 du 4 novembre 2009

UNE PEINE PLANCHER POUR LES CASSEURS?

Après les violents incidents de Poitiers, Frédéric Lefebvre, l'inénarrable porte-parole de l'UMP qui sort les crocs à chaque fois que vous lui posez une question, propose une «peine minimum consistant à mettre à la charge des casseurs la facture des dégâts qu'ils ont causé.» Uniquement aux casseurs ou à tous les auteurs de dégradations matérielles? «A tout le monde». Même aux démonteurs de MacDo, aux grévistes licenciés qui cassent leur outil de travail ou aux agriculteurs qui saccagent une préfecture? «Quand quelqu'un commet des dégâts, on lui demande le remboursement. Je pense que c'est de nature à faire réfléchir tous ces abrutis.»
Ouest-France du 21 octobre 2009

LA PATRIE EST NOTRE PATRIMOINE

On n'ose plus célébrer le travail, la famille, la patrie, alors que notre devise républicaine ne prend tout son sens qu'à travers ces thèmes, déclarait il y a plus de trente ans le général de Gaulle à Alain Peyrefitte. Il faut redonner son sens à la patrie. Redécouvrir la patrie, c'est valoriser le patrimoine, c'est aider à faire comprendre ce qu'est la nation française à ces immigrés qui arrivent. La IIIe République avait à cet égard su poser des jalons intéressants. Elle prévoyait plusieurs étapes, car elle avait le bon sens de se rendre compte qu'on ne se détache pas facilement de son passé. Dans un premier stade, il faut favoriser l'insertion des immigrés légaux en leur trouvant travail, logement, tandis qu'on devrait être plus sévère à l'encontre des clandestins et de leurs employeurs. Dans un second temps, pour ceux qui le souhaitent, on aidera à leur intégration de manière à ce qu'ils se sentent français. Mais la naturalisation ne pourra être obtenue que lorsque l'assimilation sera chose faite, assimilation qui fait de l'étranger un Français à part entière. Il serait entendu, qu'en dehors des ressortissants de l'Europe, il ne peut exister de citoyens français à double nationalité, quelle qu'elle soit.
François-Georges Dreyfus, professeur émérite d'études européennes à l'université Paris IV-Sorbonne - Valeurs actuelles du 29/10/09

REGLEMENT DE COMPTE A L'AFRICAIN

Un homme de 33 ans comparaitra devant la cour d'assises de Créteil pour avoir violé en guise de représailles un jeune homme auquel il reprochait d'entretenir une relation avec son ex-concubine. Déjà condamné pour des faits de violence, l'accusé est poursuivi pour "viol avec usage d'une arme". Ses deux anciens beaux-frères, accusés de l'avoir aidé à perpétrer son crime, sont poursuivis pour "complicité de viol". Les accusés sont d'origine ou de nationalité algérienne. L'accusé s'était rendu en compagnie de ses beaux-frères au domicile de son ex-compagne, où cette dernière se trouvait avec son nouveau compagnon, un jeune homme d'origine africaine âgé de 21 ans. Tandis que l'un des frères retenait la femme dans sa chambre, l'ancien concubin s'en était pris violemment au jeune homme en le frappant avec une barre en bois. L'ayant forcé à s'accroupir et à se déshabiller, il avait introduit son bâton dans l'anus de la victime en proférant des propos racistes.
NouvelObs.com du 4 novembre 2009

Monsieur,
 Vous avez organisé récemment, en tant que président du MRAP, un colloque à l'Assemblée nationale intitulé "Du racisme anti-arabe à l'islamophobie".
 Vous y avez dénoncé, en France, « les mosquées souillées, les discriminations à l'emploi et au logement, les appels au meurtre, les violences et agressions à l'endroit des populations et des lieux de culte musulmans ».
 Vous avez montré du doigt l'impunité dont bénéficient les auteurs de ces délits, appelant à « un réveil de l'opinion publique, un sursaut des institutions (Police, Justice, Education nationale, etc.), une mobilisation des grandes consciences intellectuelles ».
 Vous avez raison ! De plus en plus de Français sont racistes. De plus en plus en ont par-dessus la tête de ce qu'il appellent (à tort) "l'invasion islamo-maghrébine". De cet afflux de populations inassimilables qu'ils croient (à tort) être le ressort principal de la délinquance et de la criminalité. De plus en plus sont épouvantés (à tort) par l'afflux de populations qui, ayant chassé l'occupant raciste des territoires qu'il exploitait, ont rendu ces terres à l'heureux état de nature mais sont contraintes de chercher, auprès de l'ancien colonisateur raciste, les remèdes à la misère provoquée par la décolonisation.
 De plus en plus de racistes ont (à tort) des idées de violence en écoutant sur les radios les poésies du groupe afro-maghrébin "Sniper" qui chante, par exemple : « La France nous ronge (...) le seul moyen de s'faire entendre est de brûler des voitures (...) La France est une garce (...) On nique la France. »
 Oui, Monsieur Aounit, la triste vérité est là : les racistes n'entendent rien à la rude poésie des cités et ils en ont par-dessus la tête d'entendre des hexagonoïdes chanter qu'ils "niquent la France", et qu'ils "baisent leurs mères".
 C'est sûr qu'il y a quelque racisme à ne pas accepter ces coutumes de "baiser notre mère" et de "niquer notre pays", mais c'est ainsi, Monsieur Aounit : les racistes ne sont pas tolérants.
 Et ils ont tort. Vous avez raison !
 Mais comment ces petits blancs arriérés seraient-ils assez évolués, ouverts, libéraux et modernes pour accepter que des populations qu'ils ont accueillies, nourries, soignées et enseignées leur crachent leur haine et leur mépris à la figure ?
 Vous faites bien de dénoncer ce racisme-là en France dans la Chambre des députés de cette République qui vous a fait tant de mal. La dignité de l'endroit ajoute à la force de votre réquisitoire.
 Mais vous feriez mieux encore en allant le prononcer là-bas, au bled.
 C'est sur place, chez eux, alors qu'ils sont encore libres, qu'il faut alerter les milliers d'Afro-musulmans et d'islamo-maghrébins qui s'apprennent à céder au mirage du RMI, de la Sécu, des allocs, et à basculer dans le piège affreux que leur tendent les racistes français.
 Monsieur Aounit, dites-le à vos frères, à vos cousins, à vos femmes, à vos enfants, à vos voisins, à tous ceux du bled et de la brousse : la France raciste ne veut pas d'eux parce que dans son aveuglement raciste, elle les regarde (à tort) comme des envahisseurs et des prédateurs.
 Dites simplement cette sinistre vérité aux vôtres Monsieur Aounit. Ne les laissez pas se jeter dans la gueule du loup. Il est de votre devoir de protéger ces malheureux contre cette effrayante menace. Les laisser venir, serait se rendre coupable de non-assistance à personnes en danger.
 D'ailleurs vous-même, Monsieur Aounit, vous et tous ceux qui comme vous, êtes condamnés à vivre dans cet abominable pays raciste, n'hésitez pas : brisez vos chaînes, secouez la poussière de vos sandales et quittez cet enfer.
 Ne faites pas plus longtemps aux racistes le cadeau de votre enrichissante présence.
 Ne soyez plus le gibier de ces chasseurs impitoyables qui attaquent vos mères dans le métro, violent vos filles dans les caves, pillent vos supermarchés, brûlent vos voitures dans vos cités, vendent de la drogue à vos enfants.
 Ne leur laissez aucun homme à discriminer, aucune femme à insulter, aucun enfant à battre, aucune mosquée à souiller.
 N'hésitez pas : vengez toutes ces années de terreur, de souffrance, d'humiliation, d'exploitation qu'ils vous ont infligées : privez-les de la chance que vous représentez.
 Et puis, pourquoi vous gêner ? En partant, emmenez vos amis. Les grandes consciences intellectuelles, les militants immigrationnistes, les journalistes amis, les dirigeants socialistes, communistes, trotskistes et autres.
 D'abord cela leur épargnera l'insupportable peine de vivre sans vous, ensuite cela privera la France raciste de la formidable force intellectuelle qui fait son rayonnement dans le monde entier.
 Ils seront bien punis, les racistes !
 Songez-y, Monsieur Aounit : ils auront l'air de quoi les Le Pen, les Gollnisch, les militants du FN et les électeurs de tout ce monde quand, le dernier bateau ayant franchi la ligne d'horizon, l'ultime avion s'étant évanoui dans l'azur, la dernière camionnette étant passée de l'autre côté de la frontière, ils découvriront qu'ils sont désormais entre eux ?
 Entre racistes.
 Tout seuls.
 Ah, on voudrait voir ça ! Rien que pour le plaisir.
 Source : Internet

Ce soir du 9 novembre 1989, ils ont regardé le mur de Berlin tomber en direct sur leurs écrans de télévision. Ils disent « *comme tout le monde* ». Et, pourtant, ils savent qu'ils n'ont pas regardé ce moment exactement comme tout le monde. En 1989, André Gerin et Maurice Charrier sont alors tous deux membres du Parti Communiste Français. Vingt ans après la chute du mur, ils se souviennent, pour *Libération*, de cet automne 1989 où on leur annonçait, justement, la fin du communisme ... Les deux hommes sont alors également maires de villes de banlieues de l'agglomération lyonnaise. André Gerin à Vénissieux. Maurice Charrier à Vaulx-en-Velin. Le premier, bien qu'électron assez indépendant, est toujours un « orthodoxe » du parti. Un « stalinien », corrigeront ses adversaires. Le second, « réformiste » alors proche de Charles Fiterman, finira par quitter le PCF en 1994. Il vient cette année de rejoindre le Front de Gauche. Même s'ils ne mettent pas le même sens derrière le mot, tous deux se disent encore, en 2009, « communiste ». Plus que les images, aujourd'hui rangées dans la mémoire collective, Maurice Charrier, se souvient d'un « sentiment ». « *Un sentiment très compliqué et très ambigu. A la fois j'étais profondément heureux parce depuis longtemps je considérais que ce mur était un drame, un crime, une hérésie. Sa disparition me paraissait donc juste. Et en même temps, j'étais profondément triste. Je me disais que l'idéal pour lequel je militais, l'idéal communiste aurait pu, quand même, être autre chose.* » André Gerin, lui, se rappelle surtout des jours qui ont suivi la chute du mur. Par un pur hasard, il avait à cette date rendez-vous à Berlin avec un architecte qui concourait pour un programme immobilier de Vénissieux. Il restera trois jours à Berlin. Il passe d'un côté et de l'autre du mur. Il est au moment de l'Histoire et pourtant ne ressent « *pas d'émotion particulière* ». « *Je n'avais pas du tout l'impression d'être plongé au cœur d'un événement historique. Ce que je vivais, les discussions que j'avais avec mes amis allemands, tout cela me paraissait sans rapport avec ce que l'événement mondial dont parlaient les médias. Je crois qu'on ne réalisait pas encore vraiment la portée de ce qu'on vivait* ». Il réalise en rentrant en France. En lisant les journaux. En discutant avec d'autres militants du parti. Trois jours après la chute du mur, Georges Marchais déclare au journal télé : « *Ce qui se passe va dans le sens de ce que nous voulions* ». Mais, chez les militants, les choses sont plus complexes. « *Pour beaucoup de communistes chez nous, sur le moment, c'est dramatique. C'est une référence, un modèle qui tombe. Un séisme. La peur du vide. La fin d'une histoire* ». Il rappelle qu'en 1989, l'émancipation vis à vis du grand frère soviétique est encore balbutiante au PCF. « *Il faut se souvenir que Gorbatchev ne faisait pas l'unanimité dans nos rangs* ». Lui, dit qu'il en avait fini depuis longtemps de la fascination russe. Il évite le « *bilan globalement positif* » de Marchais. « *Erreur stratégique du PCF* ». D'ailleurs, précise-t-il, son dernier voyage en URSS, en 1982, l'avait « *profondément déçu* ». « *On se rendait bien compte que ce que l'on avait sacralisé ne fonctionnait pas, c'était une caricature du système* ». Il ajoute : « *c'est un peu comme en amour, on finit par haïr ce que l'on a aimé* ».
 Maurice Charrier est sceptique sur la façon dont il voit s'effriter, morceau par morceau, ce qu'on appelait il y a peu le bloc de l'Est. Il attendait que des réformes tombent, pas un mur. « *Cela faisait longtemps que je me disais qu'il fallait que ces peuples de l'Est sortent de la pièce dans laquelle ils étaient enfermés. Mais je ne crois pas qu'ils soient sortis par la bonne porte* ». L'ancien maire de Vaulx-en-Velin avait cru en la démarche de Gorbatchev. Bien plus tôt, il avait été un admirateur des réformateurs tchèques du « *Socialisme à visage humain* ». Il l'est encore en 2009. Alexander Dubcek, dit-il, « *lui, c'était un vrai communiste* ». Il insiste sur les mots. Et répète : « *un vrai communiste* ». De ceux qui, quinze ans après avoir quitté le parti, lui font encore dire qu'il sentira toujours « *communiste de cœur et de conviction* ». L'étiquette, depuis 1989, est pourtant plus difficile à porter. Les convictions sont là, mais les certitudes ont été ébranlées. Le Parti Communiste Français a mal négocié (et pas franchement anticipé) le virage. Mais surtout, le mot "communiste" a été brocardé par le lyrisme des images des peuples « libérés ». « *On savait que ce serait plus compliqué après pour les communistes et plus globalement pour le communisme. On nous a fait croire que le capitalisme allait triompher. Au final, ça a été surtout l'occasion de voir le vrai visage du capitalisme, celui qui apparaît avec la crise aujourd'hui* ». André Gerin croit aujourd'hui « *aux idéaux renaissants du socialisme et du communisme* ». Il croit également que ces idéaux puissent se retrouver, en France, autour du PCF. Maurice Charrier n'y croit pas une seconde. Mais partage le sentiment que, finalement, la chute du mur a libéré la pensée communiste, même si elle a tué ses appareils. Les alters ou les décroissants, selon lui, sont les enfants de cette libéralisation de la pensée. « *Avant 89, nous étions enfermés par ce qui se passait dans les pays dits communistes. Avec la chute du mur, on a pu apprendre à penser le communisme autrement, librement* ».
 Libération Lyon du 9 novembre 2009

M.I.L VIGILANCE

N° 35/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

«C'EST UN VRAI PROBLEME EN FRANCE : LES PEINES NE SONT PAS APPLIQUEES»

Les remises de peine «automatiques» dont bénéficient les détenus sont à nouveau sur la sellette. Le porte-parole de l'UMP, Frédéric Lefebvre, a proposé que les auteurs de crimes purgent leurs peines «jusqu'à leur terme». Pour eux, «le principe des remises automatiques de peines devrait être supprimé». Plusieurs parlementaires UMP partagent cette opinion. Ils ont déposé deux amendements similaires qui seront débattus en séance. Autre élu UMP, Eric Ciotti est également monté au créneau sur le sujet en commission des lois : «L'opinion publique ne comprend pas qu'une personne condamnée à quinze ans de prison sorte au bout de quelques années...» avertit l'élu des Alpes-Maritimes.

Le Figaro du 17 novembre 2009

L'INGENIEUR DU CERN SOUPÇONNE DE TERRORISME CIBLAIT LES CHASSEURS ALPINS

Le physicien franco-algérien Adlène Hicheur projetait, selon les services de renseignement, de commettre un attentat contre l'armée française, sur le site du 27e bataillon de chasseurs alpins d'Annecy, d'où sont parties fin 2008 trois compagnies pour l'Afghanistan. "La cible était choisie, il fallait intervenir", dit le directeur général de la police nationale. Le profil de cet homme de 32 ans, chercheur au Centre européen pour la recherche nucléaire (CERN), interpellé début octobre, mis en examen pour "association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste" et placé depuis lors en détention provisoire intéresse les Européens. Adlène Hicheur, soupçonné d'être entré en contact par Internet avec l'organisation terroriste Al-Qaida au Maghreb Islamique (AQMI) et de lui avoir exposé ses projets, a été cité lors de la réunion exceptionnelle, à Paris, des représentants de treize centres de coordination de la lutte antiterroriste. Au cours de ce séminaire, qui avait été précédé par une rencontre préparatoire en 2008 à Madrid, les pays disposant d'un tel organisme - dont l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, les Pays-Bas, le Royaume-Uni... - sont convenus de lancer une structure commune : le Comité de coordination des centres antiterroristes (CCCAT). Ce réseau, placé sous présidence espagnole pendant six mois à partir du 1er janvier 2010, sera chargé de suivre l'état de la menace terroriste. Il devrait prendre place aux côtés du Club de Berne, qui réunit les services de renseignement européens, et du groupe Atlas, formé par les unités d'intervention européennes. "Nous avons la volonté d'unir nos forces", a déclaré M. Péchenard, en clôture de la rencontre. Celle-ci s'est tenue en présence d'un adjoint du coordinateur de la lutte contre le terrorisme de l'Union européenne, du directeur du centre européen chargé d'évaluer la menace et du directeur du Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme venu témoigner de sa préoccupation sur l'AQMI et de la situation en Somalie. "Les boucliers contre le terrorisme se trouvent parfois loin de nos bases et de nos pays", a souligné M. Péchenard. La France espère ainsi améliorer son dispositif d'alerte. "Cette nouvelle structure, rapide, non bureaucratique permettra d'échanger avec les pays frontaliers, ou sensibles, et d'avoir une vision globale", se réjouit le chef de l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste (Uclat) française. Plus ancienne unité, l'Uclat, qui fête ce mois-ci ses 25 ans d'existence, fait la synthèse des renseignements policier, militaire et même douanier. La perception de la menace varie, mais les membres du CCCAT partagent des priorités, comme la surveillance des réseaux radicalisés sur l'Internet. Ils se penchent sur les nouveaux modes opératoires des terroristes : l'attentat "urbain de masse", comme à Bombay, en Inde, en novembre 2008, ou l'attentat-suicide ciblé contre une personnalité. Les services de renseignement savent désormais que la tentative commise en août contre le ministre saoudien de l'intérieur, Mohamed ben Nayef, n'était pas le résultat d'un explosif sous forme de suppositoires, mais d'une ceinture attachée sur la cuisse du terroriste. Le Monde du 15 novembre 2009

A MARSEILLE, LE PS LE NEZ DANS LES POUBELLES

Une enquête est en cours sur l'attribution des marchés publics des ordures à Marseille. Empêtrés dans les sacs bleus : le patron du PS local Jean-Noël Guérini et son frère Alexandre, qui gère deux décharges dans le département. Bakchich.info du 16 novembre 2009

2 175 000 : LE NOMBRE DE VICTIMES D'UN ACTE DE VIOLENCE EN 2007-2008

Le nombre de personnes de 18 à 75 ans se disant victimes de violences physiques et sexuelles est évalué, pour les années 2007 et 2008, à 2 175 000, soit 5,1 % de la population, selon un bilan de l'Observatoire national de la délinquance (OND), rendu public mardi 17 novembre. Ce chiffre, en hausse, par rapport aux années précédentes, est extrait de l'enquête de victimisation réalisée par l'Insee tous les deux ans. Sur 1,2 million de femmes de 18 à 75 ans, qui ont été victimes d'au moins un acte de violence, plus de 310 000 ont subi des violences sexuelles, dont une partie hors de leur ménage. Par rapport à l'ensemble de ces faits, "moins de 10 % des victimes déposent plainte", souligne l'enquête, qui confronte ces données avec les statistiques de la police et de la gendarmerie.

Le Monde du 18 novembre 2009

DEBAT SUR LE ROLE DES MAIRES

C'est un amendement qui fait grincer les dents des maires de France. Deux députés UMP, dont Jacques Pélissard, président de l'Association des maires de France ont proposé un amendement offrant la possibilité aux maires qui le souhaiteraient d'être informés de l'installation sur leurs communes de personnes « condamnées pour des faits graves » (viols, agressions sexuelles, actes de torture et de barbarie). Y compris lorsque ceux-ci ne sont plus sous contrôle judiciaire et ont purgé leur peine. Eric Ciotti, député UMP des Alpes-Maritimes, soutient ce projet : « Le maire connaît parfaitement ses administrés, et il est responsable de la prévention de la délinquance, explique-t-il. S'il se rend compte que l'ancien détenu participe à une association en lien direct avec des enfants,

il a la possibilité de tirer la sonnette d'alarme. »

Le Parisien du 17 novembre 2009

FLEURY-MEROGIS / ELECTIONS PARTIELLES

En retard de dix minutes, l'UMP n'aura pas de candidat Tic-Tac, tic-tac. Le lapin d'« Alice au pays des merveilles » aurait dû rester à côté des membres de l'UMP pour les presser un peu. Ces derniers ont bouclé la liste vers 17 h 30. Le temps d'arriver à la préfecture, il était 17 h 56. Mais les grilles fermées ont obligé les deux préposés au dépôt de liste à faire le tour pour pénétrer enfin dans le bureau à... 18 h 10. Soit dix minutes après l'heure limite de dépôt des candidatures pour les municipales du 29 novembre !

Déception et mines abattues dans le camp de l'UMP. L'élection se résumera donc à un duel à gauche

Le Parisien du 13 novembre 2009

«QUAND UN ENFANT EST ODIEUX, UNE BONNE FESSEE NE LUI FAIT PAS DE MAL».

«Quand un enfant est odieux, une bonne fessée ne lui fait pas de mal». Bernadette Chirac a jugé «ridicule» la proposition de la députée UMP Edwige Antier. Cette dernière s'est prononcée en faveur d'une interdiction des châtements corporels, dont la fessée. «C'est ridicule», a déclaré Bernadette Chirac sur Radio Classique. «Je travaille sur la maltraitance infantile avec la reine des Belges, mais là c'est différent», a-t-elle estimé, jugeant que «quand un enfant est odieux, une bonne fessée, ni trop forte ni trop longue, ne lui fait pas de mal».

20 Minutes du 20 novembre 2009

LES SOCIALISTES C'EST TOUJOURS PLUS D'IMPOTS

Le maire PS de Paris, Bertrand Delanoë, annonce dans « les Echos » que « tous les taux des impôts parisiens augmenteront de 8 % en 2010 », une hausse qu'il juge « très modérée ». Les taux des impôts avaient déjà été relevés de 9 % en 2009 à Paris et la mairie avait créé une taxe foncière départementale de 3 %, jouant sur le fait que Paris est à la fois une commune et un département. Le Parisien du 20 novembre 2009

CARLA BRUNI-SARKOZY: "JE N'AI AUCUNE INFLUENCE POLITIQUE SUR MON MARI"

L'épouse du chef de l'Etat, Carla Bruni Sarkozy, avoue dans l'hebdomadaire Elle paru vendredi n'avoir "aucune influence politique sur son mari" qui ne "la consulte jamais sur des points précis", car elle "n'y connaît rien". "Comment peut-on imaginer que mon mari soit ce béni-oui-oui qui se laisse influencer !", s'exclame l'ex-mannequin dans un entretien au magazine féminin accordé à l'occasion du lancement du premier projet de sa Fondation pour l'accès à l'Education. Un projet consistant à préparer des élèves de ZEP aux concours d'entrée aux grandes écoles d'art, avec bourses à la clef s'ils réussissent. Parlent-ils politique ensemble ? "Non, parce que je n'ai aucune compétence", assure la première dame. Avant son mariage, elle "survolait les pages politiques des journaux comme une citoyenne lambda" et "s'intéressait aux élections

présidentielles mais comme certains s'intéressent au matchs de foot". "Dans un couple, chacun a une influence personnelle sur l'autre, mais je n'ai aucune influence politique sur mon mari. Heureusement, sinon ce serait l'enfer !", dit Carla Bruni Sarkozy. "Je donne mon avis à mon mari s'il me le demande, mais il ne me consulte jamais sur des points politiques précis, car je n'y connais rien". "Tous ceux qu'on supposait placés par moi étaient des gens qu'il connaissait en dehors de moi", explique l'épouse du président et chanteuse. "Il m'a demandé mon avis sur Frédéric Mitterrand ainsi qu'à d'autres amis artistes au cours d'un déjeuner. Tous les avis étaient positifs ! Mais il avait déjà pris sa décision", tient-elle à préciser. "Quant à Philippe Val, qui est un ami, il a été nommé à la direction de France-Inter par Jean-Luc Hees (le patron de Radio-France) et non par mon mari". En fin de compte, "j'ai envie que ma position soit fertile, mais de manière tranquille et réservée", résume-t-elle, indiquant ne pas avoir "une nature de militante même pour des causes qui (la) touchent particulièrement". "Il y a deux Carla Bruni, l'une imaginaire, dont la vie est relatée par certains, l'autre réelle, qui est moi et qui porte un regard amusé, parfois étonné, sur la première", affirme Mme Sarkozy.

Midi Libre du vendredi 13 novembre 2009

LES DOUTES EXISTENTIELS DES SYNDICATS

« Limiter la casse » pendant la crise et, au-delà, poursuivre les « conquêtes sociales » : les patrons des huit confédérations françaises, exceptionnellement réunis ce lundi par l'Association des journalistes de l'information sociale pour débattre de l'avenir du syndicalisme, assurent n'avoir renoncé à aucune de leurs ambitions. Mais alors, où est passée l'intersyndicale qui, en début d'année, a rassemblé des millions de Français dans la rue et obtenu des réponses non négligeables face à la crise (chômage partiel mieux indemnisé, allocations, Fonds d'investissement social...) ? « L'intersyndicale, répond Gérard Aschieri (FSU), travaille à des précisions sur la plate-forme » de revendications. Pas très spectaculaire...

« Les congrès qui viennent font peut-être qu'on n'arrive pas à faire repartir cette intersyndicale », admet Alain Olive (Unsa). De fait, d'ici à juin, l'Unsa, puis la CGT, la FSU, la CFE-CGC et enfin la CFDT tiendront leur « grand-messe » respective - une période plus propice à la surenchère qu'au consensus. Gérard Aschieri évoque, lui, « les suspicions et les craintes » qui découlent de la loi sur la représentativité syndicale de 2008. Ce texte, voulu par les deux plus grosses organisations (CGT et CFDT) mais rejeté par d'autres comme FO ou la CFTC, privera de tout rôle d'ici à 2013 les syndicats n'ayant pas recueilli 10 % des voix dans leur entreprise et 8 % au niveau national.

Plus d'un an après son adoption, ses opposants et possibles victimes ruminent encore leur amertume. « Un mauvais coup porté au syndicalisme », grogne Jacques Voisin (CFTC) qui, directement menacé, dénonce une atteinte au « pluralisme ». « Les endroits où on trouve un seul syndicat sont les systèmes anglo-saxons et les dictatures », grince Jean-Claude Mailly (FO). Plus nuancé, Alain Olive rappelle que l'Unsa est « très critique » (les seuils fixés risquent de priver la jeune organisation de toute représentativité nationale), mais « préfère mille fois une légitimité assise sur les élections que sur un arrêté de 1966 », comme c'est le cas jusqu'ici au bénéfice de la CGT, la CFDT, FO, la CFTC et la CFE-CGC.

Au-delà de ces tensions conjoncturelles, les syndicats, qui souffrent déjà de la faiblesse de leurs effectifs, reconnaissent l'ampleur de leur tâche pour les années à venir. « L'économie est de plus en plus globale, et nos organisations ont toutes des bases nationales. On a du mal à relever ce défi », note Bernard Thibault (CGT). « 40 % des militants seront à la retraite d'ici à dix ans », relève Bernard Van Craeynest (CFE-CGC). Sauf à améliorer le « pouvoir d'attraction des syndicats », ils seront « moribonds » à cet horizon, prévient-il. Mais comment peuvent-ils être attractifs quand « les syndicats défendent les salariés qui en ont le moins besoin : ceux du secteur public et ceux des grandes entreprises, en CDI », s'interroge sans fard Alain Olive, dont le syndicat est pourtant né sur les décombres de la FEN (Éducation nationale). « Le syndicalisme doit devenir plus représentatif du monde du travail, renchérit Annick Coupé (Solidaires) : femmes, jeunes, sous-traitants, salariés précaires... »

Le Figaro du 16 novembre 2009

LE DOUTE ?

Une large majorité de scientifiques, suivie par les plus prestigieuses académies des sciences, a levé le doute sur les risques climatiques induits par l'activité humaine. Seul un petit groupe de sceptiques conteste le fameux « consensus » établi par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Au fil des rapports et des nombreuses conférences, on a pu en déduire que la querelle était éteinte, étouffée par les évidences « scientifiques » officielles. En réalité, elle fait rage et vient sans doute de connaître une escamouche inédite et spectaculaire. Des pirates publient sur le Net le contenu de milliers de courriers électroniques dont la teneur discréditerait les travaux de scientifiques renommés, dont ceux des professeurs Michael Mann et Phil Jones, à l'origine de la fameuse courbe de hausse des températures dans l'hémisphère Nord et sa célèbre forme en canne de hockey qui accreditait la thèse que le climat se réchauffe anormalement depuis une centaine d'années.

Le Temps (Genève) du 23 novembre 2009

RUSES

Incroyable histoire à Rambouillet : un chasseur découvre, dans un bois onze pieds de cannabis. Il prévient la police qui se rend sur place, fait disparaître les plantes illicites et laisse un mot : « J'ai pris tes plants. » Sans oublier de laisser un numéro de téléphone portable, celui de... la brigade de sûreté urbaine. Un homme a appelé. Il a été identifié et, mercredi, les policiers l'ont arrêté avec un complice à Rambouillet. Tous deux, âgés de 20 ans, sont passés aux aveux. Ils seront convoqués devant la justice en janvier.

Le Parisien du 20 novembre 2009

LA GUERRE DES IMAGES

La preuve par l'image. La police s'équipe de plus en plus de moyens audiovisuels, fixes ou « embarqués », dans un triple but : identifier des délinquants, dissuader, mais aussi prévenir en cas de litige. Visitant le Salon Milipol à Paris, consacré aux équipements de sécurité, le ministre de l'intérieur, Brice Hortefeux, avait insisté sur « le déploiement des outils vidéo ». La panoplie, en effet, s'étend.

Aux 60 000 caméras de vidéosurveillance que le ministère de l'intérieur promet d'installer sur la voie publique d'ici à 2011 - et qui ont commencé à transformer les PC de sécurité en murs d'images -, il faut ainsi ajouter de nombreuses autres applications.

Dernières nées, les « caméras-piétons » en cours d'expérimentation dans les compagnies de sécurisation et d'intervention en banlieue parisienne, en Seine-Saint-Denis, dans l'Essonne et les Yvelines. Ces mini-caméras peuvent être portées sur les lunettes de protection, sur le casque ou agrafées sur la poitrine des policiers. Dix à quinze matériels différents, qui enregistrent aussi bien l'image que le son, de jour comme de nuit, sont ainsi testés avant une généralisation prévue en 2010 et 2011. « L'idée est de pacifier la relation police-citoyens », affirme Patrick Guyonneau, chef du service des technologies de sécurité intérieure. C'est enregistré, on ne cache rien.

Ces outils sont en réalité déployés dans une guerre des images qui fait rage. Les policiers sont de plus en plus confrontés à des vidéos amateurs, parfois tournées depuis un téléphone portable, lors d'interpellations musclées. Sur l'Internet, les sites YouTube et Dailymotion regorgent de ces images, souvent de mauvaise qualité, pas toujours très bien identifiées, mais explicites. On y voit des policiers interpellés un individu « à six contre un », se mêler à des manifestations cagoulées comme les casseurs, ou frapper à terre une jeune femme... A chaque fois, les taux de visionnage battent des records.

En utilisant ses propres images, la police espère combattre ce phénomène et renverser la charge en montrant qu'elle est elle-même cible d'agressions physiques et verbales. Mais le coût est prohibitif : 1 000 euros l'unité et, jusqu'ici, les expériences sont mitigées. Les enregistrements sont plutôt de piètre qualité et un responsable de la police s'agace de voir ces systèmes tomber « très souvent en panne ». Pas question, cependant, d'y renoncer : les policiers, censés prévenir qu'ils sont en train de filmer, ont constaté l'effet dissuasif de ces caméras.

En France, pour les mêmes raisons, les pistolets à impulsion électrique Taser sont déjà munis d'une minuscule caméra qui se déclenche dès que l'arme est utilisée. Sept cents caméras embarquées ont été également installées sur des véhicules de police un peu partout sur le territoire. Leur disque dur leur permet d'enregistrer plusieurs heures de suite. Un boîtier supplémentaire a été implanté au niveau des gyrophares des voitures de patrouille, ou banalisées, pour une lecture automatisée des plaques d'immatriculation (LAPI) : onze systèmes différents ont été testés et il ne fait guère de doute que LAPI va être généralisé. Il permet de rapprocher les numéros de plaque avec le fichier des véhicules volés et le système d'information Schengen, mais aussi de prendre en photo les occupants de la voiture.

Tout comme pour le renforcement de la vidéosurveillance, c'est la loi du 23 janvier 2006, relative à la lutte contre le terrorisme, qui a autorisé son utilisation. Selon M. Guyonneau, LAPI a permis de retrouver 400 voitures volées. Dans un avis rendu en juillet, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) avait émis des réserves, notamment sur le délai de conservation des données (huit jours minimum) et souhaité un renforcement des contrôles. Dans le cas des caméras-piétons, la CNIL n'a pas été saisie.

Le Monde du 24 novembre 2009

IMPOTS REGIONAUX : L'UMP MET LE PS AU DEFI

L'UMP lance un défi au Parti socialiste : s'engager à ne pas augmenter les impôts dans les régions en cas de victoire aux élections régionales de mars prochain. "Qu'ils annoncent qu'ils prennent le même engagement que la majorité présidentielle ! Pas d'augmentation d'impôts pendant toute la durée du mandat", déclare le porte-parole de l'UMP, Frédéric Lefebvre.

Le Nouvel Obs.com du 1er décembre 2009

MIL-VIGILANCE N° 35/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 36/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

LE DRAPEAU FRANÇAIS ARRACHE AU CAPITOLE

Toulouse, des milliers de personnes sont descendues dans les rues de la ville pour fêter la qualification de l'équipe d'Algérie à la Coupe du monde 2010 en Afrique du Sud. Une victoire célébrée comme un événement dans les quartiers de la Ville rose puis au centre-ville où des dizaines de voitures, arborant le drapeau algérien, ont afflué vers le Capitole. Tout au long de la soirée des cris, des chants, des concerts de klaxon et des tirs de fusée ont retenti. Des scènes de liesse et de joie qui ont provoqué de gros embouteillages. Place du Capitole où le drapeau français a disparu, des milliers de supporters algériens se sont regroupés. Certains ont hissé le drapeau algérien en haut de l'Hôtel de ville. Un premier bilan de la soirée faisait état d'une vingtaine de voitures brûlées et des containers incendiés. La circulation en ville était toujours très difficile. La Dépêche du 19 novembre 2009

DARCOS VEUT SANCTIONNER LES EMPLOYEURS DE SANS-PAPIERS

Le ministre du Travail Xavier Darcos a annoncé que les préfets pourront prononcer la "fermeture administrative" des entreprises employant des travailleurs sans papiers. Un projet de loi sur le sujet, soutenu par le ministre de l'Immigration Eric Besson, devrait être présenté avant la fin de l'année en Conseil des ministres. "Nous allons renforcer les contrôles et recourir à des sanctions qui touchent au porte-monnaie et à l'image de l'entreprise afin d'avoir un effet dissuasif", a expliqué Xavier Darcos selon lequel le coût du travail illégal "est estimé à 4 % du PIB, soit 60 milliards d'euros, l'équivalent du budget de l'Education nationale". "S'il est avéré que l'activité de l'entreprise est construite autour du travail illégal ou de l'emploi de travailleurs étrangers sans titre de travail, on pourra fermer administrativement cette entreprise", a précisé le ministre qui confiera ce "nouveau pouvoir" aux préfets. Concernant les salariés, "en cas de perte de leur emploi du fait de son caractère irrégulier, les indemnités dues seront néanmoins versées", ajoute-t-il. Les "donneurs d'ordre" s'exposeront également à des sanctions : "le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2010 prévoit une extension de la suppression des exonérations de charges sociales aux donneurs d'ordre complices de sous-traitants qui n'ont pas déclaré leur activité ou qui ont eu recours à du travail dissimulé". Depuis le 12 octobre, plus de 5.000 travailleurs sans-papiers à travers toute la France et principalement en région parisienne se sont mis en grève pour réclamer la régularisation de leur situation, selon la CGT. Les organisations syndicales engagées dans ce mouvement doivent rencontrer Xavier Darcos le 26 novembre.

Le ministre de l'Immigration Eric Besson a annoncé dimanche qu'il allait présenter "prochainement" en Conseil des ministres un projet de loi portant sur la "fermeture administrative des établissements employant des étrangers en situation irrégulière". Les dispositions présentées par Xavier Darcos "font partie d'un projet de loi que je soutiendrai" en Conseil des ministres "avant la fin de l'année" ou "au début de l'année prochaine", a expliqué Eric Besson lors de l'émission "C Politique" sur France 5. "C'est un arsenal complet de lutte contre les abus en matière qui sera présenté, a-t-il dit. "Je vais proposer l'inéligibilité à tout appel d'offre publique ou privée de toute entreprise qui aurait employé des étrangers en situation irrégulière. Je vais demander à ce que les amendes soient majorées, je vais demander le remboursement des aides publiques", a-t-il expliqué, en soulignant qu'"il y aura même beaucoup d'autres dispositions". Challenges du 23 novembre 2009

OCCUPER LE TERRAIN.

Nicolas Sarkozy s'est livré à un exercice qu'il connaît bien, avec trois visites dans des commissariats de police en banlieue parisienne. A ses côtés, le ministre de la Justice, Michèle Alliot-Marie, le préfet de police de Paris, Michel Gaudin, et le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, réunis pour réaffirmer que la sécurité figure toujours parmi leurs priorités. Renouant avec la rhétorique de la campagne présidentielle de 2007, le chef de l'Etat a promis d'engager «une lutte sans précédent» contre la délinquance.

«Tant que je serai président de la République, je n'accepterai pas une régularisation globale de ceux qui n'ont pas de papiers, je ne l'accepterai jamais parce que c'est contraire à l'idée que je me fais des valeurs de la République.»

«Tous ceux qu'on ne prendra pas sur le fait, on les prendra par les éléments de train de vie, les voitures, les montres...»

«Notre objectif, c'est de tripler le nombre de caméras installées sur la voie publique d'ici à 2012. Désormais, tout wagon acheté par la RATP ou la SNCF sera équipé de six caméras.»

Direct Matin + du 24 novembre 2009

DEMOGRAPHIE

L'Allemagne, pays le plus peuplé de l'Union Européenne avec 82 millions d'habitants mais en panne démographique, va compter entre 65 et 70 millions de personnes d'ici à 2060, a indiqué le 18 novembre l'office fédéral des statistiques (Destatis). Dans 50 ans, un citoyen sur sept aura au moins 80 ans et un sur trois aura au moins 65 ans. Destatis du 18 novembre 2009

LA POLICE SE DOTE D'UNE FORCE D'INTERVENTION POUR REPENDRE AUX CRISES MAJEURES

La police française a décidé de rassembler trois de ses services d'élite en une seule unité, la force d'intervention de la police nationale (FIPN), afin de faire face aux attaques terroristes de grande ampleur et aux prises d'otages complexes. Face au risque d'attentats majeurs la police nationale "a besoin de mieux organiser, de rendre plus collectifs ses trois services d'intervention que sont le RAID [Recherche, assistance, intervention, dissuasion, son unité d'élite, ndlr], ses groupes d'intervention [GIPN] et la brigade anti-commando [ou BRI] de Paris", explique son directeur général Frédéric Péchenard. Cette nouvelle force sera constituée de cinq cents "super flics" bénéficiant "d'armement, d'équipement, et d'entraînement communs", souligne M. Péchenard. Ils pourront disposer "des appareils du groupe interarmées d'hélicoptères, d'autres appareils militaires ou des avions de la police aux frontières", détaille-t-il. Outre des drones furtifs, cette unité sera dotée "d'une nouvelle génération de radars, de détecteurs thermiques et de plusieurs postes de commandement mobiles, encombrés d'électroniques et prépositionnés à travers le pays". Ce regroupement se traduit aussi par "un chef et un état-major commun pour coordonner l'ensemble", ajoute M. Péchenard, alors qu'actuellement, hors alerte, le RAID relève de son cabinet, les GIPN, de la direction centrale de la sécurité publique et la BRI, du préfet de police. Le "chef" sera celui du RAID, Amaury de Haute-clocque, dont l'adjoint commandera l'état-major, seule structure permanente de la FIPN. Le groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), unité d'élite de la gendarmerie, qui compte près de quatre cents hommes, également formés pour les prises d'otages, n'a pas vocation à être intégré dans la nouvelle force et continuera d'intervenir sur ses terrains de compétence, notamment en zone gendarmerie comme les aéroports. Cependant, FIPN et GIGN pourront avoir à travailler ensemble, comme en cas d'attaque de centrales nucléaires – la gendarmerie étant compétente pour les centrales du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), la police pour celles d'EDF. Le Monde.fr du 30 novembre 2009

SEGOLENE ROYAL PRETE POUR 2012, AVEC OU SANS LE PS

Plus rien ne la retient. Depuis longtemps, Ségolène Royal a fait une croix sur le Parti socialiste. Abandonnée par la plupart des cadres et des grands élus, qui la soutenaient, l'ex-candidate n'a plus grand monde pour lui conseiller la modération vis-à-vis de sa famille politique. Sur le fond, elle cultive toujours sa différence par rapport à la ligne majoritaire. Quand elle est en désaccord, elle le dit. Sur France 5, elle déplorait «l'étiollement idéologique» du PS. «C'est dire à quel point le PS a besoin de se dépasser pour devenir attractif.» Le porte-parole du parti, Benoît Hamon, soupirait en demandant «une trêve du commentaire sur le commentaire du commentaire». On attend de voir. Au PS, comme ailleurs, une question commence à tarauder les esprits : Ségolène Royal pourrait-elle choisir de se présenter à la présidentielle coûte que coûte, et pourquoi pas en dehors du parti ? «La question n'est pas celle d'une rupture avec le PS, mais ce que moi et d'autres pouvons apporter au parti» pour le faire changer, a-t-elle répondu. Ni oui ni non, donc, même si elle reconnaît que le PS «structure la vie politique française». Ce qui est sûr, en revanche, c'est sa détermination. «Pour être candidat, il faut avoir la niaque, explique un proche. Je ne doute pas que Ségolène l'ait. J'ai un peu plus de doutes sur celle de DSK.» En 2012, aura-t-elle envie de franchir la ligne jaune ? Risqué, a priori. D'autant que les primaires de désignation du prochain candidat sont censées lui garantir une chance, disent ses anciens amis. Mais Royal n'en est pas certaine, apparemment, puisqu'elle a déjà posé des mises en garde. Elle s'est inquiétée des modalités d'organisation et de la transparence du scrutin. Ses plus proches craignent de voir la machine anti-Royal se remettre à l'œuvre pour lui faire barrage. (...)

Au sein du PS, on ne veut pas croire au scénario catastrophe qui verrait Ségolène Royal s'opposer à sa famille politique. Mais on a aussi échafaudé une théorie sur la déconnexion du PS avec l'ancienne candidate. «Elle a tellement expliqué qu'il y avait elle et nous, que les gens font désormais la distinction», observe un proche de Martine Aubry. Comme si tout le monde avait désormais intégré que Ségolène Royal pouvait vivre sa vie hors du parti...

Le Figaro du 30 novembre 2009

PLUS DE 50 DEPARTS EN DEUX ANS AU MINISTERE

Depuis deux ans, plus de cinquante départs volontaires ou forcés ont été enregistrés au sein du secrétariat d'Etat à la Ville. Trois directeurs de cabinet ont déjà fait leurs valises, épuisés. « On disait que le turnover était énorme chez Rachida Dati quand elle était ministre, mais là, c'est record battu », soupire un ancien membre. « Au cabinet, ça rentre, ça sort, ça donne une mauvaise image à l'extérieur, notamment auprès des autres ministres », explique un autre membre déchu. A chaque remaniement interne, la nouvelle équipe qui débarque reprend, un peu perdue, les dossiers en cours, ce qui, évidemment, ralentit les choses. Etonnamment, ce n'est pas Fadela Amara qui cristallise les critiques émises par ceux qui ont quitté « l'usine à gaz », mais son conseiller spécial, Mohamed Abdi, l'éminence grise. Plus de vingt ans que ces deux inséparables travaillent ensemble. Ils ont scellé leur alliance en militant à SOS Racisme avant de poursuivre l'aventure au mouvement Ni putes ni soumises. Son influence est immense. « Elle a une confiance aveugle en lui. Il n'était jamais là à nos réunions, mais c'est lui qui décidait de détricoter tout ce que l'on avait fait, et la ministre le suivait », s'énervait un ancien qui a démissionné. L'été dernier, la tension entre Mohamed Abdi et l'équipe du cabinet alors en place était à son comble. « Il voulait en venir aux mains avec le chef de cabinet adjoint ; il a fallu que le directeur de cabinet les sépare », raconte un témoin de la scène. Le « conseiller spécial » montré du doigt n'a pas 100 % d'ennemis. « Mohamed, ce n'est pas l'énarque classique. C'est le feu, il peut partir en vrille si tu le chauffes. Il se frite même avec Fadela, mais qu'est-ce qu'on avance avec lui ! » s'enthousiasme une ex-collaboratrice. L'intéressé reconnaît qu'il n'est pas toujours diplomate : « C'est pour que les dossiers soient mis sur de bons rails. Je dis ce que je pense. Je ne suis pas dans une logique de carrière. Il n'y a pas de place pour les ego ». A Fadela Amara, les frondeurs reprochent plutôt sa manière de gérer les dossiers. « Elle est trop sur l'affect, pas assez sur le technique. Elle dépense beaucoup d'énergie sur des dossiers individuels en essayant, par exemple, de trouver un stage à un jeune croisé sur une dalle lors d'un déplacement. Elle a gardé le costume de présidente d'association au lieu d'enfiler celui de ministre ».

Le Parisien du 22 novembre 2009

DES ARMES ONT ETE VOLEES AU SALON MILIPOL

Plusieurs armes ont été au Salon Milipol de Paris, consacré à la sécurité intérieure des Etats. Des sources proches de l'enquête ont confirmé le vol. Le larcin serait de sept pistolets automatiques avec leur chargeurs vides de munitions, six de calibres 9 mm et un de calibre 22 mm. Ils ont été dérobés après qu'une vitrine d'un armurier, exposant au Salon, eut été fracturée. Pourtant, l'organisation du Salon se vantait d'avoir « mis les bouchées doubles sur la sécurité ».

Le Monde.fr du 1er décembre 2009

CUBA : RIEN DE NOUVEAU SOUS LE SOLEIL

Le 18 novembre, plus d'une trentaine d'officiers, dont de nombreux officiers supérieurs et généraux, ont été arrêtés à La Havane et incarcérés dans plusieurs prisons, dont notamment celle de haute sécurité de Colo-Colo, à quelques kilomètres au nord de la capitale cubaine. Accusés de préparer un coup d'Etat, ils auraient été soumis à la torture et leur intégrité physique rapidement mise à mal. Le président Raul Castro a suivi l'affaire personnellement, insistant pour que l'on obtienne rapidement des détenus la confession de leur crime contre le peuple, afin de les faire juger par un tribunal révolutionnaire. A l'étranger, les ONG Amnesty International et Human Rights ont pu être prévenues par des proches de ces officiers. Dans les jours qui suivaient, deux d'entre eux au moins décédaient des coups reçus. Les survivants seront jugés dans quelque temps, condamnés à mort et fusillés. Les corps sont généralement rendus aux familles, auxquelles plus rien n'est versé et qui sont mises au ban, puis enterrés dans des fosses communes. Ces victimes n'auront rien avoué étant dans l'incapacité de le faire car elles sont parfaitement innocentes. En effet, un certain mécontentement couvait, et court encore, dans les rangs des cadres militaires. Raul Castro, comme il l'a déjà fait par le passé, invente alors une tentative de coup d'Etat, en liaison avec les Etats-Unis, lequel est dénoncé par un prétendu membre du groupe des conjurés, ce qui l'autorise à lancer une chasse aux traîtres. La méthode, éprouvée, permet à Castro de calmer les esprits et de s'assurer une certaine popularité.

TTU du 2 décembre 2009

IGNOBLE

Lors du dernier conseil municipal à Vannes, tous les élus s'étaient levés pour observer une minute de silence en hommage aux militaires du 3e RIMA morts en Afghanistan. Tous sauf un, Nadia Morel, qui était restée assise sur sa chaise. Contactée, l'élue assume cette position : « Je n'adhère pas à la minute de silence qui s'est déroulée lors du conseil municipal. Tous les jours, il y a des gens qui meurent à Vannes. On ne fait pas de minute de silence pour autant ».

Le Télégramme du 29 octobre 2009

LES MINARETS ENFLAMMENT INTERNET

En France aussi, les minarets devraient disparaître. Si l'on en croit les consultations d'opinion des sites des médias et les commentaires sous leurs articles, on se demanderait presque comment ces édifices peuvent encore tenir debout. 86% en faveur de l'initiative anti-minarets sur L'Express.fr, 73,37% sur Le Figaro.fr. Sur le Monde.fr 58% des votes estiment que ce référendum est "un signe de démocratie". Même ambiance dans les commentaires, où plane souvent la peur de ces musulmans qui "obéissent tant bien que mal aux lois de la République, en attendant d'être suffisamment nombreux pour s'imposer". Dans les débats se mêlent des réactions aux relents plus ou moins haineux envers l'Islam. (...) C'est surtout la quantité de commentaires et de participation à ces "sondages" en ligne qui impressionne : près de 20000 votes sur L'Express.fr, quand la majorité de ces consultations recueille en moyenne deux ou trois mille clics. L'article le plus commenté compte plus de 400 commentaires avant modération, alors que les débats quotidiens n'atteignent que rarement les 100 réactions. Certains sites, comme Libération, ont même fait le choix de fermer leurs articles aux commentaires.

L'Express.fr du 03 décembre 2009

LA VOIX DE LA CGT

« Le chef de l'Etat aurait tort de croire que le climat social s'est amélioré en se basant uniquement sur l'absence de grandes mobilisations nationales. Il y a aujourd'hui un vrai climat revendicatif dans notre pays, même s'il est plus diffus qu'au premier semestre. Et il s'en rendra compte tôt ou tard. (...) Notre boulot est de faire en sorte que les salariés ne se contentent pas à exprimer leur colère mais qu'ils l'expriment en revendications et obtiennent des résultats. (...) Certains pensent qu'il ne faut pas discuter avec le président actuel parce qu'aucune de nos revendications ne peut, par principe, trouver de réponse satisfaisante. Dois-je attendre 2012 ou plus tard, qu'un autre occupe le poste, pour essayer d'améliorer la situation des salariés ? Ce n'est pas l'histoire ni l'identité de la CGT. En même temps, le président raisonne en termes de rapport de forces sur tous les sujets. Si on veut que nos propositions soient examinées avec sérieux, il faut afficher une mobilisation de haut niveau. » Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT – Le Figaro du 6 décembre 2009

DOULEUR DE FLIC, EN SUISSE AUSSI

« J'ai compris que je n'avais pas de problème avec les étrangers en général, mais bien avec une toute petite partie – ce sont toujours les mêmes – qui nous causent des soucis. Par contre, il y a une bande de jeunes spécialisés dans les tags, les vols de voiture et les brigandages, qui nous agacent. La nuit, c'est surtout eux qu'on voit. Et manque de chance, ils sont en majorité des étrangers. En toute franchise, j'ai tout de même fait un effort pour m'adapter et ma dernière intervention impliquant des Africains s'est faite sans problème. J'ai maintenu une distance, opté pour un vocabulaire plus souple. Lorsque les gens sont ivres, on ne peut pas les aborder comme si de rien n'était. J'accepte aussi de leur part plus de mots vexants car je sais que le lendemain, ils ne le penseront plus. Je n'ai pas le souvenir d'avoir appris tout cela à l'école de police. Face aux jeunes, c'est parfois très difficile aussi. Ils cherchent un adversaire, s'attaquent à la police et testent nos limites. Pour eux, c'est comme un jeu. Ils veulent voir jusqu'où on va parlementer et ils sont tout surpris lorsqu'on intervient. Dans ces cas-là, il me faut plus que des insultes pour partir en cacahuète. Découragé ? Non. De plus, je sais que nos interventions seront de plus en plus difficiles. Si j'avais un enfant, oui, je l'encouragerais à entrer dans la police. C'est un boulot exceptionnel. »

G., 26 ans, gendarme vaudois – Le Temps (Genève) du 6 décembre 2009

PARIS, BIENTOT LE PERMIS A JOINTS ?

La Préfecture de Paris affiche un tableau de chasse éloquent : au cours des dix premiers mois de 2009, sur 4 072 conducteurs contrôlés, 1 206 dépistages se sont avérés positifs et ont été suivis de prélèvements sanguins, sur lesquels 895 ont établi la présence indiscutable de drogue dans le sang. Soit, au final, plus de 22% des personnes contrôlées !

Selon les chiffres de la Préfecture, pour les neuf premiers mois de 2009, soixante-huit accidents sont liés à une conduite sous l'emprise de produits stupéfiants. Parmi les cent sept victimes, sept personnes ont trouvé la mort à Paris et cinquante-deux étaient des blessés graves. Toujours à cause du cannabis.

Bakchich.info du 15 décembre 2009

MIL-VIGILANCE N° 36/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale

M.I.L VIGILANCE

N° 37/2009 La lettre interne des adhérents du M.I.L.

SARKOZY : ON NE PEUT CHANGER LE PEUPLE

« La référence au peuple, c'est déjà, pour certains, le commencement du populisme. Mais c'est en devenant sourd aux cris du peuple, indifférent à ses difficultés, à ses sentiments, à ses aspirations, que l'on nourrit le populisme. Ce mépris du peuple, car c'est une forme de mépris, finit toujours mal. Comment s'étonner du succès des extrêmes quand on ne prend pas en compte la souffrance des électeurs ?

Ce qui vient de se passer me rappelle comment fut accueilli le rejet de la Constitution européenne en 2005. Je me souviens des paroles parfois blessantes qui ont été proférées contre cette majorité de Français qui avait choisi de dire non. C'était opposer irréductiblement la France du oui à celle du non, ouvrir une fracture qui, si elle avait dû se creuser davantage, n'aurait jamais permis à la France de reprendre sa place en Europe.

Pour réconcilier la France du oui et celle du non, il fallait d'abord essayer de comprendre ce qu'avaient voulu exprimer les Français. Il fallait admettre que cette majorité ne s'était pas égarée, mais qu'elle avait, comme la majorité des Irlandais ou la majorité des Néerlandais, exprimé ce qu'elle ressentait et rejeté en toute connaissance de cause une Europe dont elle ne voulait plus parce qu'elle donnait le sentiment d'être de plus en plus indifférente aux aspirations des peuples.

Ne pouvant changer les peuples, il fallait changer d'Europe. La France du non a commencé à se réconcilier avec celle du oui à partir du moment où, au lieu de la juger, on a cherché à la comprendre. C'est alors que, dépassant ce qui la divisait, la France a pu prendre la tête du combat pour changer l'Europe. »

Nicolas Sarkozy, Président de la République – Le Monde du 9 décembre 2009

IDENTITE NATIONALE : SARKOZY DENONCE LES « PROVOCATIONS » RELIGIEUSES

Nicolas Sarkozy s'est refusé à critiquer le vote des Suisses contre les minarets, estimant qu'il reflétait des "préoccupations" largement partagées. "Au lieu de condamner sans appel le peuple suisse, essayons aussi de comprendre ce qu'il a voulu exprimer et ce que ressentent tant de peuples en Europe, y compris le peuple français", qui "sont accueillants, sont tolérants (...) mais ne veulent pas que leur cadre de vie, leur mode de pensée et de relations sociales soient dénaturés", a-t-il écrit. A l'inverse de son ministre de l'Industrie Christian Estrosi, le chef de l'Etat ne s'est pas prononcé clairement contre les minarets mais a appelé tous les croyants à "se garder de toute ostentation ou de toute provocation". S'il a assuré aux Français musulmans qu'il ferait "tout pour qu'ils se sentent des citoyens comme les autres", il les a avertis que "dans notre pays où la civilisation chrétienne a laissé une trace aussi profonde (...) tout ce qui pourrait apparaître comme un défi lancé à cet héritage et à ces valeurs condamnerait à l'échec l'instauration si nécessaire d'un islam de France". Une allusion au port de la burqa, dont il avait déjà dit à la mi-novembre dans la Drôme, qu'elle n'avait "pas sa place" en France.

La Dépêche du 8 décembre 2009

CHUTE HISTORIQUE DU REVENU DES AGRICULTEURS EN 2009

Aucune production n'est épargnée. Les plus touchés, sont les éleveurs laitiers avec une dégringolade de leur revenu de 54%. Suivent de près les producteurs de fruits (-53%), les céréaliers (-51%) et les maraichers (-34%). Certes, les charges à l'exception des engrais ont diminué cette année par rapport à 2008 mais moins vite que le prix des produits. Et les rendements même s'ils sont meilleurs, comme c'est par exemple le cas du blé, n'ont pas compensé la chute des cours internationaux.

Le Figaro 14 décembre 2009

SARKOZY INQUIET POUR LA SECURITE DE SES MINISTRES

Lors du Conseil des ministres, le chef de l'Etat a mis en garde ses ministres. Il leur a conseillé de rester prudent, après l'agression de Berlusconi, la tension est donc montée d'un cran à l'Élysée. Nicolas Sarkozy a déclaré "Soyez vigilant et faites attention à votre sécurité, pendant les vacances de fin d'année, ne partez pas sans un officier de sécurité". Il a jugé également que l'opinion publique française était "un peu énervée".

Les Indiscrets.com du 17 décembre 2009

DEMOCRATIE DIRECTE (SUR LES MINARETS SUISSES) : LES FRANÇAIS EN ONT UNE ENORME ENVIE

Les 2.100 réactions postées en un peu plus d'un jour pour commenter le vote des Suisses sur les minarets ont fait retentir une salve d'applaudissements : très majoritairement, les lecteurs venus sur lepoint.fr ont célébré le "courage", "l'esprit de résistance", la clairvoyance transfrontalière. Les raisons de cet engouement vont bien au-delà d'un repli identitaire.

Laissons de côté les commentaires extrêmes que le respect de la loi et le bon sens nous imposent de supprimer - notons qu'ils sont un peu plus nombreux que de coutume - et voyons les analyses des internautes qui ont conclu à la justesse de la décision majoritaire en Suisse dans laquelle le peuple "a voulu dire non pas qu'il rejetait l'islam en tant que religion, laquelle comme les autres a droit au respect et à la liberté inaliénable du culte, mais qu'il redoutait l'extension en Suisse, comme ailleurs en Europe, d'un islam radical qui veut imposer des lois et des coutumes en contradiction totale avec les droits de l'homme (et de la femme) tels que nous les concevons et qui ne sont pas négociables".

Premier argument, le principe de réciprocité, maintes fois avancé : pas question de favoriser le culte musulman tant que, dans les pays musulmans, les chrétiens seront rejetés, que ce soit "en Indonésie, le plus grand pays musulman du monde, où plus de trois cents églises ont été détruites récemment dans l'indifférence générale et les chrétiens dissuadés de poursuivre leurs activités", "en Arabie saoudite, où essayez donc d'aller construire une église...", en Bosnie ou au Kosovo où "les églises serbes sont perdues au milieu de territoires musulmans". "On ne peut construire d'églises ou de temples bouddhistes en terre musulmane, on ne peut même pas y obtenir de citoyenneté si l'on y est né sans être musulman". Untel a beau opposer que "si l'islam est un obscurantisme, ce n'est pas en éteignant nos Lumières qu'on y verra plus clair", pour la majorité des commentateurs, la dissymétrie n'est pas acceptable. "L'Europe se sent un peu colonisée, pacifiquement, mais colonisée tout de même". Argument corollaire, le minaret est vu non comme un simple élément architectural, mais comme un "symbole politico-religieux", qui figure la volonté de conquête de l'islam, son "prosélytisme", son "expansionnisme". La thèse universaliste est avancée, et on célèbre une "défaite des tenants du relativisme culturel". On voit que les commentateurs des internautes du point.fr prennent position contre l'édification de nouveaux minarets au nom des valeurs républicaines : la liberté, l'égalité (dans la réciprocité), la préservation de la tolérance, la sauvegarde de la laïcité ..., la "modernité du rationalisme". Et c'est ici qu'apparaît la distance qui sépare le "peuple" des "politiques" - et de "bien des médias". Les responsables politiques sont perçus comme défenseurs jaloux d'une démocratie représentative qui leur garantit des fonctions privilégiées et les rend progressivement sourds à la voix du "souverain" (le peuple). Alors, la démocratie à laquelle on aspire, parce qu'on a l'impression de ne plus jamais être entendu, est un régime direct. Comme dans les votations suisses. "C'est le pays réel qui a gagné, c'est une belle leçon de démocratie". "Le peuple suisse montre le décalage qu'il y a d'une part entre les gouvernants, les médias, les intellectuels, et d'autre part le peuple d'en bas qui en bave tous les jours". "Nos politiques se disent tolérants. Mais quand on n'est pas de leur avis, ils vous laissent entendre que vous n'avez pas toute votre tête". "Pour eux, le peuple a le droit de s'exprimer, mais uniquement dans le sens qu'ils ont décidé préalablement". "Jamais la cassure n'a été aussi nette entre les Français de racines et leurs prétendues élites. Mais ces dernières se croient d'une essence tellement supérieure... Leur rêve est de mettre Brecht en pratique : le peuple ayant mal voté, le gouvernement a décidé de dissoudre le peuple et d'en nommer un autre".

Populisme ? Limites de la démocratie directe ? Faiblesses de la vox populi ? Les commentateurs sont conscients de ces dangers : "Méfiez-vous tout de même de la vox populi, souvent exprimée sous le coup de l'émotion ou de l'humeur du moment". "Le populisme tient aujourd'hui lieu de pensée universelle : les minarets, c'est musulman, donc c'est pas nous... à ce train-là, on est bon pour refaire les croisades." "Avec ce refus, on atteint les limites de la démocratie directe et de son exercice au cours duquel les minorités ne sont plus entendues ; alors que la démocratie, c'est aussi et surtout la reconnaissance et la protection des minorités, et religieuses et culturelles et ethniques".

Mais le principal écueil n'est pas là. Il est dans le fonctionnement jugé décevant de la démocratie représentative : "La démocratie représentative que nous vivons fonctionne mal et ne tient pas ses promesses, pis elle fait souvent le contraire de ce qu'elle promet. Je préfère de beaucoup ce qui est péjorativement appelé par les pédants qui nous gouvernent populisme, c'est l'émanation directe et démocratique de ce que souhaite le peuple". Il est aussi dans la perception d'une inefficacité du pouvoir : "Cela fait des mois qu'ils réfléchissent, qu'ils pensent, qu'ils pèsent, qu'ils soupèsent pour savoir s'il faut envisager de peut-être réfléchir à penser qu'il serait souhaitable de s'interroger, etc.". Il est enfin dans une contestation du style du pouvoir : "Populisme ! s'indignent les amis du désastre ! Hé bien, mieux vaut le populisme que le peopolisme naïeux".

La surprise déclenchée par le résultat de la consultation en Suisse inspire à un internaute cette apostrophe facétieuse et provocatrice aux politiques : "Bienvenue chez nous !"

Le Point.fr du 1er décembre 2009

LE PRIX D'UN FONCTIONNAIRE

Lorsqu'il titularise un agent, l'Etat s'engage en moyenne à le rémunérer durant cinquante ans (salaires et retraites). Le coût moyen pour l'Etat d'un fonctionnaire tout au long de sa vie est estimé à environ 3,5 millions d'euros, selon la Cour des Comptes.

20 Minutes du 17 décembre 2009

DIX ANS APRES, LE FIASCO DES 35 HEURES

C'était il y a dix ans, le 15 décembre 1999. Le Parlement faisait entrer définitivement la France dans l'ère des 35 heures en adoptant la seconde loi Aubry sur la réduction du temps du travail. Les entreprises de plus de 20 salariés avaient jusqu'au 1er février suivant pour se mettre en règle ; les plus petites obtenaient deux ans de sursis.

Tous les gouvernements qui se sont succédé depuis 2002 n'ont eu de cesse de corriger ce que Lionel Jospin avait fini par qualifier d'« erreur économique » et que Nicolas Sarkozy estime aujourd'hui être une « erreur historique ». D'après l'institut de recherche COE-Rexecode, les 350 000 emplois créés entre 1997 et 2002 ne l'ont été que grâce à la croissance, et pas grâce à la réduction du temps de travail. « L'accroissement de l'emploi n'a pas été supérieur en France sur cette période, alors que nous avons une croissance plus forte », remarquait dès 2004, son directeur, Michel Didier. Il n'y a pas eu un enrichissement supérieur de la croissance en emplois qui s'expliquerait par la réduction du temps de travail. »

Côté finances publiques, les 35 heures ont coûté cher : 15 milliards d'euros par an, à partir de 2002, en allègements de charges, pour compenser en partie l'augmentation de 11 % du coût horaire du travail. Ces aides n'ont pas suffi, car les entreprises ont dû piocher dans leurs gains de productivité et geler les salaires pendant plusieurs années pour régler la note.

Les sociétés qui ont le plus souffert sont celles qui avaient anticipé la loi, réduisant volontairement le temps de travail et recevant des aides en échange de créations d'emplois. « Ça a été une catastrophe pour celles qui payaient bien leurs salariés », note Eric Heyer, de l'OFCE. A partir de 2000, la loi ne fixait plus aucune condition de création d'emplois pour bénéficier des allègements de charges. »

Côté compétitivité, ce n'est pas mieux. Selon COE-Rexecode, la perte de plus de 3 points de parts de marché de la France dans la zone euro depuis 1999 serait ainsi largement imputable aux 35 heures, qui handicapent les entreprises françaises par rapport à leurs concurrentes. « Nous avons peut-être évité l'effondrement, mais pas l'affaiblissement, conclut Laurence Parisot en 2007 dans Besoin d'air. Nous avons toujours le droit de jouer dans la compétition économique mondiale, mais plus en première division ! »

Le Figaro 14 décembre 2009

LES DEPUTES UMP VEULENT INTERDIRE TOTALEMENT LA BURQA

L'épilogue est proche. Les trois ministres qui s'expriment devant la mission parlementaire sur le voile intégral devraient appuyer une loi pour proscrire la burqa des services publics. À l'issue de plusieurs réunions, les ministres se sont rangés derrière la formule de Xavier Darcos, « la République à visage découvert ». Une ligne « prudente » qui limite l'interdiction aux mairies, préfetures, bureaux de poste, à la Sécurité sociale... Sans statuer sur l'université, ni sur les transports. Elle n'intervient pas sur le port de la burqa dans la rue, objet de controverses juridiques intenses. « Une interdiction globale serait difficile à défendre devant la Cour européenne des droits de l'homme », avance un conseiller. Seul Eric Besson, le ministre de l'Immigration, semble encore décidé à bannir totalement ce vêtement, au nom de la dignité de la femme. Symboliquement, les ministres souhaiteraient que le voile intégral soit désormais un obstacle à la naturalisation. Pour celle qui le revêt comme pour son époux. Car elle « manifeste un défaut d'assimilation aux valeurs françaises ». Le gouvernement entend généraliser une jurisprudence établie par le Conseil d'Etat en 2008. Les Sages avaient estimé qu'une femme marocaine, mariée à un Français et portant le voile intégral, avait « adopté une pratique radicale de sa religion, incompatible avec les valeurs essentielles de la communauté française, et notamment avec le principe d'égalité des sexes ».

C'est au nom de ces valeurs que les députés du groupe UMP proposent eux, une interdiction totale du voile intégral dans l'espace public. « La réalité, c'est que personne en France ne souhaite raisonnablement que cette pratique s'installe sur notre territoire. Les représentants des musulmans de France ont une position très claire, qui rejoint celle de la très grande majorité de nos concitoyens, pour qui le port de la burqa n'est pas compatible avec la vie en société, avec les valeurs de la République », explique Jean-François Copé. Le groupe va donc plaider pour bannir la burqa des services publics et bâtiments accueillant du public, mais également de la rue. « Car la visibilité du visage est une des conditions du vivre ensemble », tranche François Baroin, qui copréside la mission burqa formée au sein du groupe UMP. Hors période de carnaval, « chacun doit aller à visage découvert ». Autrement, une infraction sera commise, passible d'une amende. Les députés UMP sont prêts, quoi qu'il arrive, à déposer une proposition de loi pour bannir le voile intégral de l'espace public, au nom de la sécurité et de la dignité de la personne.

Le Figaro du 6 décembre 2009

MM. LEFEBVRE ET MARIANI PREFERENT LES AFGHANS QUI SE BATTENT A "CEUX QUI FUIENT"

Le renvoi par charter de neuf immigrés en situation irrégulière en Afghanistan a suscité l'ire de l'opposition et du milieu associatif. Face à ces critiques, l'UMP a justifié la politique du ministre de l'immigration Eric Besson en évoquant le devoir de combattre de ces jeunes Afghans. Le porte-parole du parti présidentiel Frédéric Lefebvre a apporté, peu avant le départ du charter, son « soutien plein et entier » à M. Besson en arguant du fait que ces « jeunes Afghans » avaient le devoir de se battre dans leur pays contre les talibans. « Alors que de nombreux pays du monde, dont la France, sont engagés en Afghanistan, qui pourrait comprendre que des Afghans dans la force de l'âge n'assument pas leur devoir, et échappent à la formation que, notamment, les forces françaises leur proposent pour défendre leur propre liberté dans leur pays ? », s'est-il interrogé dans un communiqué. M. Lefebvre a également rappelé que les neuf personnes renvoyées en Afghanistan mardi soir « se sont vu refuser l'asile dans notre pays, après avoir épuisé toutes les voies de recours. Ce qui signifie qu'ils ne sont en rien persécutés dans leur pays, et qu'ils ne sont pas des réfugiés politiques ».

Au diapas, le député UMP du Vaucluse Thierry Mariani, auteur de feu l'amendement sur les tests ADN, a justifié ces expulsions avec des arguments approchants. Dans un communiqué publié sur son site personnel, celui qui est également représentant spécial du président de la République pour l'Afghanistan et le Pakistan, fait part de son « étonnement » face aux critiques venues de ceux « qui ont fait de l'indignation permanente leur fond de commerce ». Dans un passage qu'il a pris soin de souligner, il explique que son « estime va davantage aux jeunes Afghans qui ont fait le choix de rester dans leur pays pour le reconstruire et lutter contre les talibans aux côtés des soldats français qu'à ceux qui le fuient ».

Le Monde.fr du 16 décembre 2009

LA LOGISTIQUE D'UNE ROCK STAR

Nicolas Sarkozy voyage aussi léger qu'un chanteur de rock en tournée : 45 caisses de matériel, jusqu'à 40 enceintes, 1 à 6 pupitres, 10 à 30 drapeaux. Au total ce sont 5 à 8 tonnes de matériel qui sont embarqués dans les soutes des avions ou par camions pour chacun de ses déplacements.

Le Parisien du 14 décembre 2009

LE NPA EN PLEIN DEBAT SUR SON IDENTITE ELECTORALE

À l'approche des élections régionales, le Nouveau Parti anticapitaliste d'Olivier Besancenot s'embourbe. Après l'échec d'une alliance nationale avec les autres partis de la gauche radicale, le NPA, tiraillé entre trois tendances à sa base, s'apprête à un nouveau solo électoral dans la plupart des régions en mars. Le deuxième après celui des européennes de juin (4,9% et aucun élu). Dix mois seulement après son congrès fondateur, la démobilisation guette déjà une partie des troupes anticapitalistes, découragée de constater, une fois de plus, les divisions de la gauche radicale. « On sent qu'il y a beaucoup de confusion parmi les militants en ce moment », observe un membre de la direction. « Nombre d'entre eux se disent : "Si c'est pour partir tout seul à chaque élection, à quoi ça sert ?" » poursuit un responsable de l'est de la France.

Le vote des militants NPA a révélé un parti coupé en trois courants : ceux qui, à l'image de la majorité de la direction, défendent des listes d'union excluant toute participation aux exécutifs dans les régions (36,3% des voix lors du vote des militants) ; les partisans de listes NPA pur jus (28,5%) et l'autre minorité « unitaire » (31,5%), qui plaide pour une alliance avec les communistes et le Parti de gauche (PG) de Jean-Luc Mélenchon. « On est victimes des questions laissées en suspens lors de la création du parti », analyse un responsable. De fait, le NPA se retrouve écartelé entre les réalistes, prêts aux compromis, et les plus révolutionnaires, allergiques à toute idée d'union. « On n'est plus dans la dynamique qu'on a connue avant le congrès de fondation », concède Pierre-François Grond, bras droit d'Olivier Besancenot.

Libération du 12 décembre 2009

MEME LES COMMUNISTES SE DECHIRENT

En Picardie les communistes auront l'embarras du choix en mars prochain ! Selon leur préférence, ils pourront voter pour la liste officielle du PCF, pour celle de gauche comprenant des communistes ou pour celle de Maxime Metz...

Le Courrier Picard du 18 décembre 2009

MIL-VIGILANCE N° 37/2009

Mouvement Initiative et Liberté, 75 rue L. Rouquier 92300 Levallois

Imprimerie spéciale